
WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN
LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR D'ARBITRAGE

F. 98 — 2679

[C — 98/21382]

Arrêt n° 90/98 du 15 juillet 1998

Numéro du rôle : 1343

En cause : la demande de suspension des articles 3 et 4, b), de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, introduite par L. Désir et autres.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans et M. Bossuyt, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. Objet de la demande

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste les 29 mai 1998 et 12 juin 1998 et parvenues au greffe les 2 et 15 juin 1998, une demande de suspension des articles 3 et 4, b), de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats (publiée au *Moniteur belge* du 1^{er} janvier 1998) a été introduite par L. Désir, demeurant à 4300 Waremmes, avenue Joachim 15, B. Servais, demeurant à 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert 1^{er} 35, C. Van Damme, demeurant à 1970 Wezembeek-Oppem, avenue du Martin-Pêcheur 1, et J. Vandenheuvel, demeurant à 1210 Bruxelles, rue de Rotterdam 44.

Les parties requérantes demandent également l'annulation des mêmes dispositions légales.

II. La procédure

Par ordonnance du 2 juin 1998, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Par ordonnance du 17 juin 1998, la Cour a fixé l'audience au 24 juin 1998.

Cette ordonnance a été notifiée aux autorités mentionnées à l'article 76 de la loi organique ainsi qu'aux requérants et à leurs avocats, par lettres recommandées à la poste le 18 juin 1998.

A l'audience publique du 24 juin 1998 :

— ont comparu :

. Me F. Tulkens, avocat au barreau de Bruxelles, pour les parties requérantes;

. Me R. Ergec *loco* Me P. Peeters, avocats au barreau de Bruxelles, pour le Conseil des ministres;

— les juges-rapporteurs L. François et H. Coremans ont fait rapport;

— les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des dispositions attaquées*

Les articles 3 et 4, *b*), de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259*bis* du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats disposent :

« Art. 3. L'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991 est complété comme suit :

« Lors de la présentation pour la nomination aux fonctions visées par les articles 187, 188, 190 à 194, 207, § 2, 208 et 209 du Code judiciaire, le ministre de la Justice tiendra uniquement compte, en ce qui concerne les juges suppléants précités, de ceux qui ont obtenu un avis favorable et unanime de la part du comité d'avis.

Si, outre un des juges suppléants précités, un lauréat de l'examen d'aptitude professionnelle, une personne qui a terminé le stage judiciaire requis, ou un magistrat, font acte de candidature pour une nomination, le ministre ne pourra pas tenir compte de la candidature du juge suppléant si un avis favorable et unanime a été émis à l'égard d'au moins un des autres candidats. »

Art. 4. « Mesures transitoires ».

Le délai visé à l'article 259*bis*, § 6, du Code judiciaire prend cours à la date d'entrée en vigueur de la présente loi : [...]

b) pour les personnes visées à l'article 21, § 1^{er}, alinéas 2 et 3, de la loi du 18 juillet 1991, qui sont, à cette date, réputées avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259*bis*, § 4, du même Code. »

IV. *En droit*

— A —

Requête.

A.1.1. Dans son arrêt n° 53/94, la Cour a considéré qu'il était justifié de dispenser de l'examen d'aptitude professionnelle visé à l'article 259*bis* du Code judiciaire les juges suppléants qui étaient en fonction avant le 1^{er} octobre 1993, les juges suppléants étant assimilables aux juges effectifs, également réputés avoir réussi cet examen.

A.1.2. La loi du 9 juillet 1997 contient trois mesures qui font grief aux juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 : ils voient la présomption irréfragable de réussite de l'examen être ramenée à une présomption temporaire; en outre, durant la période de validité de cette présomption, ils ne peuvent être nommés juge effectif que moyennant un avis favorable et unanime (exigence d'un avis qualifié) et pour autant qu'il n'y ait pas de candidat lauréat, stagiaire ou magistrat effectif bénéficiant d'un avis favorable émis à l'unanimité (règle de préséance de certains concurrents).

Trois moyens sont avancés à l'appui de la demande de suspension, le second et le troisième l'étant à titre subsidiaire.

Premier moyen

A.2.1. En limitant à sept ans la présomption de réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, dont bénéficient les suppléants, l'article 4, *b*), de la loi du 9 juillet 1997 supprime sans justification pertinente l'égalité (instaurée par la loi du 6 août 1993 et admise par l'arrêt n° 53/94) entre les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et les magistrats effectifs également nommés avant cette date, le bénéfice de la présomption de réussite étant désormais limité pour les premiers alors qu'il ne l'est pas pour les seconds.

A.2.2. En ce qu'elle est motivée par le souci d'aligner le régime des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 sur celui des lauréats actuels de l'examen dont le bénéfice de la réussite est désormais limité à sept ans — les juges suppléants nommés après le 1^{er} octobre 1993 devant également réussir un examen d'aptitude professionnelle pour pouvoir être nommés juge effectif —, la mesure constitue un pas en arrière qui est en soi inconstitutionnel, les motifs qui avaient justifié l'assimilation consacrée par la Cour dans son arrêt n° 53/94 du 29 juin 1994 n'ayant pas disparu. Les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 devaient satisfaire aux mêmes conditions que les juges effectifs pour pouvoir être nommés, en sorte que la présomption de réussite de l'examen consacrée en 1993 ne peut plus être remise en cause, notamment par une limitation *ratione temporis*.

Par analogie, on peut également se référer à l'arrêt n° 25/98 par lequel fut annulé l'article 21, § 2, du décret de la Communauté flamande du 8 juillet 1996 relatif à l'enseignement VII en ce qu'il n'accorde pas aux membres du personnel ayant réussi, avant son entrée en vigueur, les épreuves visées aux articles 22 et 27, les mêmes droits que ceux dont bénéficient les membres du personnel ayant la qualité de lauréat depuis cette entrée en vigueur.

Deuxième moyen

A.3.1. Dans une première branche, l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, seconde phrase (ajoutée par l'article 3 de la loi attaquée), de la loi du 18 juillet 1991 est critiqué en ce qu'il instaure une discrimination entre les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et les autres candidats aux fonctions judiciaires en cause, la nomination des seuls premiers étant désormais soumise à un avis favorable et unanime du comité d'avis.

Certes, la nécessité d'un avis favorable peut, sous réserve du premier moyen, se justifier par la grande hétérogénéité des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993. Dans la mesure où l'ensemble de ces juges suppléants peut se trouver en concurrence avec la candidature de quelqu'un qui a réussi l'examen ou terminé le stage, il peut sembler raisonnable, pour assurer la qualité des candidatures de juges suppléants, que toute candidature de l'un d'entre eux recueille un avis favorable du comité d'avis.

En revanche, l'exigence de l'unanimité du comité d'avis, par laquelle on assurerait la même objectivation pour les juges suppléants réputés avoir réussi l'examen d'aptitude, est excessive en ce qu'elle confère un véritable « droit de veto » à chaque membre du comité d'avis appelé à se prononcer sur la candidature du juge suppléant concerné. Il suffirait d'un seul vote négatif, éventuellement suite à un scrutin secret, pour que la candidature d'un juge suppléant ne soit plus retenue, alors que les motifs de ce vote négatif peuvent être totalement étrangers aux qualités professionnelles du candidat concerné. On n'aperçoit pas de motifs objectifs et raisonnables justifiant de ne pas mettre sur un même pied d'égalité les candidatures de juge suppléant et toute autre candidature.

A.3.2. Dans une seconde branche, la même disposition est critiquée à titre subsidiaire car si même l'on admet que l'exigence d'unanimité assure l'égalité entre les juges suppléants et les lauréats de l'examen ou les stagiaires ayant achevé leur stage (*quod non*), cette exigence crée une discrimination entre juges suppléants et magistrats effectifs, alors que, avant le 1^{er} octobre 1993, les conditions de nomination étaient identiques.

Il convient à cet égard de faire une sous-distinction entre la candidature du magistrat effectif nommé après réussite du concours ou de l'examen, et celle du magistrat effectif nommé sans concours ni examen, c'est-à-dire sur les mêmes bases que celles en vertu desquelles ont été nommés les juges suppléants avant le 1^{er} octobre 1993. Si, s'agissant d'un juge suppléant, l'avis favorable peut être justifié par rapport à la première catégorie de magistrats effectifs, on n'aperçoit en revanche pas de raison de maintenir l'exigence d'unanimité par rapport à la prise en compte de la candidature d'un magistrat effectif, lui aussi nommé sans examen ni concours : s'il existe, à tort ou à raison, un soupçon de politisation, ce soupçon existe pour l'un et pour l'autre.

Troisième moyen

A.4.1. Selon une première branche, l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, ajouté par l'article 3 de la loi attaquée, méconnaît l'égalité de présomption de réussite de l'examen d'aptitude dont bénéficient les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 (et ce en vertu de l'article 3 de la loi du 6 août 1993, qui a complété l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991), par rapport à tous les autres candidats concurrents, qu'ils aient réussi l'examen ou le concours ou qu'ils soient présumés l'avoir réussi, tels les magistrats effectifs au 1^{er} octobre 1993 : la disposition critiquée confère en effet à ces candidats une préséance vis-à-vis des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993, même lorsqu'ils disposent d'un avis favorable et unanime du comité d'avis.

A.4.2. La mesure est disproportionnée en ce qu'elle altère la présomption de réussite de l'examen dont bénéficient les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993. Dès lors que le législateur assimile les juges suppléants à des lauréats de l'examen ou à des stagiaires ayant réussi leur concours, par la voie d'une présomption, à l'instar des magistrats effectifs nommés avant le 1^{er} octobre 1993, il ne peut créer à l'égard des premiers une cause de défaveur qui a pour effet d'empêcher leur nomination comme juge effectif lorsqu'ils sont en compétition avec les seconds.

A.4.3. Dans une seconde branche, la même discrimination est critiquée en ce qu'elle est particulièrement accentuée à l'égard de la candidature d'un magistrat effectif. S'il n'a réussi ni le concours, ni l'examen, parce que ceux-ci n'étaient pas encore requis, celui-ci ne justifie d'aucune qualité supplémentaire par rapport au juge suppléant, si ce n'est d'être un magistrat qui siège de manière plus permanente. Cette seule circonstance de fait ne garantit ni la qualité du travail fourni, ni la « dépolitisation » du candidat. On n'aperçoit pas de motif

d'accorder une préséance au magistrat effectif par rapport au juge suppléant nommé avant le 1^{er} octobre 1993 : alors que tous deux sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude, cette préséance empêche de tenir compte de la candidature du juge suppléant qui aurait pourtant recueilli un avis unanime et favorable.

Cette règle de préséance se cumule avec l'obligation faite uniquement au juge suppléant de bénéficier d'un avis unanime et favorable du comité d'avis, comme l'a critiqué le moyen précédent.

Préjudice grave difficilement réparable

A.5.1. Les quatre requérants, juges suppléants, ont chacun postulé à une place vacante de juge ou de juge de complément dans un tribunal de première instance. Le comité d'avis a émis, à l'unanimité, un avis très favorable sur la candidature de trois d'entre eux et favorable sur celle du quatrième.

Malgré ces avis, les candidatures des requérants — qui, sans la règle inscrite à l'article 21, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991 ajouté par l'article 3 de la loi attaquée, auraient été prises en compte sans autre exigence — pourraient ne plus être prises en compte s'il devait apparaître qu'un lauréat d'examen, un stagiaire ayant terminé son stage ou un magistrat effectif postule aux mêmes places, en bénéficiant aussi d'un avis favorable et unanime émis par le comité d'avis. Les requérants ignorent si des candidatures concurrentes ont recueilli un tel avis, en sorte qu'elles auraient une préséance par rapport à la leur; l'Etat belge pourrait à cet égard fournir à la Cour tous les éléments de fait qui lui apparaîtraient nécessaires.

En toute hypothèse, le risque de préjudice grave et irréparable suffit et est établi (les candidatures des requérants pouvant être écartées au profit de candidatures concurrentes), spécialement pour les requérants disposant d'un avis très favorable et unanime puisqu'ils pourraient être, en vertu de la loi attaquée, « barrés » par un lauréat, un stagiaire ou un magistrat effectif n'ayant recueilli qu'un avis favorable unanime.

A.5.2. Le préjudice est grave, car la manière dont les candidatures des requérants pourraient être écartées peut s'interpréter comme une prétendue incompétence pour cause de nomination antérieure non « objective ». Cette présomption leur cause un préjudice moral grave (voy., par analogie, C.A., arrêt n° 44/96, 12 juillet 1996, B.4.4), préjudice qui contraste avec les opinions (très) flatteuses émises à leur égard par le comité d'avis.

Le préjudice est grave en ce que la loi permet d'écarter des candidatures de personnes ayant accumulé sur le terrain une expérience véritable et plus prolongée que celle des stagiaires et ayant recueilli des avis meilleurs que ceux relatifs aux candidats qui seraient en définitive nommés.

Enfin, le préjudice est également grave car la loi attaquée sanctionne les juges suppléants des tribunaux de première instance ou de justice de paix, nommés avant le 1^{er} octobre 1993, au motif que ceux-ci n'ont pas passé l'examen d'aptitude alors que par une loi contenant des mesures en vue de résorber l'arriéré judiciaire dans les cours d'appel, également promulguée le 9 juillet 1997, on a créé la fonction des conseillers suppléants, lesquels sont chargés de connaître, en degré d'appel, des décisions prononcées en première instance par des juges effectifs ou suppléants, sans cependant avoir dû présenter aucune forme d'examen d'aptitude. L'entrave ainsi créée aux possibilités de carrière des requérants constitue un préjudice moral grave.

A.5.3. Le préjudice est irréparable car les places de juge effectif auxquelles deux des requérants sont candidats ne sont pas fréquemment déclarées vacantes et les nouvelles places de juge de complément (loi du 10 février 1998) sont elles aussi soumises aux dispositions attaquées. Le préjudice est aggravé par cela que les deux autres requérants, candidats à des fonctions de juge de complément, ont été désignés comme juges délégués (articles 87, alinéa 2, 378, 1^o, et 379 du Code judiciaire) et ont donc assumé, très régulièrement, la tâche de juges effectifs en nombre insuffisant.

Faute de suspension, lors des prochaines vacances, les requérants devraient faire face à la concurrence d'un plus grand nombre de stagiaires ou de lauréats de l'examen d'aptitude, ce qui cause également un préjudice difficilement réparable (voy., *a contrario*, C.A., arrêt n° 21/94, 3 mars 1994, qui rejette la demande de suspension car les requérants, soit ne postulaient qu'à une place de juge suppléant et non à une place de juge effectif, soit n'avaient pas présenté l'examen d'aptitude, soit l'avaient présenté mais ne postulaient pas à une place vacante. Il n'y avait donc pas, contrairement aux cas d'espèce, de risque de préjudice grave difficilement réparable).

— B —

Quant aux dispositions attaquées

B.1.1. La loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats a subordonné, à compter du 1^{er} octobre 1993, la nomination des magistrats à un stage judiciaire précédé d'un concours ou à la réussite d'un examen d'aptitude professionnelle, dont, en vertu de l'article 2 de la loi du 9 juillet 1997 modifiant les articles 259bis du Code judiciaire et 21 de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats, la validité est désormais limitée à sept ans à compter de la date du procès-verbal de l'examen.

B.1.2. L'article 21, § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991 précitée, dans la rédaction qui lui a été donnée par la loi du 1^{er} décembre 1994 relative à la formation et au recrutement des magistrats, dispose :

« Les magistrats en fonction au jour de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente loi, et les magistrats nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir accompli le stage judiciaire défini à l'article 259quater du Code judiciaire, inséré par l'article 20 de la présente loi et sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle, prévu par l'article 259bis du même Code.

Les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi et les juges suppléants nommés avant l'entrée en vigueur de la présente loi, mais auxquels démission honorable a été accordée pour cause d'incompatibilité, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du même Code. »

B.1.3. L'alinéa 2, dans la version que lui avait donnée la loi du 6 août 1993 « modifiant les articles 259bis et 259quater du Code judiciaire et complétant l'article 21, § 1^{er}, de la loi du 18 juillet 1991 modifiant les règles du Code judiciaire relatives à la formation et au recrutement des magistrats » et selon laquelle « les juges suppléants et les juges suppléants auxquels démission honorable a été accordée avant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle prévu par l'article 259bis du Code judiciaire », fut annulé par l'arrêt n° 53/94 du 29 juin 1994 en tant qu'il s'appliquait aux juges suppléants nommés après l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 1991, à savoir le 1^{er} octobre 1993.

B.1.4. L'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 complète l'alinéa 2 précité et y ajoute un troisième alinéa, afin de subordonner à deux conditions la prise en considération, pour une nomination à certaines fonctions judiciaires, de la candidature des juges suppléants. Les nouvelles dispositions énoncent :

« Lors de la présentation pour la nomination aux fonctions visées par les articles 187, 188, 190 à 194, 207, § 2, 208 et 209 du Code judiciaire, le ministre de la Justice tiendra uniquement compte, en ce qui concerne les juges suppléants précités, de ceux qui ont obtenu un avis favorable et unanime de la part du comité d'avis.

Si, outre un des juges suppléants précités, un lauréat de l'examen d'aptitude professionnelle, une personne qui a terminé le stage judiciaire requis, ou un magistrat, font acte de candidature pour une nomination, le ministre ne pourra pas tenir compte de la candidature du juge suppléant si un avis favorable et unanime a été émis à l'égard d'au moins un des autres candidats. »

B.1.5. Par analogie avec la disposition limitant à sept ans le bénéfice de la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle (B.1.1), l'article 4, b), attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 limite à sept ans, à compter du 11 janvier 1998, la durée pendant laquelle les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 sont réputés avoir réussi cet examen.

B.2. Aux termes de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, deux conditions de fond doivent être remplies pour que la suspension puisse être décidée :

— des moyens sérieux doivent être invoqués;

— l'exécution immédiate de la règle attaquée doit risquer de causer un préjudice grave difficilement réparable.

Les deux conditions étant cumulatives, la constatation que l'une de ces deux conditions n'est pas remplie entraîne le rejet de la demande de suspension.

Quant à l'article 4, b), de la loi du 9 juillet 1997 (premier moyen)

B.3.1. Les requérants font grief à la disposition attaquée d'établir sans justification une différence de traitement entre les magistrats nommés avant le 1^{er} octobre 1993 selon qu'ils sont juges effectifs ou juges suppléants, en limitant à sept ans, à compter du 11 janvier 1998, la durée pendant laquelle les seconds sont réputés avoir réussi l'examen d'aptitude professionnelle alors qu'aucun délai n'est fixé pour les premiers et que la loi du 6 août 1993 a, entre les uns et les autres, établi à cet égard une assimilation que la Cour, en son arrêt n° 53/94, n'a pas jugée inconstitutionnelle.

B.3.2. La limitation critiquée ne doit frapper les intéressés qu'à l'expiration d'un délai de sept ans à compter de l'entrée en vigueur de la disposition attaquée. Il n'existe donc pas de risque que l'exécution immédiate de celle-ci cause un préjudice grave et difficilement réparable.

Au regard de l'article 4, b), attaqué, la demande de suspension ne contient pas d'élément établissant le risque d'un tel préjudice.

Quant à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 18 juillet 1991, complété par l'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 (deuxième moyen)

B.4.1. Les requérants font grief à la disposition attaquée d'établir sans justification une différence de traitement entre, d'une part, les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993, dont la candidature à une nomination de magistrat effectif ne peut être prise en considération par le ministre de la Justice que si cette candidature a fait l'objet d'un avis favorable et unanime du comité d'avis institué en vertu de l'article 259ter du Code judiciaire et, d'autre part, les autres candidats, pour lesquels un tel avis n'est pas requis; la différence de traitement leur paraît d'autant plus critiquable que parmi ces candidats figurent des magistrats effectifs dont la nomination, avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 précitée (1^{er} octobre 1993), se faisait aux mêmes conditions que celle des juges suppléants et n'était pas subordonnée à la réussite d'un concours ou d'un examen.

B.4.2. Le développement du moyen fait apparaître qu'est seule critiquée l'exigence de l'unanimité du comité d'avis.

B.4.3. Dans leur demande de suspension, les requérants, juges suppléants, exposent qu'ils ont, chacun, introduit leur candidature à une fonction de juge (effectif ou de complément) au tribunal de première instance et que cette candidature a recueilli un avis, favorable ou très favorable selon le cas, du comité d'avis compétent, lequel s'est prononcé à l'unanimité.

Les requérants indiquant eux-mêmes qu'ils ont obtenu l'avis unanime et favorable requis par la disposition en cause, l'exécution immédiate de celle-ci ne peut, en l'espèce, leur causer un préjudice grave difficilement réparable; ils ne soutiennent pas avoir introduit leur candidature à d'autres postes de magistrat effectif ou de complément et n'apportent pas d'élément susceptible de faire apparaître, avec un degré raisonnable de probabilité, qu'ils introduiront leur candidature à de tels postes qui seront déclarés vacants avant que la Cour ait statué sur le recours en annulation; au regard de la disposition attaquée, leur demande ne contient pas d'élément concret établissant le risque d'un préjudice grave difficilement réparable.

Quant à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 18 juillet 1991, ajouté par l'article 3, attaqué, de la loi du 9 juillet 1997 (troisième moyen)

B.5.1. Les requérants font grief à la disposition en cause d'établir sans justification une différence de traitement entre, d'une part, les juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 et, d'autre part, les lauréats de l'examen d'aptitude professionnelle, les candidats qui ont terminé le stage judiciaire et les magistrats effectifs, en ce que, quand la candidature de ces personnes à une fonction de magistrat effectif a fait l'objet d'un avis favorable et unanime du comité d'avis, cette candidature empêche le ministre de la Justice de prendre en considération la candidature desdits juges suppléants à cette même fonction, alors que ceux-ci bénéficient d'une présomption de réussite de l'examen et qu'avant l'entrée en vigueur de la disposition attaquée, les conditions de nomination à une fonction de magistrat effectif étaient identiques pour les magistrats effectifs et pour les juges suppléants nommés sans concours ni examen avant l'entrée en vigueur de la loi du 6 août 1993 précitée (1^{er} octobre 1993).

Le législateur a donc revu le régime transitoire dans un sens restrictif. La présomption de réussite de l'examen accordée aux juges suppléants nommés avant une certaine date ne leur permet plus d'être nommés en cas de concours avec d'autres catégories de candidats, sauf dans le cas où ces juges suppléants sont les seuls candidats sur lesquels un avis favorable unanime a été émis.

B.5.2. En adoptant la loi du 18 juillet 1991, le législateur entendait organiser un recrutement des magistrats sur des bases objectives et mettre fin à la « grave suspicion » pesant sur une procédure de nomination qui « repose prioritairement sur des considérations politiques » (*Doc. parl.*, Sénat, 1989-1990, n° 974-1, pp. 2 et 3). La loi subordonne l'accès à la magistrature soit à la réussite d'un concours suivi d'un stage, soit à la réussite d'un examen et à la vérification d'une expérience professionnelle.

B.5.3. Le nouveau régime transitoire que les requérants critiquent procède de l'idée que, depuis l'adoption de la loi du 18 juillet 1991, les mentalités ont évolué, et de la constatation que de nombreux candidats ont entre-temps réussi l'examen d'aptitude professionnelle, auquel les juges suppléants peuvent aussi se présenter (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/6, p. 28). L'amendement qui a abouti à l'article 21, § 1^{er}, alinéa 3, fut justifié en ces termes :

« — la nomination de juges suppléants constitue en principe une injustice à l'égard de ceux qui se sont soumis à un examen et ont ainsi fait preuve de leur aptitude;

— la nomination de suppléants va à l'encontre de la logique du système pour les premières nominations de magistrats, système qui repose sur deux piliers : d'une part, une certaine expérience professionnelle, soit comme avocat, soit comme titulaire d'une autre fonction juridique, soit comme stagiaire judiciaire, et, d'autre part, une aptitude prouvée par un examen devant le collège de recrutement. En cas de nomination d'un juge suppléant, un de ces piliers disparaît et le système perd dès lors sa cohérence;

— l'examen ne devrait poser aucun problème aux juges suppléants *compétents*; au contraire, ils sont favorisés par rapport aux autres candidats, étant donné qu'ils ont une expérience en matière de rédaction de jugements.

Le seul argument rationnel permettant encore de justifier la nomination de juges suppléants pendant une période transitoire limitée est de nature pratique, à savoir la crainte — pratiquement sans fondement — que, pendant les premières années, aucun lauréat de l'examen ou aucun stagiaire judiciaire ne postule certaines fonctions vacantes » (*Doc. parl.*, Chambre, 1996-1997, n° 730/5, p. 2).

Par ailleurs, il a été soutenu que le nouveau système « a été mis au point parce que la réserve des juges suppléants nommés avant le 1^{er} octobre 1993 est toujours considérée comme une échappatoire pour des nominations politiques. Cet article apporte la certitude que l'on n'en abusera pas pendant la période transitoire de 7 ans où la réserve subsistera. » (*Doc. parl.*, Sénat, 1996-1997, n° 1-544/3, p. 12)

B.5.4. Il y a lieu d'observer au préalable qu'en ce qu'il compare les juges suppléants avec les magistrats effectifs, le grief ne tient pas compte de ce que, pour les premiers, ce qui est en jeu est une première nomination au titre de magistrat effectif et, pour les seconds, une nouvelle nomination dans cette même qualité.

Sans aller jusqu'à subordonner, dès à présent, la nomination de tout juge suppléant à une fonction de magistrat effectif à la réussite de l'examen d'aptitude professionnelle, le législateur a pris une mesure qui, au stade actuel de l'examen du moyen, ne paraît pas dépourvue de justification au regard de l'objectif qu'il poursuit en conférant une priorité, soit à ceux qui ont réussi cet examen, soit à ceux, magistrats effectifs — fussent-ils nommés avant le 1^{er} octobre 1993 — et stagiaires judiciaires, dont l'expérience professionnelle est normalement à considérer comme plus grande que celle de magistrats qui n'exercent qu'à titre supplétif et, en règle générale, occasionnellement l'activité professionnelle qui en est la source. Le législateur a pu avoir égard aussi à la différence des perspectives de carrière dans lesquelles avait été acquise la qualité de magistrat effectif ou de juge suppléant.

B.5.5. Certes, le régime transitoire attaqué est critiqué moins en lui-même qu'en ce qu'il restreint les possibilités de nomination offertes aux juges suppléants, sans exiger d'examen d'aptitude, par le régime transitoire antérieur. Cependant, les dispositions constitutionnelles invoquées ne s'opposent pas à ce qu'un législateur renonce à une option initiale pour en prendre une autre. Les principes constitutionnels de l'égalité et de la non-discrimination ne sont pas violés pour la seule raison qu'une nouvelle disposition déjouerait les projets de ceux qui avaient pu compter sur le maintien d'une réglementation antérieure.

B.6. Il ressort de ce qui précède que le moyen n'est pas sérieux, du moins au sens de l'article 20, 1^o, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Par ces motifs,

la Cour

rejette la demande de suspension.

Ainsi prononcé en langue française et en langue néerlandaise, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 15 juillet 1998, par le siège précité, dans lequel le juge M. Bossuyt est remplacé, pour le prononcé, par le juge G. De Baets, conformément à l'article 110 de la même loi.

Le greffier,

L. Potoms.

Le président,

M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

N. 98 — 2679

[C - 98/21382]

Arrest nr. 90/98 van 15 juli 1998

Rolnummer : 1343

In zake : de vordering tot schorsing van de artikelen 3 en 4, *b)*, van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259*bis* van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, ingesteld door L. Désir en anderen.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans en M. Bossuyt, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior, wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van de vordering*

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 29 mei 1998 en 12 juni 1998 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 2 en 15 juni 1998, is een vordering tot schorsing ingesteld van de artikelen 3 en 4, *b)*, van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259*bis* van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1998), door L. Désir, wonende te 4300 Borgworm, avenue Joachim 15, B. Servais, wonende te 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert 1er 35, C. Van Damme, wonende te 1970 Wezembeek-Oppem, IJsvogellaan 1, en J. Vandenheuvel, wonende te 1210 Brussel, Rotterdamstraat 44.

De verzoekende partijen vorderen eveneens de vernietiging van dezelfde wettelijke bepalingen.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 2 juni 1998 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Bij beschikking van 17 juni 1998 heeft het Hof de dag van de terechtzitting bepaald op 24 juni 1998.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de in artikel 76 van de organieke wet vermelde autoriteiten evenals aan verzoekers en hun advocaten bij op 18 juni 1998 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 24 juni 1998 :

— zijn verschenen :

- . Mr. F. Tulkens, advocaat bij de balie te Brussel, voor de verzoekende partijen;
- . Mr. R. Ergec *loco* Mr. P. Peeters, advocaten bij de balie te Brussel, voor de Ministerraad;
- hebben de rechters-verslaggevers L. François en H. Coremans verslag uitgebracht;
- zijn de voornoemde advocaten gehoord;
- is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. *Onderwerp van de aangevochten bepalingen*

De artikelen 3 en 4, *b)*, van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259*bis* van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten bepalen :

« Art. 3. Artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991 wordt aangevuld als volgt :

« Bij de voordracht tot de benoeming in de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 190 tot 194, 207, § 2, 208 en 209 van het Gerechtelijk Wetboek houdt de minister van Justitie, wat betreft de voornoemde plaatsvervangende rechters, enkel rekening met degenen over wie het adviescomité een unaniem gunstig advies heeft verleend.

Indien er voor een benoeming, benevens een van de voornoemde plaatsvervangende rechters, ook een geslaagde voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, een persoon die de vereiste gerechtelijke stage beëindigd heeft of een magistraat zich kandidaat stellen, mag de minister geen rekening houden met de kandidatuur van de plaatsvervangend rechter indien voor minstens één van de andere kandidaten een unaniem gunstig advies is verleend. »

Art. 4. « Overgangsmaatregelen »

De termijn bedoeld in artikel 259*bis*, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek begint te lopen op de datum van inwerkingtreding van deze wet :

[...]

b) voor de personen bedoeld in artikel 21, § 1, tweede en derde lid, van de wet van 18 juli 1991, die op dat ogenblik geacht worden geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259*bis*, § 4, van hetzelfde Wetboek. »

IV. *In rechte*

— A —

Verzoekschrift

A.1.1. In zijn arrest nr. 53/94 heeft het Hof geoordeeld dat het verantwoord was de plaatsvervangende rechters die in dienst waren vóór 1 oktober 1993 vrij te stellen van het in artikel 259*bis* van het Gerechtelijk Wetboek bedoelde examen inzake beroepsbekwaamheid, aangezien de plaatsvervangende rechters konden worden gelijkgesteld met de werkende rechters, die ook geacht werden voor dat examen te zijn geslaagd.

A.1.2. De wet van 9 juli 1997 bevat drie maatregelen waartegen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, bezwaar hebben : zij zien het onweerlegbare vermoeden geslaagd te zijn voor het examen teruggebracht tot een tijdelijk vermoeden; tijdens de periode gedurende welke dat vermoeden geldt, kunnen zij bovendien slechts tot werkend rechter worden benoemd als zij een unaniem gunstig advies hebben gekregen (vereiste van een gekwalificeerd advies) en voor zover geen geslaagde voor het examen, stagiair of werkend magistraat die een unaniem gunstig advies heeft gekregen, kandidaat is (regel van voorrang van sommige concurrenten).

Drie middelen worden aangevoerd tot staving van de vordering tot schorsing, waarbij het tweede en het derde middel subsidiair zijn.

Eerste middel

A.2.1. Door de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, die voor de plaatsvervangende rechters geldt, te beperken tot zeven jaar, schaft artikel 4, b), van de wet van 9 juli 1997 zonder pertinente verantwoording de gelijkheid af (ingesteld bij de wet van 6 augustus 1993 en toegestaan bij het arrest nr. 53/94) tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de werkende magistraten die ook vóór die datum zijn benoemd, zodat het voordeel van de veronderstelling geslaagd te zijn voortaan beperkt is voor de eerstgenoemden terwijl dat niet het geval is voor de in tweede instantie genoemden.

A.2.2. Doordat de maatregel is ingegeven door de zorg om de regeling die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, gelijk te stellen met de regeling die geldt voor de huidige geslaagden voor het examen voor wie het voordeel geslaagd te zijn voortaan beperkt is tot zeven jaar — de plaatsvervangende rechters die na 1 oktober 1993 zijn benoemd dienen ook te slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid om tot werkend rechter te kunnen worden benoemd — betekent hij een stap achteruit die op zich ongrondwettig is, aangezien de motieven die de gelijkschakeling, die door het Hof in zijn arrest nr. 53/94 van 29 juni 1994 werd vastgelegd, hadden verantwoord, niet verdwenen zijn. De plaatsvervangende rechters benoemd vóór 1 oktober 1993 dienden aan dezelfde voorwaarden als de werkende rechters te voldoen om te kunnen worden benoemd, zodat de in 1993 vastgelegde veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen niet meer in het geding kan worden gebracht, met name door een beperking *ratione temporis*.

Bij analogie kan men ook verwijzen naar het arrest nr. 25/98, waarbij de vernietiging werd uitgesproken van artikel 21, § 2, van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 8 juli 1996 betreffende het onderwijs VII in zoverre aan de voor de bij de artikelen 22 en 27 bedoelde proeven, vóór de inwerkingtreding ervan, geslaagde personeelsleden niet dezelfde rechten worden verleend als die waarover de sedert die inwerkingtreding geslaagde personeelsleden beschikken.

Tweede middel

A.3.1. In een eerste onderdeel wordt kritiek geleverd op artikel 21, § 1, tweede lid, tweede zin (toegevoegd bij artikel 3 van de aangevochten wet), van de wet van 18 juli 1991 doordat het een discriminatie instelt tussen de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en de andere kandidaten voor de betrokken gerechtelijke ambten, vermits de benoeming van alleen de eerstgenoemden voortaan onderworpen is aan een unaniem gunstig advies van het adviescomité.

Onder voorbehoud van het eerste middel, kan de noodzaak van een gunstig advies weliswaar worden verantwoord door de grote verscheidenheid onder de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. In zoverre het geheel van die plaatsvervangende rechters in concurrentie kan zijn met de kandidatuur van iemand die voor het examen geslaagd is of de stage beëindigd heeft, kan het, om de kwaliteit van de kandidaturen voor plaatsvervangend rechter te verzekeren, redelijk lijken dat voor elke kandidatuur van een van hen een gunstig advies moet worden verleend door het adviescomité.

De vereiste van unanimiteit in het adviescomité, waarmee men dezelfde objectivering zou verzekeren voor de plaatsvervangende rechters die worden geacht voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te zijn geslaagd, is daarentegen overdreven in zoverre een echt « vetorecht » wordt toegekend aan elk lid van het adviescomité dat zich over de kandidatuur van de betrokken plaatsvervangend rechter dient uit te spreken. Een enkele negatieve stem, eventueel als gevolg van een geheime stemming, zou voldoende zijn opdat de kandidatuur van een plaatsvervangend rechter niet meer in aanmerking wordt genomen, terwijl de motieven van die negatieve stem misschien hoegenaamd niets te maken hebben met de beroepsbekwaamheid van de betrokken kandidaat. Men ziet geen objectieve en redelijke motieven die zouden verantwoorden dat de kandidaturen van een plaatsvervangend rechter en van elke andere kandidaat niet op een voet van gelijkheid zouden worden gesteld.

A.3.2. In een tweede onderdeel wordt op dezelfde bepaling subsidiair kritiek geleverd want, zelfs als men ervan uitgaat dat de vereiste van unanimiteit de gelijkheid verzekert tussen de plaatsvervangende rechters en de geslaagden voor het examen of de stagiairs die hun stage hebben beëindigd (*quod non*), dan nog brengt die vereiste een discriminatie teweeg tussen plaatsvervangende rechters en werkende magistraten, terwijl de benoemingsvoorwaarden vóór 1 oktober 1993 identiek waren.

In dat opzicht moet een sub-onderscheid worden gemaakt tussen de kandidatuur van de werkende magistraat die is benoemd na te zijn geslaagd voor het vergelijkend examen of het examen en die van de werkende magistraat die is benoemd zonder vergelijkend examen of examen, dat wil zeggen op dezelfde gronden als die krachtens welke de plaatsvervangende rechters vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. Kan het gunstig advies voor een plaatsvervangend rechter weliswaar worden verantwoord ten opzichte van de eerste categorie van werkende magistraten, dan ziet men daarentegen geen reden om de vereiste van unanimiteit te handhaven ten opzichte van het in aanmerking nemen van de kandidatuur van een werkend magistraat die ook zonder examen of vergelijkend examen is benoemd : als er, terecht of ten onrechte, een verdenking van politisering bestaat, dan bestaat die in beide gevallen.

Derde middel

A.4.1. Volgens een eerste onderdeel schendt artikel 21, § 1, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, toegevoegd bij artikel 3 van de aangevochten wet, de gelijkheid inzake verondersteld te worden te zijn geslaagd voor het bekwaamheidsexamen, veronderstelling die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd (en zulks krachtens artikel 3 van de wet van 6 augustus 1993, dat artikel 21, § 1, van de wet van 18 juli 1991 heeft aangevuld), ten opzichte van alle andere concurrerende kandidaten, ongeacht of zij voor het examen of voor het vergelijkend examen zijn geslaagd of geacht worden te zijn geslaagd, zoals de werkende magistraten op 1 oktober 1993 : de betwiste bepaling verleent immers aan die kandidaten een voorrang ten opzichte van de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, zelfs wanneer zij vanwege het adviescomité een unaniem gunstig advies hebben gekregen.

A.4.2. De maatregel is onevenredig in zoverre hij een wijziging inhoudt van de veronderstelling geslaagd te zijn voor het examen, die geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd. Nu de wetgever de plaatsvervangende rechters gelijkstelt met geslaagden voor het examen of stagiairs die voor hun vergelijkend examen geslaagd zijn, bij wege van een veronderstelling, naar het voorbeeld van de werkende magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, mag hij ten aanzien van de eerstgenoemden geen ongunstige voorwaarden in het leven roepen die tot gevolg hebben dat hun benoeming tot werkend rechter wordt belet wanneer zij in concurrentie zijn met de in tweede instantie genoemden.

A.4.3. In een tweede onderdeel wordt dezelfde discriminatie aangeklaagd in zoverre zij bijzonder uitgesproken is ten aanzien van de kandidatuur van een werkend magistraat. Indien hij noch voor het vergelijkend examen, noch voor het examen is geslaagd, omdat die nog niet vereist waren, beschikt hij niet over enige bijkomende kwalificatie ten opzichte van de plaatsvervangende rechter, tenzij een magistraat te zijn die meer permanent zitting heeft. Die enkele feitelijke omstandigheid waarborgt noch de kwaliteit van het geleverde werk, noch de « depolitiserende » van de kandidaat. Men ziet geen reden om een voorrang te verlenen aan de werkende magistraat ten opzichte van de plaatsvervangende rechter die vóór 1 oktober 1993 is benoemd : terwijl beiden worden geacht voor het bekwaamheidsexamen te zijn geslaagd, belet die voorrang rekening te houden met de kandidatuur van de plaatsvervangende rechter die nochtans een unaniem gunstig advies zou hebben gekregen.

Die voorrangregel komt bovenop de verplichting, enkel ten aanzien van de plaatsvervangende rechter, om een unaniem gunstig advies vanwege het adviescomité te krijgen, zoals in het vorige middel is aangeklaagd.

Moeilijk te herstellen ernstig nadeel

A.5.1. De vier verzoekers, die plaatsvervangende rechters zijn, hebben ieder gesolliciteerd naar een vacante betrekking van rechter of toegevoegd rechter in een rechtbank van eerste aanleg. Het adviescomité heeft unaniem een zeer gunstig advies over de kandidatuur van drie van hen en een gunstig advies over de kandidatuur van de vierde gegeven.

Niettegenstaande die adviezen zou het kunnen dat de kandidaturen van de verzoekers — die, zonder de regel die is ingeschreven in artikel 21, derde lid, van de wet van 18 juli 1991, toegevoegd bij artikel 3 van de aangevochten wet, zonder andere vereiste in aanmerking zouden zijn genomen — niet meer in aanmerking worden genomen mocht blijken dat een geslaagde voor het examen, een stagiair die zijn stage heeft beëindigd of een werkend magistraat solliciteert naar dezelfde betrekkingen, ook met een unaniem gunstig advies vanwege het adviescomité. De verzoekers weten niet of voor concurrerende kandidaturen een dergelijk advies is verleend waardoor die voorrang zouden hebben op hun kandidatuur; de Belgische Staat zou in dat opzicht aan het Hof alle feitelijke elementen kunnen bezorgen die voor het Hof noodzakelijk zouden blijken.

Hoe dan ook, het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel is voldoende en is aangetoond (de kandidaturen van de verzoekers kunnen worden geweerd ten voordele van concurrerende kandidaturen), inzonderheid voor de verzoekers die een unaniem zeer gunstig advies hebben gekregen, vermits zij krachtens de bestreden wet zouden kunnen worden « gepasseerd » door een geslaagde voor het examen, een stagiair of een werkend magistraat die slechts een unaniem gunstig advies heeft gekregen.

A.5.2. Het nadeel is ernstig, want de wijze waarop de kandidaturen van de verzoekers zouden kunnen worden geweerd, kan worden beschouwd als een vermeende onbekwaamheid wegens een vroegere, niet « objectieve » benoeming. Die veronderstelling berokkent hun een ernstig moreel nadeel (zie, bij analogie, Arbitragehof, arrest nr. 44/96, 12 juli 1996, B.4.4), dat in contrast staat met de (zeer) flatterende meningen die door het adviescomité te hunnen aanzien zijn geuit.

Het nadeel is ernstig doordat de wet het mogelijk maakt kandidaturen te weren van personen die op het terrein een echte en langere ervaring hebben opgedaan dan de stagiairs en die een gunstiger advies hebben gekregen dan de kandidaten die uiteindelijk zouden worden benoemd.

Tot slot is het nadeel ook ernstig omdat de aangevochten wet de plaatsvervangende rechters van de rechtbanken van eerste aanleg of de vrederechters, die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, bestraft om reden dat zij het examen inzake beroepsbekwaamheid niet hebben afgelegd terwijl, met een wet houdende maatregelen teneinde de gerechtelijke achterstand bij de hoven van beroep weg te werken, eveneens afgekondigd op 9 juli 1997, de functie van plaatsvervangende raadsheren is gecreëerd, die ermee worden belast in hoger beroep kennis te nemen van de beslissingen uitgesproken in eerste aanleg door werkende of plaatsvervangende rechters, zonder evenwel enige vorm van bekwaamheidsexamen te hebben moeten afleggen. De aldus veroorzaakte belemmering van de loopbaanmogelijkheden van de verzoekers vormt een ernstig moreel nadeel.

A.5.3. Het nadeel is onherstelbaar want de betrekkingen van werkend rechter, waarvoor twee van de verzoekers kandidaat zijn, worden niet vaak vacant verklaard en de nieuwe betrekkingen van toegevoegd rechter (wet van 10 februari 1998) zijn ook aan de aangevochten bepalingen onderworpen. Het nadeel wordt verergerd door het feit dat de twee andere verzoekers, die kandidaat zijn voor ambten van toegevoegd rechter, als gedelegeerd rechter zijn aangewezen (artikelen 87, tweede lid, 378, 1°, en 379 van het Gerechtelijk Wetboek) en dus zeer regelmatig de taak van werkend rechter op zich hebben genomen wegens onvoldoende bezetting.

In geval van niet-schorsing zouden de verzoekers, bij de komende vacantverklaringen, het hoofd moeten bieden aan de concurrentie van een groter aantal stagiairs of geslaagden voor het bekwaamheidsexamen, wat ook een moeilijk te herstellen nadeel veroorzaakt (zie, *a contrario*, Arbitragehof, arrest nr. 21/94, 3 maart 1994, waarin de vordering tot schorsing werd verworpen omdat de verzoekers ofwel slechts solliciteerden naar een betrekking van plaatsvervangend rechter en niet naar een betrekking van werkend rechter, ofwel het bekwaamheidsexamen niet hadden afgelegd, ofwel het examen hadden afgelegd maar niet solliciteerden naar een vacante betrekking. In tegenstelling met onderhavige gevallen was er dus geen risico van moeilijk te herstellen ernstig nadeel).

— B —

Ten aanzien van de aangevochten bepalingen

B.1.1. De wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten heeft, vanaf 1 oktober 1993, de benoeming van de magistraten afhankelijk gesteld van een gerechtelijke stage, voorafgegaan door een vergelijkend examen, of van het slagen voor een examen inzake beroepsbekwaamheid, waarvan de geldigheid, krachtens artikel 2 van de wet van 9 juli 1997 tot wijziging van de artikelen 259bis van het Gerechtelijk Wetboek en 21 van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften van het Gerechtelijk Wetboek die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten, voortaan beperkt is tot zeven jaar te rekenen vanaf de datum van het proces-verbaal van het examen.

B.1.2. Artikel 21, § 1, van de voormelde wet van 18 juli 1991, in de redactie die eraan is gegeven bij de wet van 1 december 1994 betreffende de opleiding en werving van magistraten, bepaalt :

« De magistraten in dienst op de dag van de inwerkingtreding van de bepalingen van deze wet en de magistraten benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet maar aan wie wegens onverenigbaarheid ontslag om eervolle redenen is verleend, worden geacht de gerechtelijke stage bepaald in artikel 259quater van het Gerechtelijk Wetboek, ingevoegd bij artikel 20 van deze wet, te hebben vervuld en worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek.

De plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet en de plaatsvervangende rechters benoemd vóór de inwerkingtreding van deze wet maar aan wie wegens onverenigbaarheid ontslag om eervolle redenen is verleend, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, bedoeld in artikel 259bis van hetzelfde Wetboek. »

B.1.3. Het tweede lid, in de versie die eraan werd gegeven bij de wet van 6 augustus 1993 « tot wijziging van de artikelen 259bis en 259quater van het Gerechtelijk Wetboek en tot aanvulling van artikel 21, § 1, van de wet van 18 juli 1991 tot wijziging van de voorschriften die betrekking hebben op de opleiding en de werving van magistraten » en volgens welke « de plaatsvervangende rechters en de plaatsvervangende rechters die vóór de inwerkingtreding van deze wet om eervolle redenen ontslag hebben gekregen, worden geacht geslaagd te zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid bedoeld in artikel 259bis van het Gerechtelijk Wetboek », werd vernietigd bij het arrest nr. 53/94 van 29 juni 1994 in zoverre het van toepassing was op de plaatsvervangende rechters benoemd na de inwerkingtreding van de wet van 18 juli 1991, namelijk op 1 oktober 1993.

B.1.4. Het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 vult het voormelde tweede lid aan en voegt er een derde lid aan toe, om het in aanmerking nemen van de kandidatuur van de plaatsvervangende rechters voor een benoeming in bepaalde rechterlijke ambten aan twee voorwaarden te onderwerpen. De nieuwe bepalingen luiden :

« Bij de voordracht tot de benoeming in de ambten bedoeld in de artikelen 187, 188, 190 tot 194, 207, § 2, 208 en 209 van het Gerechtelijk Wetboek houdt de minister van Justitie, wat betreft de voornoemde plaatsvervangende rechters, enkel rekening met degenen over wie het adviescomité een unaniem gunstig advies heeft verleend.

Indien er voor een benoeming, benevens een van de voornoemde plaatsvervangende rechters, ook een geslaagde voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, een persoon die de vereiste gerechtelijke stage beëindigd heeft of een magistraat zich kandidaat stellen, mag de minister geen rekening houden met de kandidatuur van de plaatsvervangende rechter indien voor minstens één van de andere kandidaten een unaniem gunstig advies is verleend. »

B.1.5. Naar analogie met de bepaling die de gelding van het geslaagd zijn voor het examen inzake beroepsbekwaamheid beperkt tot zeven jaar (B.1.1), beperkt het aangevochten artikel 4, b), van de wet van 9 juli 1997 de duur tijdens welke de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd, worden geacht voor dat examen te zijn geslaagd, tot zeven jaar, te rekenen vanaf 11 januari 1998.

B.2. Naar luid van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof dient aan twee grondvoorwaarden te zijn voldaan opdat tot schorsing kan worden besloten :

- de middelen die worden aangevoerd moeten ernstig zijn;
- de onmiddellijke uitvoering van de bestreden maatregel moet een moeilijk te herstellen ernstig nadeel kunnen berokkenen.

Daar de twee voorwaarden cumulatief zijn, leidt de vaststelling dat één van die voorwaarden niet is vervuld tot verwerping van de vordering tot schorsing.

Ten aanzien van artikel 4, b), van de wet van 9 juli 1997 (eerste middel)

B.3.1. De verzoekers klagen aan dat de aangevochten bepaling zonder verantwoording een verschil in behandeling teweegbrengt tussen de magistraten die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd naargelang zij werkend rechter of plaatsvervangend rechter zijn, door de duur tijdens welke de plaatsvervangende rechters worden geacht te zijn geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid te beperken tot zeven jaar, te rekenen vanaf 11 januari 1998, terwijl voor de werkende rechters geen enkele termijn is vastgesteld en de wet van 6 augustus 1993 in dat verband tussen de enen en de anderen een gelijkshakeling heeft ingesteld die het Hof bij zijn arrest nr. 53/94 niet ongrondwettig heeft bevonden.

B.3.2. De betwiste beperking raakt de betrokkenen pas na het verstrijken van een termijn van zeven jaar te rekenen vanaf de inwerkingtreding van de aangevochten bepaling. Er bestaat dus geen risico dat de onmiddellijke uitvoering ervan een moeilijk te herstellen ernstig nadeel veroorzaakt.

In het licht van het aangevochten artikel 4, b), bevat de vordering tot schorsing geen element dat het risico van een dergelijk nadeel aantoon.

*Ten aanzien van artikel 21, § 1, tweede lid, van de wet van 18 juli 1991,
aangevuld door het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 (tweede middel)*

B.4.1. De verzoekers klagen aan dat de aangevochten bepaling zonder verantwoording een verschil in behandeling instelt tussen, enerzijds, de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en van wie de kandidatuur voor een benoeming tot werkend magistraat door de Minister van Justitie slechts in aanmerking kan worden genomen indien voor die kandidatuur een unaniem gunstig advies is verleend door het adviescomité dat krachtens artikel 259ter van het Gerechtelijk Wetboek is opgericht en, anderzijds, de andere kandidaten, voor wie een dergelijk advies niet is vereist; het verschil in behandeling lijkt hun des te meer voor kritiek vatbaar daar onder die kandidaten zich werkende magistraten bevinden van wie de benoeming, vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet van 6 augustus 1993 (1 oktober 1993), onder dezelfde voorwaarden gebeurde als die van de plaatsvervangende rechters en niet afhankelijk was van het slagen voor een vergelijkend examen of een examen.

B.4.2. Uit de uiteenzetting van het middel blijkt dat enkel de vereiste van unanimité van het adviescomité wordt aangeklaagd.

B.4.3. In hun vordering tot schorsing voeren de verzoekers, plaatsvervangende rechters, aan dat zij ieder hun kandidatuur hebben gesteld voor een ambt van rechter (werkend rechter of toegevoegd rechter) in de rechtbank van eerste aanleg en dat die kandidatuur een — naar gelang van het geval — gunstig of zeer gunstig advies heeft gekregen vanwege het bevoegde adviescomité, dat zich met unanimité heeft uitgesproken.

Aangezien de verzoekers zelf vermelden dat zij het bij de in het geding zijnde bepaling vereiste unaniem gunstig advies hebben gekregen, kan de onmiddellijke uitvoering ervan hun te dezen geen moeilijk te herstellen ernstig nadeel berokkenen; zij voeren niet aan dat zij zich kandidaat hebben gesteld voor andere betrekkingen van werkend of toegevoegd magistraat, noch brengen zij elementen aan waaruit met een redelijke graad van waarschijnlijkheid blijkt dat zij hun kandidatuur zullen indienen voor dergelijke ambten die vacant zullen worden verklaard vooraleer het Hof over het beroep tot vernietiging uitspraak zal hebben gedaan; in het licht van de aangevochten bepaling bevat hun vordering geen concreet element waaruit het risico van een moeilijk te herstellen ernstig nadeel blijkt.

Ten aanzien van artikel 21, § 1, derde lid, van de wet van 18 juli 1991,
toegevoegd bij het aangevochten artikel 3 van de wet van 9 juli 1997 (derde middel)

B.5.1. De verzoekers klagen aan dat de in het geding zijnde bepaling zonder verantwoording een verschil in behandeling instelt tussen, enerzijds, de plaatsvervangende rechters die vóór 1 oktober 1993 zijn benoemd en, anderzijds, de geslaagden voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, de kandidaten die de gerechtelijke stage hebben beëindigd en de werkende magistraten, doordat, wanneer de kandidatuur van die personen voor een ambt van werkend magistraat een unaniem gunstig advies heeft gekregen vanwege het adviescomité, die kandidatuur de Minister van Justitie belet de kandidatuur van die plaatsvervangende rechters voor diezelfde functie in aanmerking te nemen, terwijl zij worden geacht voor het examen te zijn geslaagd en, vóór de inwerkingtreding van de aangevochten bepaling, de voorwaarden voor de benoeming in een ambt van werkend magistraat identiek waren voor de werkende magistraten en de plaatsvervangende rechters die, zonder vergelijkend examen of examen, vóór de inwerkingtreding van de voormelde wet van 6 augustus 1993 (1 oktober 1993), werden benoemd.

De wetgever heeft de overgangsregeling dus in een restrictieve zin herzien. Het vermoeden geslaagd te zijn voor het examen, dat geldt voor de plaatsvervangende rechters die vóór een bepaalde datum zijn benoemd, stelt hen niet meer in staat te worden benoemd wanneer zij kandideren samen met andere categorieën van kandidaten, behoudens in het geval waarin die plaatsvervangende rechters de enige kandidaten zijn voor wie een unaniem gunstig advies is verleend.

B.5.2. Door de wet van 18 juli 1991 aan te nemen, wilde de wetgever een aanwerving van magistraten organiseren op grond van objectieve benoemingscriteria en een einde maken aan « het diepe wantrouwen » dat weegt op een benoemingsprocedure waarbij « in de eerste plaats politieke overwegingen gelden » (*Gedr. St.*, Senaat, 1989-1990, nr. 974-1, pp. 2 en 3). De wet stelt de toegang tot de magistratuur afhankelijk ofwel van het slagen voor een vergelijkend examen gevolgd door een stage, ofwel van het slagen voor een examen en de verificatie van beroepservaring.

B.5.3. De nieuwe overgangsregeling die door de verzoekers wordt betwist, gaat uit van de idee dat sedert de aanneming van de wet van 18 juli 1991 de mentaliteit veranderd is, en van de vaststelling dat tal van kandidaten inmiddels zijn geslaagd voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, waaraan ook plaatsvervangende rechters kunnen deelnemen (*Gedr. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/6, p. 28). Het amendement dat geleid heeft tot artikel 21, § 1, derde lid, werd als volgt verantwoord :

« — het benoemen van plaatsvervangers is principieel onrechtvaardig ten aanzien van diegenen die zich onderworpen hebben aan een examen en zo hun bekwaamheid hebben bewezen;

— het benoemen van plaatsvervangers druist in tegen de logica van het systeem voor eerste benoemingen van magistraten dat op twee pijlers berust : enerzijds een zekere beroepservaring, hetzij als advocaat of in een andere juridische functie, hetzij als gerechtelijk stagiair, en anderzijds een bewezen bekwaamheid door een examen voor het Wervingscollege. Bij de benoeming van een plaatsvervangend rechter valt één van deze pijlers weg, waardoor het systeem uiteraard niet meer consistent is.

— Voor *bekwame* plaatsvervangende rechters kan het examen geen enkel probleem vormen; ze zijn integendeel bevoordeligd ten aanzien van de andere kandidaten, gezien hun ervaring met het opstellen van vonnissen.

Het enige rationale argument dat nog een verantwoording kan zijn om tijdens een beperkte overgangsperiode nog plaatsvervangende rechters te kunnen benoemen, is van praktische aard, namelijk de — bijna zeker ongegronde — vrees dat er in de eerste jaren eventueel voor bepaalde vacatures geen geslaagden van het examen of gerechtelijke stagiairs zouden postuleren » (*Gedr. St.*, Kamer, 1996-1997, nr. 730/5, p. 2).

Overigens is beweerd dat het nieuwe systeem « werd uitgebouwd omdat de reserve van plaatsvervangende rechters, benoemd vóór 1 oktober 1993, steeds als een achterpoort voor politieke benoemingen wordt beschouwd. Dit artikel geeft de zekerheid dat hiervan geen misbruik gemaakt zal worden gedurende de overgangstermijn van 7 jaar, tijdens welke de reserve nog zal bestaan » (*Gedr. St.*, Senaat, 1996-1997, nr. 1-544/3, p. 12).

B.5.4. Vooraf dient te worden opgemerkt dat de grief, in zoverre zij de plaatsvervangende rechters vergelijkt met de werkende magistraten, eraan voorbijgaat dat voor de eerstgenoemden het gaat om een eerste benoeming tot werkend magistraat, voor de laatstgenoemden om een nieuwe benoeming in diezelfde hoedanigheid.

Zonder zo ver te gaan reeds nu de benoeming van elke plaatsvervangende rechter in een ambt van werkend magistraat afhankelijk te stellen van het slagen voor het examen inzake beroepsbekwaamheid, heeft de wetgever een maatregel genomen die, in het huidige stadium van het onderzoek van het middel, niet zonder verantwoording lijkt te zijn ten aanzien van de doelstelling die hij nastreeft door voorrang te verlenen, hetzij aan degenen die voor dat examen zijn geslaagd, hetzij aan degenen, werkende magistraten — ook al waren zij benoemd vóór 1 oktober 1993 — en gerechtelijke stagiairs, die in de regel moeten worden geacht meer beroepservaring te hebben dan magistraten die slechts als plaatsvervanger en doorgaans occasioneel de beroepsactiviteit uitoefenen die de bron ervan is. De wetgever heeft tevens oog kunnen hebben voor het verschil in de loopbaanperspectieven ten tijde van de benoeming tot werkend magistraat dan wel tot plaatsvervangend rechter.

B.5.5. Weliswaar wordt de aangevochten overgangsregeling bekritiseerd, minder op zich dan in zoverre zij de benoemingsmogelijkheden beperkt die, zonder dat een bekwaamheidsexamen was vereist, door de vroegere overgangsregeling aan de plaatsvervangende rechters werden geboden. Maar de aangevoerde grondwetsbepalingen verzetten zich niet ertegen dat de wetgever terugkomt van een oorspronkelijke optie en een andere neemt. De grondwettelijke beginselen van de gelijkheid en de niet-discriminatie zijn niet geschonden om de enkele reden dat een nieuwe maatregel de voornemens doorkruist van degenen die op het voortbestaan van de vroegere regeling hadden kunnen rekenen.

B.6. Uit wat voorafgaat blijkt dat het middel niet ernstig is, althans niet in de zin van artikel 20, 1°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

Om die redenen,

het Hof

verwerpt de vordering tot schorsing.

Aldus uitgesproken in het Frans en het Nederlands, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 15 juli 1998, door de voormelde zetel, waarin rechter M. Bossuyt voor de uitspraak is vervangen door rechter G. De Baets, overeenkomstig artikel 110 van de voormelde wet.

De griffier,

L. Potoms.

De voorzitter,

M. Melchior.

ÜBERSETZUNG
SCHIEDSHOF

D. 98 — 2679

[C - 98/21382]

Urteil Nr. 90/98 vom 15. Juli 1998

Geschäftsverzeichnisnummer :1343

In Sachen : Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 3 und 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten, erhoben von L. Désir und anderen.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern L. François, P. Martens, J. Delruelle, H. Coremans und M. Bossuyt, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. *Gegenstand der Klage*

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 29. Mai 1998 und 12. Juni 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 2. bzw. 15. Juni 1998 in der Kanzlei eingegangen sind, wurde Klage auf einstweilige Aufhebung der Artikel 3 und 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. Januar 1998), erhoben von L. Désir, wohnhaft in 4300 Waremmes, avenue Joachim 15, B. Servais, wohnhaft in 5070 Fosses-la-Ville, avenue Albert 1er 35, C. Van Damme, wohnhaft in 1970 Wezembeek-Oppem, IJsvogellaan 1, und J. Vandenheuvel, wohnhaft in 1210 Brüssel, rue de Rotterdam 44.

Die klagenden Parteien beantragen ebenfalls die Nichtigkeitsklärung derselben Gesetzesbestimmungen.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 2. Juni 1998 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Durch Anordnung vom 17. Juni 1998 hat der Hof den Sitzungstermin auf den 24. Juni 1998 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den in Artikel 76 des organisierenden Gesetzes genannten Behörden sowie den klagenden Parteien und deren Rechtsanwälten mit am 18. Juni 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 24. Juni 1998

— erschienen

. RA F. Tulkens, in Brüssel zugelassen, für die klagenden Parteien,

. RA R. Ergéc *loco* RA P. Peeters, in Brüssel zugelassen, für den Ministerrat,

— haben die referierenden Richter L. François und H. Coremans Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Rechtsanwälte angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. *Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen*

Die Artikel 3 und 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten bestimmen :

« Art. 3. Artikel 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 wird wie folgt ergänzt :

« Beim Vorschlag zur Ernennung in die in den Artikeln 187, 188, 190 bis 194, 207 § 2, 208 und 209 des Gerichtsgesetzbuches genannten Ämter berücksichtigt der Justizminister hinsichtlich der oben genannten stellvertretenden Richter nur diejenigen, über die der Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben hat.

Wenn sich für eine Ernennung außer einem der oben genannten stellvertretenden Richter auch ein Absolvent der Prüfung der beruflichen Eignung, eine Person, die die erforderliche gerichtliche Probezeit beendet hat, oder ein Magistrat bewerben, darf der Minister die Bewerbung des stellvertretenden Richters nicht berücksichtigen, wenn für mindestens einen der anderen Kandidaten eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben worden ist. »

Art. 4. « Übergangsmaßnahmen ».

Die in Artikel 259bis § 6 des Gerichtsgesetzbuches genannte Frist beginnt mit dem Datum des Inkrafttretens dieses Gesetzes :

[...]

b) für die in Artikel 21 § 1 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 genannten Personen, die zu diesem Zeitpunkt als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung im Sinne des Artikels 259bis § 4 desselben Gesetzbuches gelten. »

IV. *In rechtlicher Beziehung*

— A —

Klageschrift

A.1.1. In seinem Urteil Nr. 53/94 habe der Hof geurteilt, daß es gerechtfertigt gewesen sei, die stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 im Dienst gewesen seien, von der in Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches genannten Prüfung der beruflichen Eignung freizustellen, da die stellvertretenden Richter mit den aktiven Richtern, die ebenfalls als Absolventen dieser Prüfung gegolten hätten, hätten gleichgesetzt werden können.

A.1.2. Das Gesetz vom 9. Juli 1997 enthalte drei Maßnahmen, gegen die die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter Einwände erhoben. Sie sähen die unwiderlegbare Vermutung, die Prüfung bestanden zu haben, auf eine zeitweilige Vermutung reduziert; während des Zeitraums, innerhalb dessen diese Vermutung gelte, könnten sie überdies nur zu aktiven Richtern ernannt werden, wenn sie eine einstimmig günstige Bewertung erhalten hätten (Erfordernis einer qualifizierten Bewertung) und insofern kein Prüfungsabsolvent, Anwärter oder aktiver Magistrat mit einer einstimmig günstigen Bewertung kandidiere (Regel der Priorität bestimmter Mitbewerber).

Zur Untermauerung der Klage auf einstweilige Aufhebung würden drei Klagegründe angeführt, von denen der zweite und der dritte hilfsweise vorgebracht würden.

Erster Klagegrund

A.2.1. Indem Artikel 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 die Annahme, die für die stellvertretenden Richter geltende Prüfung der beruflichen Eignung bestanden zu haben, auf sieben Jahre begrenze, schaffe er ohne eindeutige Rechtfertigung die Gleichheit (eingeführt durch das Gesetz vom 6. August 1993 und zuerkannt durch das Urteil Nr. 53/94) zwischen den stellvertretenden Richtern, die vor dem 1. Oktober 1993 in ihr Amt eingesetzt worden seien, und den ebenfalls vor diesem Datum ernannten Magistraten ab, so daß der Vorteil der Annahme, bestanden zu haben, künftig nur für die Erstgenannten begrenzt sei, während dies für die Letztgenannten nicht zutrefte.

A.2.2. Indem die Maßnahme inspiriert worden sei durch die Sorge, die für die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter geltende Regelung gleichzustellen mit der für die heutigen Prüfungsabsolventen geltenden Regelung, für die der Vorteil, bestanden zu haben, künftig auf sieben Jahre begrenzt sei — die nach dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter müßten auch eine Prüfung der beruflichen Eignung absolvieren, um zu aktiven Richtern ernannt werden zu können —, komme sie einem Rückschritt gleich, der an sich verfassungswidrig sei, da die Gründe, die die durch den Hof in seinem Urteil Nr. 53/94 vom 29. Juni 1994 festgelegte Gleichstellung gerechtfertigt hätten, nicht verschwunden seien. Die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter müßten den gleichen Bedingungen gerecht werden wie die aktiven Richter, um ernannt zu werden, so daß die 1993 festgelegte Annahme, die Prüfung absolviert zu haben, nicht mehr angefochten werden könne, besonders durch eine Begrenzung *ratione temporis*.

Analog könne man auch auf das Urteil Nr. 25/98 verweisen, mit dem die Nichtigerklärung des Artikels 21 § 2 des Dekrets der Flämischen Gemeinschaft vom 8. Juli 1996 bezüglich des Unterrichts VII ausgesprochen worden sei, insofern den Personalmitgliedern, die die durch die Artikel 22 und 27 genannten Prüfungen, vor deren Inkrafttreten, absolviert hätten, nicht die gleichen Rechte verliehen würden wie diejenigen, über die die seit diesem Inkrafttreten erfolgreichen Personalmitglieder verfügen würden.

Zweiter Klagegrund

A.3.1. In einem ersten Teil werde Kritik geäußert an Artikel 21 § 1 Absatz 2 Satz 2 (hinzugefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes) des Gesetzes vom 18. Juli 1991, da er eine Diskriminierung zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern und den anderen Bewerbern für die betreffenden gerichtlichen Ämter einführe, weil nur die Ernennung der Erstgenannten künftig von einer einstimmig günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß abhängige.

Unter Vorbehalt des ersten Klagegrunds könne die Notwendigkeit einer günstigen Bewertung zwar gerechtfertigt werden aufgrund der großen Heterogenität unter den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern. Insofern die Gesamtheit dieser stellvertretenden Richter konkurrieren könne mit der Bewerbung eines Kandidaten, der die Prüfung absolviert oder die Probezeit beendet habe, könne es sich, um die Qualität der Bewerbungen für stellvertretende Richter zu gewährleisten, als vernünftig erweisen, jede Bewerbung eines dieser Kandidaten von einer günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß abhängig zu machen.

Das Erfordernis der Einstimmigkeit im Beratungsausschuß, mit dem man für die stellvertretenden Richter, von denen angenommen werde, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert hätten, dieselbe Objektivierung gewährleisten würde, sei hingegen übertrieben, insofern jedem Mitglied des Beratungsausschusses, der sich über die Bewerbung des betreffenden stellvertretenden Richters aussprechen müsse, ein echtes « Vetorecht » eingeräumt werde. Eine einzige negative Stimme, eventuell als Folge einer geheimen Abstimmung, wäre ausreichend, die Bewerbung eines stellvertretenden Richters nicht mehr zu berücksichtigen, während die Gründe für diese negative Stimmabgabe sich vielleicht überhaupt nicht auf die berufliche Eignung des betreffenden Kandidaten bezögen. Man sehe keinen objektiven und vernünftigen Grund dafür, weshalb die Bewerbung eines stellvertretenden Richters und eines jeden anderen Kandidaten nicht gleichgesetzt werden sollte.

A.3.2. In einem zweiten Teil werde an derselben Bestimmung hilfsweise Kritik geäußert, denn selbst wenn man davon ausgehe, daß das Erfordernis der Einstimmigkeit die Gleichheit zwischen den stellvertretenden Richtern und den Absolventen der Prüfung oder den Anwärtern, die ihre Probezeit beendet hätten (*quod non*), gewährleisten würde, führe dieses Erfordernis doch noch zu einer Diskriminierung zwischen den stellvertretenden Richtern und den aktiven Magistraten, obgleich die Ernennungsbedingungen vor dem 1. Oktober 1993 identisch gewesen seien.

In dieser Hinsicht müsse eine weitere Unterscheidung gemacht werden zwischen der Bewerbung des aktiven Magistraten, der nach der Absolvierung des Auswahlverfahrens oder der Prüfung ernannt worden sei, und der des aktiven, ohne Absolvierung des Auswahlverfahrens oder der Prüfung ernannten Magistraten, d.h. auf der gleichen Grundlage wie jener, die vor dem 1. Oktober 1993 zur Ernennung der stellvertretenden Richter geführt habe. Wenn die günstige Bewertung für einen stellvertretenden Richter hinsichtlich der ersten Kategorie aktiver Magistraten gerechtfertigt werden könne, dann sehe man hingegen keinen Grund, das Erfordernis der Einstimmigkeit hinsichtlich der Berücksichtigung der Bewerbung eines aktiven, auch ohne Absolvierung einer Prüfung oder eines Auswahlverfahrens ernannten Magistraten aufrechtzuerhalten; wenn es, zu Recht oder zu Unrecht, einen Verdacht der Politisierung gebe, dann bestehe dieser in beiden Fällen.

Dritter Klagegrund

A.4.1. Einem ersten Teil zufolge verletze Artikel 21 § 1, Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, hinzugefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes, die Gleichheit bezüglich der Vermutung, die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert zu haben, einer Vermutung, die für alle stellvertretenden Richter, die vor dem 1. Oktober 1993 ernannt worden seien, hinsichtlich aller anderen Mitbewerber gelte (und dies kraft Artikel 3 des Gesetzes vom 6. August 1993, der Artikel 21 § 1 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 ergänzt habe), ungeachtet dessen, ob sie die Prüfung oder das Auswahlverfahren absolviert hätten oder man sie als Absolventen betrachte, so wie die aktiven Magistraten am 1. Oktober 1993. Die angefochtene Bestimmung verleihe nämlich diesen Mitbewerbern den Vorrang hinsichtlich der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter, selbst wenn diese vom Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung erhalten hätten.

A.4.2. Die Maßnahme sei unverhältnismäßig, insofern sie eine Abänderung der für die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter geltenden Vermutung, die Prüfung absolviert zu haben, beinhalte. Nun, da der Gesetzgeber die stellvertretenden Richter mit Absolventen der Prüfung oder mit Anwärtern, die ihr Auswahlverfahren absolviert hätten, mittels einer Vermutung — nach dem Vorbild der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten aktiven Magistraten — gleichstelle, dürfe er hinsichtlich Erstgenannter keine ungünstigen Voraussetzungen schaffen, die zur Folge hätten, daß ihre Ernennung zu aktiven Richtern behindert werde, wenn sie mit den Zweitgenannten konkurrieren würden.

A.4.3. In einem zweiten Teil werde dieselbe Diskriminierung angeklagt, insofern sie besonders betont sei hinsichtlich der Bewerbung eines aktiven Magistraten. Wenn er weder das Auswahlverfahren noch die Prüfung absolviert habe, weil diese noch nicht vorausgesetzt worden seien, verfüge er über keine andere zusätzliche Qualifikation hinsichtlich des stellvertretenden Richters als die, ein Magistrat zu sein, der regelmäßige Sitzungen abhalte. Dieser einzige tatsächliche Umstand garantiere weder die Qualität der erbrachten Arbeit, noch die « Entpolitisierung » des Kandidaten. Man sehe keinen Grund dafür, dem aktiven Magistraten hinsichtlich des vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richters den Vorrang einzuräumen. Während beide als Absolventen der Eignungsprüfung angesehen würden, verhindere dieser Vorrang die Berücksichtigung der Bewerbung des stellvertretenden Richters, der doch eine einstimmig günstige Bewertung erhalten habe.

Diese Vorrangsregel komme zusätzlich zu der nur dem stellvertretenden Richter auferlegten Verpflichtung hinzu, eine einstimmig günstige Bewertung durch den Beratungsausschuß zu erhalten, so wie im vorhergehenden Klagegrund kritisiert worden sei.

Schwerlich wiedergutzumachender, ernsthafter Nachteil

A.5.1. Die vier Kläger, die stellvertretende Richter seien, hätten sich jeder um eine freie Stelle als Richter oder Ergänzungsrichter an einem Gericht erster Instanz beworben. Der Beratungsausschuß habe für drei von ihnen eine sehr günstige Bewertung und für den vierten von ihnen eine günstige Bewertung abgegeben.

Trotz dieser Bewertungen könnte es sein, daß die Bewerbungen der Kläger - die ohne die in Artikel 21 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, hinzugefügt durch Artikel 3 des angefochtenen Gesetzes, festgelegte Regel ohne zusätzliche Bedingung berücksichtigt worden wären — nicht mehr berücksichtigt würden, sollte sich herausstellen, daß ein Absolvent der Prüfung, ein Anwärter, der seine Probezeit beendet habe, oder ein aktiver Magistrat sich um dieselben Stellen bewürben, ebenfalls mit einer einstimmig günstigen Bewertung durch den Beratungsausschuß. Die Kläger wüßten nicht, ob für konkurrierende Bewerbungen eine solche Bewertung abgegeben worden sei, wodurch diesen Bewerbungen der Vorrang vor den ihrigen eingeräumt werden würde; der Belgische Staat könnte in dieser Hinsicht dem Hof alle dem Hof notwendig erscheinenden Elemente übermitteln.

Wie auch immer — das Risiko eines schwerlich wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteils reiche aus und sei nachgewiesen (die Bewerbungen der Kläger könnten zugunsten konkurrierender Bewerbungen unberücksichtigt bleiben), insbesondere für die Kläger, die eine einstimmig sehr günstige Bewertung erhalten hätten, da sie kraft des angefochtenen Gesetzes « überholt » werden könnten durch einen Absolventen für die Prüfung, einen Anwärter oder einen aktiven Magistraten, der nur über eine einstimmig günstige Bewertung verfüge.

A.5.2. Der Nachteil sei ernsthafter Natur, da die Art und Weise, in der die Bewerbungen der Kläger abgewiesen werden könnten, als eine vermeintliche Untauglichkeit wegen einer früheren, nicht « objektiven » Ernennung betrachtet werden könne. Diese Vermutung füge ihnen einen ernsthaften moralischen Schaden zu (siehe analog dazu Schiedshof, Urteil Nr. 44/96, 12. Juli 1996, B.4.4), der im Gegensatz zu den (sehr) günstigen Meinungen stehe, die der Beratungsausschuß über sie geäußert habe.

Der Nachteil sei insofern ernsthafter Natur, als das Gesetz es ermögliche, Bewerbungen von Personen abzuweisen, die vor Ort wirkliche und längere Erfahrungen gesammelt hätten als die Anwärter, und die günstiger bewertet worden seien als die Kandidaten, die schließlich ernannt werden würden.

Schließlich sei der Nachteil auch deshalb ernsthafter Natur, da das angefochtene Gesetz die stellvertretenden, vor dem 1. Oktober 1993 ernannten Richter der Gerichte erster Instanz oder der Friedensgerichte aufgrund der Tatsache bestrafe, daß sie die Prüfung der beruflichen Eignung nicht absolviert hätten, während — mit einem Gesetz zur Einführung von Maßnahmen zum Abbau des gerichtlichen Rückstands bei den Appellationshöfen, ebenfalls verkündet am 9. Juli 1997 — die Funktion stellvertretender Gerichtsräte geschaffen worden sei, die, ohne jedoch irgendeine Prüfung der beruflichen Eignung absolviert haben zu müssen, damit beauftragt würden, sich in der Berufungsinstanz mit Entscheidungen zu befassen, die in erster Instanz durch aktive oder stellvertretende Richter gefällt worden seien. Die auf diese Weise verursachte Einschränkung der Karrieremöglichkeiten der Kläger führe zu einem ernsthaften moralischen Schaden.

A.5.3. Der Nachteil sei nicht wiedergutzumachen, weil nicht oft Stellen für aktive Richter, um die sich zwei der Kläger beworben hätten, für vakant erklärt würden, und die neuen Stellen eines Ergänzungsrichters (Gesetz vom 10. Februar 1998) unterlägen ebenfalls den angefochtenen Bestimmungen. Der Nachteil werde verstärkt durch die Tatsache, daß die zwei anderen Kläger, die sich um das Amt eines Ergänzungsrichters beworben hätten, als beauftragte Richter designiert worden seien (Artikel 87 Absatz 2, 378 Nr. 1 und 379 des Gerichtsgesetzbuches) und somit sehr regelmäßig die Aufgabe eines aktiven Richters wegen unzureichender Stellenbesetzung übernommen hätten.

Für den Fall, daß die einstweilige Aufhebung nicht erfolgen sollte, sähen sich die Kläger bei den künftigen Vakanterklärungen mit der Konkurrenz einer größeren Anzahl von Anwärtern oder Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung konfrontiert, was ebenfalls einen schwerlich wiedergutzumachenden Nachteil verursachen würde (siehe, *a contrario*, Schiedshof, Urteil Nr. 21/94 vom 3. März 1994, in dem die Klage auf einstweilige Aufhebung abgewiesen worden sei, weil die Kläger sich entweder nur um die Stelle eines stellvertretenden Richters beworben hätten und nicht um die Stelle eines aktiven Richters oder aber die Prüfung der beruflichen Eignung nicht absolviert hätten oder die Prüfung absolviert hätten, sich aber nicht um eine freie Stelle beworben hätten. Im Gegensatz zu den vorliegenden Fällen habe es somit nicht das Risiko eines schwerlich wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteils gegeben).

— B —

Hinsichtlich der angefochtenen Bestimmungen

B.1.1. Das Gesetz vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten hat vom 1. Oktober 1993 an die Ernennung der Magistraten abhängig gemacht von einer gerichtlichen Probezeit, der eine vergleichende Prüfung vorangeht, oder vom Absolvieren einer Prüfung der beruflichen Eignung, deren Gültigkeit künftig kraft Artikel 2 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 zur Abänderung der Artikel 259*bis* des Gerichtsgesetzbuches und 21 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften des Gerichtsgesetzbuches bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten auf sieben Jahre vom Datum des Prüfungsprotokolls an begrenzt ist.

B.1.2. Artikel 21 § 1 des o.a. Gesetzes vom 18. Juli 1991, in der durch das Gesetz vom 1. Dezember 1994 bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten abgefaßten Form bestimmt :

« Die Magistraten, die am Tage des Inkrafttretens der Bestimmungen dieses Gesetzes im Dienst sind, und die Magistraten, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt wurden, denen aber wegen Unvereinbarkeit ein ehrenvoller Rücktritt bewilligt worden ist, gelten als Absolventen der in Artikel 259*quater* des Gerichtsgesetzbuches, ergänzt durch Artikel 20 dieses Gesetzes, vorgesehenen gerichtlichen Probezeit und als Absolventen der in Artikel 259*bis* desselben Gesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung.

Die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden sind, und die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes ernannt worden sind, denen aber wegen Unvereinbarkeit ein ehrenvoller Rücktritt bewilligt worden ist, gelten als Absolventen der in Artikel 259bis desselben Gesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung. »

B.1.3. Der zweite Absatz in der Form, wie er durch das Gesetz vom 6. August 1993 « zur Abänderung der Artikel 259bis und 259quater des Gerichtsgesetzbuches und zur Ergänzung von Artikel 21 § 1 des Gesetzes vom 18. Juli 1991 zur Abänderung der Vorschriften bezüglich der Ausbildung und Anwerbung von Magistraten » abgefaßt wurde, und dem zufolge « die stellvertretenden Richter und die stellvertretenden Richter, deren ehrenvoller Rücktritt vor dem Inkrafttreten dieses Gesetzes bewilligt worden ist, [...] als Absolventen der in Artikel 259bis des Gerichtsgesetzbuches vorgesehenen Prüfung der beruflichen Eignung [gelten] » wurde durch das Urteil Nr. 53/94 vom 29. Juni 1994 für nichtig erklärt, insofern er anwendbar war auf die stellvertretenden Richter, die nach dem Inkrafttreten des Gesetzes vom 18. Juli 1991, nämlich am 1. Oktober 1993, ernannt worden sind.

B.1.4. Der angefochtene Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 ergänzt den o.a. Absatz 2 und fügt einen dritten Absatz hinzu, um die Berücksichtigung der Bewerbung der stellvertretenden Richter für eine Ernennung in bestimmte gerichtliche Ämter von zwei Bedingungen abhängig zu machen. Die neuen Bestimmungen lauten :

« Beim Vorschlag zur Ernennung in die in den Artikeln 187, 188, 190 bis 194, 207 § 2, 208 und 209 des Gerichtsgesetzbuches genannten Ämter berücksichtigt der Justizminister hinsichtlich der oben genannten stellvertretenden Richter nur diejenigen, über die der Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben hat.

Wenn sich für eine Ernennung außer einem der oben genannten stellvertretenden Richter auch ein Absolvent der Prüfung der beruflichen Eignung, eine Person, die die erforderliche gerichtliche Probezeit beendet hat, oder ein Magistrat bewerben, darf der Minister die Bewerbung des stellvertretenden Richters nicht berücksichtigen, wenn für mindestens einen der anderen Kandidaten eine einstimmig günstige Bewertung abgegeben worden ist. »

B.1.5. Analog zu der Bestimmung, die die Gültigkeit der Annahme, die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert zu haben, auf sieben Jahre begrenzt (B.1.1), begrenzt der angefochtene Artikel 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 den Zeitraum, während dessen die vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter als Absolventen dieser Prüfung gelten, auf sieben Jahre, und zwar vom 11. Januar 1998 an.

B.2. Laut Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof sind zwei Grundbedingungen zu erfüllen, damit auf einstweilige Aufhebung erkannt werden kann :

— Die vorgebrachten Klagegründe müssen ernsthaft sein.

— Die unmittelbare Durchführung der angefochtenen Maßnahme muß die Gefahr eines schwerlich wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteils in sich bergen.

Da die beiden Bedingungen kumulativ sind, führt die Feststellung der Nichterfüllung einer dieser Bedingungen zur Zurückweisung der Klage auf einstweilige Aufhebung.

Hinsichtlich des Artikels 4 b) des Gesetzes vom 9. Juli 1997 (erster Klagegrund)

B.3.1. Die Kläger klagen an, daß die angefochtene Bestimmung ungerechtfertigterweise einen Behandlungsunterschied zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten Magistraten einführe — je nachdem, ob sie aktive oder stellvertretende Richter seien —, indem sie den Zeitraum, während dessen die stellvertretenden Richter als Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung gälten, auf sieben Jahre begrenze, und dies vom 11. Januar 1998 an, während für die aktiven Richter keine einzige Frist festgelegt worden sei und das Gesetz vom 6. August 1993 diesbezüglich eine Gleichstellung zwischen beiden eingeführt habe, die der Hof in seinem Urteil Nr. 53/94 nicht für verfassungswidrig befunden habe.

B.3.2. Die beanstandete Begrenzung ist für die Betroffenen erst nach Ablauf eines Zeitraums von sieben Jahren ab dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung von Bedeutung. Somit besteht nicht das Risiko, daß die unmittelbare Durchführung dieser Bestimmung zu einem schwerlich wiedergutzumachenden ernsthaften Nachteil führt.

Im Lichte des angefochtenen Artikels 4 b) betrachtet enthält die Klage auf einstweilige Aufhebung kein Element, mit dem das Risiko eines solchen Nachteils nachgewiesen wird.

Hinsichtlich des Artikels 21 § 1 Absatz 2 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, ergänzt durch den angefochtenen Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 (zweiter Klagegrund)

B.4.1. Die Kläger klagen an, daß die angefochtene Bestimmung ungerechtfertigterweise einen Behandlungsunterschied einführe zwischen den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern, deren Bewerbung für eine Ernennung zum aktiven Magistraten nur dann durch den Justizminister berücksichtigt werden könne, wenn der aufgrund des Artikels 259ter des Gerichtsgesetzbuches eingeführte Beratungsausschuß eine einstimmig günstige Bewertung für diese Bewerbung abgegeben habe, einerseits und den anderen Kandidaten, für die eine solche Bewertung nicht erforderlich sei, andererseits; der Behandlungsunterschied sei ihrer Meinung nach um so kritikanfälliger, da sich unter diesen Kandidaten aktive Magistraten befänden, deren Ernennung vor dem Inkrafttreten des o.a. Gesetzes vom 6. August 1993 (1. Oktober 1993) unter den gleichen Voraussetzungen erfolgt sei wie die der stellvertretenden Richter und nicht vom Absolvieren eines Auswahlverfahrens oder einer Prüfung abhängig gewesen sei.

B.4.2. Aus der Darlegung des Klagegrunds geht hervor, daß nur das Erfordernis der Einstimmigkeit des Beratungsausschusses beanstandet wird.

B.4.3. In ihrer Klage auf einstweilige Aufhebung führen die Kläger, stellvertretende Richter, an, daß ein jeder von ihnen sich um ein Amt eines Richters (eines aktiven Richters oder Ergänzungsrichters) am Gericht erster Instanz beworben habe und daß diese Bewerbungen — je nach dem Fall — eine günstige oder sehr günstige Bewertung durch den zuständigen Beratungsausschuß, der sich einstimmig ausgesprochen habe, erhalten hätten.

Da die Kläger selbst erwähnen, daß sie die durch die beanstandete Bestimmung verlangte einstimmig günstige Bewertung erhalten hätten, kann die unmittelbare Durchführung dieser Bestimmung ihnen keinen schwerlich wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteil zufügen; weder führen sie an, daß sie sich um andere Stellen eines aktiven Magistraten oder eines Ergänzungsmagistraten beworben hätten, noch erwähnen sie andere Elemente, aus denen mit einem vernünftigen Maß an Wahrscheinlichkeit hervorgeht, daß sie ihre Bewerbung um solche Ämter einreichen würden, die für vakant erklärt würden, bevor der Hof über die Klage auf Nichtigerklärung geurteilt haben werde; im Lichte der angefochtenen Bestimmung betrachtet enthält ihre Klage kein konkretes Element, aus dem das Risiko eines schwerlich wiedergutzumachenden, ernsthaften Nachteils ersichtlich wird.

Hinsichtlich des Artikels 21 § 1 Absatz 3 des Gesetzes vom 18. Juli 1991, hinzugefügt durch den angefochtenen Artikel 3 des Gesetzes vom 9. Juli 1997 (dritter Klagegrund).

B.5.1. Die Kläger klagen an, daß die beanstandete Bestimmung ungerechtfertigterweise einen Behandlungsunterschied einführe zwischen einerseits den vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richtern und andererseits den Absolventen der Prüfung der beruflichen Eignung, den Kandidaten, die die gerichtliche Probezeit beendet hätten, und den aktiven Magistraten, indem die durch den Beratungsausschuß einstimmig günstig beurteilte Bewerbung dieser Personen um das Amt eines aktiven Magistraten den Justizminister daran hindere, die Bewerbung dieser stellvertretenden Richter für dieselbe Funktion zu berücksichtigen, obgleich sie als Absolventen der Prüfung gälten und vor dem Inkrafttreten der angefochtenen Bestimmung die Voraussetzungen für die Ernennung in das Amt eines aktiven Magistraten identisch gewesen seien für die aktiven Magistraten und die stellvertretenden Richter, die vor dem Inkrafttreten des o.a. Gesetzes vom 6. August 1993 (1. Oktober 1993) ohne Auswahlverfahren oder Prüfung ernannt worden seien.

Der Gesetzgeber hat die Übergangsregelung somit in einem restriktiven Sinn revidiert. Die Annahme, die Prüfung absolviert zu haben, die für die vor einem bestimmten Datum ernannten stellvertretenden Richter gilt, ermöglicht ihnen nicht mehr, ernannt zu werden, wenn sie sich zusammen mit anderen Kategorien von Kandidaten bewerben, es sei denn, diese stellvertretenden Richter sind die einzigen Kandidaten mit einer einstimmig günstigen Bewertung.

B.5.2. Mit der Verabschiedung des Gesetzes vom 18. Juli 1991 wollte der Gesetzgeber die Anwerbung von Magistraten aufgrund objektiver Ernennungskriterien organisieren und dem « tiefen Mißtrauen » angesichts eines Ernennungsverfahrens, bei dem « an erster Stelle politische Erwägungen gelten », ein Ende bereiten (*Parl. Dok.*, Senat, 1989-1990, Nr. 974-1, SS. 2 und 3). Das Gesetz macht den Zugang zur Magistratur entweder von dem Bestehen einer Auswahlprüfung und dem Absolvieren einer anschließenden Probezeit, oder vom Bestehen einer Prüfung und dem Nachweis von Berufserfahrung abhängig.

B.5.3. Die von den Klägern beanstandete neue Übergangsregelung geht von der Idee aus, daß sich seit der Annahme des Gesetzes vom 18. Juli 1991 die Mentalität verändert hat, und von der Feststellung, daß viele Kandidaten inzwischen die Prüfung der beruflichen Eignung absolviert haben, an der auch stellvertretende Richter teilnehmen können (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/6, S. 28). Der Änderungsantrag, der zu Artikel 21 § 1 Absatz 3 geführt hat, wird wie folgt gerechtfertigt :

« — die Ernennung von Stellvertretern ist grundsätzlich ungerecht hinsichtlich derjenigen, die an einer Prüfung teilgenommen haben und so ihre Eignung bewiesen haben;

— die Ernennung von Stellvertretern steht im Widerspruch zur Logik des Systems für Ersternennungen von Magistraten — eines Systems, das von zwei Stützen getragen wird : einerseits eine bestimmte Berufserfahrung sei es als Anwalt oder in einer anderen juristischen Funktion, sei es im gerichtlichen Anwärterdienst, andererseits eine durch eine vor dem Einstellungsgremium abgelegte Prüfung nachgewiesene Eignung. Bei der Ernennung eines stellvertretenden Richters entfällt eine dieser Stützen, was natürlich das System unterminiert;

— für *kompetente* Richter kann die Prüfung kein Problem darstellen; im Gegenteil, ihre Erfahrung im Abfassen von Urteilen bevorteilt sie hinsichtlich der anderen Kandidaten.

Das einzige rationale Argument, das noch als Rechtfertigung dafür gelten kann, während einer befristeten Übergangsperiode noch stellvertretende Richter ernennen zu können, ist praktischer Art, nämlich die — beinahe sicher unbegründete — Angst, daß sich in den ersten Jahren möglicherweise für bestimmte freie Stellen keine Absolventen der Prüfung oder Gerichtsanwälter bewerben würden » (*Parl. Dok.*, Kammer, 1996-1997, Nr. 730/5, S. 2).

Außerdem ist behauptet worden, daß das neue System « ausgebaut wurde, weil die Reserve der vor dem 1. Oktober 1993 ernannten stellvertretenden Richter stets als eine Hintertür für politische Ernennungen angesehen wird. Dieser Artikel stellt sicher, daß damit während der Übergangszeit von sieben Jahren, während deren die Reserve noch bestehen wird, kein Mißbrauch getrieben wird » (*Parl. Dok.*, Senat, 1996-1997, Nr. 1-544/3, S. 12).

B.5.4. Vorab muß erwähnt werden, daß der Beschwerdegrund, insofern er die stellvertretenden Richter mit den aktiven Magistraten vergleicht, an der Tatsache vorbeigeht, daß es für die Erstgenannten um eine erste Ernennung zum aktiven Magistraten geht und für die Letztgenannten um eine neue Ernennung in derselben Eigenschaft.

Ohne so weit zu gehen, schon jetzt die Ernennung eines jeden stellvertretenden Richters in das Amt eines aktiven Magistraten von der Absolvierung der Prüfung der beruflichen Eignung abhängig zu machen, hat der Gesetzgeber eine Maßnahme ergriffen, die im aktuellen Stadium der Untersuchung des Klagegrunds nicht ohne Rechtfertigung zu sein scheint hinsichtlich des Ziels, das er anstrebt, indem er entweder jene bevorzugt, die diese Prüfung absolviert haben, oder jene, die als aktive Magistraten — selbst wenn sie vor dem 1. Oktober 1993 ernannt wurden — oder Gerichtsanwälter tätig sind und von denen man normalerweise annehmen muß, daß sie über mehr Berufserfahrung verfügen als die Magistraten, die nur als Stellvertreter und in der Regel gelegentlich die Berufstätigkeit ausüben, die dieser Erfahrung zugrunde liegt. Der Gesetzgeber hat auch die unterschiedlichen Karriereaussichten zum Zeitpunkt der Ernennung zum aktiven Magistraten oder zum stellvertretenden Richter berücksichtigen können.

B.5.5. Zwar wird die angefochtene Übergangsregelung kritisiert - weniger an sich, sondern eher insofern, als sie die Ernennungsmöglichkeiten begrenzt, die die frühere Übergangsregelung den stellvertretenden Richtern bot, ohne sie einer Prüfung der beruflichen Eignung zu unterwerfen. Aber die angeführten Verfassungsbestimmungen stehen dem nicht entgegen, daß der Gesetzgeber einen ursprünglichen Standpunkt aufgibt und einen anderen einnimmt. Die verfassungsmäßigen Gleichheits- und Nichtdiskriminierungsgrundsätze werden nicht bloß deshalb verletzt, weil eine neue Maßnahme die Pläne jener durchkreuzt, die mit der Aufrechterhaltung der früheren Regelung hatten rechnen können.

B.6. Aus dem Vorhergehenden wird ersichtlich, daß der Klagegrund nicht ernsthaft ist, wenigstens nicht im Sinne von Artikel 20 Nr. 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof.

Aus diesen Gründen :

Der Hof

weist die Klage auf einstweilige Aufhebung zurück.

Verkündet in französischer und niederländischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 15. Juli 1998, durch die vorgenannte Besetzung, in der der Richter M. Bossuyt bei der Urteilsverkündung gemäß Artikel 110 desselben Gesetzes durch den Richter G. De Baets vertreten wird.

Der Kanzler,
(gez.) L. Potoms.

Der Vorsitzende,
(gez.) M. Melchior.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

N. 98 — 2680

[C - 98/16276]

29 SEPTEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot vaststelling van minimale maatregelen ter bestrijding van bepaalde ziekten van tweekleppige weekdieren

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Gelet op de diergezondheidswet van 24 maart 1987, gewijzigd bij de wetten van 29 december 1990, 20 juli 1991, 6 augustus 1993, 21 december 1994, 20 december 1995 en 23 maart 1998;

Gelet op de wet van 28 mars 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 september 1883 houdende reglement van algemeen bestuur betreffende de gezondheidspolitie der huisdieren inzonderheid op de artikelen 44 tot 51, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 december 1952, 16 juni 1967, 19 april 1974, 21 maart 1989, 16 mei 1989 en 11 juli 1991;

Gelet op het ministerieel besluit van 14 december 1992 inzake veterinairerechtelijke voorschriften voor het in de handel brengen van aquicultuurdieren en aquicultuurproducten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 juli 1995;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 september 1995 tot vaststelling van maatregelen voor de bestrijding van bepaalde visziekten;

Gelet op de Richtlijn 90/425/EEG van de Raad der Europese Unie inzake veterinaire en zoötechnische controles in het intracommunautaire handelsverkeer in bepaalde levende dieren en producten in het vooruitzicht van de totstandbrenging van de interne markt;

Gelet op de Richtlijn 90/667/EEG van de Raad der Europese Unie tot vaststelling van gezondheidsvoorschriften voor de verwijdering en verwerking van dierlijke afval, voor het in de handel brengen van dierlijke afval en ter voorkoming van de aanwezigheid van ziekteverwekkers in diervoeders van dierlijke oorsprong, vissen daaronder begrepen, en tot wijziging van Richtlijn 90/425/EEG;

Gelet op de Richtlijn 91/67/EEG van de Raad der Europese Unie inzake veterinairerechtelijke voorschriften voor het in de handel brengen van aquicultuurdieren en aquicultuurproducten, gewijzigd bij de Richtlijn 93/54/EEG van de Raad der Europese Unie;

Gelet op de Richtlijn 95/70/EG van de Raad der Europese Unie tot vaststelling van minimale communautaire maatregelen ter bestrijding van bepaalde ziekten van tweekleppige weekdieren;

Gelet op de wetten van de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat bestrijdingsmaatregelen moeten worden genomen voor het geval een ziekte uitbreekt, ten einde de rationele ontwikkeling van de schelpdiercultuur te garanderen en bij te dragen tot de bescherming van de gezondheid van de dieren,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In dit besluit worden de maatregelen vastgesteld voor de bestrijding van de ziekten van tweekleppige weekdieren genoemd enerzijds in de bijlage A, lijst II, van het ministerieel besluit van 14 december 1992 gewijzigd bij het ministerieel besluit van 19 juli 1995 inzake veterinairerechtelijke voorschriften voor het in de handel brengen van aquicultuurdieren en aquicultuurproducten en anderzijds in de bijlage A van dit besluit.

Art. 2. Voor dit besluit, zijn de definities van artikelen 2 van het bovenvermeld ministerieel besluit van 14 december 1992 en van het ministerieel besluit van 7 september 1995 tot vaststelling van maatregelen voor de bestrijding van bepaalde visziekten, voor zover nodig van toepassing.

Bovendien wordt verstaan onder :

« Vastgestelde abnormale sterfte » : een plotselinge sterfte van ongeveer 15 % van het bestand, die zich in een kort tijdsbestek tussen twee controles voltrekt (met bevestiging binnen 15 dagen). Op een broedbedrijf wordt de sterfte als abnormaal beschouwd als gedurende een periode waarin enkele malen na elkaar broed van meerdere tweekleppige kweekdieren is uitgezaaid, geen larven zijn verkregen. Op een kweekbedrijf wordt de sterfte als abnormaal beschouwd als plotseling een aanzienlijke sterfte voordoet in een groot aantal kweekbuisjes.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

F. 98 — 2680

[C - 98/16276]

29 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté ministériel établissant des mesures minimales de contrôle de certaines maladies des mollusques bivalves

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Vu la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux, modifiée par les lois des 29 décembre 1990, 20 juillet 1991, 6 août 1993, 21 décembre 1994, 20 décembre 1995 et 23 mars 1998;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime;

Vu l'arrêté royal du 20 septembre 1883 contenant règlement d'administration générale de la police sanitaire des animaux domestiques notamment les articles 44 à 51 modifiés par les arrêtés royaux des 5 décembre 1952, 16 juin 1967, 19 avril 1974, 21 mars 1989, 16 mai 1989 et 11 juillet 1991;

Vu l'arrêté ministériel du 14 décembre 1992 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture, modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 1995;

Vu l'arrêté ministériel du 7 septembre 1995 établissant des mesures de lutte contre certaines maladies des poissons;

Vu la Directive 90/425/CEE du Conseil de l'Union européenne, relative aux contrôles vétérinaires et zootechniques applicables dans les échanges intracommunautaires de certains animaux vivants et produits dans la perspective de la réalisation du marché intérieur;

Vu la Directive 90/667/CEE du Conseil de l'Union européenne, arrêtant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation de déchets animaux, à leur mise sur le marché et à la protection contre les agents pathogènes des aliments pour animaux d'origine animale ou à base de poissons, et modifiant la Directive 90/425/CEE;

Vu la Directive 91/67/CEE du Conseil de l'Union européenne relative aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture, modifiée par la Directive 93/54/CEE du Conseil de l'Union européenne;

Vu la Directive 95/70/CE du Conseil de l'Union européenne établissant des mesures communautaires minimales de contrôle de certaines maladies des mollusques bivalves;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire d'établir les mesures de lutte à prendre dans le cas où une maladie se déclare, de manière à garantir le développement rationnel du secteur de la conchyliculture et à contribuer à la protection de la santé animale,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté définit les mesures de lutte contre les maladies des mollusques bivalves visées d'une part à l'annexe A, liste II, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 1992 modifié par l'arrêté ministériel du 19 juillet 1995 relatif aux conditions de police sanitaire régissant la mise sur le marché d'animaux et de produits d'aquaculture et d'autre part à l'annexe A du présent arrêté.

Art. 2. Aux fins du présent arrêté, les définitions figurant aux articles 2 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 1992 précité ainsi que de celui du 7 septembre 1995 établissant des mesures de lutte contre certaines maladies des poissons, sont applicables en tant que de besoin.

En outre, on entend par :

« Mortalité anormale constatée » : une mortalité subite qui affecte approximativement 15 % des stocks et qui se produit au cours d'une période courte entre deux contrôles (avec confirmation dans les quinze jours). Dans une éclosion, la mortalité est considérée comme anormale lorsqu'aucune larve n'est obtenue pendant une période qui couvre les pontes successives de plusieurs mollusques bivalves reproducteurs. Dans une nurserie, la mortalité est considérée comme anormale lorsqu'une soudaine mortalité relativement importante survient brusquement dans plusieurs tubes.

Art. 3. § 1. De bemonstering en het laboratoriumonderzoek om de oorzaak van de abnormale sterfte bij tweekleppige weekdieren te bepalen, worden verricht door één van de nationale referentielaboratoria voor ziekten van tweekleppige weekdieren door de Dienst aangeduid en genoemd in bijlage C van de richtlijn 95/70/EG van de Raad van 22 december 1995 tot vaststelling van minimale communautaire maatregelen ter bestrijding van bepaalde ziekten van tweekleppige weekdieren.

§ 2. De kosten voor de toepassing van § 1 zijn ten laste van de eigenaar van het bedrijf.

Art. 4. § 1. Iedere verantwoordelijke van een bedrijf waar tweekleppige weekdieren worden gekweekt moet per aangetekend schrijven binnen de dertig dagen volgend op het in voege treden van dit besluit bij de Dienst een registratieaanvraag indienen. De hierbovenbedoelde aanvraag wordt opgemaakt volgens het vastgelegd model in bijlage B van dit besluit. De Dienst houdt de lijst bij van deze bedrijven.

§ 2. Iedere verantwoordelijke van een bedrijf moet een register bijhouden :

a) van de levende tweekleppige weekdieren die het bedrijf worden binnengebracht, met alle gegevens inzake levering, aantal of gewicht, grootte en herkomst;

b) van de levende tweekleppige weekdieren die het bedrijf verlaten om opnieuw in het water te worden gebracht, met alle gegevens inzake verzending, aantal of gewicht, grootte en bestemming;

c) van de vastgestelde abnormale sterfte.

Dit register moet worden bijgehouden, gedurende vier jaar bewaard en getoond worden telkens de Dienst er om vraagt.

Art. 5. De verdenking van het aanwezig zijn van een van de ziekten genoemd in de bijlage A, lijst II, van het ministerieel besluit van 14 december 1992 of in de bijlage A van dit besluit, moet verplicht bij de Dienst worden aangegeven door de verantwoordelijke van het bedrijf.

Dezelfde verplichting geldt voor iedere aangenomen dierenarts en elke persoon die de aanwezigheid van een der hoger genoemde ziekten vermoedt.

Art. 6. De verantwoordelijke moet vrije toegang tot zijn bedrijf verlenen aan het personeel van de Dienst en/of van de laboratoria bedoeld in het artikel 3 en alle medewerking verlenen bij het nemen van de nodige stalen.

HOOFDSTUK II. — *Maatregelen bij een abnormale sterfte*

Art. 7. § 1. Een bewakings- en bemonsteringsprogramma moet uitgevoerd worden in de bedrijven, in de uitbatingsgebieden en op de uitgebate natuurlijke banken van tweekleppige weekdieren teneinde een abnormale sterfte vast te stellen en zodoende de gezondheids-toestand van de bestanden in kwestie te volgen.

§ 2. Indien een abnormale sterfte wordt vastgesteld of indien de Dienst beschikt over informatie die de aanwezigheid van ziekten doet vermoeden :

a) plaatst de Dienst het bedrijf onder officieel toezicht en beveelt de staalname voor onderzoek in een laboratorium genoemd in artikel 3 om de aanwezigheid van de ziekte te bevestigen of te ontkennen;

b) maakt de Dienst een lijst van de plaatsen waar de ziekten genoemd in de bijlage A, lijst II, van het ministerieel besluit van 14 december 1992 zich voordoen en een lijst van de plaatsen waar een abnormale sterfte wordt vastgesteld door de aanwezigheid van de in bijlage A van dit besluit genoemde ziekten;

c) volgt de Dienst het verloop en de geografische spreiding van de ziekten als bedoeld onder b;

d) in afwachting van de resultaten van het onderzoek genoemd onder a, verbiedt de Dienst, behalve met zijn toestemming, dat alle tweekleppige weekdieren het aangetaste bedrijf, het aangetaste uitbatingsgebied of de aangetaste uitgebate natuurlijke banken, of de aangetaste zuiveringsstations of opslagreservoirs die hun water in zee lozen, verlaten om te worden heruitgezet of opnieuw in het water te worden gebracht op een ander bedrijf of in het aquatisch milieu.

§ 3. De in § 2 voorziene maatregelen worden pas opgeheven wanneer de verdenking van de ziekte officieel is weerlegd.

Art. 8. § 1. Zodra het in § 2, a, van artikel 7 bedoelde onderzoek blijkt dat een verwekker van een van de in artikel 7, § 2, b, bedoelde ziekten, aan de oorsprong ligt of kan liggen van de geconstateerde abnormale sterfte, beveelt de Dienst, als aanvulling van de in artikel 7, § 2, opgesomde maatregelen, het verrichten van een epidemiologisch onderzoek om te bepalen op welke wijze de ziekte kan zijn binnen-

Art. 3. § 1^{er}. Le prélèvement et l'analyse en laboratoire destinés à déterminer la cause de la mortalité anormale des mollusques bivalves sont effectués par l'un des laboratoires nationaux de référence pour les maladies des mollusques bivalves désigné par le Service et figurant à l'annexe C de la directive 95/70/CE du Conseil du 22 décembre 1995 établissant des mesures communautaires minimales de contrôle de certaines maladies des mollusques bivalves.

§ 2. Les frais inhérents à l'application du § 1^{er} sont à charge du propriétaire de l'exploitation.

Art. 4. § 1^{er}. Tout responsable d'une exploitation qui élève des mollusques bivalves doit introduire, par lettre recommandée, une demande d'enregistrement auprès du Service dans les trente jours suivant l'entrée en vigueur du présent arrêté. La demande susvisée est établie suivant le modèle fixé en annexe B du présent arrêté. Le Service tient à jour la liste de ces exploitations.

§ 2. Tout responsable d'une exploitation doit tenir un registre :

a) des mollusques bivalves vivants introduits dans l'exploitation, y compris toutes les informations concernant leur livraison, leur nombre ou poids, leur taille et leur origine;

b) des mollusques bivalves vivants quittant l'exploitation afin d'être remis à l'eau, y compris toutes les informations concernant leur expédition, leur nombre ou poids, leur taille et leur destination;

c) de la mortalité anormale constatée.

Ce registre doit être tenu à jour, maintenu pendant quatre ans et exhibé chaque fois que le Service le requiert.

Art. 5. La suspicion de l'existence d'une des maladies visées à l'annexe A, liste II, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 1992 ou à l'annexe A du présent arrêté, doit faire l'objet d'une déclaration obligatoire au Service par le responsable de l'exploitation.

La même obligation incombe à tout médecin vétérinaire agréé ainsi qu'à toute personne qui a connaissance de la suspicion de l'existence de l'une des maladies susvisées.

Art. 6. Le responsable doit donner libre accès à son exploitation au personnel du Service et/ou des laboratoires visés à l'article 3 et prêter sa collaboration pour la prise des échantillons nécessaires.

CHAPITRE II. — *Mesures prises lors d'une mortalité anormale*

Art. 7. § 1^{er}. Un programme de surveillance et d'échantillonnage doit être appliqué dans les exploitations, les zones d'exploitations et les gisements naturels exploités de mollusques bivalves pour effectuer la constatation d'une mortalité anormale afin d'assurer le suivi de la situation sanitaire des cheptels concernés.

§ 2. Si une mortalité anormale est constatée ou si le Service dispose d'informations permettant de suspecter la présence de maladies, le Service :

a) place l'exploitation sous surveillance officielle et ordonne le prélèvement des échantillons en vue de leur examen dans un laboratoire visé à l'article 3 afin de confirmer ou infirmer la présence de la maladie;

b) dresse une liste des sites où sont présentes les maladies visées à l'annexe A, liste II, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 1992 et une liste des sites dans lesquels est constatée une mortalité anormale liée à la présence des maladies figurant à l'annexe A du présent arrêté;

c) contrôle l'évolution et la répartition géographique des maladies visées sous b;

d) dans l'attente des résultats de l'examen visé sous a, interdit, sauf sous son autorisation, que tout mollusque bivalve ne quitte l'exploitation, la zone d'exploitation ou les gisements naturels exploités atteints ainsi que les centres d'épuration ou les bassins d'entreposage touchés qui déversent leurs eaux dans la mer, en vue d'un reparcage ou d'une remise à l'eau dans une autre exploitation ou dans le milieu aquatique.

§ 3. Les mesures prévues au § 2 ne sont levées que lorsque la suspicion de la maladie a été infirmée officiellement.

Art. 8. § 1^{er}. Dès que l'examen prévu au § 2, a, de l'article 7 révèle qu'un agent pathogène d'une des maladies visées à l'article 7, § 2, b, est à l'origine de la mortalité anormale constatée ou susceptible d'être à l'origine de cette mortalité, le Service ordonne, en complément des mesures énumérées à l'article 7, § 2, de mener une enquête épidémiologique afin de déterminer les modes de contamination possibles et de

gebracht en om na te gaan of weekdieren het bedrijf, het uitbatingsgebied of de uitgebate natuurlijke banken in de aan de constatering van de sterfte voorafgaande periode hebben verlaten om elders te worden heruitgezet of opnieuw in het water te worden gebracht.

§ 2. Indien uit het epidemiologisch onderzoek blijkt dat de ziekte, met name ingevolge de verplaatsing van weekdieren, in één of meer bedrijven, uitbatingsgebieden of uitgebate natuurlijke banken is binnengebracht, is het bepaalde in artikel 7, § 2 van toepassing.

§ 3. De Dienst kan evenwel toestaan dat levende tweekleppige weekdieren binnen het Koninkrijk worden vervoerd naar andere, met dezelfde ziekte besmette bedrijven, uitbatingsgebieden of uitgebate natuurlijke banken.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 9. In dringende gevallen, behoorlijk gemotiveerd, niet voorzien bij dit besluit, kan het Hoofd van de Dienst maatregelen nemen volgens de voorwaarden die hij bepaalt.

Art. 10. Inbreuken op de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig de hoofdstukken V en VI van de diergezondheidswet van 24 maart 1987.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Brussel, 29 september 1998.

K. PINXTEN

vérifier si des mollusques ont quitté l'exploitation, la zone d'exploitation ou les gisements naturels exploités, en vue d'un reparcage ou d'une remise à l'eau en d'autres lieux pendant la période précédant la constatation de la mortalité anormale.

§ 2. Si l'enquête épidémiologique révèle que la maladie a été introduite dans une ou plusieurs exploitations, zones d'exploitation ou gisements naturels exploités à la suite, notamment d'un mouvement de mollusques, les dispositions de l'article 7, § 2 s'appliquent.

§ 3. Le Service peut toutefois autoriser à l'intérieur du Royaume le mouvement de mollusques bivalves vivants à destination d'autres exploitations, zones d'exploitation ou gisement naturels exploités infectés par la même maladie.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 9. Dans les cas urgents dûment motivés non prévus par le présent arrêté, le Chef du Service peut prendre des mesures aux conditions qu'il détermine.

Art. 10. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et sanctionnées conformément aux chapitres V et VI de la loi du 24 mars 1987 relative à la santé des animaux.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 29 septembre 1998.

K. PINXTEN

Bijlage A bij het ministerieel besluit van 29 september 1998

ZIEKTEN	ZIEKTEVERWEKKERS	VOOR DE ZIEKTE VATBARE SOORTEN
Haplosporidiosis	Haplosporidium nelsoni Haplosporidium costale	Crassostrea virginica Crassostrea virginica
Perkinosis	Perkinsus marinus Perkinsus olseni	Crassostrea virginica Haliotis rubra H. laevigata
Mikrokytosis	Mikrokytos mackini	Crassostrea gigas O. edulis O. puelchana O. denselomellosa Tiostraea chilensis
	Mikrokytos roughleyi	Saccostrea commercialis
Iridovirosis	Oyster velar virus	Crassostrea gigas
Marteiliosis	Marteilia sidneyi	Saccostrea commercialis

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 29 september 1998.

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

Bijlage B bij het ministerieel besluit van 29 september 1998

Registratie van de Schelpdierculturen

1. Benaming van het bedrijf :
2. Eigenaar :
- Naam :
- Adres :
- Tel/Fax :

3. Adressen van de verschillende plaatsen waar tweekleppige weekdieren gekweekt en/of gehouden worden :

— Plaats A :
— Plaats B :
— Plaats C :

4. Verantwoordelijke of bedrijfsleider van de plaatsen :

	Naam	Adres	Tel/Fax
- Plaats A :			
- Plaats B :			
- Plaats C :			

5. Aard van het bedrijf en van de geproduceerde tweekleppige weekdieren :

Soorten	Broedplaats	Kweekplaats	Stockage
- Plaats A :			
- Plaats B :			
- Plaats C :			

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 29 september 1998.

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

Annexe A à l'arrêté ministériel du 29 septembre 1998

MALADIES	AGENTS PATHOGENES	ESPECES SENSIBLES
Haplosporidiosis	Haplosporidium nelsoni Haplosporidium costale	Crassostrea virginica Crassostrea virginica
Perkinosis	Perkinsus marinus Perkinsus olseni	Crassostrea virginica Haliotis rubra H. laevigata
Mikrokytosis	Mikrokytos mackini	Crassostrea gigas O. edulis O. puelchana O. denselomellosa Tiostraea chilensis
	Mikrokytos roughleyi	Saccostrea commercialis
Iridovirosis	Oyster velar virus	Crassostrea gigas
Marteiliosis	Marteilia sidneyi	Saccostrea commercialis

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 septembre 1998.

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Annexe B à l'arrêté ministériel du 29 septembre 1998

Enregistrement des conchylicultures

1. Dénomination de l'exploitation :
2. Propriétaire :
- Nom :
- Adresse :
- Tél/Fax :

3. Adresses des différents sites où des mollusques bivalves sont élevés et/ou détenus :

— Site A :
— Site B :
— Site C :

4. Responsable ou gérant des sites :

	Nom	Adresse	Tél/Fax
- Site A :			
- Site B :			
- Site C :			

5. Types d'exploitation et mollusques bivalves :

Espèces	Ecloserie	Nurserie	Stockage
- Site A :			
- Site B :			
- Site C :			

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 29 septembre 1998.

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes entreprises,
K. PINXTEN

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 98 — 2681

[98/07204]

7 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit betreffende de Algemene Inspectie van de Diensten van het Ministerie van Landsverdediging

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 167, § 1, van de Grondwet;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 juli 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit :

1° wordt, telkens als een graad wordt vermeld, ook de gelijkwaardige graad bedoeld;

2° wordt de medische dienst als een krijgsmachtdeel beschouwd.

Art. 2. De Algemene Inspectie van de Diensten van het Ministerie van Landsverdediging is een dienst van het Ministerie van Landsverdediging. Deze dienst is belast met de inspectie van de werking van de diensten van het Ministerie van Landsverdediging.

Onder « diensten van het Ministerie van Landsverdediging » moet voor de toepassing van dit besluit verstaan worden : alle militaire of burgerlijke diensten, organismen en organen, die deel uitmaken van het departement van Landsverdediging, met uitzondering van alle instellingen van openbaar nut bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 3. De algemene inspectie is samengesteld uit :

1° de inspecteur-generaal, die de leiding heeft over de dienst en die een luitenant-generaal is of een ambtenaar van het departement;

2° de adjunct-inspecteur-generaal die een officier is, bekleed met ten minste de graad van kolonel, of een ambtenaar van het departement;

3° ten minste één hoofdofficier per krijgsmachtdeel, die indien hij bekleed is met de graad van kolonel, minder anciënniteit in die graad telt dan de adjunct-inspecteur-generaal en die tot een ander krijgsmachtdeel moet behoren dan de adjunct-inspecteur-generaal;

4° ten minste één ambtenaar van het departement;

5° lagere officieren;

6° burger- en militaire hulppersoneelsleden.

Art. 4. De inspecteur-generaal wordt aangewezen door de Koning, op de voordracht van de minister van Landsverdediging.

De inspecteur-generaal staat rechtstreeks onder het gezag van de minister van Landsverdediging.

Art. 5. § 1. De personeelsleden bedoeld in artikel 3, 2° tot 4°, worden aangewezen door de minister van Landsverdediging, op de voordracht van de inspecteur-generaal die vooraf het advies van de chef van de generale staf of in het geval dat het een burgerlijk personeelslid betreft, van de chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur moet inwinnen.

De personeelsleden bedoeld in artikel 3, 2° tot 6°, werken volgens de exclusieve richtlijnen van de inspecteur-generaal.

§ 2. De minister van Landsverdediging bepaalt de getalsterkte en de middelen van de algemene inspectie.

Art. 6. § 1. De inspecteur-generaal beantwoordt elke studie-, onderzoeks- of adviesaanvraag uitgaande van de minister van Landsverdediging.

Bovendien oefent de inspecteur-generaal op eigen initiatief opdrachten van informatie of van onderzoek uit ten voordele van de minister van Landsverdediging.

Elke belanghebbende persoon mag bij de inspecteur-generaal elke klacht uitbrengen betreffende de werking van de diensten van het Ministerie van Landsverdediging. Hij bevestigt de ontvangst van deze klacht en brengt, in voorkomend geval, de klager op de hoogte van de aan zijn klacht gegeven gevolgen.

§ 2. Voor de uitoefening van de bevoegdheden bepaald in dit besluit, beschikken de inspecteur-generaal en de personeelsleden van de algemene inspectie bedoeld in artikel 3, 2° tot 4°, over een algemeen en permanent inspectierecht in de schoot van de diensten van het Ministerie van Landsverdediging.

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE

F. 98 — 2681

[98/07204]

7 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal relatif à l'Inspection générale des Services du Ministère de la Défense nationale

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 167, § 1er, de la Constitution;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 juillet 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté :

1° chaque fois qu'un grade est mentionné, le grade équivalent est également visé;

2° le service médical est considéré comme une force.

Art. 2. L'Inspection générale des services du Ministère de la Défense nationale est un service du Ministère de la Défense nationale. Ce service est chargé de l'inspection du fonctionnement des services du Ministère de la Défense nationale.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par « services du Ministère de la Défense nationale » : tous les services, organismes et organes militaires ou civils, faisant partie du département de la Défense nationale, à l'exception de tout organisme d'intérêt public visé dans la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 3. L'inspection générale est composée :

1° de l'inspecteur général, qui dirige le service et qui est un lieutenant général ou un agent du département;

2° de l'inspecteur général adjoint qui est un officier revêtu au moins du grade de colonel, ou un agent du département;

3° d'au moins un officier supérieur par force, qui, lorsqu'il est revêtu du grade de colonel, compte moins d'ancienneté dans ce grade que l'inspecteur général adjoint et qui doit appartenir à un autre force que l'inspecteur général adjoint;

4° d'au moins un agent du département;

5° d'officiers subalternes;

6° de personnel auxiliaire civil et militaire.

Art. 4. L'inspecteur général est désigné par le Roi, sur la proposition du ministre de la Défense nationale.

L'inspecteur général est placé sous l'autorité directe du ministre de la Défense nationale.

Art. 5. § 1er. Les membres du personnel visés à l'article 3, 2° à 4°, sont désignés par le ministre de la Défense nationale, sur la proposition de l'inspecteur général qui doit préalablement solliciter l'avis du chef de l'état-major général ou, lorsqu'il s'agit d'un membre du personnel civil, du chef de l'administration générale civile.

Les membres du personnel visés à l'article 3, 2° à 6°, travaillent selon les directives exclusives de l'inspecteur général.

§ 2. Le ministre de la Défense nationale détermine l'effectif et les moyens de l'inspection générale.

Art. 6. § 1er. L'inspecteur général répond à toute demande d'étude, d'enquête ou d'avis émanant du ministre de la Défense nationale.

L'inspecteur général exerce en outre, de sa propre initiative, des missions d'information et d'enquête au profit du ministre de la Défense nationale.

Toute personne intéressée peut introduire auprès de l'inspecteur général toute plainte à l'égard du fonctionnement des services du Ministère de la Défense nationale. Il accuse réception de cette plainte et informe le cas échéant le plaignant des suites réservées à sa plainte.

§ 2. Pour l'exécution des attributions fixées au présent arrêté, l'inspecteur général et les membres du personnel de l'inspection générale visés à l'article 3, 2° à 4°, disposent d'un droit d'inspection général et permanent au sein des services du Ministère de la Défense nationale.

De inspecteur-generaal legt aan de minister van Landsverdediging de door hem gedane vaststellingen voor en hij voegt er zijn bedenkingen en voorstellen aan toe. Hij legt aan de minister van Landsverdediging eveneens de verslagen voor betreffende de studie-, onderzoeks- of adviesaanvragen bedoeld in § 1, eerste lid.

De inspecteur-generaal brengt de chef van de generale staf en, wanneer burgerlijk personeel betrokken is, de chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur op de hoogte van zijn bevindingen en van zijn verslagen, behoudens wanneer een dergelijke mededeling het verder verloop van het onderzoek zwaar in het gedrang zou brengen. In dit geval legt de inspecteur-generaal de vraag voor aan de minister van Landsverdediging.

Art. 7. De chef van de generale staf licht de algemene inspectie in over :

1° elk ontwerp van wets- of reglementaire bepaling betreffende het administratief, tuchtrechtelijk, geldelijk, sociaal en syndicaal statuut van het militair personeel van het actief kader dat hij aan de minister van Landsverdediging voorlegt of waarover hij om advies verzocht wordt;

2° de algemene politiek die hij volgt met het oog op de paraatstelling van de krijgsmacht.

De chef van het Burgerlijk Algemeen Bestuur licht de algemene inspectie in over :

1° elk ontwerp van wets- of reglementaire bepaling betreffende het administratief, tuchtrechtelijk, geldelijk, sociaal en syndicaal statuut van het burgerlijk personeel dat hij aan de minister van Landsverdediging voorlegt of waarover hij om advies verzocht wordt;

2° de algemene politiek die hij volgt met het oog op het vervullen van de opdrachten die toevertrouwd zijn aan het burgerpersoneel van de diensten van het Ministerie van Landsverdediging.

Art. 8. Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landsverdediging,
J.-P. PONCELET

L'inspecteur général soumet au ministre de la Défense nationale les constatations qu'il a faites et y joint ses observations et ses suggestions. Il soumet également au ministre de la Défense nationale les rapports relatifs aux demandes d'étude, d'enquête ou d'avis, visées au § 1er, alinéa 1er.

L'inspecteur général informe le chef de l'état-major général et, lorsque du personnel civil est impliqué, le chef de l'administration générale civile de ses constatations et de ses rapports, sauf si une telle information met gravement en péril les suites de l'enquête. Dans ce cas l'inspecteur général soumet la demande au ministre de la Défense nationale.

Art. 7. Le chef de l'état-major général informe l'inspection générale :

1° de tout projet de disposition légale ou réglementaire relatif au statut administratif, disciplinaire, pécuniaire, social et syndical du personnel militaire du cadre actif qu'il soumet au ministre de la Défense nationale ou dont il est saisi pour avis;

2° de la politique générale qu'il suit en vue de la mise en condition des forces armées.

Le chef de l'administration générale civile informe l'inspection générale :

1° de tout projet de disposition légale ou réglementaire relatif au statut administratif, disciplinaire, pécuniaire, social et syndical du personnel civil qu'il soumet au ministre de la Défense nationale ou dont il est saisi pour avis;

2° de la politique générale qu'il suit en vue de remplir les missions qui sont confiées au personnel civil des services du Ministère de la Défense nationale.

Art. 8. Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Défense nationale,
J.-P. PONCELET

MINISTERIE VAN AMBTENARENZAKEN

N. 98 — 2682

[S - C - 98/02075]

20 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij de wet van 20 december 1995, op artikel 12, gewijzigd bij de koninklijke besluiten nr. 280 van 30 maart 1984 en nr. 419 van 16 juli 1986 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, op artikel 13, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 8 november 1971, 16 mei 1977 en 28 juni 1990, bij de wet van 30 maart 1994 en bij het koninklijk besluit van 8 augustus 1997, op artikel 14bis, ingevoegd bij de wet van 20 december 1995 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997 en op artikel 16, vervangen bij de wet van 20 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, op de artikelen 2, 3 en 7, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, op artikel 9bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, op artikel 11, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 13 november 1973 en 24 maart 1986, op artikel 20, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 419 van 16 juli 1986 en op artikel 28, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 november 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 december 1997;

MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 98 — 2682

[S - C - 98/2075]

20 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur de membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1^{er}, remplacé par la loi du 20 décembre 1995, l'article 12, modifié par les arrêtés royaux n° 280 du 30 mars 1984 et n° 419 du 16 juillet 1986 et par l'arrêté royal du 8 août 1997, l'article 13, modifié par les arrêtés royaux des 8 novembre 1971, 16 mai 1977 et 28 juin 1990, par la loi du 30 mars 1994 et par l'arrêté royal du 8 août 1997, l'article 14bis, inséré par la loi du 20 décembre 1995 et modifié par la loi du 20 mai 1997 et l'article 16, remplacé par la loi du 20 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur de membres du personnel du secteur public des dommages résultant des accidents survenus sur le chemin du travail, notamment l'article 1^{er}, remplacé par l'arrêté royal du 21 novembre 1991, les articles 2, 3 et 7, modifiés par l'arrêté royal du 21 novembre 1991, l'article 9bis, inséré par l'arrêté royal du 24 mars 1986, l'article 11, modifié par les arrêtés royaux des 13 novembre 1973 et 24 mars 1986, l'article 20, modifié par l'arrêté royal n° 419 du 16 juillet 1986 et l'article 28, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1973;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 novembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 décembre 1997;

Gelet op het protocol nr. 98/1 van 19 maart 1998 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 9 januari 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 14 mei 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 januari 1969 betreffende de schadevergoeding ten gunste van personeelsleden van de overheidssector, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, vervangen bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. De regeling ingesteld bij de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, wordt toepasselijk verklaard op de leden van het vastbenoemd, het stagedoend, het tijdelijk personeel en het hulppersoneel en op de personeelsleden die bij een arbeidsovereenkomst in dienst zijn genomen, die behoren tot :

1° de besturen en andere diensten van de federale ministeries alsook de andere rijksdiensten, met inbegrip van de rechterlijke macht;

2° de Raad van State;

3° de besturen en andere diensten van de Regeringen van de Gemeenschappen en Gewesten, met inbegrip van de inrichtingen van onderwijs georganiseerd door of namens de Gemeenschappen, alsook de besturen en andere diensten van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, met inbegrip van de inrichtingen van onderwijs georganiseerd door of namens de Franse Gemeenschapscommissie;

4° de onderwijsinrichtingen die door één van de Gemeenschappen of door de Franse Gemeenschapscommissie gesubsidieerd worden;

5° de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra, diensten voor studie- en beroepsoriëntering en de pedagogische begeleidingsdiensten. »

Art. 2. Artikel 2 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Dit besluit is niet toepasselijk op :

1° de leden en het personeel van het Arbitragehof, van het Rekenhof, alsmede het personeel van de Kamer van volksvertegenwoordigers, van de Senaat, van de Gemeenschaps- of Gewestraden, van de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° de personeelsleden van de coöperatie die onderworpen zijn aan het koninklijk besluit van 10 april 1967 houdende het statuut van het personeel van de coöperatie met de ontwikkelingslanden;

3° de leden van het personeel der gesubsidieerde onderwijsinrichtingen die niet het voordeel van een weddetoelage of van een loon ten laste van een Gemeenschap of een Gemeenschapscommissie genieten;

4° de leden van het personeel der gesubsidieerde onderwijsinrichtingen die van een loon ten laste van een Gemeenschap of een Gemeenschapscommissie genieten en die in dienst genomen zijn met een arbeidsovereenkomst, waarop de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten van toepassing is;

5° de leden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra, van de diensten voor studie- en beroepsoriëntering en van de pedagogische begeleidingsdiensten die niet het voordeel van een weddetoelage ten laste van een Gemeenschap of een Gemeenschapscommissie genieten. »

Art. 3. Artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° « de wet », de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector;

Vu le protocole n° 98/1 du 19 mars 1998 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 9 janvier 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 14 mai 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 janvier 1969 relatif à la réparation, en faveur de membres du personnel du secteur public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, remplacé par l'arrêté royal du 21 novembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. Le régime institué par la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail est rendu applicable aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire, auxiliaire ou engagés par contrat de travail qui appartiennent :

1° aux administrations et autres services des ministères fédéraux ainsi qu'aux autres services de l'Etat, en ce compris le pouvoir judiciaire;

2° au Conseil d'Etat;

3° aux administrations et autres services des Gouvernements des Communautés et des Régions, y compris les établissements d'enseignement organisés par ou au nom des Communautés, ainsi qu'aux administrations et autres services du Collège réuni de la Commission communautaire commune et du Collège de la Commission communautaire française, en ce compris les établissements d'enseignement organisé par ou au nom de la Commission communautaire française;

4° aux établissements d'enseignement subventionnés par l'une des Communautés ou par la Commission communautaire française;

5° aux centres psycho-médico-sociaux, aux offices d'orientation scolaire et professionnelle et aux services d'accompagnement pédagogique subventionnés. »

Art. 2. L'article 2 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 novembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le présent arrêté n'est pas applicable :

1° aux membres et au personnel de la Cour d'Arbitrage, de la Cour des comptes ainsi qu'au personnel de la Chambre des représentants, du Sénat, des Conseils de Communauté ou de Région, de l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune ou de l'Assemblée de la Commission communautaire française;

2° aux membres du personnel de la coopération soumis à l'arrêté royal du 10 avril 1967 portant statut du personnel de la coopération avec les pays en voie de développement;

3° aux membres du personnel des établissements d'enseignement subventionnés qui ne bénéficient pas d'une subvention-traitement ou d'un salaire à charge d'une Communauté ou d'une Commission communautaire;

4° aux membres du personnel des établissements subventionnés qui bénéficient d'un salaire à charge d'une Communauté ou d'une Commission communautaire et qui sont en service sur base d'un contrat de travail pour lequel la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail est applicable;

5° aux membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux, des offices d'orientation scolaire et professionnelle et des services d'accompagnement pédagogique ne bénéficiant pas d'une subvention-traitement à charge d'une Communauté ou d'une Commission communautaire. »

Art. 3. L'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 novembre 1991, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « la loi », la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public;

2° « de Minister » :

a) wat de personeelsleden van de ministeries of andere diensten van de federale ministeries betreft : de minister onder wie de ambtenaar ressorteert;

b) wat de leden van de diensten van de Regeringen van de Gemeenschappen en de Gewesten, van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreft : de Regering of het College waaronder de ambtenaar ressorteert;

c) wat de leden en het personeel van de rechterlijke orde betreft : de minister tot wiens bevoegdheid Justitie behoort;

d) wat de leden en het personeel van de Raad van State betreft : de minister tot wiens bevoegdheid Binnenlandse Zaken behoort;

e) wat de leden van het onderwijzend personeel betreft : de Regering of het College waaronder zij ressorteren;

f) wat de leden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra en de diensten voor studie- en beroepsoriëntering betreft : de Regering waaronder zij ressorteren. »

Art. 4. In artikel 7, laatste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 21 november 1991, wordt het woord « nationale » vervangen door het woord « federale ».

Art. 5. In artikel 9bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, worden de woorden « in artikel 14, § 3 » vervangen door de woorden « in de artikelen 14, § 3, en 14bis ».

Art. 6. Artikel 11, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, wordt aangevuld met de volgende leden :

« De Administratieve Gezondheidsdienst beoordeelt de relevantie van de motieven waarom het slachtoffer niet verschenen is, voor zover het een schriftelijke rechtvaardiging geeft.

De uitbetaling wordt, zonder terugwerkende kracht, hervat de eerste dag van de maand die volgt op de datum van verschijning van het slachtoffer, die zonder geldig motief niet was verschenen, bij de Administratieve Gezondheidsdienst. »

Art. 7. Artikel 20, tweede lid, van hetzelfde besluit, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Te rekenen van de dag waarop de renten zijn verkregen, worden zij de eerste dag van iedere maand van het kalenderjaar per twaalfde vooraf uitbetaald. Bereikt de graad van de blijvende ongeschiktheid evenwel geen 16 %, dan wordt de rente éénmaal per jaar in de loop van het vierde trimester uitbetaald. »

Art. 8. Artikel 28 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 28. § 1. De kosten van de administratieve procedure en de niet in § 2 bedoelde gerechtskosten en -uitgaven worden betaald door de zorg van het ministerie waaronder de dienst ressorteert waarbij het ongeval moet worden aangegeven.

§ 2. De bij artikel 4bis bedoelde verplaatsingskosten en de gerechtskosten worden betaald :

— hetzij door de zorg van het ministerie waaronder de dienst ressorteert waarbij het ongeval moet worden aangegeven voor de kosten die uit een geneeskundige expertise voortvloeien, ongeacht of ze door de Administratieve Gezondheidsdienst of bij gerechtelijke beslis-sing vereist wordt;

— hetzij door de zorg van de Administratieve Gezondheidsdienst wanneer zij volgen uit een door de geneesheer van het slachtoffer voorgeschreven behandeling. »

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 7 dat uitwerking heeft met ingang van 1 september 1997.

Onverminderd het eerste lid, is artikel 8 toepasselijk op de procedures inzake terugbetaling van de verplaatsingskosten die niet definitief afgesloten zijn.

Art. 10. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

2° « le Ministre » :

a) en ce qui concerne les membres du personnel des ministères ou autres services des ministères fédéraux : le ministre dont relève l'agent;

b) en ce qui concerne les membres des services des Gouvernements des Communautés et des Régions, du Collège réuni de la Commission communautaire commune ou du Collège de la Commission communautaire française : le Gouvernement ou le Collège dont relève l'agent;

c) en ce qui concerne les membres et le personnel de l'ordre judiciaire : le ministre ayant la Justice dans ses attributions;

d) en ce qui concerne les membres et le personnel du Conseil d'Etat : le ministre ayant l'Intérieur dans ses attributions;

e) en ce qui concerne les membres du personnel de l'enseignement : le Gouvernement ou le Collège dont ils relèvent;

f) en ce qui concerne les membres du personnel des centres psycho-médico-sociaux et des offices d'orientation scolaire et professionnelle : le Gouvernement dont ils relèvent. »

Art. 4. Dans l'article 7, dernier alinéa, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 21 novembre 1991, le mot « nationale » est remplacé par le mot « fédérale ».

Art. 5. Dans l'article 9bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 mars 1986, les mots « à l'article 14, § 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 14, § 3, et 14bis ».

Art. 6. L'article 11, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1986, est complété par les alinéas suivants :

« Le Service de santé administratif apprécie la pertinence des motifs de la non-comparution de la victime, pour autant qu'elle en donne une justification écrite.

Le paiement reprend sans effet rétroactif, le premier jour du mois qui suit la date de comparution de la victime qui, sans motif valable, ne s'était pas présentée au Service de santé administratif. »

Art. 7. L'article 20, alinéa 2, du même arrêté, est remplacé par la disposition suivante :

« A partir de la date de leur octroi, elles sont payées le premier jour de chaque mois de l'année civile, par douzième, et, par anticipation. Toutefois, lorsque le degré de l'incapacité permanente n'atteint pas 16 %, la rente est payée une fois par an dans le courant du quatrième trimestre. »

Art. 8. L'article 28 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 28. § 1^{er}. Les frais de la procédure administrative ainsi que les frais et dépens de justice non visés au § 2 sont payés à l'intervention du ministère dont dépend le service auquel l'accident doit être déclaré.

§ 2. Les frais de déplacement visés à l'article 4bis et les dépens sont payés :

— soit à l'intervention du ministère dont dépend le service auquel l'accident doit être déclaré pour les frais résultant d'une expertise médicale, qu'elle soit requise par le Service de Santé administratif ou par décision judiciaire;

— soit à l'intervention du Service de Santé administratif lorsqu'ils sont l'accessoire d'un traitement prescrit par le médecin de la victime. »

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 7 qui produit ses effets le 1^{er} septembre 1997.

Sans préjudice de l'alinéa 1^{er}, l'article 8 s'applique aux procédures de remboursement des frais de déplacement qui ne sont pas définitivement clôturées.

Art. 10. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

N. 98 — 2683

[98/02106]

20 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden der instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, vervangen bij de wet van 20 december 1995;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, inzonderheid op artikel 2, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1971, 8 april 1977, 14 juli 1987, 13 augustus 1990, 18 september 1992, 14 mei 1993, 2 juni 1993, 13 december 1993, 15 april 1994, 13 maart 1995, 25 oktober 1995, 24 september 1997 en 16 april 1998, op de artikelen 3 en 4, op artikel 6, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973, op artikel 9, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 oktober 1973, 13 november 1973 en 24 maart 1986, op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 augustus 1971;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 november 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 december 1997;

Gelet op het protocol nr. 98/2 van 19 maart 1998 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 9 januari 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juli 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Op voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 2 van het koninklijk besluit van 12 juni 1970 betreffende de schadevergoeding, ten gunste van de personeelsleden van de instellingen van openbaar nut, voor arbeidsongevallen en voor ongevallen op de weg naar en van het werk, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 9 juni 1971, 13 juli 1971, 8 april 1977, 14 juli 1987, 13 augustus 1990, 18 september 1992, 14 mei 1993, 2 juni 1993, 13 december 1993, 15 april 1994, 13 maart 1995, 25 oktober 1995, 24 september 1997 en 16 april 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. Dit besluit wordt toepasselijk verklaard op de leden van het vastbenoemd, stagedoend, tijdelijk en hulppersoneel of het personeel onder arbeidsovereenkomst aangeworven, die behoren tot de hieronder opgesomde instellingen van openbaar nut.

I. Federale overheid

1° de federale instellingen van openbaar nut van de categorieën A, B en D van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut;

2° de Controledienst voor de verzekeringen, de Controledienst voor de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen en de Nationale Loterij;

3° de openbare instellingen van sociale zekerheid die zijn opgesomd in artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels;

4° de Koninklijke schenking.

II. Vlaamse Gemeenschap en Vlaams Gewest

1° de Dienst voor de Scheepvaart;

2° de N.V. Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen;

3° de Sociaal-economische Raad van Vlaanderen;

4° de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Antwerpen, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Oost-Vlaanderen, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij West-Vlaanderen, de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij Vlaams-Brabant;

F. 98 — 2683

[98/02106]

20 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1^{er}, remplacé par la loi du 20 décembre 1995;

Vu l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, notamment l'article 2, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1971, 8 avril 1977, 14 juillet 1987, 13 août 1990, 18 septembre 1992, 14 mai 1993, 2 juin 1993, 13 décembre 1993, 15 avril 1994, 13 mars 1995, 25 octobre 1995, 24 septembre 1997 et 16 avril 1998, les articles 3 et 4, l'article 6, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, l'article 9, modifié par les arrêtés royaux des 10 octobre 1973, 13 novembre 1973 et 24 mars 1986, l'article 11, modifié par l'arrêté royal du 25 août 1971;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 novembre 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 décembre 1997;

Vu le protocole n° 98/2 du 19 mars 1998 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 9 janvier 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 1998 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'article 2 de l'arrêté royal du 12 juin 1970 relatif à la réparation, en faveur des membres du personnel des organismes d'intérêt public, des dommages résultant des accidents du travail et des accidents survenus sur le chemin du travail, modifié par les arrêtés royaux des 9 juin 1971, 13 juillet 1971, 8 avril 1977, 14 juillet 1987, 13 août 1990, 18 septembre 1992, 14 mai 1993, 2 juin 1993, 13 décembre 1993, 15 avril 1994, 13 mars 1995, 25 octobre 1995, 24 septembre 1997 et 16 avril 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. Le présent arrêté est rendu applicable aux membres du personnel définitif, stagiaire, temporaire, auxiliaire ou engagés par contrat de travail qui appartiennent aux organismes d'intérêt public énumérés ci-après.

I. Autorité fédérale

1° les organismes d'intérêt public fédéraux des catégories A, B et D de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public;

2° l'Office de contrôle des assurances, l'Office de contrôle des mutualités et la Loterie nationale;

3° les institutions publiques de sécurité sociale énumérées à l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions;

4° la Donation royale.

II. Communauté flamande et Région flamande

1° le « Dienst voor de Scheepvaart »;

2° la S.A. Compagnie des Installations maritimes de Bruges;

3° le « Sociaal-economische Raad van Vlaanderen »;

4° la Société de développement régional d'Anvers, la Société de développement régional de Flandre occidentale, la Société de développement régional de Flandre orientale, la Société de développement régional du Limbourg, la Société de développement régional du Brabant flamand;

5° de Autonome Raad voor het gemeenschapsonderwijs, wat betreft het personeel van de administratieve diensten;
 6° de Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever;
 7° de Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening;
 8° de Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding;

9° Toerisme Vlaanderen;
 10° Kind en Gezin;
 11° het Universitair Ziekenhuis Gent;
 12° de Vlaamse Huisvestingsmaatschappij;
 13° de Vlaamse Landmaatschappij;
 14° de Dienst voor Infrastructuurwerken van het Gesubsidieerd Onderwijs;

15° het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap;

16° de Vlaamse Onderwijsraad, wat betreft het personeel van het permanent secretariaat;

17° het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel;
 18° het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem;
 19° het Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie;
 20° de Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest;

21° de Vlaamse Milieumaatschappij;
 22° het Vlaams Instituut voor het Zelfstandig Ondernemen;
 23° het Vlaams Instituut voor de bevordering van het wetenschappelijk — technologisch onderzoek in de industrie;
 24° de Naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen;

25° de Vlaamse Radio- en Televisie-omroep en de instellingen waarvan de bovenvermelde instelling de verplichtingen overgenomen heeft;

26° de Vlaamse Vervoermaatschappij.

III. Franse Gemeenschap

1° de Belgische Radio- en Televisie van de Franse Gemeenschap;
 2° het « Centre hospitalier universitaire de Liège ».

IV. Waals Gewest

1° de « l'Office de la Navigation »;
 2° de « Conseil économique et social de la Région wallonne »;
 3° de « Société régionale wallonne du Logement ».

V. Brussels Hoofdstedelijk Gewest

1° de Gewestelijke Ontwikkelingsmaatschappij voor het arrondissement Brussel-Hoofdstad;
 2° het Centrum voor Informatica voor het Brusselse Gewest;
 3° het Brussels Instituut voor Milieubeheer;
 4° het Gewestelijk Agentschap voor netheid;
 5° de Brusselse Hoofdstedelijke Dienst voor Brandweer en Dringende Medische Hulp;
 6° de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij;
 7° de Brusselse Gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling;
 8° de Gewestelijke vennootschap van de haven van Brussel. »

VI. Duitstalige Gemeenschap

1° het Belgisch Radio- en Televisiecentrum voor uitzendingen in de Duitse taal;
 2° het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de KMO's;
 3° de Dienst voor de Duitstalige Gemeenschap voor personen met een handicap alsmede voor de bijzondere sociale bijstandsverlening.

VII. Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

VIII. Franse Gemeenschapscommissie

1° het Franstalig Brussels Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;
 2° het Franstalig Brussels Instituut voor beroepsopleiding. »

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden « ten gunste van de personeelsleden der Rijksbesturen en de andere rijksdiensten en van sommige leden van het personeel der gesubsidieerde

5° l'« Autonome Raad voor het Gemeenschapsonderwijs », pour ce qui concerne le personnel des services administratifs;

6° l'« Intercommunale Maatschappij van de Linker Scheldeoever; »

7° la « Vlaamse Maatschappij voor Watervoorziening; »

8° le « Vlaamse Dienst voor Arbeidsbemiddeling en Beroepsopleiding; »

9° le « Toerisme Vlaanderen; »

10° « Kind en Gezin; »

11° l'« Universitair Ziekenhuis Gent; »

12° la « Vlaamse Huisvestingsmaatschappij; »

13° la « Vlaamse Landmaatschappij; »

14° le « Dienst voor Infrastructuurwerken van het Gesubsidieerd Onderwijs; »

15° le « Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap; »

16° le « Vlaamse Onderwijsraad », pour ce qui concerne le personnel du secrétariat permanent; »

17° l'« Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Geel; »

18° l'« Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis Rekem; »

19° le « Commissariaat-generaal voor de Bevordering van de lichamelijke Ontwikkeling, de Sport en de Openlucht recreatie; »

20° la « Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest; »

21° la « Vlaamse Milieumaatschappij; »

22° le « Vlaams Instituut voor het Zelfstandig Ondernemen; »

23° le « Vlaams Instituut voor de bevordering van het wetenschappelijk — technologisch onderzoek in de industrie; »

24° la « Naamloze vennootschap Zeekanaal en Watergebonden Grondbeheer Vlaanderen »;

25° la « Vlaamse Radio- en Televisie-omroep » et les organismes dont l'organisme susmentionné a repris les obligations;

26° la « Vlaamse Vervoermaatschappij ».

III. Communauté française

1° la Radio-Télévision belge de la Communauté française;

2° le Centre hospitalier universitaire de Liège.

IV. Région wallonne

1° l'Office de la Navigation;

2° le Conseil économique et social de la Région wallonne;

3° la Société régionale wallonne du Logement.

V. Région de Bruxelles-Capitale

1° la Société de développement régional pour l'arrondissement de Bruxelles-Capitale;

2° le Centre d'informatique pour la Région bruxelloise;

3° l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement;

4° l'Agence régionale pour la propreté;

5° le Service d'incendie et d'aide médicale urgente de la Région de Bruxelles-Capitale;

6° la Société du logement de la Région bruxelloise;

7° l'Office régional bruxellois de l'Emploi;

8° la Société régionale du Port de Bruxelles. »

VI. Communauté germanophone

1° le Centre belge de la Radiodiffusion-Télévision en langue allemande.

2° l'Institut pour la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° l'Office de la Communauté germanophone pour les personnes handicapées ainsi que pour l'assistance sociale spéciale.

VII. Commission communautaire commune

VIII. Commission communautaire française

1° le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

2° l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle. »

Art. 2. Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « en faveur des membres du personnel des administrations et des autres services de l'Etat et de certains membres du personnel des établissements d'ensei-

onderwijsinrichtingen » vervangen door de woorden « ten gunste van de personeelsleden van de overheidssector ».

Art. 3. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden « De Minister onder wiens gezag de in de categorie A van de wet van 16 maart 1954 voorkomende instelling van openbaar nut staat, of het beheersorgaan van de andere instellingen van openbaar nut waarvan het personeel aan dit besluit onderworpen is » vervangen door de woorden « De Minister, de Regering, het College of het beheersorgaan, naargelang van het geval, onder wiens gezag de instelling van openbaar nut staat waarvan het personeel aan dit besluit onderworpen is. »

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 13 november 1973, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 6. Voor de toepassing van artikel 14, § 1, 4°, van de voormelde wet van 3 juli 1967 worden de instellingen van openbaar nut van de categorieën A, B of D, naargelang van het geval, die bedoeld zijn in artikel 2 van dit besluit, geacht onder elkaar alsmede met hun overheid een en dezelfde rechtspersoon te zijn.

Al hun personeelsleden worden geacht ertoe te behoren. »

Art. 5. In artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 10 oktober 1973, 13 november 1973 en 24 maart 1986, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in § 1 wordt 4° vervangen door de volgende bepaling :

« 4° de procedurekosten, de verplaatsingskosten en de uitgaven zoals zij verdeeld zijn in de artikelen 4bis en 28 van het voormelde koninklijk besluit van 24 januari 1969, behalve wanneer het gaat om een tergende en roekeloze eis; »

2° in § 2 worden de woorden « of de wet van 6 juli 1971 houdende oprichting van de Regie der Posterijen » geschrapt. »

Art. 6. Artikel 11 in fine van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 25 augustus 1971 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« op voorwaarde dat deze onderneming niet met het geneeskundig toezicht belast is, overeenkomstig artikel 4, 2°, van dit besluit ».

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand na die waarin het is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 8. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

nement subventionné » sont remplacés par les mots « en faveur de membres du personnel du secteur public ».

Art. 3. A l'article 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « Le Ministre sous l'autorité duquel est placé l'organisme d'intérêt public figurant dans la catégorie A de la loi du 16 mars 1954 ou l'organe de gestion des autres organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au présent arrêté » sont remplacés par les mots « Le Ministre, le Gouvernement, le Collège ou l'organe de gestion selon le cas, sous l'autorité duquel est placé l'organisme d'intérêt public dont le personnel est soumis au présent arrêté. »

Art. 4. L'article 6 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 6. Pour l'application de l'article 14, § 1^{er}, 4°, de la loi précitée du 3 juillet 1967, les organismes d'intérêt public des catégories, A, B ou D, selon le cas, visés à l'article 2 du présent arrêté, sont censés constituer entre eux ainsi qu'avec leur autorité une seule et même personne morale.

Tous les membres de leur personnel sont censés y appartenir. »

Art. 5. Dans l'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 10 octobre 1973, 13 novembre 1973 et 24 mars 1986, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le § 1^{er}, le 4° est remplacé par la disposition suivante :

« 4° les frais de la procédure, les frais de déplacement et les dépenses tels qu'ils sont ventilés aux articles 4bis et 28 de l'arrêté royal du 24 janvier 1969, sauf si la demande est téméraire et vexatoire; »

2° dans le § 2, les mots « soit de la loi du 6 juillet 1971 portant création de la Régie des Postes » sont supprimés. »

Art. 6. L'article 11, in fine, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 25 août 1971, est complété par la disposition suivante :

« à la condition que cette entreprise ne soit pas chargée du contrôle médical du personnel, conformément à l'article 4, 2° du présent arrêté ».

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

Art. 8. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

N. 98 — 2684

[98/02105]

20 SEPTEMBER 1998. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 5 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten in de overheidssector

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 juli 1967 betreffende de schadevergoeding voor arbeidsongevallen, voor ongevallen op de weg naar en van het werk en voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 3, vervangen bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997 en op artikel 3bis, ingevoegd bij de wet van 13 juli 1973 en gewijzigd bij de wet van 20 mei 1997;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten in de overheidssector, inzonderheid op artikel 1, op artikel 5, op artikel 6bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973, op artikel 9bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, op artikel 13, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986 en op artikel 19, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het Fonds voor beroepsziekten;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 1997;

F. 98 — 2684

[98/02105]

20 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 juillet 1967 sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, des accidents survenus sur le chemin du travail et des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 3, remplacé par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par la loi du 20 mai 1997 et l'article 3bis, y inséré par la loi du 13 juillet 1973 et modifié par la loi du 20 mai 1997;

Vu l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles dans le secteur public, notamment l'article 1^{er}, l'article 5, l'article 6bis, inséré par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, l'article 9bis, inséré par l'arrêté royal du 24 mars 1986, l'article 13, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1986 et l'article 19, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1986;

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des maladies professionnelles;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 8 décembre 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 4 januari 1998;

Gelet op het protocol nr. 100/2 van 29 april 1998 van het Gemeenschappelijk Comité voor alle overheidsdiensten;

Gelet op het besluit van de Ministerraad van 13 februari 1998 over de adviesaanvraag binnen een termijn van een maand;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 9 juli 1998, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, vervangen bij de wet van 4 augustus 1996;

Op de voordracht van Onze Minister van Ambtenarenzaken en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 1 van het koninklijk besluit van 5 januari 1971 betreffende de schadevergoeding voor beroepsziekten worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in punt *b)* worden de woorden « der rijksbesturen en der andere rijksdiensten en van sommige leden van het personeel der gesubsidiëerde onderwijsinstellingen » vervangen door de woorden « van de overheidssector »;

2° in punt *e)* worden 1° en 2° vervangen door de volgende bepalingen :

« 1° wat betreft de gerechtigden op het koninklijk besluit van 24 januari 1969, de Minister, de Regering of het College, bepaald in artikel 3 van dat besluit; ».

2° wat betreft de gerechtigden op het koninklijk besluit van 12 juni 1970, de Minister, de Regering, het College of het beheersorgaan, bepaald in artikel 4 van dat besluit; ».

Art. 2. Artikel 5 van hetzelfde besluit, waarvan de huidige tekst een paragraaf 1 zal uitmaken, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 2. De in § 1 bedoelde verstrekkingen van geneeskundige verzorging zijn slechts vergoedbaar al ze zijn voorgeschreven en afgeleverd door daartoe wettelijk gemachtigde personen en als ze voorgeschreven werden ter behandeling of ter voorkoming van een beroepsziekte. De controle wordt uitgeoefend door de geneesheren van de bevoegde medische dienst. Op hun aanvraag deelt de behandelende geneesheer hen onder gesloten omslag de inlichtingen mede nodig voor het uitvoeren van deze controle. »

Art. 3. In artikel *6bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 13 november 1973, worden de woorden « artikel *4bis* » vervangen door de woorden « en betaald overeenkomstig de artikelen *4bis* en 28 ».

Art. 4. In artikel *9bis* van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, worden de woorden « in artikel 14, § 3 », vervangen door de woorden « in de artikelen 14, § 3 en *14bis* ».

Art. 5. Artikel 13, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, wordt aangevuld met het volgende lid :

« De uitbetaling wordt, zonder terugwerkende kracht, hetvat de eerste dag van de maand die volgt op de datum van verschijning van het slachtoffer dat, zonder geldige reden, niet is verschenen voor de bevoegde medische dienst. »

Art. 6. Artikel 19 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 24 maart 1986, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 19.

Het personeelslid op wie dit besluit toepasselijk is, behoudt tijdens de periode van tijdelijke ongeschiktheid de bezoldiging verschuldigd op grond van zijn arbeidsovereenkomst of zijn wettelijk of reglementair statuut.

Het personeelslid dat door een beroepsziekte bedreigd wordt, dat niet voor andere opdrachten aangewezen kan worden, dat aanvaardt zich tijdelijk te onthouden van elke activiteit die het nog aan de risico's van deze ziekte kan blootstellen en dat aanvaardt tijdelijk het ambt dat het uitoefent te staken, behoudt de bezoldiging verschuldigd op grond van zijn arbeidsovereenkomst of zijn wettelijk of reglementair statuut.

Deze regeling geldt niet voor de personeelsleden der rijksbesturen die onder de wetgevende macht ressorteren. »

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 4 janvier 1998;

Vu le protocole n° 100/2 du 29 avril 1998 du Comité commun à l'ensemble des services publics;

Vu la délibération du Conseil des Ministres du 13 février 1998 sur la demande d'avis dans le délai d'un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 9 juillet 1998, en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, remplacé par la loi du 4 août 1996;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 janvier 1971 relatif à la réparation des dommages résultant des maladies professionnelles, sont apportées les modifications suivantes :

1° dans le point *b)*, les mots « des administrations et des autres services de l'Etat et de certains membres du personnel des établissements d'enseignement subventionnés » sont remplacés par les mots « du secteur public »;

2° dans le point *e)*, les 1° et 2° sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1° en ce qui concerne les bénéficiaires de l'arrêté royal du 24 janvier 1969, le Ministre, le Gouvernement ou le Collège définis à l'article 3 de cet arrêté; »

2° en ce qui concerne les bénéficiaires de l'arrêté royal du 12 juin 1970, le Ministre, le Gouvernement, le Collège ou l'organe de gestion visé à l'article 4 de cet arrêté; ».

Art. 2. L'article 5 du même arrêté, dont le texte actuel formera un paragraphe 1^{er}, est complété par le paragraphe suivant :

« § 2. Les prestations pour soins de santé visées au § 1^{er} ne sont remboursables que lorsqu'elle sont prescrites et fournies par des personnes habilitées légalement à cet effet et lorsqu'elles ont été prescrites en vue du traitement ou de la prévention d'une maladie professionnelle. Le contrôle est exercé par les médecins du service médical compétent. A leur demande, le médecin traitant leur communie sous pli fermé les renseignements nécessaires pour procéder à ce contrôle. »

Art. 3. Dans l'article *6bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 13 novembre 1973, les mots « à l'article *4bis* » sont remplacés par les mots « et payée conformément aux articles *4bis* et 28 ».

Art. 4. Dans l'article *9bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 24 mars 1986, les mots « à l'article 14, § 3 » sont remplacés par les mots « aux articles 14, § 3 et *14bis* ».

Art. 5. L'article 13, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1986, est complété par l'alinéa suivant :

« Le paiement reprend sans effet rétroactif, le premier jour du mois qui suit la date de comparution de la victime qui, sans motif valable, n'a pas comparu devant le service médical compétent. »

Art. 6. L'article 19 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 24 mars 1986, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 19.

Le membre du personnel soumis à l'application du présent arrêté, conserve pendant la période de l'incapacité temporaire la rémunération qui lui est due en vertu de son contrat de travail ou de son statut légal ou réglementaire.

Le membre du personnel menacé par une maladie professionnelle qui, faute de pouvoir être affecté à d'autres tâches, accepte de s'abstenir temporairement de toute activité pouvant encore l'exposer aux risques de cette maladie et de cesser temporairement les fonctions qu'il exerce, conserve la rémunération qui lui est due en vertu de son contrat de travail ou de son statut légal ou réglementaire.

Le présent régime ne s'applique pas aux membres du personnel des administrations de l'Etat relevant du pouvoir législatif. »

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is, met uitzondering van artikel 6 dat uitwerking heeft met ingang van 1 augustus 1997.

Art. 8. Onze Ministers en Onze Staatssecretarissen zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 20 september 1998.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Ambtenarenzaken,
A. FLAHAUT

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 6 qui produit ses effets le 1^{er} août 1997.

Art. 8. Nos Ministres et Nos Secrétaires d'Etat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :
Le Ministre de la Fonction publique,
A. FLAHAUT

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 98 — 2685

[C - 98/12864]

2 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren, betreffende de eindejaarspremie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren, betreffende de eindejaarspremie.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :
De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Bijlage

**Paritair Comité
voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren**

Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997

Eindejaarspremie (Overeenkomst geregistreerd op 27 februari 1998 onder het nummer 47185/CO/202)

Gelet op het protocolakkoord van 10 oktober 1997 voor de jaren 1997-1998.

HOOFDSTUK I. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de bedienden van de ondernemingen van groep C welke ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren zoals vastgesteld in de collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juni 1994 en 5 september 1994, tot regeling van de toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomsten in de ondernemingen van het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 18 november 1994.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "bedienden" verstaan : de mannelijke en vrouwelijke bedienden.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 98 — 2685

[C - 98/12864]

2 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 4 décembre 1997, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire, relative à la prime de fin d'année (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 4 décembre 1997, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire, relative à la prime de fin d'année.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :
La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Annexe

**Commission paritaire
pour les employés du commerce de détail alimentaire**

Convention collective de travail du 4 décembre 1997

Prime de fin d'année (Convention enregistrée le 27 février 1998 sous le numéro 47185/CO/202)

Vu le protocole d'accord du 10 octobre 1997 pour les années 1997-1998.

CHAPITRE Ier. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés des entreprises du groupe C qui ressortissent à la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire tels qu'ils sont définis par la convention collective de travail du 17 juin 1994 et du 5 septembre 1994, réglant l'application des conventions collectives de travail dans les entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire, rendue obligatoire par arrêté royal du 18 novembre 1994.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par "employés" : les employés masculins et féminins.

HOOFDSTUK II. — *Eindejaarspremie*

Art. 2. Onder eindejaarspremie wordt verstaan de eindejaarspremie zoals voorzien in de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 1991, gesloten in het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel, tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 oktober 1993, en overgenomen door artikel 6 van de hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 17 juni 1994 en 5 september 1994 in het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren.

Art. 3. In geval zij het bedrijf verlaten voor de datum van de uitbetaling van de eindejaarspremie voorzien in hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst, hebben de werknemers (behalve in geval van ontslag om dringende reden en in geval dat de werknemer zelf ontslag neemt) eveneens recht op een eindejaarspremie die wordt berekend pro rata de tewerkgestelde maanden in het respectievelijke refertejaar, dit voor zover zij op het moment van hun vertrek een anciënniteit van zes maanden in de onderneming hebben.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepalingen*

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 10 oktober 1997. Zij is gesloten onder de opschortende voorwaarde van algemeen bindend verklaring bij koninklijk besluit. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd met een termijn van drie maanden.

Deze opzegging wordt gedaan met een aangetekende brief aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de kleinhandel in voedingswaren.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

CHAPITRE II. — *Prime de fin d'année*

Art. 2. Par prime de fin d'année, on entend la prime définie selon les termes de la convention collective de travail du 30 mai 1991, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant, fixant les conditions de travail et de rémunération, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 octobre 1993, visée à l'article 6 de la convention collective de travail du 17 juin 1994 et 5 septembre 1994 précitée de la Commission paritaire pour employés du commerce de détail alimentaire.

Art. 3. Lorsqu'ils ont quitté l'entreprise avant la date de paiement de la prime de fin d'année, prévue dans la convention collective de travail précisée, les employés ont droit (excepté dans le cas de préavis pour motif grave et dans le cas où le travailleur a remis lui-même son préavis) à la prime de fin d'année qui est calculée au prorata des mois effectivement prestés au cours de l'année de référence, et ceci pour autant qu'ils aient, au moment de leur départ, une ancienneté de six mois dans l'entreprise.

CHAPITRE III. — *Dispositions finales*

Art. 4. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 10 octobre 1997. Elle est conclue sous la condition suspensive de l'extension de la force obligatoire par arrêté royal. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée moyennant un préavis de trois mois.

Ce préavis peut être notifié par lettre recommandée au Président de la Commission paritaire pour les employés du commerce de détail alimentaire.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

N. 98 — 2686

[C - 98/12869]

2 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1998, gesloten in het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel, tot wijziging en coördinatie van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997, in toepassing van het protocol-akkoord van 10 oktober 1997 voor de jaren 1997-1998 : eindejaarspremie (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het verzoek van het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1998, gesloten in het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel, tot wijziging en coördinatie van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997, in toepassing van het protocol-akkoord van 10 oktober 1997 voor de jaren 1997-1998 : eindejaarspremie.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nota

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :
Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

F. 98 — 2686

[C - 98/12869]

2 OCTOBRE 1998. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail du 27 mai 1998, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant, portant modification et coördination des dispositions de la convention collective de travail du 4 décembre 1997, en application du protocole d'accord du 10 octobre 1997 pour les années 1997-1998 : prime de fin d'année (1)

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment l'article 28;

Vu la demande de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail du 27 mai 1998, reprise en annexe, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant, portant modification et coördination des dispositions de la convention collective de travail du 4 décembre 1997, en application du protocole d'accord du 10 octobre 1997 pour les années 1997-1998 : prime de fin d'année.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Note

(1) Référence au *Moniteur belge* :
Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Bijlage

Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel*Collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1998*

Wijziging en coördinatie van de bepalingen van de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997 in toepassing van het protocolakkoord van 10 oktober 1997 voor de jaren 1997-1998: eindejaarspremie (Overeenkomst geregistreerd op 30 juli 1998 onder het nummer 48802/CO/201)

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de bedienden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder bedienden verstaan, de mannelijke en vrouwelijke bedienden

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst wijzigt en coördineert, zoals opgenomen in bijlage bij deze collectieve arbeidsovereenkomst, de collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997 betreffende de eindejaarspremie (overeenkomst geregistreerd op 9 februari 1998 onder het nummer 47074/CO/201).

Art 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst heeft dezelfde geldigheidsduur en dezelfde opzeggingstermijn als de hogervermelde collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Bijlage bij de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 mei 1998

Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel*Collectieve arbeidsovereenkomst van 4 december 1997*

Aansluiting op het protocolakkoord van 10 oktober 1997 voor de jaren 1997-1998 - Eindejaarspremie (Overeenkomst geregistreerd op 9 februari 1998 onder het nummer 47074/CO/201)

HOOFDSTUK I. - Toepassingsgebied

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en de bedienden van de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel.

Voor de toepassing van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt onder "bedienden" verstaan, de mannelijke en vrouwelijke bedienden.

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vult de collectieve arbeidsovereenkomst aan van 30 mei 1991, gesloten in het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel, tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden, algemeen verbindend verklaard bij koninklijk besluit van 12 oktober 1993.

HOOFDSTUK II. - Eindejaarspremie

Art. 3. In hoofdstuk V van de collectieve arbeidsovereenkomst van 30 mei 1991, tot vaststelling van de loon- en arbeidsvoorwaarden, wordt een artikel 33bis toegevoegd, luidend als volgt :

"Art. 33bis. In geval zij het bedrijf verlaten voor de datum van de uitbetaling van de eindejaarspremie voorzien in deze collectieve arbeidsovereenkomst, hebben de werknemers eveneens recht op een eindejaarspremie. Deze premie wordt berekend pro rata de tewerkgestelde maanden in het respectievelijke referentiejaar en voor zover zij op het moment van hun vertrek een anciënniteit hebben van ten minste zes maanden in de onderneming.

De eindejaarspremie is niet verschuldigd in geval van ontslag om dringende redenen en evenmin indien de betrokken werknemer zelf ontslag neemt."

HOOFDSTUK III. - Slotbepalingen

Art. 4. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 10 oktober 1997. Zij is gesloten onder de opschortende voorwaarde van algemeen verbindend verklaring bij koninklijk besluit. Zij is gesloten voor onbepaalde tijd en kan worden opgezegd mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de zelfstandige kleinhandel.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 2 oktober 1998.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Annexe

Commission paritaire du commerce de détail indépendant*Convention collective de travail du 27 mai 1998*

Modification et coördination des dispositions de la convention collective de travail du 4 décembre 1997, en application du protocole d'accord du 10 octobre 1997 pour les années 1997-1998: prime de fin d'année (Convention enregistrée le 30 juillet 1998 sous le numéro 48802/CO/201)

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés des entreprises ressortissant à la Commission paritaire du commerce de détail indépendant.

Pour l'application de la présente convention collective de travail, on entend par employés, les employés masculins et féminins.

Art.2. La présente convention collective de travail modifie et coördonne la convention collective de travail du 4 décembre 1997 relative à la prime de fin d'année (convention enregistrée le 9 février 1998 sous le numéro 47074/CO/201), telle que jointe en annexe de la présente convention collective de travail.

Art.3. La présente convention collective de travail a la même durée de validité et le même délai de dénonciation que la convention collective de travail précitée du 4 décembre 1997.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Annexe à la convention collective de travail du 27 mai 1998

Commission paritaire du commerce de détail indépendant*Convention collective de travail du 4 décembre 1997*

Application du protocole d'accord du 10 octobre 1997 pour les années 1997-1998 - Prime de fin d'année (Convention enregistrée le 9 février 1998 sous le numéro 47074/CO/201)

CHAPITRE Ier. - Champ d'application

Article 1^{er}. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés des entreprises qui ressortissent à la Commission paritaire du commerce de détail indépendant.

Pour l'application de la présente convention collective de travail on entend par "employés", les employés masculins et féminins.

Art. 2. La présente convention collective de travail complète la convention collective de travail du 30 mai 1991, conclue au sein de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant, fixant les conditions de travail et de rémunération, rendue obligatoire par arrêté royal du 12 octobre 1993.

CHAPITRE II. - Prime de fin d'année

Art. 3. Dans le chapitre V de la convention collective de travail du 30 mai 1991, fixant les conditions de travail et de rémunération, il est inséré un article 33bis, ainsi libellé :

"Art. 33bis. Lorsqu'ils quittent l'entreprise, avant la date de paiement de la prime de fin d'année prévue par la présente convention collective de travail, les travailleurs ont également droit à une prime de fin d'année. Cette prime est calculée au prorata des mois prestés dans l'année de référence respective et pour autant qu'ils ont au moment de leur départ, une ancienneté d'au moins six mois dans l'entreprise.

La prime de fin d'année n'est pas due en cas d'un licenciement pour motif grave et non plus dans le cas où l'employé concerné met fin au contrat lui-même."

CHAPITRE III. - Dispositions finales

Art. 4. La présente convention collective de travail entre en vigueur le 10 octobre 1997. Elle est conclue sous la condition suspensive de l'extension de la force obligatoire par arrêté royal. Elle est conclue pour une durée indéterminée et peut être dénoncée moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée à la poste, adressée au président de la Commission paritaire du commerce de détail indépendant.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 2 octobre 1998.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 98 — 2687

[C — 98/29446]

**23 JUIN 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
créant des commissions d'accompagnement au Ministère de la Communauté française**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 87, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 1996 portant statut des agents des Services du Gouvernement de la Communauté française, notamment l'article 7;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 février 1998 portant délégations de compétences et de signature aux fonctionnaires généraux et à certains autres agents des Services du Gouvernement de la Communauté française - Ministère de la Communauté française, notamment l'article 4;

Considérant la décision du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 de marquer son accord sur le rapport de l'opérateur fonctionnel chargé de la restructuration de ses administrations;

Considérant la décision du Gouvernement de la Communauté française du 5 mai 1997 d'approuver le rapport du Comité d'accompagnement du site Internet de la Communauté française et en particulier la création d'un comité d'accompagnement permanent;

Vu l'avis du Collège des fonctionnaires généraux du Ministère de la Communauté française;

Sur proposition du Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Au sein du Ministère de la Communauté française, six commissions d'accompagnement sont créées, sans porter préjudice aux compétences attribuées organiquement au Secrétariat général et aux Administrations générales.

1° la commission d'accompagnement de développement informatique;

2° la commission d'accompagnement Internet de la Communauté française;

3° la commission d'accompagnement de la communication;

4° la commission d'accompagnement des actions transversales;

5° la commission d'accompagnement des recherches;

6° la commission d'accompagnement de prospective budgétaire,

§ 2. Elles ont pour mission dans les matières de leurs compétences :

- d'assurer l'information réciproque des services concernés;

- d'élaborer et de mener à bien des projets communs;

- d'harmoniser les points de vue d'application des législations et réglementations communes et de fixer, s'il échet, une jurisprudence.

§ 3. Elles comprennent des représentants des Cabinets ministériels lorsque le Ministre est directement concerné, du Secrétariat général et de chacune des Administrations générales.

Art. 2. La commission d'accompagnement informatique, présidée par l'Administrateur général de la Culture et de l'Informatique, est compétente dans les matières suivantes :

- équipements et logiciels informatiques destinés au Ministère;

- développement intégré de systèmes, réseaux, applications, bases de données et autres outils informatiques permettant de rencontrer les besoins définis par les services pour remplir leurs missions et de mettre en œuvre les données et procédures fixées par ailleurs.

Art. 3. La commission d'accompagnement du site Internet de la Communauté française, présidée par le Secrétaire général comprend, outre les représentants mentionnés à l'article 1^{er}, § 3, un représentant des Services du Parlement de la Communauté française. Elle est compétente dans les matières suivantes :

- coordination de la politique en matière d'ouverture et de ligne éditoriale des sites proposés par les différents services du Ministère de la Communauté française se retrouvant sur le site Internet;

- coordination des contacts avec les organismes extérieurs et mise au point des modules de formations.

Art. 4. La commission d'accompagnement de la communication, présidée par le Secrétaire général, est compétente dans les matières suivantes :

- coordination générale de la politique d'information et de communication pour l'ensemble du département vers l'intérieur et l'extérieur à l'exclusion des communications fonctionnelles propres à chacun des Cabinets et chacune des Administrations générales;

- coordination éditoriale de publications des différents secteurs fonctionnels;
- coordination de la gestion documentaire.

Art. 5. La commission d'accompagnement des actions transversales, présidée par le Secrétaire général est compétente dans les matières suivantes :

- coopération et coordination entre les Services du Secrétariat général et ceux des Administrations générales, sur base des options définies par le Collège des fonctionnaires généraux;
- informations sur les initiatives pluridisciplinaires prises par le Secrétariat général et les Administrations générales;
- mise sur pied et valorisation d'interventions concertées dans le respect des compétences de chaque administration générale, au regard de la complémentarité des milieux respectifs visés.

Art. 6. La commission d'accompagnement des recherches, présidée par le Secrétaire général, est compétente dans les matières suivantes :

- information par les Administrations générales sur les recherches sectorielles d'intérêt général menées par le Ministère de la Communauté française;
- concertation sur des initiatives de recherches thématiques, à caractère intersectoriel, ainsi que sur la valorisation de ces recherches;
- concertation sur des modèles et procédures de traitement des informations utilisés par les Services du Ministère de la Communauté française et/ou dans le cadre d'opérations de sous-traitance.

Art. 7. La commission d'accompagnement de prospective budgétaire, présidée par le Secrétaire général qui peut être représenté par le Directeur général des Affaires budgétaires et financières est compétente en matière :

- d'analyse approfondie de l'évolution de budgets (analyse des causes d'augmentation de certains postes, étude de l'impact réel des mesures prises...);
- mise sur pied d'indicateurs prévisibles (indices démographiques pour l'enseignement, par exemple);
- élaboration d'hypothèses permettant d'envisager une politique budgétaire à court, moyen et/ou long terme.

Art. 8. L'arrêté du Gouvernement créant des cellules de coordination au Ministère de l'Education, de la recherche et de la formation du 24 mai 1995 est abrogé.

Art. 9. Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} octobre 1998.

Bruxelles, le 23 juin 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française, chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, du Sport
et des Relations internationales,
W. ANCION

Le Ministre de la Culture et de l'Education permanente,
Ch. PICQUE

Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 98 — 2687

[C - 98/29446]

**23 JUNI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap
tot oprichting van begeleidingscommissies bij het Ministerie van de Franse Gemeenschap**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en bij de bijzondere wet van 6 juli 1993;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 22 juli 1996 houdende het statuut van de ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 7;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 februari 1998 houdende bevoegdheids- en ondertekeningsdelegatie aan de ambtenaren-generaal en aan sommige andere ambtenaren van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap - Ministerie van de Franse Gemeenschap, inzonderheid op artikel 4;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 haar toestemming te verlenen over het verslag van de functionele operator belast met de herstructurering van haar administraties;

Gelet op de beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 mei 1997 haar goedkeuring te hechten voor het verslag van het Begeleidingscomité voor de Internet-site van de Franse Gemeenschap en inzonderheid de oprichting van een vast begeleidingscomité;

Gelet op het advies van het College van ambtenaren-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 juni 1998,

Besluit :

Artikel 1. § 1. In het Ministerie van de Franse Gemeenschap worden zes begeleidingscommissies opgericht, zonder afbreuk te doen aan de bevoegdheden die organiek werden toegekend aan het Secretariaat-generaal en aan de Algemene Besturen :

1° de begeleidingscommissie voor de ontwikkeling van de informatica;

2° de begeleidingscommissie "Internet" van de Franse Gemeenschap;

3° de begeleidingscommissie voor de communicatie;

4° de begeleidingscommissie voor de transversale acties;

5° de begeleidingscommissie voor de opzoekingen;

6° de begeleidingscommissie voor prospectief onderzoek inzake begroting.

§ 2. Zij hebben als opdracht, in de materies die tot hun bevoegdheid behoren :

- te zorgen voor de wederzijdse informatie van de betrokken diensten;

- gemeenschappelijke projecten uit te werken en die tot een goed einde te brengen;

- de standpunten inzake toepassing van de gemeenschappelijke wetgevingen en reglementeringen te harmoniseren en zo nodig een rechtspraak vast te stellen.

§ 3. Daarin zijn vertegenwoordigers van de ministeriële kabinetten aanwezig wanneer de Minister rechtstreeks erbij betrokken is, van het Secretariaat-generaal en van elk Algemeen Bestuur.

Art. 2. De begeleidingscommissie voor informatica, onder het voorzitterschap van de Administrateur-generaal van Cultuur en Informatica, is bevoegd voor de volgende materies :

- informatica-uitrusting en software, bestemd voor het Ministerie;

- geïntegreerde ontwikkeling van systemen, netwerken, toepassingen, databanken en andere middelen inzake informatica die het mogelijk maken tegemoet te komen aan de behoeften die door de diensten worden omschreven om hun opdrachten uit te voeren en de gegevens en daarenboven bepaalde procedures op gang te brengen.

Art. 3. In de begeleidingscommissie van de Internet-site van de Franse Gemeenschap, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal is er, naast de in artikel 1, § 3 vermelde vertegenwoordigers, een vertegenwoordiger van de Diensten van het Parlement van de Franse Gemeenschap aanwezig. Zij is bevoegd voor de volgende materies :

- coördinatie van het beleid voor het openen en voor de editoriale lijn van de sites aangeboden door de verschillende Diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap die op de Internet-site te vinden zijn;

- coördinatie van de contacten met de externe instellingen en samenstelling van opleidingsgroepen.

Art. 4. De begeleidingscommissie voor communicatie, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, is bevoegd voor de volgende materies :

- algemene coördinatie van het informatie- en communicatiebeleid voor heel het departement naar binnen en naar buiten met uitsluiting van de functionele mededelingen eigen aan elk Kabinet en elk Algemeen Bestuur;

- editoriale coördinatie van de publicaties van de verschillende functionele sectoren;

- coördinatie van het documentenbeheer.

Art. 5. De begeleidingscommissie voor transversale acties, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, is bevoegd voor de volgende materies :

- samenwerking en coördinatie tussen de Diensten van het Secretariaat-generaal en die van de Algemene Besturen, op basis van de opties bepaald door het College van ambtenaren-generaal;

- inlichtingen over de multidisciplinaire initiatieven die door de Secretaris-generaal en de Algemene Besturen genomen zijn;

- verwezenlijking en herwaardering van overlegde tussenkomsten met naleving van de bevoegdheden van elk algemeen bestuur, rekening houdend met de complementariteit van bedoelde respectieve milieus.

Art. 6. De begeleidingscommissie voor de opzoekingen, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, is bevoegd voor de volgende materies :

- inlichting door de Algemene Besturen over de sectoriële opzoekingen van algemeen belang, gevoerd door het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

- overleg over de initiatieven inzake thematische opzoekingen, van intersectoriële aard, alsook over de herwaardering van deze opzoekingen;

- overleg over de modellen en procedures voor informatieverwerking die gebruikt worden door de Diensten van het Ministerie van de Franse Gemeenschap en/of in het kader van onderaannemingsoperaties.

Art. 7. De begeleidingscommissie voor prospectief onderzoek inzake begroting, onder het voorzitterschap van de Secretaris-generaal, die kan vertegenwoordigd worden door de Directeur-generaal van Begrotings- en Financiële Aangelegenheden, is bevoegd voor de volgende materies :

- grondige ontleding van de evolutie van de begrotingen (zoeken naar de oorzaken van de verhoging van sommige posten, bestudering van de werkelijke inslag van de genomen maatregelen...);
- verwezenlijking van voorspelbare indicators (demografische cijfers voor het onderwijs bijvoorbeeld);
- formulering van veronderstellingen die toelaten een begrotingsbeleid op korte, middellange en/of lange termijn te overwegen.

Art. 8. Het besluit van de Regering van 24 mei 1995 houdende oprichting van coördinatiecellen bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt opgeheven.

Art. 9. De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1998.

Brussel, 23 juni 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIEN

De Minister van Cultuur en Permanente Opvoeding,
Ch. PICQUE

De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 98 — 2688

[C - 98/27561]

17 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif au programme d'action 1998-1999 de la Région wallonne pour la protection des eaux potabilisables

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 30 avril 1990 sur la protection et l'exploitation des eaux potabilisables, tel que modifié par les décrets du 23 décembre 1993 et du 7 mars 1996, notamment les articles 5, §§ 1^{er} et 2; 15, 18 et 19;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mai 1995 relatif au financement de la gestion et de la protection des eaux potabilisables, notamment les articles 2, § 1^{er}; 3 et 8;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve le programme d'actions 1998-1999 pour la protection des eaux potabilisables, détaillé en annexe du présent arrêté, pour un total de dépenses estimé à 540,4 millions de francs.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 1997 relatif au programme d'actions 1997-1998 de la Région wallonne pour la protection des eaux potabilisables est abrogé.

Art. 3. Le Ministre qui a l'eau dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON.

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,
G. LUTGEN

Annexe
Fonds pour la protection des eaux potabilisables
Engagements
(montants exprimés en milliers de francs belges)

N°	Projet	1998	1999
95/4	Transhennuyère	191.000	100.000
96/1	Etude propagation des nitrates en Hesbaye	5.962,740	
96/4	Programme action Hesbaye	10.000	30.000
96/7	Zone vulnérable de la Vallée de la Haine		6.000
96/8	Gestion courante de la qualité des nappes aquifères	2.000	2.000
96/9	Personnel pour le traitement des dossiers de zone de prévention	10.000	10.000
96/11	Somme réservée à des actions urgentes	40.480,806	50.000
96/13	Transfert du modèle mathématique du Crétacé de la Haine	625	
97/1	Programme action dans les nouvelles zones vulnérables		10.000
97/2	Mise en œuvre des programmes actions dans les nouvelles zones vulnérables		2.000
98/1	Informatisation de la perception de la redevance	18.461,454	
98/2	Modification des pratiques culturales - Application en cas des pesticides	6.500	
98/3	Etude générale de la qualité des eaux souterraines		20.000
98/4	Survey nitrates	5.000	
98/5	Actualisation de l'influence du projet de la Transhennuyère sur la nappe du calcaire	370	
98/6	Etude pilote relative à l'étanchéité et à la corrosion des citernes à hydrocarbures	20.000	
TOTAUX		310.400	230.000

Ordonnancements
(montants exprimés en milliers de francs belges)

N°	Projet	1998	1999
95/2	Effondrements karstique du Tournaisis	2.245	3.736,335
95/4	Transhennuyère	362.500	250.000
96/1	Propagation substances miscible en milieu non saturé application au transport des nitrates en Hesbaye	5.000	962,740
96/3	Etude de l'influence de la Transhennuyère sur le régime des eaux dans les zones humides de Péruwelz	2.010,048	
96/4	Mise en œuvre du programme d'actions nitrates en Hesbaye	4.661	10.000
96/5	Etude de la zone vulnérable des sables bruxelliens	3.500	2.988
96/6	Propagation d'une substance miscible en milieu non saturé application au Bruxellien	2.439,012	2.439,015
96/8	Gestion courante de la qualité des nappes aquifères	1.000	2.000
96/9	Personnel pour le traitement des dossiers de zones de prévention	2.000	10.000
96/10	Détermination des zones vulnérable Comines, Condroz, Pays de Herve	950	
96/11	Actions urgentes	5.515,736	40.480,806
96/12	Délimitation des zones de surveillance	833,990	
96/13	Transfert du modèle mathématique du Crétacé de la Haine	625	
96/14	Epuración tertiaire en zones eaux de surface potabilisable	0	0
97/1	Mise en œuvre du programme d'action nitrates dans le bruxellien		5.000
97/2	Elaboration et mise en œuvre des programmes d'action dans les zones vulnérables	1.150	1.885
98/1	Informatisation de la perception de la redevance	9.000	9.461,454

N°	Projet	1998	1999
98/2	Modification des pratiques cultivables - Application aux pesticides		3.500
98/3	Etude générale de la qualité des eaux souterraines		15.000
98/4	Survey nitrates	1.000	4.000
98/5	Actualisation de l'influence de la Transhennuyère sur la nappe du calcaire dans la Région de Peruwelz	370	
98/6	Etude pilote relative à l'étanchéité et la corrosion des citernes à hydrocarbures enterrées		20.000
TOTAUX		404.799,786	381.453,35

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 septembre 1998 relatif au programme d'actions 1998-1999 de la Région wallonne pour la protection des eaux potabilisables.

Namur, le 17 septembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 98 — 2688

[C - 98/27561]

17. SEPTEMBER 1998 — Erlaß der Wallonischen Regierung über das Aktionsprogramm 1998-1999 der Wallonischen Region für den Schutz von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 30. April 1990 über den Schutz und die Gewinnung von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, abgeändert durch die Dekrete vom 23. Dezember 1993 und vom 7. März 1996, insbesondere der Artikel 5, § 1 und 2; 15, 18 und 19;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Mai 1995 über die Finanzierung der Bewirtschaftung und des Schutzes von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, insbesondere der Artikel 2, § 1; 3 und 8;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Auf Vorschlag des Ministers der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Wallonische Regierung genehmigt das Aktionsprogramm 1998-1999 für den Schutz von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser, so wie es in der Anlage zum vorliegenden Erlaß detailliert wird, für einen auf 540,4 Millionen BEF geschätzten Gesamtbetrag der Ausgaben.

Art. 2 - Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 1997 über das Aktionsprogramm 1997-1998 der Wallonischen Region für den Schutz von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser wird aufgehoben.

Art. 3 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasserwesen gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. September 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

Anlage
Fonds für den Schutz von zu Trinkwasser Aufbereitem Wasser
Ausgabeverpflichtungen
(in Tausenden BEF ausgedrückte Beträge)

Nr.	Projekt	1998	1999
95/4	"Transhennuyère"	191.000	100.000
96/1	Untersuchung Nitratausbreitung im Gebiet Hesbaye	5.962,740	
96/4	Aktionsprogramm "Hesbaye"	10.000	30.000
96/7	Gefährdetes Gebiet Hainetal		6.000
96/8	Alltägliche Verwaltung der Grundwasserqualität	2.000	2.000
96/9	Personal für die Bearbeitung der Akten von Präventivgebieten	10.000	10.000
96/11	Für dringende Aktionen bestimmter Betrag	40.480,806	50.000
96/13	Übertragung des mathematischen Musters des kreidehaltigen Gebiets Haine	625	
97/1	Aktionsprogramm in den neuen gefährdeten Gebieten		10.000
97/2	Einführung der Aktionsprogramme in den neuen gefährdeten Gebieten		2.000
98/1	Einführung der EDV bei der Erhebung der Gebühr	18.461,454	
98/2	Änderung der Anbaupraxis-Anwendung im Falle von Pestiziden	6.500	
98/3	Allgemeine Untersuchung der Grundwasserqualität		20.000
98/4	Survey- Nitrate	5.000	
98/5	Aktualisierung der Einwirkung des Projekts "Transhennuyère" auf die Kalkschicht	370	
98/6	Musterstudie über die Undurchlässigkeit und Korrosion der Behälter für Kohlenwasserstoffe	20.000	
GESAMTBETRAG		310.400	230.000

Ausgabenanweisungen
(in Tausenden BEF ausgedrückten Beträge)

Nr.	Projekt	1998	1999
95/2	Einstürze im karsthaltigen Gebiet Tournai	2.245	3.736,335
95/4	"Transhennuyère"	362.500	250.000
96/1	Ausbreitung mischbarer Substanzen in nicht gesättigtem Milieu- Anwendung auf den Transport der Nitrate im Gebiet Hesbaye	5.000	962,740
96/3	Untersuchung der Einwirkung der "Transhennuyère" auf den Wasserhaushalt in den feuchten Gebieten von Péruwelz	2.010,048	
96/4	Einführung des Aktionsprogramms "Nitrate im Gebiet Hesbaye"	4.661	10.000
96/5	Untersuchung des gefährdeten Gebiets der Brüsseler Sandschicht	3.500	2.988
96/6	Ausbreitung vermischbarer Substanzen in einem nicht gesättigten Milieu-Anwendung auf das Gebiet der Brüsseler Sandschicht	2.439,012	2.439,015
96/8	Alltägliche Verwaltung der Grundwasserqualität	1.000	2.000
96/9	Personal für die Bearbeitung der Akten von Präventivgebieten	2.000	10.000
96/10	Bestimmung der gefährdeten Gebiete Comines, Condroz, Pays de Herve	950	
96/11	Dringende Aktionen	5.515,736	40.480,806
96/12	Abgrenzung der Überwachungszonen	833,990	
96/13	Übertragung des mathematischen Musters des kreidehaltigen Gebiets Haine	625	

Nr.	Projekt	1998	1999
96/14	Tertiäre Klärung in Gebieten mit zu Trinkwasser aufbereitem Wasser	0	0
97/1	Einführung des Aktionsprogramms Nitrate im Gebiet der Brüsseler Sandschicht		5.000
97/2	Erarbeitung und Einführung der Aktionsprogramme in den gefährdeten Gebieten	1.150	1.885
98/1	Einführung der EDV bei der Erhebung der Gebühr	9.000	9.461,454
98/2	Änderung der Anbaupraxis-Anwendung von Pestiziden		3.500
98/3	Allgemeine Untersuchung der Grundwasserqualität		15.000
98/4	Survey- Nitrate	1.000	4.000
98/5	Aktualisierung der Einwirkung des Projekts "Transhennuyère" auf die Kalkschicht	370	
98/6	Musterstudie über die Undurchlässigkeit und Korrosion der eingegrabenen Behälter für Kohlenwasserstoffe		20.000
GESAMTBEDRAG		404.799,786	381.453,35

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 17. September 1998 über das Aktionsprogramm 1998-1999 der Wallonischen Region für den Schutz von zu Trinkwasser aufbereitem Wasser beigelegt zu werden.

Namur, den 17. September 1998

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,
G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 98 — 2688

[C - 98/27561]

17 SEPTEMBER 1998. — Besluit van de Waalse Regering betreffende het actieprogramma 1998-1999 van het Waalse Gewest voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 30 april 1990 op de bescherming en de exploitatie van tot drinkwater verwerkbaar water, gewijzigd bij de decreten van 23 december 1993 en van 7 maart 1996, inzonderheid op de artikelen 5, §§ 1 en 2; 15, 18 en 19;

Gelet het besluit van de Waalse Regering van 18 mei 1995 betreffende de financiering van het beheer en de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, inzonderheid op de artikelen 2, § 1; 3 en 8;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

Besluit :

Artikel 1. Het actieprogramma 1998-1999 voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water, waarover meer uitleg in de bijlage bij dit besluit, wordt door de Waalse Regering goedgekeurd voor een totaalbedrag dat op 540,4 miljoen BEF wordt geraamd.

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 1997 betreffende het actieprogramma 1997-1998 van het Waalse Gewest voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water wordt opgeheven.

Art. 3. De Minister tot wiens bevoegdheden het waterbeleid behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 17 september 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

Bijlage
Fonds voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water
Vastleggingen
(bedragen uitgedrukt in duizenden Belgische franken)

Nr.	Project	1998	1999
95/4	"Transhennuyère"	191.000	100.000
96/1	Onderzoek verspreiding nitraten in Haspengouw	5.962,740	
96/4	Actieprogramma Haspengouw	10.000	30.000
96/7	Kwetsbaar gebied Hainevallei		6.000
96/8	Dagelijks beheer kwaliteit van de waterlagen	2.000	2.000
96/9	Personeel voor het beheer van de dossiers i.v.m. de preventiegebieden	10.000	10.000
96/11	Som voor dringende acties	40.480,806	50.000
96/13	Overbrenging van het mathematische model van het krijthoudende gebied van de "Haine"	625	
97/1	Actieprogramma in de nieuwe kwetsbare gebieden		10.000
97/2	Uitvoering van de actieprogramma's in de nieuwe kwetsbare gebieden		2.000
98/1	Informatisering van de belastinginning	18.461,454	
98/2	Wijziging van de bebouwingspraktijken - Toepassing in geval van pesticiden	6.500	
98/3	Algemeen onderzoek van de kwaliteit van het grondwater		20.000
98/4	Survey nitraten	5.000	
98/5	Actualisering van de invloed van het project van de "Transhennuyère" op de kalklaag	370	
98/6	Proefonderzoek betreffende de waterdichtheid en de corrosie van tanken met koolwaterstoffen	20.000	
TOTAAL		310.400	230.000

Ordonnancerings
(bedragen uitgedrukt in duizenden Belgische franken)

Nr.	Project	1998	1999
95/2	Karstinstortingen van de "Tournaisis" (streek van Doornik)	2.245	3.736,335
95/4	"Transhennuyère"	362.500	250.000
96/1	Verspreiding van mengbare stoffen in een niet-verzadigd milieu - toepassing op het vervoer van nitraten in Haspengouw	5.000	962,740
96/3	Onderzoek van de invloed van de "Transhennuyère" op de waterhuishouding in de vochtige gebieden van Péruwelz	2.010,048	
96/4	Uitvoering van het nitraten-actieprogramma in Haspengouw	4.661	10.000
96/5	Onderzoek van het kwetsbare gebied van de Brusselien zanden	3.500	2.988
96/6	Verspreiding van een mengbare stof in een niet-verzadigd milieu - toepassing op het gebied van de Brusselien zanden	2.439,012	2.439,015
96/8	Dagelijks beheer van de kwaliteit van de waterlagen	1.000	2.000
96/9	Personeel voor het beheer van de dossiers i.v.m. de preventiegebieden	2.000	10.000
96/10	Bepaling van de kwetsbare gebieden Komen, "Condroz", "Pays de Herve"	950	
96/11	Dringende acties	5.515,736	40.480,806
96/12	Afbakening van de toezichtsgebieden	833,990	
96/13	Overbrenging van het mathematische model van het krijthoudende gebied van de "Haine"	625	
96/14	Tertiaire zuivering in zones van tot drinkwater verwerkbaar oppervlaktewater	0	0

Nr.	Project	1998	1999
97/1	Uitvoering van het nitraten-actieprogramma in het gebied van de Brusselien zanden		5.000
97/2	Uitwerking en uitvoering van de actieprogramma's in de kwetsbare gebieden	1.150	1.885
98/1	Informatisering van de belastinginning	9.000	9.461,454
98/2	Wijziging van de bebouwingspraktijken - Toepassing op de pesticiden		3.500
98/3	Algemeen onderzoek van de kwaliteit van het grondwater		15.000
98/4	Survey nitraten	1.000	4.000
98/5	Actualisering van de invloed van de "Transhennuyère" op de kalklaag in de streek van Péruwelz	370	
98/6	Proefonderzoek betreffende de waterdichtheid en de corrosie van begraven tanken met koolwaterstoffen		20.000
TOTAAL		404.799,786	381.453,35

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 september 1998 betreffende het actieprogramma 1998-1999 van het Waalse Gewest voor de bescherming van tot drinkwater verwerkbaar water Namen, 17 september 1998.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON
De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,
G. LUTGEN

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 98 — 2689

[C - 98/31403]

10 SEPTEMBRE 1998. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française clôturant la session ordinaire 1997-1998 de l'Assemblée de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, notamment l'article 71,

Arrête :

Article 1^{er}. La session ordinaire 1997-1998 de l'Assemblée de la Commission communautaire française est close.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 22 octobre 1998.

Bruxelles, le 10 septembre 1998.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

H. HASQUIN,
Président du Collège.

—
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 98 — 2689

[C - 98/31403]

10 SEPTEMBER 1998. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot sluiting van de gewone zitting 1997-1998 van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 71,

Besluit :

Artikel 1. De gewone zitting 1997-1998 van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie is gesloten.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 22 oktober 1998.

Brussel, 10 september 1998.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

H. HASQUIN,
Voorzitter van het College.

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

[C - 14246]

1 OKTOBER 1998. — Koninklijk besluit houdende aanduiding van sommige leden van het beperkt comité van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid artikel 162;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 november 1995 houdende benoeming van leden van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 september 1998 houdende benoeming van leden van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Gelet op het ministerieel besluit van 7 april 1995 houdende de goedkeuring van benoeming van de heer Marcel VERSLYPE tot bestuurder-directeur van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen;

Gelet op de voordracht van de gedelegeerd-bestuurder van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen op 25 september 1998;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen op 25 september 1998;

Op de voordracht van Onze Minister van Vervoer,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De heren François Cammarata en Antoon Colpaert worden aangeduid als lid van het beperkt comité van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen tot het einde van hun mandaat als lid van de raad van bestuur van deze maatschappij. Zij voeren de titel van ondervoorzitter.

Art. 2. De heren Marcel Verslype en Antoine Martens worden aangeduid als lid van het beperkt Comité van de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen tot het einde van hun mandaat van bestuurder-directeur van deze maatschappij. Zij voeren respectievelijk de titel van directeur-generaal en van adjunct-directeur-generaal

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 14 oktober 1998.

Art. 4. Onze Minister van Vervoer is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 oktober 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Vervoer,
M. DAERDEN

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

[C - 98/14246]

1^{er} OCTOBRE 1998. — Arrêté royal relatif à la désignation de certains membres du comité restreint de la Société nationale des Chemins de fer belges

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 162;

Vu l'arrêté royal du 21 novembre 1995 portant nomination de membres du conseil d'administration de la Société nationale des Chemins de fer belges;

Vu l'arrêté royal du 13 septembre 1998 portant nomination de membres du conseil d'administration de la Société nationale des Chemins de fer belges;

Vu l'arrêté ministériel du 7 avril 1995 approuvant la nomination de M. Marcel VERSLYPE en qualité d'administrateur-directeur de la Société nationale des Chemins de fer belges;

Vu la proposition de l'administrateur-délégué de la Société nationale des Chemins de fer belges du 25 septembre 1998;

Vu l'avis du conseil d'administration de la Société nationale des Chemins de fer belges du 25 septembre 1998;

Sur la proposition de Notre Ministre des Transports,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. MM. François Cammarata et Antoon Colpaert sont désignés membres du comité restreint de la Société nationale des Chemins de fer belges jusqu'à l'achèvement de leur mandat de membre du conseil d'administration de cette société. Ils portent le titre de vice-président.

Art. 2. MM. Marcel Verslype et Antoine Martens sont désignés membres du comité restreint de la Société nationale des Chemins de fer belges jusqu'à l'achèvement de leur mandat d'administrateur-directeur de cette société. Ils portent respectivement le titre de directeur général et de directeur général adjoint.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 14 octobre 1998.

Art. 4. Notre Ministre des Transports est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} octobre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Transports
M. DAERDEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09642]

27 JULI 1998. — Ministerieel besluit houdende machtiging van een beheersvennootschap van rechten om haar werkzaamheden op het nationale grondgebied uit te oefenen

De Minister van Justitie,

Gelet op artikel 67 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 april 1995 betreffende de vergunning voor de vennootschappen voor het beheer van rechten bedoeld in artikel 65 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Overwegende dat de burgerlijke vennootschap onder de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid « Vewa » op 27 mei 1998 een verzoek tot machtiging zoals bepaald in artikel 67 van de wet heeft ingediend;

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09642]

27 JUILLET 1998. — Arrêté ministériel autorisant une société de gestion des droits à exercer ses activités sur le territoire national

Le Ministre de la Justice,

Vu l'article 67 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Vu l'arrêté royal du 6 avril 1995 relatif à l'autorisation des sociétés de gestion des droits visées à l'article 65 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Considérant que la société civile à forme de société coopérative à responsabilité limitée « Vewa » a introduit le 27 mai 1998, une demande d'autorisation prévue à l'article 67 de la loi;

Overwegende dat het verzoek ertoe strekt gemachtigd te worden om werkzaamheden van beheer uit te oefenen, van het recht om te reproduceren voor eigen of voor intern gebruik van werken die op grafische of soortgelijke wijze zijn vastgelegd;

Overwegende dat in toepassing van artikel 61, vierde lid, de vennootschap Reprobel belast werd met de inning en de verdeling van de vergoedingsrechten bepaald in artikel 59 van de wet bij koninklijk besluit van 15 oktober 1997 (*Belgisch Staatsblad* 7 november 1997);

Overwegende dat de vergunningen bepaald in artikel 67 van de wet moeten worden toegekend onverminderd de toegewezen werkzaamheden van de in toepassing van artikel 61, vierde lid van de wet aangewezen vennootschap;

Overwende dat uit de door de vennootschap Vewa meegeedeelde inlichtingen blijkt dat :

Deze zich ertoe verbindt de Minister, op 30 juni 1999 ten laatste, het afschrift bepaald in artikel 4, § 2, 3° en 5° van voornoemd koninklijk besluit inzake de standaardcontracten gesloten met de personen die door de vennootschap worden vertegenwoordigd, waarvoor de vergunning aangevraagd wordt, mede te delen;

Overwegende dat de vennootschap Vewa met het oog op de uitbreiding van het beheer van elk ander door voornoemde wet erkend recht, krachtens artikel 75 van de wet, de Minister elk voorstel van tarief, innings- of verdelingsregels of wijziging van de statuten zal moeten meedelen;

Overwegende dat, onder deze voorwaarden, de vennootschap « Vewa » gemachtigd kan worden werkzaamheden van beheer van rechten te verrichten,

Besluit :

Enig artikel. De burgerlijke vennootschap onder de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid « Vewa », met maatschappelijke zetel Tiensestraat 41, te 3000 Leuven, wordt gemachtigd haar werkzaamheden op het Belgische grondgebied te verrichten.

Brussel, 27 juli 1998.

T. VAN PARYS

Considérant que la demande vise à obtenir l'autorisation d'exercer des activités de gestion du droit de reproduction à usage personnel ou à usage interne d'œuvres fixées sur un support graphique ou analogue;

Considérant qu'en application de l'article 61, alinéa 4, la société Reprobel a été chargée d'assurer la perception et la répartition des droits à rémunération prévus à l'article 59 de la loi par arrêté royal du 15 octobre 1997 (*Moniteur belge* 7 novembre 1997);

Considérant que les autorisations prévues à l'article 67 de la loi doivent être octroyées sans préjudice des activités que la société désignée en application de l'article 61, alinéa 4, de la loi est chargée d'assurer;

Considérant qu'il ressort des renseignements communiqués par la société Vewa que :

Celle-ci s'engage à communiquer au Ministre, le 30 juin 1999 au plus tard, la copie prévue par l'article 4, § 2, 3° et 5° de l'arrêté royal précité des contrats types conclus avec les personnes représentées par la société et du programme d'activité, pour lequel la présente autorisation est demandée;

Considérant qu'en vue d'étendre son activité à la gestion de tout autre droit reconnu par la loi précitée, la société Vewa devra, en vertu de l'article 75 de la loi, communiquer au Ministre tout projet de tarifs ou de règles de perception et de répartition ou de modification des statuts;

Considérant que, dans ces conditions, la société « Vewa » peut être autorisée à exercer des activités de gestion de droits,

Arrête :

Article unique. La société civile à forme de société coopérative à responsabilité limitée dénommée « Vewa », dont le siège social est situé Tiensestraat 41, à 3000 Leuven, est autorisée à exercer ses activités sur le territoire national.

Bruxelles, le 27 juillet 1998.

T. VAN PARYS

[98/09824]

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 25 september 1998, dat uitwerking heeft met ingang van 5 augustus 1998, is aan de heer Capiou, G., vergund de titel van zijn ambt van voorzitter in handelszaken van de rechtbank van koophandel te Gent eershalve te voeren.

—

Bij koninklijk besluit van 23 september 1998 is de heer Vankersschaever, G., ondervoorzitter in de arbeidsrechtbank te Brugge, benoemd tot voorzitter van deze rechtbank.

—

Bij koninklijke besluiten van 29 september 1998 :

— is de heer Demeyer, S., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op zijn verzoek, ontlast uit zijn ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, op datum van 30 september 1998;

— is de heer Deltour, J., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Kortrijk, aangewezen tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, voor een termijn van één jaar met ingang van 1 oktober 1998.

—

[98/09825]

Notariaat

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 is aan de heer Delfosse, L., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Eghezée.

[98/09824]

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 25 septembre 1998, produisant ses effets le 5 août 1998, M. Capiou, G., est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions de président consulaire du tribunal de commerce de Gand.

—

Par arrêté royal du 23 septembre 1998, M. Vankersschaever, G., vice-président au tribunal du travail de Bruges, est nommé président de ce tribunal.

—

Par arrêtés royaux du 29 septembre 1998 :

— M. Demeyer, S., juge au tribunal de première instance de Termonde, est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal, à la date du 30 septembre 1998;

— M. Deltour, J., juge au tribunal de première instance de Courtrai, est désigné aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, pour un terme d'un an prenant cours le 1^{er} octobre 1998.

—

[98/09825]

Notariat

Par arrêté royal du 20 septembre 1998 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Delfosse, L., de ses fonctions de notaire à la résidence d'Eghezée.

Bij koninklijke besluiten van 30 september 1998 :
 — is aan de heer Vander Burght, D., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van notaris ter standplaats Vilvoorde.
 Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve ter voeren;
 — is de heer Peers, J. L., licentiaat in de rechten, licentiaat in het notariaat, benoemd tot notaris ter standplaats Vilvoorde.

Par arrêtés royaux du 30 septembre 1998 :
 — est acceptée, à sa demande, la démission de M. Vander Burght, D., de ses fonctions de notaire à la résidence de Vilvorde.
 Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions;
 — M. Peers, J.L., licencié en droit, licencié en notariat, est nommé notaire à la résidence de Vilvorde.

[98/09735]

Bestuur Burgerlijke Wetgeving en Erediensten
Besluiten betreffende de internationale verenigingen
en de instellingen van openbaar nut

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 wordt de wijziging goedgekeurd, aangebracht aan de statuten van de instelling van openbaar nut "International Alzheimer's Research Foundation" waarvan de zetel voortaan te 1020 Brussel gevestigd is.

[98/09735]

Administration de la Législation civile et des Cultes
Arrêtés concernant les associations internationales
et les établissements d'utilité publique

Un arrêté royal du 10 août 1998 approuve la modification apportée aux statuts de l'établissement d'utilité publique "International Alzheimer's Research Foundation" dont le siège est fixé désormais à 1020 Bruxelles.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 worden de nieuwe statuten goedgekeurd van de internationale vereniging « Fédération Internationale pour l'Habitation, l'Urbanisme et l'Aménagement des Territoires », waarvan de zetel te 1050 Brussel gevestigd is.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 approuve les nouveaux statuts de l'association internationale « Fédération Internationale pour l'Habitation, l'Urbanisme et l'Aménagement des Territoires », dont le siège est à 1050 Bruxelles.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :
 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « European Association for Vision and Eye Research » afgekort « EVER », waarvan de zetel te 3001 Leuven gevestigd is;
 2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :
 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « European Association for Vision and Eye Research » en abrégé « EVER », dont le siège est établi à 3001 Louvain;
 2° approuve les statuts de cette association.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 worden de wijzigingen goedgekeurd, aangebracht aan de statuten van de internationale vereniging « European Region of the Airports Council International (ACI) », waarvan de zetel te 1040 Brussel gevestigd is.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 approuve les modifications apportées aux statuts de l'association internationale « European Region of the Airports Council International (ACI) », dont le siège est fixé à 1040 Bruxelles.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :
 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Fondation Internationale POUCHKINE », waarvan de zetel te 1180 Brussel gevestigd is;
 2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :
 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Fondation Internationale POUCHKINE », dont le siège est établi à 1180 Bruxelles;
 2° approuve les statuts de cette association.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :
 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Centre for European Not-for-Profit Organisations », in het Frans « Centre européen pour les organisations à but non lucratif », in het Nederlands « Centrum voor Europese Not-for-Profit Organisaties », afgekort « CENPO », waarvan de zetel te 1040 Brussel gevestigd is;
 2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :
 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Centre for European Not-for-Profit Organisations », en français « Centre européen pour les organisations à but non lucratif », en néerlandais « Centrum voor Europese Not-for-Profit Organisaties », en abrégé « CENPO », dont le siège est établi à 1040 Bruxelles;
 2° approuve les statuts de cette association.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :
 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « COFACE-HANDICAP », waarvan de zetel te 1050 Brussel gevestigd is;
 2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :
 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « COFACE-HANDICAP », dont le siège est établi à 1050 Bruxelles.
 2° approuve les statuts de cette association.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 worden de wijzigingen van de statuten goedgekeurd van de internationale vereniging « Forum Européen de la Jeunesse », waarvan de zetel te 1000 Brussel gevestigd is.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 approuve les modifications des statuts de l'association internationale « Forum Européen de la Jeunesse », dont le siège est à 1000 Bruxelles.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « International Youth Foundation - Europe », afgekort « IYF - Europe », in het Frans « Fondation Internationale pour la Jeunesse - Europe », waarvan de zetel te 1040 Brussel gevestigd is;
2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Programme Européen pour l'Evaluation d'Automobiles Neuves », afgekort « EURO NCAP », waarvan de zetel te 1000 Brussel gevestigd is;
2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Association Vétérinaire Européenne pour la Reproduction des Petits Animaux », waarvan de zetel te 4000 Luik gevestigd is;
2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Global Eco-village Network », afgekort « GEN - Europe », waarvan de zetel te 6940 Grandhan gevestigd is;
2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Association Européenne des Fabricants de Pièces Moulées de Polyuréthane destinées à l'industrie automobile », afgekort « Euro-moulders », waarvan de zetel te 1000 Brussel gevestigd is;
2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Bij koninklijk besluit van 20 september 1998 :

- 1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Stop copy designs », waarvan de zetel te 1000 Brussel gevestigd is;
2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « International Youth Foundation - Europe », en abrégé « IYF - Europe », en français « Fondation Internationale pour la Jeunesse - Europe », dont le siège est établi à 1040 Bruxelles;
2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Programme Européen pour l'Evaluation d'Automobiles Neuves », en abrégé « EURO NCAP », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles;
2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Association Vétérinaire Européenne pour la Reproduction des Petits Animaux », dont le siège est établi à 4000 Liège;
2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Global Eco-village Network », en abrégé « GEN - Europe », dont le siège est établi à 6940 Grandhan;
2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Association Européenne des Fabricants de Pièces Moulées de Polyuréthane destinées à l'industrie automobile », en abrégé « Euro-moulders », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles;
2° approuve les statuts de cette association.

Un arrêté royal du 20 septembre 1998 :

- 1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Stop copy designs », dont le siège est établi à 1000 Bruxelles;
2° approuve les statuts de cette association.

**MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU**

[98/22473]

Benoemingen

Bij koninklijk besluit van 23 juni 1998 wordt Mevr. Damien, Sylvie, met ingang van 1 april 1998, op het Frans kader, in vast dienstverband benoemd tot de graad van adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 april 1997.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT**

[98/22473]

Nominations

Par arrêté royal du 23 juin 1998, Mme Damien, Sylvie, est nommée à titre définitif dans un emploi de conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Administration centrale, dans le cadre français, à partir du 1er avril 1998.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1er avril 1997.

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1998 wordt Mevr. Luyckx, Carine, met ingang van 10 april 1998, in vast dienstverband benoemd tot de graad van sociaal inspecteur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, Buitendiensten.

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 april 1997.

Bij koninklijk besluit van 13 juli 1998 wordt de heer Wouter Eggermont, met ingang van 1 juni 1998, op het Nederlands kader, in vast dienstverband benoemd tot de graad van adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu — Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 juni 1997.

Bij koninklijk besluit van 13 juli 1998 wordt de heer Jan Demey, met ingang van 1 juni 1998, op het Nederlands kader, in vast dienstverband benoemd tot de graad van adjunct-adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu — Hoofdbestuur.

De datum van ranginneming voor bevordering tot een hogere graad wordt bepaald op 1 juni 1997.

[98/22554]

Eervol ontslag

Bij koninklijk besluit van 20 juli 1998 wordt de heer Mons, Emiel A., adviseur bij het Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu, op 1 mei 1999, eervol ontslag uit zijn ambt verleend.

De heer Mons, Emiel A. is ertoe gerechtigd, met ingang van 1 mei 1999, zijn aanspraken op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Par arrêté royal du 5 juillet 1998, Mme Luyckx, Carine, est nommée à titre définitif dans un emploi d'inspecteur social au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, Services extérieurs, à partir du 10 avril 1998.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1er avril 1997.

Par arrêté royal du 13 juillet 1998, M. Wouter Eggermont est nommé à titre définitif dans un emploi de conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement — Administration centrale — cadre néerlandais, à partir du 1^{er} juin 1998.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1^{er} juin 1997.

Par arrêté royal du 13 juillet 1998, M. Jan Demey est nommé à titre définitif dans un emploi de conseiller adjoint au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement — Administration centrale — cadre néerlandais, à partir du 1^{er} juin 1998.

La date de prise de rang pour la promotion de grade est fixée au 1^{er} juin 1997.

[98/22554]

Démission honorable

Par arrêté royal du 20 juillet 1998, il est accordé à M. Mons, Emiel A., conseiller au Ministère des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement, démission honorable de ses fonctions, le 1^{er} mai 1999.

M. Mons, Emiel A., est autorisé à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à partir du 1^{er} mai 1999 et à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[98/07136]

Aalmoezeniersdienst. — Benoeming

Bij koninklijk besluit nr. 1897 van 24 juni 1998 wordt de heer dominee Guy Caufriez, aalmoezenier eerste klasse van de protestantse eredienst, op 1 mei 1998 tot hoofdalmoezenier benoemd.

[98/07152]

Burgerpersoneel. — Eervol ontslagen

Bij koninklijk besluit nr. 1916 van 9 juli 1998 wordt aan de heer Louis Corvers, adjunct-adviseur, eervol ontslag uit zijn ambt verleend, met aanspraak op een pensioen van 1 december 1998 af.

Hij wordt gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Bij koninklijk besluit nr. 1968 van 31 augustus 1998 wordt aan de heer René Dubois, adviseur, op 1 januari 1999 eervol ontslag uit zijn ambt verleend, met aanspraak op een pensioen.

Hij wordt gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

[98/07167]

Burgerpersoneel. — Benoemingen

— Bij koninklijk besluit nr. 1950 van 10 augustus 1998 wordt Mevr. Thérèse-E. Van Noppen, adjunct-adviseur bij de Rijksdienst voor Kinderbijslag voor Werknemers, als adjunct-adviseur bij het Ministerie van Landsverdediging benoemd.

Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[98/07136]

Aumônerie. — Nomination

Par arrêté royal n° 1897 du 24 juin 1998, M. le pasteur Caufriez, Guy, aumônier de première classe du culte protestant, est nommé aumônier principal le 1er mai 1998.

[98/07152]

Personnel civil. — Démissions honorables

Par arrêté royal n° 1916 du 9 juillet 1998, la démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Corvers, Louis, conseiller adjoint avec faculté de faire valoir ses droits à une pension de retraite à la date du 1^{er} décembre 1998.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de sa fonction.

Par arrêté royal n° 1968 du 31 août 1998, la démission honorable de son emploi est accordée à M. Dubois, René, conseiller, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension de retraite à la date du 1^{er} janvier 1999.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de sa fonction.

[98/07167]

Personnel civil. — Nominations

— Par arrêté royal n° 1950 du 10 août 1998, Mme Van Noppen, Thérèse-E., conseiller adjoint à l'Office national d'Allocation familiales pour Travailleurs salariés, est nommée conseiller adjoint au Ministère de la Défense nationale.

Cet arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

— Bij koninklijk besluit nr. 1951 van 10 augustus 1998 wordt de heer Victor-M. Muyltermans, industrieel ingenieur bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, als industrieel ingenieur bij het Ministerie van Landsverdediging benoemd.

Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

— Bij koninklijk besluit nr. 1952 van 10 augustus 1998 wordt de heer Franky-T. Goderis, informaticus bij de Rijksdienst voor Pensioenen, als informaticus bij het Ministerie van Landsverdediging benoemd.

Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

— Bij koninklijk besluit nr. 1953 van 10 augustus 1998 wordt de heer Axel-J. Smisart, adjunct-adviseur bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening, als adjunct-adviseur bij het Ministerie van Landsverdediging benoemd.

Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

Bij koninklijk besluit nr. 1967 van 31 augustus 1998 wordt de heer Edmond-G. Jadot, industrieel ingenieur bij het Fonds voor de Beroepsziekten, als industrieel ingenieur bij het Ministerie van Landsverdediging benoemd.

Dit besluit treedt in werking op 1 september 1998.

[98/07189]

Burgerpersoneel. — Bevorderingen

Bij ministerieel besluit nr. 78707 van 25 augustus 1998 wordt Mevr. Iolande Dewitte, rechtskundig adjunct-adviseur bij het Nationaal Geografisch Instituut, op 1 mei 1998, door verhoging in graad tot rechtskundig adviseur benoemd.

Bij ministerieel besluit nr. 78886 van 11 september 1998 wordt de heer Joost Vanommeslaeghe op 1 april 1998, door verhoging in graad, tot de graad van geograaf-directeur bevorderd.

Een beroep tot nietigverklaring van de voormelde akte met individuele strekking kan voor de afdeling administratie van de Raad van State worden gebracht binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State (adres: Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel), te worden toegezonden.

[98/07138]

Leger. — Toekenning van het erediploma van vaandeldrager

Bij ministerieel besluit nr. 78437 van 8 juli 1998 wordt het erediploma van vaandeldrager verleend aan de hiernavermelde personen :

Aubin, R.G.; Avet, J.R.; Baert, A.L.; Bastin, A.J.; Beaucamp, L.F.; Becue, A.L.; Berwart, H.C.; Bogaert, E.P.; Bonsir, F.J.; Boonen, L.J.; Brancart, L.; Breulet, G.F.L.; Brisbois, E.F.G.; Bruyneel, R.R.; De Jong, M.J.F.; De Roeck, O.; De Wageneer, J.L.J.; De Wilde, R.G.; Degloire, M.M.J.; Delporte, N.C.; Denis, P.A.T.; Dizier, F.C.G.; Dock, R.A.G.; Dubuisson, H.J.M.; Duchesnes, L.A.J.; Duvivier, M.R.L.; Eggermont, M.J.; Fontaine, M.; Frankinet, M.M.J.; Froidbise, L.C.G.; Gerday, S.M.C.; Groulard, R.E.; Hase, L.G.; Hoffgen, L.A.; Istas, R.E.G.; Jadot, M.L.; Jorssen, A.M.J.; Juste, J.; Kestens, H.A.; Klomper, L.M.; Lemaire, A.J.J.; Leroy, A.; Leurs, M.V.E.; Linskens, R.L.; Losenbergh, M.J.; Losenbergh, J.P.J.; Mees, J.; Merken, T.H.; Metens, L.F.G.; Moens, V.J.E.; Natalis, J.F.T.; Orban, A.G.J.; Peeters, J.L.; Permentier, A.P.L.; Poel, J.E.; Ponsart, M.; Renard, C.A.E.; Schepens, L.A.; Stallaert, A.; Stoop, J.A.; Thils, R.O.F.; Van Aerden, P.; Van Asbrouck, F.F.G.; Van den Bossche, R.; Van der Veken, R.; Van Oost, C.; Van Opdenbosch, J.B.; Van Ransbeeck, M.A.; Van Wanseele, F.M.; Viaene, J.G.E.; Vindevogel, R.C.; Waegemans, G.F.; Winand, M.P.C.

— Par arrêté royal n° 1951 du 10 août 1998, M. Muyltermans, Victor-M., ingénieur industriel à l'Office national de Sécurité sociale, est nommé ingénieur industriel au Ministère de la Défense nationale.

Cet arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

— Par arrêté royal n° 1952 du 10 août 1998, M. Goderis, Franky-T., informaticien à l'Office national des Pensions, est nommé informaticien au Ministère de la Défense nationale.

Cet arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

— Par arrêté royal n° 1953 du 10 août 1998, M. Smisart, Axel-J., conseiller adjoint à l'Office national de l'Emploi, est nommé conseiller adjoint au Ministère de la Défense nationale.

Cet arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1998.

Par arrêté royal n° 1967 du 31 août 1998, M. Jadot, Edmond-G., ingénieur industriel au Fonds des Maladies professionnelles, est nommé ingénieur industriel au Ministère de la Défense nationale.

Cet arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1998.

[98/07189]

Personnel civil. — Promotions

Par arrêté ministériel n° 78707 du 25 août 1998, Mme Dewitte, Iolande, conseiller juridique adjoint à l'Institut géographique national, est promue, par avancement de grade, au grade de conseiller juridique le 1er mai 1998.

Par arrêté ministériel n° 78886 du 11 septembre 1998, M. Vanommeslaeghe, Joost est promu par avancement de grade, au grade de géographe-directeur, à la date du 1^{er} avril 1998.

Un recours en annulation de l'acte précité à portée individuelle peut être soumis à la section d'administration du Conseil d'Etat endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée au Conseil d'Etat (adresse : rue de la Science 33, 1040 Bruxelles), sous pli recommandé à la poste.

[98/07138]

Armée. — Octroi du diplôme d'honneur de porte-drapeau

Par arrêté ministériel n° 78437 du 8 juillet 1998, le diplôme d'honneur de porte-drapeau est décerné aux personnes désignées ci-après :

Aubin, R.G.; Avet, J.R.; Baert, A.L.; Bastin, A.J.; Beaucamp, L.F.; Becue, A.L.; Berwart, H.C.; Bogaert, E.P.; Bonsir, F.J.; Boonen, L.J.; Brancart, L.; Breulet, G.F.L.; Brisbois, E.F.G.; Bruyneel, R.R.; De Jong, M.J.F.; De Roeck, O.; De Wageneer, J.L.J.; De Wilde, R.G.; Degloire, M.M.J.; Delporte, N.C.; Denis, P.A.T.; Dizier, F.C.G.; Dock, R.A.G.; Dubuisson, H.J.M.; Duchesnes, L.A.J.; Duvivier, M.R.L.; Eggermont, M.J.; Fontaine, M.; Frankinet, M.M.J.; Froidbise, L.C.G.; Gerday, S.M.C.; Groulard, R.E.; Hase, L.G.; Hoffgen, L.A.; Istas, R.E.G.; Jadot, M.L.; Jorssen, A.M.J.; Juste, J.; Kestens, H.A.; Klomper, L.M.; Lemaire, A.J.J.; Leroy, A.; Leurs, M.V.E.; Linskens, R.L.; Losenbergh, M.J.; Losenbergh, J.P.J.; Mees, J.; Merken, T.H.; Metens, L.F.G.; Moens, V.J.E.; Natalis, J.F.T.; Orban, A.G.J.; Peeters, J.L.; Permentier, A.P.L.; Poel, J.E.; Ponsart, M.; Renard, C.A.E.; Schepens, L.A.; Stallaert, A.; Stoop, J.A.; Thils, R.O.F.; Van Aerden, P.; Van Asbrouck, F.F.G.; Van den Bossche, R.; Van der Veken, R.; Van Oost, C.; Van Opdenbosch, J.B.; Van Ransbeeck, M.A.; Van Wanseele, F.M.; Viaene, J.G.E.; Vindevogel, R.C.; Waegemans, G.F.; Winand, M.P.C.

**GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[98/36031]

Departement Leefmilieu en Infrastructuur

Gewestplan Leuven. — Definitieve vaststelling van het plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Leuven op het grondgebied van de gemeente Leuven

Bij besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 wordt het hierbijgevoegde plan tot gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1977 houdende vaststelling van het gewestplan Leuven definitief vastgesteld voor delen van het grondgebied van de gemeente Leuven zoals aangeduid op het deel van het kaartblad 32/2 met het aanvullend stedenbouwkundig voorschrift zoals vervat in bijlagen 1 en 2 bij dit besluit.

De kaart met de bestaande fysische en juridische toestand, behorende tot de niet-normatieve delen van het voormeld gewestplan, is vervat in de bijlage 3 bij dit besluit.

De Vlaamse minister, bevoegd voor de ruimtelijke ordening, is belast met de uitvoering van dit besluit.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

[98/36031]

Département de l'Environnement et de l'Infrastructure

Plan de secteur de Louvain. — Fixation définitive du plan de modification partielle du plan de secteur de Louvain sur le territoire de la commune de Louvain

Un arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixe définitivement le plan annexé de modification partielle de l'arrêté royal du 7 avril 1977 portant fixation du plan de secteur de Louvain pour des parties du territoire de Louvain telles qu'indiquées sur les parties de la feuille 32/2, avec prescription urbanistique complémentaire telles que comprises dans les annexes 1re et 2 au présent arrêté.

Le plan indiquant la situation physique et juridique existante appartenant aux parties non normatives du plan de secteur précité est compris dans l'annexe 3 au présent arrêté.

Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening voor Vlaams-Brabant

Vergadering van 18 mei 1998, 14 u. 30 m.

Aanwezig :

de heer L. De Witte, voorzitter;

de heren Vandemaele, Cornelis, Baeyens, L'Homme, Vanden Bosch, Vleeschouwers, Geers, Vaneerdewegh, Boogaerts, Leekens, Dekeyser en Pletinckx : leden

Mevr. Denonville : lid;

Mevr. Den Das : secretaris;

Mevr. Van Acker, adjunct-secretaris;

de heer Lagast : administratie provincie;

de heren David en Foblets : AROHM, Brussel.

Verontschuldigd :

De heren De Coninck, Van Vaerenbergh, Casaer, Anthoons, Swinnen, Schreurs, Vervoort, Vandezande en Ottenbourgh;

Mevr. Bom.

De vergadering vond plaats in de vergaderzaal van de Bestendige Deputatie, Diestsevest 25, 3000 Leuven.

1. Verslagen vorige vergadering

Er zijn geen opmerkingen op de verslagen d.d. 23/03/1998, 30/03/1998 en 22/04/1998. Een stemming over de verslagen wordt uitgesteld tot de volgende vergadering omdat de leden niet in aantal zijn.

2. Bezwaarschrift 197 op het Gewestplan Leuven 2

De Commissie stelt vast dat ze tijdens de afhandeling van de bezwaarschriften op het gewestplan « Leuven 2 » het bezwaarschrift 197 over het hoofd gezien heeft. Ze wenst alsnog hier een evenwel laattijdig standpunt over in te nemen en vraagt de Vlaamse regering dit standpunt toch in ogenschouw te nemen.

De Commissie meent dat er met het bezwaarschrift, uitgaande van de NV Aquafin, rekening dient gehouden te worden in zoverre bezwaarindiener een aanpassing vraagt voor de voorziene overstortinfrastructuur ter hoogte van Egenhoven, Kapelstraat.

In de voorgestelde wijziging wordt dit gebied integraal opgenomen als natuurgebied rond de Voer, als buffer tussen het Boudewijnpark en het Egenhovenbos.

Aangezien Aquafin voorziet in de uitbouw van een overstort met bergbezoekingsbekken en de sanering van de bestaande overstorten in de Voer, dient hiertoe plaats voorzien te worden.

Het ideale scenario zou zijn dat de voorziene bestemmingswijziging niet in het gedrang komt. Echter door de verbinding van de collector, afkomstig van Terbank is de situering van de rioleringsinfrastructuur, het meest aangewezen op deze plaats.

Rekening houdend met de verminderde biologische waarde, door drainage en aanplant van een populierenmonocultuur, stelt de Commissie voor om de nodige oppervlakte met bestemming openbaar nut te behouden voor het realiseren van de rioleringsinfrastructuur.

3. Bespreking van het Gewestplan Leuven 5 (Parkveld)

I. Algemene situering

Dit ontwerp tot gedeeltelijke wijziging van het boven vermelde gewestplan d.d. 7 april 1997, beslaat het grondgebied van de gemeente Leuven en werd door de Vlaamse regering voorlopig vastgesteld op 27 mei 1997.

Het ontwerp beoogt voornamelijk een regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter te creëren, aansluitend bij het bestaand gebied voor ambachtelijke bedrijven, dat op zijn beurt aansluit bij het stedelijk gebied Leuven omdat de huidige ambachtelijke zone praktisch volzet is en omdat het een vlak terrein is en bijgevolg gepaard gaat met minimale uitrustingskosten.

Daarnaast wordt een agrarisch gebied weerhouden tussen het woongebied en het bedrijventerrein om de open corridor tussen grootschalige open ruimte gebieden (Herveleebos en Abdij van Park en omgeving) als open te bewaren.

Er wordt eveneens een bufferzone aangeduid om de woonzone en het militair domein beter te scheiden en om de daar aanwezige holle weg met zijn landschappelijke en ecologische waarde beter te beschermen.

II. Openbaar onderzoek

In uitvoering van het artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, werd het ontwerp onderworpen aan een openbaar onderzoek van 8 december 1997 tot en met 5 februari 1998. In het kader van dit onderzoek werden 39 bezwaarschriften ingediend (zie samenvatting in bijlage).

III. Afwijkingen van het originele gewestplan

Volgende afwijkingen met het gewestplan Leuven d.d. 7 april 1997 worden doorgevoerd :

3,7 ha woongebied en 15 ha agrarisch gebied worden omgezet in 1,2 ha bufferzone, 1,2 ha agrarisch gebied en 16,3 ha regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter.

IV. Adviezen

— Advies van de Bestendige Deputatie (d.d. 2 april 1998)

Het RSV erkent de noodzaak en differentiatie aan bijkomende bedrijventerreinen en situeert de regionale bedrijventerreinen in de stedelijke gebieden en de economische knooppunten, bij voorkeur aansluitend bij bestaande bedrijvenszones.

Het wijzigen van het gewestplan kadert eveneens in de doelstellingen van de eerste beleidsnota Ruimtelijk Structuurplan Vlaams-Brabant, waar Leuven als een belangrijke Vlaamse economische groeipool wordt aangeduid.

De beleidsnota van het provinciaal structuurplan stelt dat bij de realisatie van nieuwe bedrijventerreinen meer aandacht moet geschonken worden aan het verhogen van de bebouwingsdichtheid door bv. in meerdere lagen te bouwen, de kavelgrootte te beperken, gemeenschappelijke parkeerterreinen, enz. Bij de aanleg van het bedrijventerrein en het opstellen van de vereiste BPA's zal hiermee ook rekening moeten gehouden worden.

Ook zal men bij het realiseren van dit terrein de nodige aandacht moeten besteden aan de mogelijke ontsluitingen via het openbaar vervoer, zeker gelet op de nabijheid van de ijschaatsbaan, een grootstedelijke recreatieve functie met een hoge mobiliteitsgenererende functie. Er dient tevens vermeden te worden dat de ontsluiting van deze percelen zou gebeuren via de Geldenaakse Baan om zo het links afslaan op deze drukke toegangsweg naar Leuven te vermijden. De ontsluiting gebeurt bij voorkeur via het reeds bestaande aanliggende industrieterrein.

Voorafgaand aan de ontwikkeling van dit gebied, dient de opmaak van een BPA verplicht gesteld te worden, waarin uitdrukkelijk gevraagd wordt om bij de realisatie van deze terreinen een hoge bebouwingsdichtheid na te streven.

De aanvullende stedenbouwkundige voorschriften bij het gewestplan voorzien modaliteiten van aanleg bij de ontwikkeling van het gebied via een BPA.

Gunstig voor de creatie van het regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter mits de stedenbouwkundige voorschriften de opmaak van een BPA verplicht stellen.

Vanuit de zorg voor het behoud van de open ruimte en het behoud van de leefkwaliteit van de omwonenden, in het kader van het vastleggen van een duurzame ruimtelijke verbinding tussen enerzijds Abdij van 't Park - St. Albrechtuscollege, en anderzijds het militair domein - Heverleebos worden volgende aanpassingen voorgesteld :

— het voorgestelde blokje agrarisch gebied ten noorden van de ijschaatsbaan dient doorgetrokken te worden tot aan de bestaande woningen. Een argument voor het wijzigen van het bestaande woongebied in agrarisch gebied is de gebrekkige ontsluiting van de terreinen. De aanleg van toegangswegen of verkaveling van het gebied dient vermeden te worden om de bestaande open ruimteverbinding maximaal te vrijwaren. In het GNOP van Leuven wordt deze zone beschouwd als een belangrijke natuurlijke verbinding in de open ruimte. Als maatregel wordt hier o.a. aangehaald : stopzetten van indringing van de bebouwing in het gebied;

— om de hinder voor de omwonenden te beperken stelt de dienst voor achter de bestaande bewoning langs de Geldenaaksebaan, ter hoogte van de voorziene bestemmingswijziging, een bufferzone aan te leggen en de bestaande bewoning, tussen de Peugeot-garage « Gewelt » en de toegangsweg tot het transformatorstation om te zetten in woongebied.

Gunstig voor de omzetting van woongebied en agrarisch gebied in bufferzone op voorwaarde dat bovenstaande opmerkingen in aanmerking genomen worden.

V. Bespreking

Een lid merkt op dat onderhavige gewestplanwijziging een ernstige ingreep is in de leefbaarheid van de landbouw in de regio en de woonwijk extra zal belasten. Hij vraagt dan ook deze wijziging negatief te adviseren.

Een ander lid stelt dat er bij het opstellen van de ruimtebalans geen rekening is gehouden met de wijzigingen die doorgevoerd worden in Parkveld en Termunckveld en dat de verschillende wijzigingen in hun totaliteit een ongunstige weerslag hebben op de open ruimte.

Een lid merkt op dat de gewestplanwijziging opgestart is in een periode dat het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen nog niet bestaande was.

Een ander lid antwoordt echter dat dit gebied noodzakelijk is en dat het aansluit op een bestaande KMO-zone. Hij vraagt zich af of er wel andere alternatieven voorhanden zijn.

De Commissie gaat over tot een bespreking van de bezwaarschriften. Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over het plan evenals een stemming over de antwoorden op de bezwaarschriften evenwel uitgesteld tot de volgende vergadering.

4. Bespreking van het Gewestplan Leuven (Termunckveld)

I. Algemene situering

Dit ontwerp tot gedeeltelijke wijziging van het boven vermelde gewestplan d.d. 7 april 1977, beslaat het grondgebied van de gemeente Leuven en werd door de Vlaamse regering voorlopig vastgesteld op 27 mei 1997.

Het ontwerp beoogt de creatie van een researchpark, bestemd voor de vestiging van bedrijven, instellingen en laboratoria actief in fundamenteel en toegepast wetenschappelijk onderzoek, ontwikkeling en engineering en de ermee samenhangende diensten en kantoren op het niveau van het stedelijk gebied Leuven en in dezelfde omgeving van de universitaire campus.

De redenen hiervoor zijn :

— potenties door de aanwezigheid van de KUL en aanverwante instellingen, die zowel een aantrekkingspool als een voedingsbodem kunnen vormen, waardoor hoogwaardige voorzieningen en tewerkstelling kunnen ontstaan, zoals gewenst in de Vlaamse Ruit waartoe Leuven behoort;

— de noodzaak om ruimte te voorzien om deze potenties waar te maken en gestructureerd te ontwikkelen;

— door de aanleg van infrastructuur en de aanzet van bebouwing is het gebied reeds landschappelijk aangetast en afgescheiden;

— een goede ontsluiting via het bestaande kruispunt Boudewijnlaan/Sint-Janbergsesteenweg naar de A2 en de E40;

— er is enkel bebouwing aan de rand van het gebied, waarvoor voldoende bufferzone te voorzien is;

— de nabijheid van de campus van de KUL en van het geplande wetenschapspark aan de Boudewijnlaan;

— een buffer is nodig t.o.v. de bestaande bewoning en om de scheiding Bertem/Leuven te behouden en ter vrijwaring van het karakter van de Termunckdreef als holle weg en groenzone.

II. Openbaar onderzoek

In uitvoering van het artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, werd het ontwerp onderworpen aan een openbaar onderzoek van 8 december 1997 tot en met 5 februari 1998. In het kader van dit onderzoek werden 260 tijdige bezwaarschriften ingediend en 4 laattijdige (zie samenvatting in bijlage).

III. Afwijkingen van het originele gewestplan

Volgende afwijkingen met het gewestplan d.d. 7 april 1997 worden doorgevoerd :

37,6 ha agrarisch gebied en 1,3 ha recreatiegebied worden omgezet in 30,6 ha researchpark en in 8,3 ha bufferzone.

IV. Adviezen

— Advies van de Bestendige Deputatie (d.d. 2 april 1998)

Gunstig.

Het RSV erkent de noodzaak en differentiatie aan bijkomende bedrijventerreinen en situeert de wetenschapsparken in de stedelijke gebieden, in de buurt van een kenniscentrum (bv. universiteit), waar de toegelaten bedrijven een sterke binding dienen mee te onderhouden.

De ligging van Leuven binnen de Vlaamse Ruit (stedelijk netwerk op internationaal niveau) en de selectie van deze stad als regionaalstedelijk gebied, met de aanwezigheid van universitaire en andere onderzoeksinstellingen en de nabijheid van de « poort » internationale luchthaven Zaventem, maken Leuven tot de meest geschikte locatie voor dergelijk researchpark.

Door de ligging bij de oprit naar de A2 en de nabijheid van de E40 is de ontsluiting naar de internationale poort « luchthaven » Zaventem » en het « Vlaams stedelijk gebied rond Brussel » gunstig.

In uitvoering van het RSV werd het regionaalstedelijk gebied Leuven nog niet afgebakend. Het gebied Termunckveld sluit wel aan bij de bebouwde zone van het regionaal stedelijk gebied Leuven. Volgens het RSV zullen 76 % van de bijkomende bedrijventerreinen gestitueerd worden binnen deze gebieden.

De mogelijke alternatieve inplantingsplaatsen (Philipsterreinen, uitbreiding KUL in Dijlevallei, Kareelveld, Vaartkom) werden geëvalueerd op hun landschappelijke, biologische en ecologische waarde, de ontsluitingsmogelijkheden, eventuele hinder voor het omliggend woongebied en de binding met de KUL-instellingen. hieruit bleek dat Termunckveld de meest geschikte inplantingsplaats voor het researchpark is :

— de Kanaalzone-Vaartkom is niet realistisch op korte termijn omdat er op korte en middellange termijn geen terreinen zullen vrijkomen in deze zone en enkel een vijftal ha stadeigendom beschikbaar zijn;

— in het eigenlijke Vaartkomgebied liggen de beschikbare gronden en terreinen verspreid tussen andere activiteiten zodat de creatie van een aaneengesloten geheel als researchpark onmogelijk is;

— de uitbreidingsmogelijkheden van de Arenbergcampus in de Dijlevallei worden omwille van de landschappelijke waarde van het gebied net ingekrompen tot ongeveer de bestaande campus;

— het Philipsterrein is beperkt qua omvang (11,5 ha) en zonder uitbreidingsmogelijkheden en de nabijheid van de drukke goederenspoorlijnen kan hinderend werken op labo's met fijne meetapparatuur.

Gelet op het specifiek karakter van het researchpark, namelijk de vestiging van bedrijven, instellingen en laboratoria, actief in fundamenteel en wetenschappelijk onderzoek, ontwikkeling en engineering, is de nabijheid van de universiteit en aanverwante instellingen essentieel. Zo kunnen deze spin-off bedrijven maximaal renderen door de geografische nabijheid van de academische onderzoekscentra en door de veelvuldige menselijke contacten tussen beiden.

Het wijzigen van het gewestplan met het oog op het ontwikkelen van een researchpark ter hoogte van Termunckveld kort aansluitend op het toekomstig te realiseren researchpark langs de Bouwdewijnlaan kadert eveneens in de doelstellingen van de eerste beleidsnota Ruimtelijk Structuurplan Vlaams-Brabant waarin gesteld wordt dat in de stad Leuven ruimte vrij gehouden dient te worden voor de ontwikkeling van terreinen voor hoogwaardige activiteiten en functies met een internationale uitstraling. Wel zal men bij het realiseren van dit terrein de nodige aandacht moeten besteden aan de mogelijke openbaar vervoersontsluitingen van dit gebied.

De ontsluiting van het gebied kan alleen gebeuren ter hoogte van het bestaande kruispunt van de Boudewijnlaan met de Sint-Janbergsesteenweg. Een rechtstreekse wegontsluiting naar de Tervuursesteenweg, de Boudewijnlaan of de Sint-Jansbergsesteenweg is, gelet op de aanwezige woonkwaliteiten of de bestaande verkeersstructuur, niet verantwoord, bij de opmaak van het uitvoeringsplan zal eveneens bijzondere aandacht besteed moeten worden aan de mogelijkheden het terrein voor de zwakke weggebruiker (fiets, voetganger) bereikbaar te maken.

Men zal evenwel bij de aanleg van het researchpark en het opstellen van de vereiste BPA's, rekening moeten houden met de beleidsnota van het provinciaal structuurplan, dat bij de realisatie van nieuwe bedrijventerreinen pleit voor het verhogen van de bebouwingsdichtheid door bv. in meerdere lagen te bouwen, de kavelgrootte te beperken, gemeenschappelijke parkeerterreinen, enz.

Dit gebied vormt door de ligging tussen de A2 en de N264 en het bestaande woongebied van het stedelijk gebied Leuven, een enclave die zowel landschappelijk als functioneel afgescheiden is van de omliggende open ruimte. Door de aanleg van de bufferzones er rond wordt het bestaande woongebied aan de rand van het researchpark afgeschermd en blijft de waardevolle groenzone Termunckdreef bewaard.

De bestaande recreatiezone (camping) verdwijnt zonder compensatie.

De provinciale dienst ruimtelijke ordening voegt er het volgende aan toe : « De aanvullende stedenbouwkundige voorschriften bij het gewestplan voorzien een fasering bij de ontwikkeling van het gebied en modaliteiten van aanleg via een BPA. Het researchkarakter van de potentiële investeerders wordt door de KUL geadviseerd. Er wordt niet duidelijk omschreven wat de precieze criteria zijn en of het advies bindend is. »

V. Bespreking

Een lid merkt op dat het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen pleit voor het systematisch hergebruiken van verlaten bedrijventerreinen en wijst erop dat de bouwdichtheid op verschillende terreinen te laag ligt. Hij verwijst met dit laatste vooral naar het researchpark in Haasrode. Er is trouwens daar een evenementenhal neergepoot die veel plaats in beslag neemt maar daarnaast weinig arbeidsplaatsen biedt. Hij wijst er tenslotte op dat het Termunckveld veel te excentrisch gelegen is.

Een ander lid werpt op dat de lage bezettingsgraad van het researchpark te Haasrode het gevolg is van de toen geldende voorschriften zoals afstandsregels e.d. Men tracht thans inderdaad het researchpark te verdichten, voornamelijk door de bestaande bedrijven de kans te geven daar verder uit te breiden. Veel gronden liggen immers achterin, zonder aansluiting met een openbare weg en zijn bijgevolg weinig aantrekkelijk voor nieuwe investeerders. het park te Haasrode kan niet tegemoet komen aan de supplementaire behoeften aan ruimte.

Een lid meent echter dat veel gebouwen in het researchpark te Haasrode te laag zijn en dat daar nog verschillende verdiepingen op kunnen. Een verdubbeling van de bouwhoogtes zou reeds voldoende zijn om aan denieuwe behoeften tegemoet te komen.

Een ander lid wijst op de technische moeilijkheden om overal een bouwlaag aan toe te voegen. Hij voegt eraan toe dat voor nieuwe bedrijventerreinen hier wel aandacht aan wordt geschonken en dat gebouwen in de toekomst meer en meer in de hoogte geconcipieerd zullen worden.

Een lid vraagt hoeveel ha extra bedrijventerreinen voorzien worden in het Ruimtelijk Structuurplan Vlaams-Brabant voor de regio Leuven. De voorzitter antwoordt dat van de 1 300 ha, voorzien in het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, er waarschijnlijk 550-600 ha zullen gaan naar het gewest Leuven, waarvan 150-200 ha te realiseren in de stad Leuven. Het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen erkent zowel de luchthaven van Zaventem als de Leuvense universiteit als motoren voor de economie.

Een lid merkt op dat een groot deel van de bijkomende bedrijventerreinen, voorzien in het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, in agrarische zone te realiseren zullen zijn.

Een lid vraagt of het niet beter was te wachten met deze gewestplanwijziging tot de structuurplannen op gemeentelijk en provinciaal vlak opgesteld waren. In antwoord wordt er op gewezen dat een gewestplan reeds eerder opgesteld kan worden, zoals het kadert binnen de filosofie van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen. Daarenboven zou het wachten teveel tijd is belag nemen terwijl de noden dusdanig zijn dat men binnen 2-3 jaar het terrein zou moeten kunnen aansnijden.

Een lid merkt op dat tijdens de gewestplanwijziging « Leuven 2 » de Commissie een gunstig advies heeft geformuleerd voor de omzetting van Kareelveld van woonuitbreidingsgebied in landschappelijk waardevol agrarisch gebied omwille van de waarde van dit open ruimtegebied tussen de stadsring en de E314 door de aanwezigheid van holle wegen en kleine landschapselementen op relatief korte afstand van de stad. Hij stelt dat diezelfde argumenten ook gelden voor Termunckveld. Indien de Commissie beslist 1,5 km verder van Kareelveld langs dezelfde weg Termunckveld gunstig te adviseren, voert ze geen consequent beleid. Een lid antwoordt hierop dat de verkeerafwikkeling langs Kareelveld zeer moeilijk was terwijl dit voor Termunckveld veel gemakkelijker is. Het is daarom dat Termunckveld verkozen wordt.

De voorzitter antwoordt positief op de vraag van een lid of de 50 ha bedrijventerrein die hier bij gecreëerd wordt met de 2 gewestplanwijzigingen (Termunckveld en Parkveld) reeds in rekening gebracht worden in de ruimtebalans van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen.

Een lid merkt op dat het gebied slechts kan gerealiseerd worden met één private partner. De vraag werd dan ook gesteld aan de vertegenwoordiger van AROHM, Brussel of dit juridisch kan.

Een lid merkt op dat uit een studie blijkt dat de reeds bestaande researchparken veel bedrijven huisvesten, die eigenlijk weinig met research bezig zijn. Slechts 16 % van alle bedrijven op researchparken zouden echte « spin-offs » zijn en de andere zouden puur commercieel zijn. Een ander lid antwoordt dat over het research-karakter van potentiële huurders wordt gewaakt door de universiteit, in samenspraak met de stad Leuven. Daarenboven bestaan er geen zuivere research-bedrijven en houden ze zich meestal logischerwijze ook bezig met productie en verkoop. Het eerste lid vreest dat men thans een nieuw researchpark opricht omdat het andere in Haasrode niet werkt. Men beweert dat dit researchpark te ver gelegen is van de universiteit. Nochtans meent hij dat in deze moderne communicatiemaatschappij de nabijheid bij de universiteit geen doorslaggevend argument kan zijn. Een ander lid voegt hieraan toe dat in ons land een researchpark niet kan werken en dat er mondiaal slechts 2 researchparken zijn, die de naam waardig zijn. Hij heeft dan ook moeite met de benaming researchpark en pleit voor een meer algemene benaming.

De Commissie gaat over tot een bespreking van de bezwaarschriften. Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over het plan evenals een stemming over de antwoorden op de bezwaarschriften evenwel uitgesteld tot de volgende vergadering.

5. Volgende vergadering

Onder voorbehoud zal de volgende vergadering plaatsvinden :
woensdag 27 mei 1998, 14 u. op de Diestsevest 25.

Voorlopige agenda :

- verdere bespreking van het Gewestplan Leuven (Parkveld);
- verdere bespreking van het Gewestplan Leuven (Termunckveld);
- bespreking van het Gewestplan Leuven (Boortmeerbeek);
- bespreking van het Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse;
- register der ontwerpers;
- varia.

De adjunct-secretaris,
A. Van Acker.

De voorzitter,
L. De Witte.

Antwoord op de bezwaarschriften en adviezen (Leuven 5)

Antwoord op :

Bezwaarschriften 1, 2, 7, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 28, 30, 31, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 en 40 :

RSV

— Het bundelen van de bedrijven in een bedrijvenpark bevordert de herkenbaarheid en de erkenning van het project in zijn totaliteit en voor dergelijke bundeling binnen de stadsmuren is er niet voldoende plaats.

— Op de bestaande locaties wordt zoveel als mogelijk gestreefd naar een optimale benutting. De beschikbare plaats wordt echter voorbehouden voor de uitbreiding van de reeds aanwezige bedrijven. De ligging van de percelen, ingesloten en niet grenzend aan een openbare weg, zijn niet aantrekkelijk voor nieuwe investeerders.

— De voorgestelde wijzigingen aan het gewestplan Leuven werden ingegeven vanuit de algemene principes van de ruimtelijke ordening. Het komt de Vlaamse regering toe deze principes vast te leggen en te vertalen. Op het ogenblik van de voorlopige vaststelling van het voorstel tot gewestplanwijziging was het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen nog niet definitief door de Vlaamse regering goedgekeurd. Wel werden de grote krachtlijnen inzake het ruimtelijk beleid zoals die in het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen worden omschreven, als leidraad gebruikt voor het evalueren van de verschillende wijzigingen, daar zij op dat ogenblik aanvaard werden als algemeen geldende principes. Tevens werd op deze wijze getracht een continu beleid te voeren, als overgang naar het definitief goedkeuren van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen.

— Het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen voorziet voor Vlaams-Brabant een bijkomend aandeel bedrijventerreinen van $\pm 1\,350$ ha, waarvan 71 à 76 % te realiseren zijn in de stedelijke gebieden en de (specifieke) economische knooppunten. Leuven dient hiervan als geselecteerd regionaalstedelijk gebied een groot aandeel op zich te nemen. De voorgestelde gewestplanwijziging geeft geen groter aandeel bijkomende bedrijventerreinen dan het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen heeft voorzien.

Opsplitsing :

— De opsplitsing van de verschillende gewestplannen voor het grondgebied Leuven is inderdaad vanuit een juridische opportuniteit gebeurd. Gelet evenwel op de quasi gelijktijdigheid van de verschillende lopende procedures, is het toch mogelijk zich een globaal beeld te vormen. De verschillende wijzigingen kaderen wel degelijk is een algemene beleidsvisie. Enkel procedureel zijn de gewestplannen opgesplitst.

— Alle wijzigingen aan het gewestplan die dateren van na 1 januari 1994 worden bijgehouden in de ruimteboekhouding. Er kan elk ogenblik een ruimtebalans van opgemaakt worden.

Landbouw :

— Het verlies aan landbouwgrond kan niet ontkend worden. Het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen voorziet een bijkomend aandeel bedrijventerreinen met een totale oppervlakte voor Vlaams-Brabant van $\pm 1\,350$ ha. Daarnaast bakent het gewest in de gewestplannen of in gewestelijke uitvoeringsplannen 750 000 ha agrarisch gebied, bestemd voor de beroepslandbouw af.

Open ruimte/milieu :

— Door de selectie van Leuven als regionaalstedelijk gebied, worden aan de Leuvense Regio bepaalde ontwikkelingsdoelstellingen opgelegd, ondermeer wat de realisatie van bijkomende bedrijventerreinen betreft. Het afbakenen van deze gebieden is een delicaat proces waarbij de verschillende belangen ten opzichte van elkaar afgewogen moeten worden. Bij de keuze van nieuwe terreinen opteert het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen ervoor deze te bundelen aansluitend bij de bestaande bedrijventerreinen, en andere activiteitenpolen.

— Door de voorgestelde gewestplanwijziging blijft een zeker open ruimte corridor — alhoewel minder breed — tussen de verschillende groenelementen in het gebied behouden.

— Het oprichten van gebouwen op militaire domeinen is vrijgesteld van de bouwvergunning zolang het gaat om militair strategische projecten. Burgerlijke bouwwerken dienen evenwel dezelfde procedure te doorlopen die ook geldt voor alle andere overheidsinstanties.

— De zones III van de drinkwatervoorzieningen worden niet op het gewestplan aangeduid. In deze zones geldt geen algemeen bouwverbod, maar dient het advies van de maatschappij die instaat voor de watervoorziening gevraagd te worden, die nagaat of de voorziene activiteiten verenigbaar zijn met de eisen gesteld vanuit de drinkwatervoorziening.

Buffer :

— Door de voorziene gewestplanwijziging blijft de aanwezige open ruimte corridor bestaan, alhoewel ze verkleind wordt.

— De voorschriften vermelden uitdrukkelijk dat de buffer naar de omliggende gebieden binnen de op het gewestplan aangeduide zone voor regionale bedrijventerreinen met openbaar karakter gerealiseerd moet worden, en dat bij de inrichting van het gebied rekening gehouden zal worden met de natuurlijke en landschappelijke kwaliteiten van het terrein en de onmiddellijke omgeving.

Andere locaties :

— De percelen, die eventueel nog beschikbaar zijn in Haasrode worden voorbehouden voor de uitbreiding van de reeds aanwezige bedrijven. Daarenboven zijn de beschikbare percelen omwille van de ingesloten ligging en gebrek aan aansluiting op een openbare weg, niet aantrekkelijk voor nieuwe investeerders.

— De te lage bebouwingsgraad op de bedrijventerreinen is het gevolg van de vroeger gangbare wettelijke verplichtingen, zoals afstandregels en buffers. Het is evenwel moeilijk dit om te keren. Voor toekomstige bedrijventerreinen wordt evenwel gestreefd naar een grotere bouwdichtheid.

Verkeer :

— De Commissie meent dat het aangewezen is bij het uitwerken van het bijzonder plan van aanleg de ontsluiting van dit gebied via de N25 prioritair te onderzoeken.

Leefbaarheid :

— De voorschriften vermelden uitdrukkelijk dat de buffer naar de omliggende gebieden binnen de op het gewestplan aangeduide zone voor regionale bedrijventerreinen met openbaar karakter gerealiseerd moet worden, en dat bij de inrichting van het gebied rekening gehouden zal worden met de natuurlijke en landschappelijke kwaliteiten van het terrein en de onmiddellijke omgeving.

Democratie/gelijkheid :

— De voorschriften vermelden uitdrukkelijk dat de buffer naar de omliggende gebieden binnen de op het gewestplan aangeduide zone voor regionale bedrijventerreinen met openbaar karakter gerealiseerd moet worden, en dat bij de inrichting van het gebied rekening gehouden zal worden met de natuurlijke en landschappelijke kwaliteiten van het terrein en de onmiddellijke omgeving. Onder onmiddellijke omgeving dient ook de woonomgeving te worden verstaan.

— Door de voorziene gewestplanwijziging blijft de aanwezige open ruimte corridor bestaan, alhoewel ze verkleind wordt.

Ontbreken :

— De opsplitsing van verschillende gewestplannen voor het grondgebied Leuven is inderdaad vanuit een juridische opportuniteit gebeurd. Gelet evenwel op de quasi gelijktijdigheid van de verschillende lopende procedures, is het toch mogelijk zich een globaal beeld te vormen. De verschillende wijzigingen kaderen wel degelijk in een algemene beleidsvisie. Enkel procedureel zijn de gewestplannen opgesplitst.

— Het is wenselijk het regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter nu al mogelijk te maken via een gewestplanwijziging, ofschoon er misschien nog geen stedelijk landbouwonwikkelingsplan of globale visie op de ruimtelijke ordening voor de stedelijke omgeving en het buitengebied noch een ruimtelijk-economische visie op het tewerkstellingsbeleid uitgewerkt is. De creatie van een regionaal bedrijventerrein is immers volledig in overeenstemming met de principes van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen en wordt er in voorzien.

Stedenbouwkundige voorschriften :

— Het opstellen van een bijzonder plan van aanleg is verplichtend gesteld.

— De zones III van de drinkwatervoorzieningen worden niet op het gewestplan aangeduid. In deze zones geldt geen algemeen bouwverbod, maar dient het advies van de maatschappij die instaat voor de watervoorziening gevraagd te worden. Het voorschrift vermeld uitdrukkelijk dat bij de inrichting van het gebied rekening gehouden zal worden met de natuurlijke en landschappelijke kwaliteiten van het terrein, de aard van de activiteiten, de omvang van de bebouwing, het architecturaal karakter, de breedte en de wijze van aanleg van de omringende bufferzone. De onverzoenbaarheid tussen de voorziene activiteit en de gewenste waterkwaliteit is een voldoende reden om een mogelijke bouw- of milieuvergunning te weigeren.

Stedenbouwkundig :

— Het gewestplan legt slechts bestemmingen vast, en wordt slechts als toetskader voor het verlenen van bouw en/of milieuvergunning gebruikt. Het gewestplan zelf kan op die wijze zeker niet regulariseren wat niet vergund is. Vermits de ijschaatsbaan vergund is, hoeft er geen regularisatie doorgevoerd te worden. De specifieke situatie van de ijschaatspiste kan verder in een BPA geregeld worden.

Bezwaarschrift 3 :

— De mogelijkheden met betrekking tot het bekomen van schadevergoeding voor de waardevermindering van een goed door het vastleggen van een uitvoeringsplan, worden opgesomd in artikel 35 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996.

Bezwaarschrift 4 en 27 :

— De mogelijkheden met betrekking tot het bekomen van schadevergoeding voor de waardevermindering van een goed door het vastleggen van een uitvoeringsplan, worden opgesomd in artikel 35 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening gecoördineerd op 22 oktober 1996.

— Het voorliggend ontwerp voorziet een wijziging van de bestemming van woongebied naar agrarisch gebied, wat als een waardevermindering beschouwd wordt. In dit geval kan de geleden planschade vergoed worden.

Bezwaarschriften 5 en 6 :

— Het GNOP van de stad Leuven beschouwt dit gebied als een belangrijke natuurlijke verbinding in de open ruimte.

— De verkavelingsvergunning waarvan sprake vervalt indien binnen de 5 jaar na afgifte ervan de verkoop of de verhuring voor meer dan negen jaar, de vestiging van een erfpacht- of opstalrecht van ten minste een derde van de kavels niet is geregistreerd.

Antwoord op :**Adviezen :****Advies van de gemeente Bertem :**

— Het perceel waarop het bezwaarschrift betrekking heeft, valt buiten de door de Vlaamse regering afgebakende gebieden die in het kader van deze wijziging van het gewestplan worden onderzocht.

Advies van de gemeente Leuven :

— De Commissie meent dat het aangewezen is het opstellen van een bijzonder plan van aanleg verplichtend te stellen, gelet op de noodzaak een verkeersafwikkelingsplan uit te werken evenals de aanleg van de bufferzone te concretiseren.

— De Vlaamse regering wenst dit gebied te bestemmen als een gebied voor de vestiging van bedrijven met een regionale uitstraling, wat in wezen verschillend is van de bestemming researchpark waarvoor door de Vlaamse regering het gebied Termunckveld is voorzien.

— De Regionale Commissie van Advies adviseert de Vlaamse regering het aanvullend stedenbouwkundig voorschrift voor advies aan de Raad van State voor te leggen.

— Het voorschrift vermeldt uitdrukkelijk dat bij de inrichting van het gebied rekening gehouden zal worden met de natuurlijke en landschappelijke kwaliteiten van het terrein en de onmiddellijke omgeving, waarbij aandacht besteed zal worden aan het karakter van het terrein, de aard van de activiteiten, de omvang van de bebouwing, het architecturaal karakter, de breedte en de wijze van aanleg van de omringende bufferzone. De onverzoenbaarheid tussen

de voorziene activiteit en de gewenste omgevingskwaliteit kan reeds een voldoende reden zijn om een mogelijke bouw- of milieuvergunning te weigeren. Dit voorschrift en de algemeen geldende bepalingen van de Vlarem wetgeving bieden een voldoende garantie met betrekking tot het behoud van de omgevingskwaliteit dat het bijkomend opleggen van beperkende voorwaarden niet nodig wordt geacht.

Advies van de Bestendige Deputatie :

— De Commissie meent dat het aangewezen is het opstellen van een bijzonder plan van aanleg verplichtend te stellen, gelet op de noodzaak een verkeersafwikklingsplan uit te werken evenals de aanleg van de bufferzone te concretiseren.

— Bij het uitwerken van het bijzonder plan van aanleg zal de ontsluiting van dit gebied via de N25 prioritair onderzocht worden.

— De te lage bebouwingsgraad op de bedrijventerreinen is het gevolg van de vroeger gangbare wettelijke verplichtingen, zoals afstandsregels en buffers. Het is evenwel moeilijk die om te keren. Voor toekomstige bedrijventerreinen wordt evenwel gestreefd naar een grotere bouwdichtheid.

— De voorschriften vermelden uitdrukkelijk dat de buffer naar de omliggende gebieden binnen de op het gewestplan aangeduide zone voor regionale bedrijventerreinen met openbaar karakter gerealiseerd moet worden, en dat bij de inrichting van het gebied rekening gehouden zal worden met de natuurlijke en landschappelijke kwaliteiten van het terrein en de onmiddellijke omgeving. Onder onmiddellijke omgeving dient ook de woonomgeving te worden verstaan.

— De problematiek van de bestaande woningen tussen de Peugeot-garage en de toegangsweg tot het transformatorstation zal onderzocht worden bij de uitwerking van het bijzonder plan van aanleg.

TRADUCTION

[98/36033]

[98/36033]

Gewestplan Leuven. — Definitieve vaststelling van het plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Leuven op het grondgebied van de gemeente Leuven-Heverlee

Bij besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 wordt het hierbijgevoegde plan tot gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1977 houdende vaststelling van het gewestplan Leuven definitief vastgesteld voor delen van het grondgebied Leuven zoals aangeduid op delen van het kaartblad 32/2, met aanvullend stedenbouwkundig voorschrift zoals vervat in bijlagen 1 en 2 bij dit besluit.

De kaart met de bestaande fysische en juridische toestand, behorende tot de niet-normatieve delen van het voormeld gewestplan, is vervat in de bijlage 3 bij dit besluit.

De Vlaamse minister, bevoegd voor de ruimtelijke ordening, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Plan de secteur de Louvain. — Fixation définitive du plan de modification partielle du plan de secteur de Louvain sur le territoire de la commune de Louvain-Heverlee

Un arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixe définitivement le plan annexé de modification partielle de l'arrêté royal du 7 avril 1977 portant fixation du plan de secteur de Louvain pour des parties du territoire de Louvain telles qu'indiquées sur les parties de la feuille 32/2, avec prescription urbanistique complémentaire telles que comprises dans les annexes 1re et 2 au présent arrêté.

Le plan indiquant la situation physique et juridique existante appartenant aux parties non normatives du plan de secteur précité est compris dans l'annexe 3 au présent arrêté.

Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening voor Vlaams-Brabant

Vergadering van 18 mei 1998, 14 u. 30 m.

Aanwezig :

de heer L. De Witte, voorzitter;

de heren Vandemaele, Cornelis, Baeyens, L'Homme, Vanden Bosch, Vleeschouwers, Geers, Vaneerdewegh, Boogaerts, Leekens, Dekeyser en Pletinckx : leden;

Mevr. Denonville : lid;

Mevr. Den Das : secretaris;

Mevr. Van Acker : adjunct-secretaris;

de heer Lagast : administratie provincie;

de heren David en Foblets : Arohm, Brussel.

Verontschuldigd :

de heren De Coninck, Van Vaerenbergh, Casaer, Anthoons, Swinnen, Schreurs, Vervoort, Vandezande en Ottenbourgh;

Mevr. Bom.

De vergadering vond plaats in de vergaderzaal van de Bestendige Deputatie, Diestsevest 25, 3000 Leuven.

1. Verslagen vorige vergadering

Er zijn geen opmerkingen op de verslagen d.d. 23 maart 1998, 30 maart 1998 en 22 april 1998. Een stemming over de verslagen wordt uitgesteld tot de volgende vergadering omdat de leden niet in aantal zijn.

2. Bezwaarschrift 197 op het Gewestplan Leuven 2

De Commissie stelt vast dat ze tijdens de afhandeling van de bezwaarschriften op het gewestplan « Leuven 2 » het bezwaarschrift 197 over het hoofd gezien heeft. Ze wenst alsnog hier een evenwel laatijdig standpunt over in te nemen en vraagt de Vlaamse Regering dit standpunt toch in ogenschouw te nemen.

De Commissie meent dat er met het bezwaarschrift, uitgaande van de n.v. Aquafin, rekening dient gehouden te worden in zoverre bezwaarindieners een aanpassing vraagt voor de voorziene overstortinfrastructuur ter hoogte van Egenhoven, Kapelstraat.

In de voorgestelde wijziging wordt dit gebied integraal opgenomen als natuurgebied rond de Voer, als buffer tussen het Boudewijnpark en het Egenhovenbos.

Aangezien Aquafin voorziet in de uitbouw van een overstort met bergbezinkingsbekken en de sanering van de bestaande overstorten in de Voer, dient hiertoe plaats voorzien te worden.

Het ideale scenario zou zijn dat de voorziene bestemmingswijziging niet in het gedrang komt. Echter door de verbinding van de collector, afkomstig van Terbank is de situering van de rioleringsinfrastructuur, het meest aangewezen op deze plaats.

Rekening houdend met de verminderde biologische waarde, door drainage en aanplant van een populierenmonocultuur, stelt de Commissie voor om de nodige oppervlakte met bestemming openbaar nut te behouden voor het realiseren van de rioleringsinfrastructuur.

3. Bespreking van het Gewestplan Leuven 5 (Parkveld)

I. Algemene situering

Dit ontwerp tot gedeeltelijke wijziging van het bovenvermelde gewestplan d.d. 7 april 1977, beslaat, het grondgebied van de gemeente Leuven en werd door de Vlaamse Regering voorlopig vastgesteld op 27 mei 1997.

Het ontwerp beoogt voornamelijk een regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter te creëren, aansluitend bij het bestaand gebied voor ambachtelijke bedrijven, dat op zijn beurt aansluit bij het stedelijk gebied Leuven omdat de huidige ambachtelijke zone praktisch volzet is en omdat het een vlak terrein is en bijgevolg gepaard gaat met minimale uitrustingskosten.

Daarnaast wordt een agrarisch gebied weerhouden tussen het woongebied en het bedrijventerrein om de open corridor tussen grootschalige open ruimte gebieden (Heverleebos en Abdij van Park en omgeving) als open te bewaren.

Er wordt eveneens een bufferzone aangeduid om de woonzone en het militair domein beter te scheiden en om de daar aanwezige holle weg met zijn landschappelijke en ecologische waarde beter te beschermen.

II. Openbaar onderzoek

In uitvoering van het artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, werd het ontwerp onderworpen aan een openbaar onderzoek van 8 december 1997 tot en met 5 februari 1998. In het kader van dit onderzoek werden 39 bezwaarschriften ingediend (zie samenvatting in bijlage).

III. Afwijkingen van het originele gewestplan

Volgende afwijkingen met het gewestplan Leuven d.d. 7 april 1977 worden doorgevoerd :

3,7 ha woongebied en 15 ha agrarisch gebied worden omgezet in 1,2 ha bufferzone, 1,2 ha agrarisch gebied en 16,3 ha regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter.

IV. Adviezen

Advies van de Bestendige Deputatie (d.d. 2 april 1998)

Het RSV erkent de noodzaak en differentiatie aan bijkomende bedrijventerreinen en situeert de regionale bedrijventerreinen in de stedelijke gebieden en de economische knooppunten, bij voorkeur aansluitend bij bestaande bedrijvenszones.

Het wijzigen van het gewestplan kadert eveneens in de doelstellingen van de eerste beleidsnota Ruimtelijke Structuurplan Vlaams-Brabant, waar Leuven als een belangrijke Vlaamse economische groep wordt aangeduid.

De beleidsnota van het provinciaal structuurplan stelt dat bij de realisatie van nieuwe bedrijventerreinen meer aandacht moet geschonken worden aan het verhogen van de bebouwingsdichtheid door bv. in meerder lagen te bouwen, de kavelgrootte te beperken, gemeenschappelijke parkeermuimten, enz. Bij de aanleg van het bedrijventerrein en het opstellen van de vereiste BPAs zal hiermee ook rekening moeten gehouden worden.

Ook zal men bij het realiseren van dit terrein de nodige aandacht moeten besteden aan de mogelijke ontsluitingen via het openbaar vervoer, zeker gelet op de nabijheid van de ijschaatsbaan, een grootstedelijke recreatieve functie met een hoge mobiliteitsgenererende functie. Er dient tevens vermeden te worden dat de ontsluiting van deze percelen zou gebeuren via de Geldenaakse Baan om zo het links afslaan op deze drukke toegangsweg naar Leuven te vermijden. De ontsluiting gebeurt bij voorkeur via het reeds bestaande aanliggende industrieterrein.

Voorafgaand aan de ontwikkeling van dit gebied, dient de opmaak van een BPA verplicht gesteld te worden, waarin uitdrukkelijk gevraagd wordt om bij de realisatie van deze terreinen een hoge bebouwingsdichtheid na te streven.

De aanvullende stedenbouwkundige voorschriften bij het gewestplan voorzien modaliteiten van aanleg bij de ontwikkeling van het gebied via een BPA.

Gunstig voor de creatie van het regionaal bedrijventerrein met openbaar karakter mits de stedenbouwkundige voorschriften de opmaak van een BPA verplicht stellen.

Vanuit de zorg voor het behoud van de open ruimte en het behoud van de leefkwaliteit van de omwonenden, in het kader van het vastleggen van een duurzame ruimtelijke verbinding tussen enerzijds Abdij van 't Park-St.-Albrechtuscollege en anderzijds het militair domein — Heverleebos worden volgende aanpassingen voorgesteld :

— het voorgestelde blokje agrarisch gebied ten noorden van de ijschaatsbaan dient doorgetrokken te worden tot aan de bestaande woningen. Een argument voor het wijzigen van het bestaande woongebied in agrarisch gebied is de gebrekkige ontsluiting van de terreinen. De aanleg van toegangswegen of verkaveling van het gebied dient vermeden te worden om de bestaande open ruimteverbinding maximaal te vrijwaren. In het GNOP van Leuven wordt deze zone beschouwd als een belangrijke natuurlijke verbinding in de open ruimte. Als maatregel wordt hier o.a. aangehaald : stopzetten van indringing van de bebouwing in het gebied;

— om de hinder voor de omwonenden te beperken stelt de dienst voor achter de bestaande bewoning langs de Geldenaaksebaan, ter hoogte van de voorziene bestemmingswijziging, een bufferzone aan te leggen en de bestaande bewoning, tussen de Peugeot-garage « Gewalt » en de toegangsweg tot het transformatorstation om te zetten in woongebied.

Gunstig voor de omzetting van woongebied en agrarisch gebied in bufferzone op voorwaarde dat bovenstaande opmerkingen in aanmerking genomen worden.

V. Bespreking

Een lid merkt op dat onderhavige gewestplanwijziging een ernstige ingreep is in de leefbaarheid van de landbouw in de regio en de woonwijk extra zal belasten. Hij vraagt dan ook deze wijziging negatief te adviseren.

Een ander lid stelt dat er bij het opstellen van de ruimtebalans geen rekening is gehouden met de wijzigingen die doorgevoerd worden in Parkveld en Termunckveld en dat de verschillende wijzigingen in hun totaliteit een ongunstige weerslag hebben op de open ruimte.

Een lid merkt op dat de gewestplanwijziging opgestart is in een periode dat het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen nog niet bestaande was.

Een ander lid antwoordt echter dat dit gebied noodzakelijk is en dat het aansluit op een bestaande KMO-zone.

Hij vraagt zich af of er wel andere alternatieven voorhanden zijn.

De Commissie gaat over tot een bespreking van de bezwaarschriften. Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over het plan evenals een stemming over de antwoorden op de bezwaarschriften evenwel uitgesteld tot de volgende vergaering.

4. Bespreking van het Gewestplan Leuven 4 (Termunckveld)

I. Algemene situering

Dit ontwerp tot gedeeltelijke wijziging van het bovenvermelde gewestplan d.d. 7 april 1977, beslaat het grondgebied van de gemeente Leuven en werd door de Vlaamse Regering voorlopig vastgesteld op 27 mei 1997.

Het ontwerp beoogt de creatie van een researchpark, bestemd voor de vestiging van bedrijven, instellingen en laboratoria actief in fundamenteel en toegepast wetenschappelijk onderzoek, ontwikkeling en engineering en de ermee samenhangende diensten en kantoren op het niveau van het stedelijk gebied Leuven en in dezelfde omgeving van de universitaire campus.

De redenen hiervoor zijn :

— de potenties door de aanwezigheid van de KUL en aanverwante instellingen, die zowel een aantrekkingspool als een voedingsbodem kunnen vormen, waardoor hoogwaardige voorzieningen en tewerkstelling kunnen ontstaan, zoals gewenst in de Vlaamse Ruit waartoe Leuven behoort;

— de noodzaak om ruimte te voorzien om deze potenties waar te maken en gestructureerd te ontwikkelen;

— door de aanleg van infrastructuur en de aanzet van bebouwing is het gebied reeds landschappelijk aangetast en afgescheiden;

— een goede ontsluiting via het bestaande kruispunt Boudewijnlaan/Sint-Janbergsesteenweg naar de A2 en de E40;

— er is enkel bebouwing aan de rand van het gebied, waarvoor voldoende bufferzone te voorzien is;

— de nabijheid van de campus van de KUL en van het geplande wetenschapspark aan de Boudewijnlaan;

— een buffer is nodig t.o.v. de bestaande bewoning en om de scheiding Bertem/Leuven te behouden en ter vrijwaring van het karakter van de Termunckdreef als holle weg en groenzone.

II. Openbaar onderzoek

In uitvoering van het artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, werd het ontwerp onderworpen aan een openbaar onderzoek van 8 december 1997 tot en met 5 februari 1998. In het kader van dit onderzoek werden 260 tijdige bezwaarschriften ingediend en 4 laattijdige (zie samenvatting in bijlage).

III. Afwijkingen van het originele gewestplan

Volgende afwijkingen met het gewestplan Leuven d.d. 7 april 1977 worden doorgevoerd :

37,6 ha agrarisch gebied en 1,3 ha recreatiegebied worden omgezet in 30,6 ha researchpark en in 8,3 ha bufferzone.

IV. Adviezen

— Advies van de Bestendige Deputatie (d.d. 2 april 1998)

Gunstig

Het RSV erkent de noodzaak en differentiatie aan bijkomende bedrijventerreinen en situeert de wetenschapsparken in de stedelijke gebieden, in de buurt van een kenniscentrum (bv. universiteit), waar de toegelaten bedrijven een sterke binding dienen mee te onderhouden.

De ligging van Leuven binnen de Vlaamse Ruit (stedelijk netwerk op internationaal niveau) en de selectie van deze stad als regionaal-stedelijk gebied, met de aanwezigheid van universitaire en andere onderzoeksinstellingen en de nabijheid van de « poort » internationale luchthaven Zaventem, maken Leuven tot de meest geschikte locatie voor dergelijk researchpark.

Door de ligging bij de oprit naar de A2 en de nabijheid van de E40 is de ontsluiting naar de internationale poort « luchthaven Zaventem » en het « Vlaams stedelijk gebied rond Brussel » gunstig.

In uitvoering van het RSV werd het regionaal-stedelijk gebied Leuven nog niet afgebakend. Het gebied Termunckveld sluit wel aan bij de bebouwde zone van het regionaal stedelijk gebied Leuven. Volgens het RSV zullen 76 % van de bijkomende bedrijventerreinen gesitueerd worden binnen deze gebieden.

De mogelijke alternatieve inplantingsplaatsen (Philipsterreinen, uitbreiding KUL in Dijlevallei, Kareelveld, Vaartkom) werden geëvalueerd op hun landschappelijke, biologische en ecologische waarde, de ontsluitingsmogelijkheden, eventuele hinder voor het omliggend woongebied en de binding met de KUL-instellingen. Hieruit bleek dat Termunckveld de meest geschikte inplantingsplaats voor het researchpark is :

— de Kanaalzone-Vaartkom is niet realistisch op korte termijn omdat er op korte en middellange termijn geen terreinen zullen vrijkomen in deze zone en enkel een vijftal ha stadseigendom beschikbaar zijn;

— in het eigenlijke Vaartkomgebied liggen de beschikbare gronden en terreinen verspreid tussen andere activiteiten zodat de creatie van een aaneengesloten geheel als researchpark onmogelijk is;

— de uitbreidingsmogelijkheden van de Arenbergcampus in de Dijlevallei worden omwille van de landschappelijke waarde van het gebied net ingekrompen tot ongeveer de bestaande campus;

— het Philipsterrein is beperkt qua omvang (11,5 ha) en zonder uitbreidingsmogelijkheden en de nabijheid van de drukke goederenspoorlijnen kan hinderend werken op labo's met fijne meetapparatuur.

Gelet op het specifiek karakter van het researchpark, namelijk de vestiging van bedrijven, instellingen en laboratoria, actief in fundamenteel en wetenschappelijk onderzoek, ontwikkeling en engineering, is de nabijheid van de universiteit en aanverwante instellingen essentieel. Zo kunnen deze spin-off bedrijven maximaal renderen door de geografische nabijheid van de academische onderzoekscentra en door de veelvuldige menselijke contacten tussen beiden.

Het wijzigen van het gewestplan met het oog op het ontwikkelen van een researchpark ter hoogte van Termunckveld kort aansluitend op het toekomstig te realiseren researchpark langs de Boudewijnlaan, kadert eveneens in de doelstellingen van de eerste beleidsnota Ruimtelijk Structuurplan Vlaams-Brabant, waarin gesteld wordt dat in de stad Leuven ruimte vrij gehouden dient te worden voor de ontwikkeling van terreinen voor hoogwaardige activiteiten en functies met een internationale uitstraling. Wel zal men bij het realiseren van dit terrein de nodige aandacht moeten besteden aan de mogelijke openbaar vervoersontsluitingen van dit gebied.

De ontsluiting van het gebied kan alleen gebeuren ter hoogte van het bestaande kruispunt van de Boudewijnlaan met de Sint-Janbergsesteenweg is, gelet op de aanwezige woonkwaliteiten of de bestaande verkeersstructuur, niet verantwoord, bij de opmaak van het uitvoeringsplan zal eveneens bijzondere aandacht besteed moeten worden aan de mogelijkheden het terrein voor de zwakke weggebruiker (fiets, voetganger) bereikbaar te maken.

Men zal evenwel bij de aanleg van het researchpark en het opstellen van de vereiste BPA'S, rekening moeten houden met de beleidsnota van het provinciaal structuurplan, dat bij de realisatie van nieuwe bedrijventerreinen pleit voor het verhogen van de bebouwingsdichtheid door bv. in meerdere lagen te bouwen, de kavelgrootte te beperken, gemeenschappelijke parkeerterreinen, enz.

Dit gebied vormt door de ligging tussen de A2 en de N264 en het bestaande woongebied van het stedelijk gebied Leuven, een enclave die zowel landschappelijk als functioneel afgescheiden is van de omliggende open ruimte. Door de aanleg van de bufferzones er rond wordt het bestaande woongebied aan de rand van het researchpark afgeschermd en blijft de waardevolle groenzone Termunckdreef bewaard.

De bestaande recreatiezone (camping) verdwijnt zonder compensatie.

De provinciale dienst ruimtelijke ordening voegt er het volgende aan toe : « De aanvullende stedenbouwkundige voorschriften bij het gewestplan voorzien een fasering bij de ontwikkeling van het gebied en modaliteiten van aanleg via een BPA. Het researchkarakter van de potentiële investeerders wordt door de KUL geadviseerd. Er wordt niet duidelijk omschreven wat de precieze criteria zijn en of het advies bindend is. »

V. Bespreking

Een lid merkt op dat het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen pleit voor het systematisch hergebruiken van verlaten bedrijventerreinen en wijst erop dat de bouwdichtheid op verschillende terreinen te laag ligt. Hij verwijst met dit laatste vooral naar het researchpark in Haasrode. Er is trouwens daar een evenementenhal neergepoot die veel plaats in beslag neemt maar daarnaast weinig arbeidsplaatsen biedt. Hij wijst er tenslotte op dat het Termunckveld veel te excentrisch gelegen is.

Een ander lid werpt op dat de lage bezettingsgraad van het researchpark te Haasrode het gevolg is van de toen geldende voorschriften zoals afstandsregels e.d. Men tracht thans inderdaad het researchpark te verdichten, voornamelijk door de bestaande bedrijven de kans te geven daar verder uit te breiden. Veel gronden liggen immers achterin, zoner aansluiting met een openbare weg en zijn bijgevolg weinig aantrekkelijk voor nieuwe investeerders. Het park te Haasrode kan niet tegemoet komen aan de supplementaire behoeften aan ruimte.

Een lid meent echter dat veel gebouwen in het researchpark te Haasrode te laag zijn en dat daar nog verschillende verdiepingen op kunnen. Een verdubbeling van de bouwhoogtes zou reeds voldoende zijn om aan de nieuwe behoeften tegemoet te komen.

Een ander lid wijst op de technische moeilijkheden om overal een bouwlaag aan toe te voegen. Hij voegt eraan toe dat voor nieuwe bedrijventerreinen hier wel aandacht aan wordt geschonken en dat gebouwen in de toekomst meer en meer in de hoogte geconcipieerd zullen worden.

Een lid vraagt hoeveel ha extra bedrijventerreinen voorzien worden in het Ruimtelijk Structuurplan Vlaams-Brabant voor de regio Leuven. De voorzitter antwoordt dat van de 1300 ha, voorzien in het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, er waarschijnlijk 550-600 ha zullen gaan naar het gewest Leuven, waarvan 150-200 ha te realiseren in de stad Leuven. Het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen erkent zowel de luchthaven van Zaventem als de Leuvense universiteit als motoren voor de economie.

Een lid merkt op dat een groot deel van de bijkomende bedrijventerreinen voorzien in het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen, in agrarische zone te realiseren zullen zijn.

Een lid vraagt of het niet beter was te wachten met deze gewestplanwijziging tot de structuurplannen op gemeentelijk en provinciaal vlak opgesteld waren. In antwoord wordt er op gewezen dat een gewestplan reeds eerder opgesteld kan worden, zolang het kadert binnen de filosofie van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen. Daarenboven zou het wachten teveel tijd in beslag nemen terwijl de noden dusdanig zijn dat men binnen 2-3 jaar het terrein zou moeten aansnijden.

Een lid merkt op dat tijdens de gewestplanwijziging « Leuven 2 » de Commissie een gunstig advies heeft geformuleerd voor de omzetting van Kareelveld van woonuitbreidingsgebied in landschappelijk waardevol agrarisch gebied omvillende van de waarde van dit open ruimtegebied tussen de stadsring en de E314 door de aanwezigheid van holle wegen en kleine landschapselementen op relatief korten afstand van de stad. Hij stelt dat diezelfde argumenten ook gelden voor Termunckveld. Indien de Commissie beslist 1,5 km verder van Kareelveld langs dezelfde weg Termunckveld gunstig te adviseren, voert ze geen consequent beleid. Een lid antwoordt hierop dat de verkeersafwikkeling langs Kareelveld zeer moeilijk was terwijl dit voor Termunckveld veel gemakkelijker is. Het is daarom dat Termunckveld verkozen wordt.

Een lid vraagt zich af welke alternatieve inplantingsplaatsen nog gevonden kunnen worden indien de beide gewestplanwijzigingen (Termunckveld en Parkveld) afgewezen worden. Hij voegt eraan toe dat de Philips-site zeker geen volwaardig alternatief is omdat het bestemd werd als een gebied voor stedelijke ontwikkeling en niet als een bedrijventerrein. In een gebied voor stedelijke ontwikkeling worden meer mensen tewerkgesteld en zo dicht bij het centrum is het niet wenselijk verkeersstromen van zwaar transport te creëren. Daarenboven, besluit hij, wordt ernaar gestreefd, in het belang van een goede plaatselijke aanleg, nieuwe terreinen te laten aansluiten bij reeds bestaande terreinen.

De voorzitter antwoordt positief op de vraag van een lid of de 50 ha bedrijventerrein die hier bij gecreëerd wordt met de 2 gewestplanwijzigingen (Termunckveld en Parkveld) reeds in rekening gebracht worden in de ruimtebalans van het Ruimtelijk Structuurplan Vlaanderen.

Een lid merkt op dat het gebied slechts kan gerealiseerd worden met één privépartner. De vraag werd dan ook gesteld aan de vertegenwoordiger van AROHM, Brussel of dit juridisch kan.

Een lid werkt op dat uit een studie blijkt dat de reeds bestaande researchpark veel bedrijven huisvesten, die eigenlijk weinig met research bezig zijn. Stechts 16 % van alle bedrijven op researchparken zouden echte « spin-offs » zijn en de andere zouden puur commercieel zijn. Een ander lid antwoordt dat over het research-karakter van potentiële huurders wordt gewaakt door de universiteit, in samenspraak met de stad Leuven. Daarenboven bestaan er geen zuivere research-bedrijven en houden ze zich meestal logischerwijze ook bezig met productie en verkoop. Het eerste lid vreest dat men thans een nieuw researchpark opricht omdat het andere in Haasrode niet werkt. Men beweert dat

dit researchpark te ver gelegen is van de universiteit. Nochtans meent hij dat in deze moderne communicatiemaatschappij de nabijheid bij de universiteit geen doorslaggevend argument kan zijn. Een ander lid voegt hieraan toe dat in ons land een researchpark niet kan werken en dat er mondiaal slecht 2 researchparken zijn, die de naam waardig zijn. Hij heeft dan ook moeite met de benaming researchpark en pleit voor een meer algemene benaming.

De Commissie gaat over tot een bespreking van de bezwaarschriften. Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over het plan evenals een stemming over de antwoorden op de bezwaarschriften evenwel uitgesteld tot de volgende vergadering.

5. Volgende vergadering

Onder voorbehoud zal de volgende vergadering plaatsvinden :
woensdag 27 mei 1998, 14 uur op de Diestsevest 25.

Voorlopige agenda :

- verdere bespreking van het Gewestplan Leuven (Parkveld);
- verdere bespreking van het Gewestplan Leuven (Termunckveld);
- bespreking van het Gewestplan Leuven (Boortmeerbeek);
- bespreking van het Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse;
- register der ontwerpers;
- varia.

Adjunct-secretaris,
A. Van Acker.

De voorzitter,
L. De Witte



TRADUCTION

[98/36035]

[98/36035]

Gewestplan Leuven. — Definitieve vaststelling an het plan tot gedeeltelijke wijziging van het gewestplan Leuven op het grondgebied van de gemeente Boortmeerbeek

Bij besluit van de Vlaamse regering van 23 juli 1998 wordt een gedeeltelijke wijziging van het koninklijk besluit van 7 april 1977 houdende vaststelling van het gewestplan Leuven definitief vastgesteld voor een gedeelte van het grondgebied van de gemeente Boortmeerbeek, afgebakend op bijgaand bestemmingsplan, deel van het kaartblad 24/5, zoals aangegeven in de bijlage 1 bij dit besluit.

Het plan dat de bestaande fysische en juridische toestand aanduidt van het betrokken gebiedsdeel, zoals aangegeven in de bijlage 2 bij dit besluit, behoort tot de niet-normatieve delen van voornoemd gewestplan.

De Vlaamse minister bevoegd voor de ruimtelijke ordening, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Plan de secteur de Louvain : fixation définitive du plan de modification partielle du plan de secteur de Louvain sur le territoire de la commune de Boortmeerbeek

Un arrêté du Gouvernement flamand du 23 juillet 1998 fixe définitivement une modification partielle de l'arrêté royal du 7 avril 1977 portant fixation du plan de secteur de Louvain pour une partie du territoire de la commune de Boortmeerbeek, délimitée sur le plan d'affectation annexé, partie de la feuille 24/5, telle qu'indiquée dans l'annexe 1ère au présent arrêté.

Le plan indiquant la situation physique et juridique existante de la zone concernée, telle qu'indiquée dans l'annexe 2 au présent arrêté appartient aux parties non normatives du plan de secteur précité.

Le Ministre flamand ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Regionale Commissie van Advies voor Ruimtelijke Ordening voor Vlaams-Brabant

Vergadering van 27 mei 1998 - 14 uur.

Aanwezig :

de heer L. De Witte, voorzitter;

de heren Vandemaele, Vleeschouwers, Geers, Vaneerdewegh, Boogaerts en Van Springel : leden;

Mevr. Bom : lid;

Mevr. Van Acker : adjunct-secretaris;

de heer Foblets : Arohm, Brussel

Verontschuldigd :

de heren De Coninck, Van Vaerenbergh, Casaer, Anthoons, Swinnen, Schreurs, Vervoort, Vandezande, Pardon, Pletinckx, Baeyens en Ottenbourgh;

Mevr. Denonville en Lefèvre;

Mevr. Den Das, secretaris.

De vergadering vond plaatin de vergaderzaal van de Bestendige Deputatie, Diestsevest 25, 3000 Leuven.

1. Verslagen vorige vergadering

De verslagen d.d. 23 maart 1998, 30 maart 1998 en 22 april 1998 worden goedgekeurd.

2. Bespreking van het Gewestplan Leuven 5 (Parkveld) en stemming

Deze gewestplanwijziging wordt door de commissie gunstig geadviseerd met 4 stemmen voor en 3 stemmen tegen.

De commissie neemt ten aanzien van de bezwaarschriften het standpunt in zoals verwoordt in bijgevoegde tekst « Antwoordt op de bezwaarschriften en adviezen (Leuven 5) ». Deze tekst maakt integrerend deel uit van dit verslag.

3. Bespreking van het Gewestplan Leuven 4 (Termunckveld) en stemming

Deze gewestplanwijziging wordt door de commissie gunstig geadviseerd met 4 stemmen voor en 3 stemmen tegen.

De commissie neemt ten aanzien van de bezwaarschriften het standpunt in zoals verwoordt in bijgevoegde tekst « Antwoordt op de bezwaarschriften en adviezen (Leuven 4) ». Deze tekst maakt integrerend deel uit van dit verslag.

4. Bespreking van het Gewestplan Leuven 3 (Boortmeerbeek)

I. Algemene situering

Dit ontwerp tot gedeeltelijke wijziging van het boven vermelde gewestplan d.d. 7 april 1977, beslaat het grondgebied van de gemeente: Boortmeerbeek en werd door de Vlaamse Regering voorlopig vastgesteld op 27 mei 1997.

Het ontwerp beoogt de verwezenlijking van volgend werk van algemeen belang mogelijk te maken: de oprichting van een rioolwaterzuiveringsstation te Boortmeerbeek door Aquafin. Er is één centraal RWZI voorzien om het afvalwater van Boortmeerbeek, Haacht, Wespelaar (Haacht), Tildonk (Haacht), Wakkerzeel (Haacht), Keerbergen, Rijmenam (Bonheiden), Grasheide (Putte), Schriek (Heist-op-den-Berg) en een klein deeltje van Kampenhout te zuiveren.

II. Openbaar onderzoek

In uitvoering van het artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, werd het ontwerp onderworpen aan een openbaar onderzoek van 8 december 1997 tot en met 5 februari 1998. In het kader van dit onderzoek werden 4 bezwaarschriften ingediend, waarvan één in naam van 29 omwonenden (zie samenvatting in bijlage).

III. Afwijkingen van het originele gewestplan

Volgende afwijkingen met het gewestplan Leuven d.d. 7 april 1977 worden doorgevoerd:

- 4,5 ha wordt van landschappelijk waardevol agrarisch gebied omgezet naar gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen;
- 0,6 ha wordt van landschappelijk waardevol agrarisch gebied te behouden tussen de RWZI en het woongebied langs de Rijmenamsebaan.

IV. Adviezen

Advies van de Bestendige Deputatie (d.d. 2 april 1998) gunstig voor de omzetting van landschappelijk waardevol agrarisch gebied in gebied voor gemeenschapsvoorzieningen en openbare nutsvoorzieningen.

Het RSV rekent de gemeente Boortmeerbeek tot buitengebied, alhoewel ze gelegen is in de rand van de Vlaamse Ruit. Voor de lokalisatie van RWZI's heeft het RSV volgende ruimtelijke voorwaarden opgesteld (1) het principe van de gedeconcentreerde bundeling, (2) de schaal van het RWZI sluit aan bij het landschap, (3) de omvang van het RWZI tast de structuur en de functie van de structuurbepalende functies van het buitengebied niet aan.

Het besluit van de Vlaamse Regering om het zuiveringsstation op die plaats in de planten steunt op een scenario-analyse van Aquafin. Na afweging van o.a. ecologische, technische, hydraulische en financiële aspecten werd deze inplantingsplaats als de meest geschikte aangeduid.

De realisatie van het waterzuiveringsstation is als werk van algemeen belang verklaard om de dringende nood aan waterzuivering zo spoedig mogelijk te kunnen realiseren in het kader van het waterkwaliteitsbeleid.

Dergelijke inplanting heeft steeds een impact op het landschap en zal overall ecologische hinder met zich meebrengen. Op deze plaats zal de aantasting van de landbouwstructuren beperkt blijven door de geïsoleerde ligging tussen waterlopen.

Door de gewestplanwijziging « Leuven 2 » wordt 52 ha van het aangrenzend agrarisch gebied gewijzigd in natuurgebied. Hierdoor krijgt het waardevol gebied de nodige bescherming. De voorgestelde zone voor openbare nutsvoorziening bevindt zich aan de rand van het waardevol landschap en aansluitend bij de woonzone. Een verdere vernippering van het open gebied wordt zo vermeden.

Door de aard van het landschap (versperide groepjes bomen) kan het geplande RWZI geïntegreerd worden in de natuurlijke omgeving door het aanleggen van een groenscherm rond de installatie.

Ontgunstig voor de omzetting in woongebied en voorstel tot omzetting in bufferzone.

De voorgestelde wijziging van 0,6 ha agrarisch gebied naar woongebied wordt door de ligging onmiddellijk aansluitend bij het gebied voor RWZI en de mogelijke hinder die de toekomstige bewoners kunnen ondervinden van deze installatie, beter omgezet in bufferzone.

V. Bespreking:

Een lid merkt op dat er een procedure hangende is voor de Raad van Staat wat de milieuvergunning betreft. Hij voegt er aan toe dat hij met de keuze van de inplantingsplaats niet akkoord is omwille van de landschappelijk en ecologische impact ervan op het landschappelijk waardevol gebied.

In de commissie is er éénsgezindheid dat er in die omgeving een waterzuiveringsstation moet komen. Enkele leden vragen zich echter af of hier voor de meest geschikte inplantingsplaats gekozen wordt.

Een lid wijst er op dat het voorgestelde alternatief aan de andere kant van de Rijmenamsebaan zich nog dicht bij de woonkern bevindt dan de weerhouden locatie en dat hier nog meer klachten van omwonenden zouden opkomen.

De voorzitter verwijst naar het advies van de Bestendige Deputatie dat ongunstig is voor de creatie van een woonzone aan de rand van het gebied van openbaar nut. Een lid merkt op dat het ook weinig zinvol is zo'n kleine strook in te kleuren als landschappelijk waardevol gebied. Een ander lid stelt voor in navolging van de Bestendige Deputatie dit in te kleuren als bufferzone.

De commissie gaat over tot een bespreking van de bezwaarschriften. Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over het plan evenals een stemming over de antwoorden op de bezwaarschriften evenwel uitgesteld tot de vergadering van vandaag om 16 u. 30 m.

5. Bespreking van het Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse

I. Algemene situering

Dit ontwerp tot gedeeltelijke wijziging van het boven vermelde gewestplan d.d. 7 maart 1977, beslaat het grondgebied van de gemeenten: Affligem, Asse, Beersel, Grimbergen, Groot-Bijgaarden, Hoeilaart, Kapelle-op-den-Bos, Kraainem, Linkebeek, Merchtem, Overijse, Sint-Genesius-Rode, Sint-Pieters-Leeuw, Vilvoorde, Wezembeek-Oppem en Zaventem en werd door de Vlaamse regering voorlopig vastgesteld op 17 juni 1997.

Het ontwerp beoogt vooral de wettigheid te herstellen, nu voor verschillende percelen de bestemming, zoals vastgelegd in het gewestplan van 7 maart 1977, door de Raad van State vernietigd werd. Uitzonderlijk wordt ook de bestemming van aanpalende percelen door dit ontwerp geregeld, indien de bestemming ondertussen de facto gewijzigd is.

II. Openbaar onderzoek

In uitvoering van het artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, werd het ontwerp onderworpen aan een openbaar onderzoek van 22 december 1997 tot en met 19 februari 1998. In het kader van dit onderzoek werden 98 tijdige bezwaarschriften. 1 laattijdig bezwaarschrift en één vroegtijdig bezwaarschrift ingediend (zie samenvatting in bijlage).

III. Afwijkingen van het originele gewestplan

Voor de meerderheid der percelen wordt opnieuw dezelfde bestemming ingevoerd als deze, voorzien in het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse d.d. 7 maart 1977. Enkel voor gronden, waar de situatie de facto afwijkend is van de vroegere bestemming, zoals bv. voor een volgebouwd gebied, voert dit ontwerp-gewestplan een afwijkende bestemming door.

De principes van het gewestplan d.d. 7 maart 1977 blijven gerespecteerd :

- beheersing van de stedelijke groei;
- behoud van de groene gordel.

De commissie gaat over tot de bespreking van het punt 57 (arrest nr. 32.846 d.d. 27 juni 1989) waarbij agrarisch gebied omgezet wordt in woongebied, de Bestendige Deputatie had dit ongunstig geadviseerd en voorgesteld dit te bestemmen als agrarisch gebied.

De vertegenwoordiger van AROHM, Brussel merkt op dat dit in overeenstemming is met het BPA voor dit gebied, goedgekeurd in 84.

Een lid merkt op dat men bij het opmaken van het structuurplan hier een gepastere bestemming aan kan geven. Het is immers binnen de thans gehanteerde principes van ruimtelijke ordening, niet meer wenselijk om dergelijk ver afgelegen woongebieden te creëren.

De commissie gaat over tot de bespreking van het punt 59 (arrest nr. 36.860 d.d. 25 april 1991) waarbij natuurgebied omgezet wordt in woongebied. De Bestendige Deputatie had dit ongunstig geadviseerd en had voorgesteld de woonzone te beperken tot de bestaande gebouwen en de rest te bestemmen als natuurgebied.

De voorzitter merkt op dat het onlogisch is hier een woongebied te voorzien omdat het een inham maakt in het groengebied.

Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over het plan uitgesteld tot de vergadering van vandaag om 16 uur.

6. Opnames in het register der ontwerpers van de heer Vandamme en Mevr. Castelein

Gevraagd wordt de heer Joost Vandamme in het register der ontwerpers op te nemen. De heer Vandamme beschikt over het vereiste diploma van stedenbouwkundige een geeft daarenboven blijk van de nodige ervaring.

Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over de opname evenwel uitgesteld tot de vergadering van vandaag van 16 u. 30 m.

Gevraagd wordt Mevr. Els Castelein in het register der ontwerpers op te nemen. Mevr. Castelein beschikt over het vereiste diploma van stedenbouwkundige een geeft daarenboven blijk van de nodige ervaring.

Aangezien de leden niet in aantal zijn, wordt een stemming over de opname evenwel uitgesteld tot de vergadering van vandaag van 16 u. 30 m.

7. Varia

De commissie vraagt de leden akte te nemen van de aanstelling van het studiebureau Magits, Maria-Theresiastraat 19/7 te 3000 Leuven als ontwerper voor de gemeente Huldenberg van het BPA « Huldenberg-centrum ».

De commissie vraagt de leden akte te nemen van de vervanging van de heer Leten door de heer Herman Stas als vertegenwoordiger van het ABVV in de gemeentelijke commissie van advies inzake ruimtelijke ordening van de stad Leuven.

De commissie vraagt tenslotte de leden akte te nemen van de benoeming door de minister van Mevr. Slachmuylders, Antoinette als vertegenwoordigster van de scholengemeenschap in de gemeentelijke commissie van advies van de gemeente Wommel.

De adjunct-secretaris,
A. Van Acker.

De voorzitter,
L. De Witte.

Nota

— Aquafin stelde bij de Bestendige Deputatie voor de bouwvergunning beroep in tegen de beslissing van het Collège van Burgemeester en Schepenen. Onmiddellijk na het aflopen van de termijn van 60 dagen, waarover de Bestendige Deputatie beschikt om uitspraak te doen, werd door de beroepsindieners bij ontstentenis van een besluit terzake, beroep ingediend bij de Minister. De Minister verleende de bouwvergunning. De gemachtigde ambtenaar had een negatief advies uitgebracht omdat het project door zijn ligging een homogeen grootschalig ecologisch waardevol gebied op een onherstelbare wijze aan zou tasten. De afdeling Land van AMINAL daarentegen bracht een voorwaardelijk gunstig advies uit, overwegende dat een dergelijke installatie gedoogd kan worden indien de schade aan de externe landbouwstructuren zo veel mogelijk beperkt wordt.

— De milieu vergunning werd geschorst op 12 februari 1998 op grond van strijdigheid met de afstandsregels van Vtarem II.

— Uit een persbericht in het « Nieuwsblad » d.d. 16 juni 1997 blijkt dat Aquafin zou beginnen met de werken begin 98. Waarschijnlijk is Aquafin ondertussen dus reeds begonnen.

Antwoord op de bezwaarschriften en adviezen (Leuven 3)

Antwoord op :

Bezwaarschriften :

Bezwaarschriften 1, 2, 3 en 4 :

RSV :

— De Grote Eenheden Natuur zijn nog niet afgebakend. Deze zijn nog in de ontwerp-fase;

— Het waterzuiveringsstation wordt inderdaad voorzien in een riviervallei. Dit is onvermijdelijk aangezien rivier valleien de meest geschikte inplantingsplaatsen zijn voor dergelijke installaties. Zij hebben trouwens steeds een impact op het landschap en zullen overal ecologische hinder met zich meebrengen. Op deze plaats zal evenwel de aantasting van de landbouwstructuren beperkt blijven door de geïsoleerde ligging van het gebied tussen twee waterlopen. Deze commissie heeft in het kader van de gewestplanwijziging « Leuven 2 » geadviseerd 52 ha van het aangrenzend agrarisch gebied te wijzigen in natuuroitbreidingsgebied. Hierdoor krijgt het waardevol gebied de nodige bescherming. De voorgestelde zone voor openbare nutsvoorziening bevindt zich aan de rand van het waardevol

landschap en aansluitend bij de woonzone. Een verdere versnippering van het gebied wordt zo vermeden. Door de aard van het landschap (verspreide groepjes bomen) kan het geplande RWZI geïntegreerd worden in de natuurlijke omgeving door het aanleggen van een groenscherm rond de installatie.

Andere Gewestplannen :

— De verschillende gewestplannen voor het grondgebied Leuven zijn enkel procedureel opgesplitst. De opsplitsing van de gewestplannen is gebeurd vanuit een juridische opportuniteit. Gelet evenwel op de quasi gelijktijdigheid van de verschillende lopende procedures, is het toch mogelijk zich een globaal beeld te vormen. De verschillende wijzigingen kaderen in een algemene beleidsvisie;

— Waterzuiveringstallaties hebben steeds een impact op het landschap en zullen overal ecologische hinder met zich meebrengen. Tijdens de gewestplanwijziging « Leuven 2 » adviseerde de Regionale Commissie van Advies om de 52 ha aangrenzend agrarisch gebied om te zetten in natuuruitbreidingsgebied en de 31,5 ha agrarisch gebied niet om te zetten in landschappelijk waardevol agrarisch gebied doch te behouden als agrarisch gebied opdat de actieve landbouwfunctie die in dit gebied nog aanwezig is zo gegarandeerd blijft en omdat een aangepast landschapsbeleid ook in een agrarisch gebied gevoerd kan worden. Door 52 ha om te zetten in natuuruitbreidingsgebied wordt toch reeds een meerwaarde gecreëerd voor de vallei in zijn geheel. Daarenboven bevindt de voorgestelde zone voor openbare nutsvoorziening zich aan de rand van het waardevol landschap en aansluitend bij de woonzone. Een verdere versnippering van het open gebied wordt zo vermeden.

Ofschoon de Dijlevallei erkend wordt als landschappelijk waardevol, verhindert dit niet dat hier toch een waterzuiveringsinstallatie ingeplant kan worden. Waterzuiveringsinstallaties zullen steeds impact hebben op het landschap en overal ecologische hinder met zich meebrengen.

Het provinciaal Ruimtelijk structuurplan :

— de Grote Eenheden Natuur zijn nog niet afgebakend. Deze zijn nog in de ontwerp-fase.

GNOP :

— Niet alleen in het GNOP van de gemeente Boortmeerbeek, doch ook in het gewestplan « Leuven 2 » wordt Pikhakendonk erkend als een waardevol gebied. De inplanting van een waterzuiveringsinstallatie gaat echter steeds gepaard met ecologische hinder en zal steeds een impact hebben op het landschap.

Locatie :

— de gekozen inplantingsplaats sluit niet aan bij de bestaande bebouwing : het gros van de geplande installaties wordt voorzien op minstens 200 m van de bestaande bebouwing.

Een verdere detaillering van de te respecteren afstandsregels t.o.v. bestaande woningen, is een materie die in de milieuvergunning geregeld dient te worden.

Raad van Stae :

— De milieuwetgeving en de wetgeving op de ruimtelijke ordening zijn twee van elkaar losstaande wetgevingen. De procedure voor de Raad van State heeft betrekking op de milieuvergunning. De wijziging van een gewestplan is echter een procedure, ingesteld in het kader van de wetgeving op de ruimtelijke ordening. De commissie wenst trouwens niet vooruit te lopen op de definitieve stellingname van de Raad van State. Alternatieve inplantingsplaatsen bevinden zich nog meer in de nabijheid van bestaande bebouwing, zodat deze inplantingsplaats de meest geschikte was.

Hinder :

— De inplanting van een waterzuiveringsinstallatie heeft inderdaad steeds een zekere impact op het landschap en zorgt voor visuele hinder. Overal zal een dergelijke inplanting echter ecologische hinder met zich meebrengen.

— De geurhinder en geluidshinder zijn problemen die in het kader van de Vlareme-reglementering nader onderzocht zullen dienen te worden. Eventueel zal men in de milieuvergunning bepalingen moeten inlassen om de geur- en geluidshinder te beperken.

Milieu :

— er is inderdaad een aantasting van de open ruimte tussen Rijmenam en Boortmeerbeek. Waterzuiveringsinstallaties hebben echter steeds een impact op het landschap en zullen overal ecologische hinder met zich meebrengen. Tijdens de gewestplanwijziging « Leuven 2 » adviseerde de Regionale Commissie van Advies om de 52 ha aangrenzend agrarisch gebied om te zetten in natuuruitbreidingsgebied. Door 52 ha om te zetten in natuuruitbreidingsgebied wordt toch reeds een meerwaarde gecreëerd voor de vallei in zijn geheel. Daarenboven bevindt de voorgestelde zone voor openbare nutsvoorziening zich aan de rand van het waardevol landschap en aansluitend bij de woonzone.

Een verdere versnippering van het open gebied wordt zo vermeden.

— Door de hoge concentratie aan kleine lineaire en puntvormige landschapselementen kan het geplande RWZI geïntegreerd worden in de natuurlijke omgeving door het aanleggen van een groenscherm rond de installatie.

— Van alle mogelijke locaties werd de huidige locatie geselecteerd als de minst hinderende. Het besluit van Vlaamse regering om het zuiveringssation op die plaats in te planten steunt op een scenario-analyse van Aquafin. Na afweging van o.a. ecologische, technische, hydraulische en financiële aspecten werd deze inplantingsplaats als de meest geschikte aangeduid. Alternatieve inplantingsplaatsen zouden meer hinder voor de omwonenden met zich meebrengen. Aangezien daarenboven het waterzuiveringsstation als een werk van algemeen belang werd verklaard om de dringende nood aan waterzuivering zo spoedig mogelijk te kunnen realiseren in het kader van het waterkwaliteitsbeheer, diende toch een locatie gevonden te worden.

— Het is een zaak voor de milieuvergunning om nader te bepalen of de effluent beter geloosd wordt in de Leigracht of dat het beter is ze rechtstreeks naar de Dijle af te leiden.

— Alle alternatieve locaties zullen hetzelfde aan- en afvoerkeer met zich meebrengen.

— De milieuvergunning zal de eventualiteit dat bij overstorten, vervuild water op de terreinen van het natuurlijk overstromingsgebied terecht komt, moeten regelen.

Vlarem :

— Dat de milieuvergunning artikel 5.2.1.4 van het Vlarem II zou miskennen is een zaak van de milieuvergunning. De milieuvergunningen zal nadere bepalingen moeten opnemen die de afstand tot o.a. woonkernen en woongebieden, recreatiegebieden, groengebieden, beschermde landschappen, enz., regelen. Dit probleem dient niet reeds in de gewestplanwijziging geregeld te worden.

Andere instanties :

— Ofschoon Stedenbouw en OVAM in eerste aanleg een negatief advies gaven en ofschoon de cel Monumenten en Landschappen van AROHM een beschermingsvoorstel uitwerkt voor Zuureusel-Donk-Pikhakendonk, komt het aan de algemeen bevoegde instanties toe (bestendig deputatie en regionale commissie van advies), als dusdanig aangeduid in het decreet op de ruimtelijke ordening, een eigen advies uit te brengen na afweging van alle elementen van het dossier. De aangehaalde diensten hebben, volgens de wetgeving, geen algemene adviesbevoegdheid.

Vergunningen :

— De normale gang van zaken is dat men eerst wacht tot de gewestplanwijziging doorgevoerd is vooraleer de procedure voor de milieu- of bouwvergunning te starten. Tegenstrijdigheid met de gewestplanbestemming, abstractie makend van eventuele uitzonderingsbepalingen, is normaal gezien een reden om de bouwvergunning te weigeren.

Omzetting naar woonzone :

— De commissie adviseert de omzetting van een klein stuk landschappelijk waardevol agrarisch gebied in woongebied ongunstig en stelt voor het gebied om te zetten in bufferzone en dit omwille van de ligging ervan onmiddellijk aansluitend bij het gebied voor RWZI en omwille van de mogelijke hinder die de toekomstige bewoners kunnen ondervinden van deze installatie. De commissie sluit zich dan ook aan bij die argument.

Ontbrekende stukken :

— De scenario-analyse van Aquafin met de studie van de ecologische, hydraulische, technische en financiële aspecten behoort niet tot de documenten die wettelijk ter inzage gelegd dienen te worden in het kader van een openbaar onderzoek voor een gewestplanwijziging.

Voorstellen :

— De waterzuiveringsinstallatie aan de andere zijde van de Rijmenamsebaan inplanten zou de impact voor de buurtbewoners vergroten. Op die plaats bevindt zich nog meer bebouwing in de buurt dan op de gekozen locatie. Daarenboven is voor de exploitatie van de installatie deze inplantingsplaats minder interessant omdat ze zo verder van het lozingspunt zou gelegen zijn.

Antwoord op :

Adviezen :

Advies van de gemeente Bertem :

De voorgestelde wijzigingen vallen buiten de door de Vlaamse regering afgebakende gebieden die in het kader van deze gedeeltelijke wijziging van het gewestplan in herziening worden gesteld. De procedure laat niet toe buiten deze gebieden voorstellen te doen.

Bovendien zijn deze voorstellen te realiseren via instrumenten (BPA) waarvoor de gemeente zelf het initiatief kan nemen.

Advies van de gemeente Boortmeerbeek :

De commissie sluit zich gedeeltelijk aan bij het advies van de gemeente Boortmeerbeek. De commissie adviseert echter de omzetting van landschappelijk waardevol agrarisch gebied in woongebied ongunstig en stelt voor het gebied om te zetten in bufferzone en dit omwille van de ligging ervan onmiddellijk aansluitend bij het gebied voor RWZI en omwille van de mogelijke hinder die de toekomstige bewoners kunnen ondervinden van deze installatie.

Adviezen van de Bestendige Deputatie :

De commissie sluit zich aan bij het advies van de Bestendige Deputatie.

Bezwaarschriften gewestplan Leuven 3 te Boortmeerbeek

Openbaar onderzoek : van 8 december 1997 tot en met 5 februari 1998

Datum	Nr.	Naam + Adres
23 december 1997	1	Leuven Verkeer d/t Naamsevest 130 3000 Leuven
5 februari 1998	2	Aedvoaat Denys (voor 29 personen) Grote Hertstraat 12 1000 Brussel
	3	Natuurrezervaten Midden-Dijle p/a Kruisstraat 76 3120 Tremelo
6 februari 1998	4	Natuurrezervaten Oost-Brabant Diestsesteenweg 77 3010 Leuven

[C - 98/36142]

Ruimtelijke ordening. — Plan van aanleg

DE HAAN. — Bij besluit van 25 september 1998 van de Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening is goedgekeurd het bijgaand wijzigingsplan, bestaande uit een plan van de bestaande toestand en een bestemmingsplan met bijbehorende stedenbouwkundige voorschriften, tot wijziging van het bij ministerieel besluit van 12 november 1985 goedgekeurd bijzonder plan van aanleg nr. 3, « Villawijk-Noordhoek » genaamd, van de gemeente De Haan, met uitsluiting van de met een blauwe rand omzoomde delen van het bestemmingsplan.

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[S - C - 98/29218]

10 DECEMBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation de la liste des études telles que visées à l'article 11, § 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 11, § 4;

Vu la demande introduite par le Recteur de l'Université Catholique de Louvain,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année académique 1997-1998, la liste des études qui font l'objet de l'exception prévue à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, est approuvée.

Art. 2. La liste visée à l'article 1^{er} est la suivante :

- 1° la licence en criminologie;
- 2° la licence en sciences de l'éducation;
- 3° la licence en logopédie;
- 4° la licence en sciences de la santé publique;
- 5° la licence en études théâtrales;
- 6° la licence en politique économique et sociale;
- 7° la licence en sciences du travail.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Bruxelles, le 10 décembre 1997.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
des Sports et des Relations internationales,
W. ANCIÓN

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[S - C - 98/29218]

10 DECEMBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de lijst van de studies zoals bepaald in artikel 11, § 4, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid op artikel 11, § 4;

Gelet op de aanvraag ingediend bij de Rector van de « Université Catholique de Louvain »,

Besluit :

Artikel 1. Voor het academisch jaar 1997-1998 is de lijst van de studies goedgekeurd die het voorwerp zijn van de uitzondering bedoeld in artikel 11, § 4, lid 1.

Art. 2. De lijst waarvan sprake in artikel 1 is de volgende :

- 1° licentiaat in de criminologie;
- 2° licentiaat in de « sciences de l'éducation » (opvoedingswetenschappen);
- 3° licentiaat in de logopedie;
- 4° licentiaat in de « sciences de la santé publique » (wetenschappen inzake beheer van ziekenhuizen);
- 5° licentiaat in de « études théâtrales » (toneelkunst);
- 6° licentiaat in de « politique économique et sociale » (economisch en sociaal beheer);
- 7° licentiaat in de « sciences du travail » (arbeidswetenschappen).

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Brussel, 10 december 1997.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCIÓN

[S - C - 98/29220]

5 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation de la liste des études telles que visées à l'article 11, § 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 11, § 4;

Vu la demande introduite par le Recteur des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année académique 1997-1998, la liste des études qui font l'objet de l'exception prévue à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, est approuvée.

Art. 2. La liste visée à l'article 1^{er} est la suivante :

1° la licence en sciences économiques;

2° la licence en sciences de gestion.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Bruxelles, le 5 janvier 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
des Sports et des Relations internationales,

W. ANCION

—
VERTALING

[S - C - 98/29220]

5 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de lijst van de studies zoals bepaald in artikel 11, § 4, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid op artikel 11, § 4;

Gelet op de aanvraag ingediend bij de Rector van de « Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix »,

Besluit :

Artikel 1. Voor het academisch jaar 1997-1998 is de lijst van de studies goedgekeurd die het voorwerp zijn van de uitzondering bedoeld in artikel 11, § 4, lid 1.

Art. 2. De lijst waarvan sprake in artikel 1 is de volgende :

1° licentiaat in de « sciences économiques » (economische wetenschappen);

2° licentiaat in de « sciences de gestion » (beheerswetenschappen).

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Brussel, 5 januari 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

[S - C - 98/29221]

5 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation de la liste des études telles que visées à l'article 11, § 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 11, § 4;

Vu la demande introduite par le Recteur de l'Université de Liège,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année académique 1997-1998, la liste des études qui font l'objet de l'exception prévue à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, est approuvée.

Art. 2. La liste visée à l'article 1^{er} est la suivante :

- 1° la licence en psychologie;
- 2° la licence en sciences de l'éducation;
- 3° la licence en sciences de gestion;
- 4° la licence en sciences de la santé publique.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Bruxelles, le 5 janvier 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
des Sports et des Relations internationales,
W. ANCION

—
VERTALING

[S - C - 98/29221]

5 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de lijst van de studies zoals bepaald in artikel 11, § 4, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid op artikel 11, § 4;

Gelet op de aanvraag ingediend bij de Rector van de « Université de Liege »,

Besluit :

Artikel 1. Voor het academisch jaar 1997-1998 is de lijst van de studies goedgekeurd die het voorwerp zijn van de uitzondering bedoeld in artikel 11, § 4, lid 1.

Art. 2. De lijst waarvan sprake in artikel 1 is de volgende :

- 1° licentiaat in de psychologie;
- 2° licentiaat in de « sciences de l'éducation » (opvoedingswetenschappen);
- 3° licentiaat in de « sciences de gestion » (beheerswetenschappen);
- 4° licentiaat in de « sciences de la santé publique » (wetenschappen inzake beheer van de ziekenhuizen).

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Brussel, 5 januari 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION



[S - C - 98/29217]

12 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation de la liste des études telles que visées à l'article 11, § 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 11, § 4;

Vu la demande introduite par le Recteur des Facultés universitaires catholiques de Mons,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année académique 1997-1998, la liste des études qui font l'objet de l'exception prévue à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, est approuvée.

Art. 2. La liste visée à l'article 1^{er} est la suivante :

1° la licence en sciences de gestion;

2° la licence en sciences politiques.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Bruxelles, le 12 janvier 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
des Sports et des Relations internationales,
W. ANCION

VERTALING

[S - C - 98/29217]

12 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de lijst van de studies zoals bepaald in artikel 11, § 4, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid op artikel 11, § 4;

Gelet op de aanvraag ingediend bij de Rector van de « Facultés universitaires catholiques de Mons »,

Besluit :

Artikel 1. Voor het academisch jaar 1997-1998 is de lijst van de studies goedgekeurd die het voorwerp zijn van de uitzondering bedoeld in artikel 11, § 4, lid 1.

Art. 2. De lijst waarvan sprake in artikel 1 is de volgende :

1° licentiaat in de « sciences de gestion » (beheerswetenschappen);

2° licentiaat in de « sciences politiques » (politieke wetenschappen).

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Brussel, 12 januari 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

[S - C - 98/29219]

12 JANVIER 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant approbation de la liste des études telles que visées à l'article 11, § 4, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, notamment l'article 11, § 4;

Vu la demande introduite par le Recteur de l'Université libre de Bruxelles,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'année académique 1997-1998, la liste des études qui font l'objet de l'exception prévue à l'article 11, § 4, alinéa 1^{er}, est approuvée.

Art. 2. La liste visée à l'article 1^{er} est la suivante :

1° la licence en criminologie;

2° la licence en langues et littératures romanes;

3° la licence en histoire de l'art et archéologie;

4° la licence en logopédie;

5° la licence en information et communication;

- 6° la licence en sciences du travail;
- 7° la licence en sciences de la santé publique;
- 8° la licence en assistance normale laïque.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 1997.

Bruxelles, le 12 janvier 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
des Sports et des Relations internationales,
W. ANCION

—
VERTALING

[S - C - 98/29219]

12 JANUARI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende goedkeuring van de lijst van de studies zoals bepaald in artikel 11, § 4, van het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden, inzonderheid op artikel 11, § 4;

Gelet op de aanvraag ingediend bij de Rector van de « Université Libre de Bruxelles »,

Besluit :

Artikel 1. Voor het academisch jaar 1997-1998 is de lijst van de studies goedgekeurd die het voorwerp zijn van de uitzondering bedoeld in artikel 11, § 4, lid 1.

Art. 2. De lijst waarvan sprake in artikel 1 is de volgende :

- 1° licentiaat in de criminologie;
- 2° licentiaat in de « langues et littératures romanes » (Romaanse talen en letterkunde);
- 3° licentiaat in de « histoire de l'art et archéologie » (kunstgeschiedenis en oudheidkunde);
- 4° licentiaat in de logopedie;
- 5° licentiaat in de « information et communication » (informatie- en communicatiewetenschappen);
- 6° licentiaat in de « sciences du travail » (arbeidswetenschappen);
- 7° licentiaat in de « sciences de la santé » (wetenschappen inzake beheer van de ziekenhuizen);
- 8° licentiaat in de « assistance morale laïque » (morele begeleiding).

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1997.

Brussel, 12 januari 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Sport en Internationale Betrekkingen,
W. ANCION

[S - C - 98/29235]

28 AVRIL 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné du niveau secondaire, ordinaire et spécial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné modifié par les décrets des 10 avril 1995, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997, notamment les articles 75 et 76;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 19 mai 1995 instituant les chambres de recours dans l'enseignement officiel subventionné;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné du niveau secondaire, ordinaire et spécial tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 25 janvier 1996 et 20 janvier 1998;

Sur la proposition de la Ministre-Présidente chargée de l'Education, de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 20 avril 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 décembre 1995 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement officiel subventionné du niveau secondaire, ordinaire et spécial, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 1998, les termes « M. Michel De Greve » sont remplacés par les termes « M. Léon Giet ».

Art. 2. La Ministre-Présidente qui a dans ses attributions le statut des membres de l'enseignement officiel subventionné est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 28 avril 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

[S - C - 98/29235]

28 APRIL 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het gesubsidieerd officieel secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 10 april 1995, 25 juli 1996 en 24 juli 1997, inzonderheid op de artikelen 75 en 76;

Gelet op het besluit van 19 mei 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de raden van beroep in het gesubsidieerd officieel onderwijs;

Gelet op het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het gesubsidieerd officieel secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 25 januari 1996 en 20 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs, de Audiovisuele Sector, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheidspromotie;

Gelet op de beraadslaging van 20 april 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 2 van het besluit van 11 december 1995 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het gesubsidieerd officieel secundair, gewoon en buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd bij het besluit van 20 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap, worden de woorden « de heer Michel De Greve » vervangen door de woorden « de heer Léon Giet ».

Art. 2. De Minister-Voorzitter, tot wier bevoegdheid de rechtspositie van de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Brussel, 28 april 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter, belast met Onderwijs,
de Audiovisuele sector, Hulpverlening aan de Jeugd, Kinderwelzijn en Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

[98/29244]

20 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement fondamental libre non confessionnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1^{er} février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre confessionnel, modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 10 avril 1995, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre non confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement fondamental libre non confessionnel, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 14 mars 1994, 21 octobre 1994, 5 décembre 1994, 25 janvier 1996 et 24 novembre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement fondamental libre non-confessionnel, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 octobre 1994 et 24 novembre 1997, les termes "M. Ph. Van Muylder" et "Mme M. Cl. Pirenne" sont respectivement remplacés par les termes "Mme M. Cl. Pirenne" et "M. Ph. Van Muylder".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 20 mai 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

[C - 98/29244]

20 MEI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het niet-confessioneel vrij basisonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het confessioneel vrij onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 10 april 1995, 25 juli 1996 en 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van 8 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de raden van beroep in de vrij niet-confessioneel onderwijs;

Gelet op het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het niet-confessioneel vrij basisonderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 14 maart 1994, 21 oktober 1994, 5 december 1994, 25 januari 1996 en 24 november 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het niet-confessioneel vrij basisonderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 21 oktober 1994 en 24 november 1997 van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de woorden "de heer Ph. Van Muylder" en "Mevr. M.-Cl. Pirenne" respectievelijk vervangen door de woorden "Mevr. M.-Cl. Pirenne" en "de heer Ph. Van Muylder".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het werd ondertekend.

Brussel, 20 mei 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX

[98/29243]

20 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement fondamental libre confessionnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement libre confessionnel, modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 10 avril 1995, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement fondamental libre confessionnel, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 mai 1995, 31 mai 1996, 24 novembre 1997 et 9 janvier 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement fondamental libre confessionnel, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 23 mai 1995, 31 mai 1996, 24 novembre 1997 et 9 janvier 1998, les termes "M. Ph. Van Muylder" et "Mme M.-Cl. Pirenne" sont respectivement remplacés par les termes "Mme M.-Cl. Pirenne" et "M. Ph. Van Muylder".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 20 mai 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

[C - 98/29243]

20 MEI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het confessioneel vrij basisonderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het confessioneel vrij onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 10 april 1995, 25 juli 1996 en 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van 8 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de raden van beroep in het confessioneel vrij onderwijs;

Gelet op het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het confessioneel vrij basisonderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 23 mei 1995, 31 mei 1996, 24 november 1997 en 9 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het confessioneel vrij basisonderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 23 mei 1995, 31 mei 1996, 24 november 1997 en 9 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de woorden "de heer Ph. Van Muylder" en "Mevr. M.-Cl. Pirenne" respectievelijk vervangen door de woorden "Mevr. M.-Cl. Pirenne" en "de heer Ph. Van Muylder".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 20 mei 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele Sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheids promotie,
Mevr. L. ONKELINX



[98/29245]

20 MAI 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement spécial libre confessionnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1er février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre confessionnel, modifié par les décrets des 22 décembre 1994, 10 avril 1995, 25 juillet 1996 et 24 juillet 1997;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 8 mars 1993 relatif aux chambres de recours dans l'enseignement libre confessionnel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement spécial libre confessionnel, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 octobre 1994, 5 décembre 1994, 23 mai 1995, 31 mai 1996, 24 novembre 1997 et 9 janvier 1998,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1er de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 janvier 1994 portant nomination des membres de la chambre de recours de l'enseignement spécial libre confessionnel, tel que modifié par les arrêtés du Gouvernement de la Communauté française des 21 octobre 1994, 5 décembre 1994, 23 mai 1995, 31 mai 1996, 24 novembre 1997 et 9 janvier 1998, les termes "Mme A. Lacroix" et "M. P. Dupont" sont respectivement remplacés par les termes "M. B. De Commer" et "M. Ch. Masai".

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Bruxelles, le 20 mai 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre-Présidente chargée de l'Education,
de l'Audiovisuel, de l'Aide à la Jeunesse, de l'Enfance et de la Promotion de la Santé,
Mme L. ONKELINX

VERTALING

[C - 98/29245]

20 MEI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het confessioneel vrij buitengewoon onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap

Gelet op het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het confessioneel vrij onderwijs, gewijzigd bij de decreten van 22 december 1994, 10 april 1995, 25 juli 1996 en 24 juli 1997;

Gelet op het besluit van 8 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de raden van beroep in het vrij confessioneel onderwijs;

Gelet op het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het confessioneel vrij buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 21 oktober 1994, 5 december 1994, 23 mei 1995, 31 mei 1996, 24 november 1997 en 9 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van 31 januari 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende benoeming van de leden van de raad van beroep van het confessioneel vrij buitengewoon onderwijs, zoals gewijzigd bij de besluiten van 21 oktober 1994, 5 december 1994, 23 mei 1995, 31 mei 1996, 24 november 1997 en 9 januari 1998 van de Regering van de Franse Gemeenschap worden de woorden "Mevr. A. Lacroix" en "de heer P. Dupont" respectievelijk vervangen door de woorden "de heer B. De Commer" en "de heer Ch. Masai".

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Brussel, 20 mei 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitster, belast met het Onderwijs,
de Audiovisuele sector, de Hulpverlening aan de Jeugd, het Kinderwelzijn en de Gezondheidspromotie,
Mevr. L. ONKELINX

[98/29345]

2 JUILLET 1998. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant nomination du président et désignation des représentants de l'enseignement de la Communauté française et de l'enseignement subventionné de caractère confessionnel auprès du comité de concertation de l'enseignement secondaire confessionnel

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 29 juillet 1992 portant organisation de l'enseignement secondaire de plein exercice;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice,

Arrête :

Article 1^{er}. En application de l'article 7 de l'arrêté de l'Exécutif du 15 mars 1993 fixant les obligations de concertation entre établissements de même caractère dans l'enseignement secondaire de plein exercice, M. Etienne Florquin, avenue de l'Industrie 119, 4030 Grivegnée, est nommé président du comité de concertation de l'enseignement confessionnel.

Art. 2. Sont désignés membres effectifs du comité de concertation de l'enseignement confessionnel :

- 1) Mme Josiane Adams-Chantraine, directrice honoraire;
- 2) M. Baudouin Duelz, directeur;
- 3) M. Yvon Es, directeur honoraire;
- 4) M. Maurice Flament, directeur;
- 5) M. Robert Grosch, directeur;

- 6) M. Jean Janssens, vicaire épiscopal;
- 7) M. Léopold Kroemmer, directeur;
- 8) M. Philippe Mottequin, chargé de mission;
- 9) M. Ernest Puissant, directeur honoraire;
- 10) M. Jacques Vandenschrick, chargé de mission;
- 11) M. Jean-Marie Willot, directeur;
- 12) M. Joseph Wollseifen, chargé de mission.

Art. 3. Sont désignés membres suppléants du comité de concertation de l'enseignement confessionnel :

- 1) Mme Yvette Bossicart, directrice honoraire;
- 2) M. Benoît Guillaume, chargé de mission;
- 3) M. Gilbert Kaye, chargé de mission;
- 4) M. Paul Lepage, chargé de mission;
- 5) Mme Danièle Lethier-De Bie, chargée de mission;
- 6) M. Jean-Guy Noel, chargé de mission.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le 16 août 1998.

Bruxelles, le 2 juillet 1998.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Ministre de l'Education,
Mme L. ONKELINX

—
VERTALING

[98/29345]

2 JULI 1998. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot benoeming van de voorzitter en aanwijzing van de vertegenwoordigers van het onderwijs van de Franse Gemeenschap en van het gesubsidieerd onderwijs van confessionele aard bij het overlegcomité van het confessioneel secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 29 juli 1992 houdende organisatie van het secundair onderwijs met volledig leerplan;
Gelet op het besluit van 15 maart 1993 van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan,

Besluit :

Artikel 1. Met toepassing van artikel 7 van het besluit van de Executieve van 15 maart 1993 tot vaststelling van de verplichtingen tot overleg tussen gelijkaardige inrichtingen in het secundair onderwijs met volledig leerplan, wordt de heer Etienne Florkin, avenue de l'Industrie 119, 4030 Grivegnée, tot voorzitter benoemd van het overlegcomité voor het confessioneel secundair onderwijs.

Art. 2. Aangewezen worden als werkend lid van het overlegcomité van het confessioneel onderwijs :

- 1) Mevr. Josiane Adams-Chantraine, ere-directrice;
- 2) de heer Baudouin Duzel, directeur;
- 3) de heer Yvon Es, ere-directeur;
- 4) de heer Maurice Flament, directeur;
- 5) de heer Robert Grosch, directeur;
- 6) de heer Jean Janssens, bisschoppelijk vicaris;
- 7) de heer Léopold Kroemmer, directeur;
- 8) de heer Philippe Mottequin, opdrachtgelastigde;
- 9) de heer Ernest Puissant, ere-directeur;
- 10) de heer Jacques Vandenschrick, opdrachtgelastigde;
- 11) de heer Jean-Marie Willot, directeur;
- 12) de heer Joseph Wollseifen, opdrachtgelastigde.

Art. 3. Aangewezen worden als plaatsvervangend lid van het overlegcomité voor het confessioneel onderwijs :

- 1) Mevr. Yvette Bossicart, ere-directrice;
- 2) de heer Benoît Guillaume, opdrachtgelastigde;
- 3) de heer Gilbert Kaye, opdrachtgelastigde;
- 4) de heer Paul Lepage, opdrachtgelastigde;
- 5) Mevr. Danièle Lethier-De Bie, opdrachtgelastigde;
- 6) de heer Jean-Guy Noel, opdrachtgelastigde.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking op 16 augustus 1998.

Brussel, 2 juli 1998.

Voor de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs,
Mevr. L. ONKELINX

**DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT
COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**

**MINISTERIUM DER
DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT**
[98/33090]

Ernennungen

Durch Erlaß der Regierung vom 11. Februar 1998 wird Herr Curt Meurer ab dem 1. März 1998 als Delegierter des Ministers zuständig für die Finanzen beim Institut für Aus- und Weiterbildung im Mittelstand und in kleinen und mittleren Unternehmen ernannt.

Durch Erlaß der Regierung vom 4. März 1998 wird Herr Jean-Marie Frings ab dem 1. März 1998 als Delegierter des Ministers zuständig für die Finanzen bei der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge ernannt.

Durch Erlaß der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 20. März 1998 wird als Mitglied des Geschäftsführenden Ausschusses des gemeinschaftlichen und regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung Herr Pino Carlino als Vertreter der repräsentativen Arbeitgeberorganisation mit Wirkung zum 5. September 1997 ernannt. Er beendet das Mandat von Herrn Georges Bristot.

Durch Erlaß der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 18. Mai 1998 werden folgende Personen zu effektiven Mitgliedern und zu Ersatzmitgliedern des Rates der deutschsprachigen Jugend ernannt :

**TRADUCTION
MINISTERE DE LA
COMMUNAUTE GERMANOPHONE**
[98/33090]

Nominations

Par arrêté du Gouvernement du 11 février 1998, Mr. Curt Meurer est nommé en tant que délégué du Ministre des Finances auprès de l'Institut pour la formation et la formation continue dans les Classes moyennes et les P.M.E., à partir du 1^{er} mars 1998.

Par arrêté du Gouvernement du 4 mars 1998, M. Jean-Marie Frings est nommé à partir du 1^{er} mars 1998 en tant que délégué du Ministre des Finances auprès du « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge ».

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 20 mars 1998, Monsieur Pino Carlino est nommé membre du comité de gestion de l'office communautaire et régional pour la formation professionnelle et l'emploi représentant des organisations représentatives des travailleurs à partir du 5 septembre 1997. Il termine le mandat de Monsieur Georges Bristot.

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 18 mai 1998, les personnes suivantes sont désignées comme membres effectifs et membres suppléants du Conseil de la jeunesse de langue allemande :

**VERTALING
MINISTERIE VAN DE
DUITSTALIGE GEMEENSCHAP**
[98/33090]

Benoemingen

Bij besluit van de Regering van 11 februari 1998 wordt de heer Curt Meurer, als delegeerde van de Minister van Financiën bij het Instituut voor de opleiding en de voortgezette opleiding in de Middenstand en de KMO's, vanaf 1 maart 1998 benoemd.

Bij besluit van de Regering van 4 maart 1998 wordt de heer Jean-Marie Frings, tot delegeerde van de Minister van Financiën bij de « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge » vanaf 1 maart 1998 benoemd.

Bij besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 20 maart 1998 wordt de heer Pino Carlino tot lid van het beheerscomité van de gemeenschappelijke en gewestelijke dienst voor beroepsleiding en arbeidsbemiddeling, als vertegenwoordiger van de representatieve organisaties van de werknemers vanaf 5 september 1997 benoemd. Hij beëindigt het mandaat van de heer Georges Bristot.

Bij besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 18 mei 1998 worden volgende personen tot werkende leden en tot plaatsvervangende leden van de Raad van de Duitstalige Jeugd benoemd :

Organisation	Effectives Mitglied	Ersatzmitglied
Organisation	Membre effectif	Membre suppléant
Organisatie	Werkend lid	Plaatsvervangend lid
Chirojugend St. Vith	Stephan Theis Neundorfer Str. 25D 4789 St. Vith	Thomas Dahm rue de l'Ecole 51 L - 8353 Garnich
Christliche Arbeiterjugend	Karin Böttner Hütte 32 4700 Eupen	Regina Dyba-Schobben Neustraße 61 4700 Eupen
Jugend in Bewegung	Claudia Reinartz Kalterherberger Str.4 4750 Eupen	Andreas Pauels Hofstraße 50 4750 Bütgenbach
Jugend und Gesundheit	Guido Lambertz Thommen 18 4791 Burg Reuland	René Langer Meyerode 16 4770 Amel
Jung - CSC	Norbert Gilles Kreuzstraße 18 4730 Raeren	Michael Fryns Scheidweg 5 4700 Eupen
	Susanne Kirschfink Am Berg 16 4700 Eupen	Martina Olbertz Robert-Wetzelaer-Str. 17 4700 Eupen

Katholische Landjugend	Nathalie Peters Gospert 86 4700 Eupen	Achim Meyer Bergkapellstr. 5 4700 Eupen
	Rainer Palm Hünningen 77 4760 Büllingen	
Patro Mädchen St. Raphaël	Cathérine Mattar Johannesstr. 10 4700 Eupen	
Patro Junden St. Nikolaus	Alfred Tilgenkamp Brackvenn 8 4700 Eupen	Manfred Küchen Oberste Heide 33A 4700 Eupen
Pfadfinder Region Hohe Seen	Bruno Queck Nispert 31 4700 Eupen	Christoph Gentges Rosenweg 26 4700 Eupen
	Philippe Breuer Kaperberg 22 4700 Eupen	
Pfadfinderinnen Distrikt Obere Weser	Anne Schröder Rosenweg 1 4700 Eupen	Kerstin Duyster Eynattener Straße 40 4730 Raeren
Infotreff Eupen	Véronique Wetzelaer Hisselsgasse 47 4700 Eupen	Heinz-Georg Evertz Am Berg 48 4700 Eupen
Infoladen St. Vith	Petra Förster Marktplatz 15 4700 Eupen	Martina Pfeiffer Kirchstraße 13 4750 Nidrum
Jugendheim Eupen-Unterstadt	Lars Brüll Robert-Wetzlaer-Str. 4 4700 Eupen	Marie-Claire Hellmann rue Jean XXIII 23 4837 Baelen
Jugendheim Elsenborn	Claudia Wetzeler Stendrich 12A 4700 Eupen	Dieter Noël Lagerstraße 3 4750 Elsenborn
Jugendheim Eynatten	Nico Halmes Gospert 78 4700 Eupen	Wilfried Huppertz Johannisberg 95 4731 Eynatten
Jugendheim Hauset	Paul Vroomen Asteneter Str. 22 4730 Hauset	Christel Lausberg Asteneter Str. 22 4730 Hauset
Jugendheim Kettenis	Norbert Mobertz Aachener Str. 173 4701 Kettenis	Daniel Keutgen Kaperberg 11 4700 Eupen
Jugendheim Raeren	Marie-Rose Boffin Eynattener Str. 31 4730 Raeren	Roger Nahon Neustraße 93 4730 Raeren
Jugendtreff Sankt Vith	Stany Paquet Neundorfer Str. 18 4780 Sankt Vith	Jörg Schröder Rodter Str. 13A 4780 Sankt Vith
Beherbergungszentrum Castelour	Manfred Oestges Bahnhof 2 4790 Burg-Reuland	Armin Egyptien Am Berg 42A 4700 Eupen
Animationszentrum Ephata	Luc Assent Bergkapellstraße 46 4700 Eupen	Luc Saffre Bergkapellstraße 46 4700 Eupen
Animationszentrum Patro Notre Dame	Ralph Schillings Europasiedlung 37 4720 Kelmis	Monique Dôme Moresneter Str. 92 4720 Kelmis
Kommunaler Jugendbeirat Eupen	Serge Heinen Theodor-Mooren-Str. 42 4700 Eupen	Stephan Falkenberg Mühlenweg 10 4700 Eupen
Jugend für Freiheit und Fortschritt (JFF)	Laurent Müllender Auf'm Rain 12 4700 Eupen	Marc Herbrand Hünningen 72 4780 Sankt Vith
Jung-CSP	Ulrike Krings Kaperberg 9 4700 Eupen	Marcel Scholzen Eimerscheid 14 4760 Büllingen

Jusos

Gerd Völl
Hans-Schön-Str. 3
4700 Eupen

Martina Völl
Talstraße 7
4700 Eupen

Jung-PDB

Didier Krott
Stendrich 212
4700 Eupen

[98/33056]

Durch Erlaß der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 22. Mai 1998 zur Bezeichnung der stellvertretenden Kontrolleure der Festlegungen werden Herr Romain Kockartz als erster und Herr André Hinck als zweiter stellvertretender Kontrolleur der Festlegungen bezeichnet.

[98/33056]

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 22 mai 1998 portant désignation des contrôleurs des engagements suppléants M. Romain Kockartz est désigné premier contrôleur des engagements suppléant et M. André Hinck est désigné deuxième contrôleur des engagements suppléant.

[98/33056]

Bij besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 22 mei 1998 houdende benoeming van de plaatsvervangende vastlegingscontroleurs wordt de heer Romain Kockartz tot eerste plaatsvervangende vastlegingscontroleur en de heer André Hinck tot tweede plaatsvervangende vastlegingscontroleur benoemd.

[98/33057]

Durch Erlaß der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 2. Juni 1998 zur Ernennung von neuen Mitgliedern des Verwaltungsrates der Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge wird Herr Ralph Schröder zum Mitglied des Verwaltungsrates der Dienststelle ernannt als Ersatz von Herrn Kurt Schmitt, der sein Mandat frühzeitig niederlegt.

[98/33057]

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 2 juin 1998 portant nomination de nouveaux membres du Conseil d'administration du « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge », M. Ralph Schröder est nommé membre du Conseil d'administration de l'office en remplacement de M. Kurt Schmitt qui démissionne prématurément de sa fonction.

[98/33057]

Bij besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 2 juni 1998 houdende benoeming van nieuwe leden van de Raad van bestuur van de « Dienststelle der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Personen mit einer Behinderung sowie für die besondere soziale Fürsorge » wordt de heer Ralph Schröder tot lid van de Raad van bestuur van de dienst benoemd ter vervanging van de heer Kurt Schmitt, die zijn mandaat voortijdig neerlegt.

[98/33064]

Durch Erlaß der Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 11. Juni 1998 wird Herr Bernard Thiry, geboren am 26. Dezember 1955, wohnhaft in quai St. Léonard in 4000 Lüttich ab dem 1. September 1998 zum Vorsitzenden des Geschäftsführenden Ausschusses des Gemeinschaftlichen und Regionalen Amtes für Berufsbildung und Arbeitsbeschaffung (GRABA/FOREM) ernannt.

[98/33064]

Par arrêté du Gouvernement de la Communauté germanophone du 11 juin 1998, M. Bernard Thiry, né le 26 décembre 1955, domicilié quai St. Léonard 16, à 4000 Liège est nommé en tant que président auprès du Comité de gestion de l'Office communautaire et régional de la Formation professionnelle et de l'Emploi (GRABA/FOREM) à partir du 1er septembre 1998.

[98/33064]

Bij besluit van de Regering van de Duitstalige Gemeenschap van 11 juni 1998 wordt de heer Bernard Thiry, geboren op 26 december 1955, woonachtig quai St. Léonard 16, 4000 Luik, voorzitter bij het beheerscomité van de Gemeenschappelijke en Gewestelijke Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling (GRABA/FOREM) vanaf 1 september 1998.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION WALLONNE

[C — 98/27558]

Eau

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Clément Limet représentant l'administration communale de Fléron en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro ACF/07/98/190.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Georges Beckers représentant l'administration communale de Herve, en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro ACH/07/98/191.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM
DER WALLONISCHEN REGION

[C — 98/27558]

Wasser

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Clément Limet als Vertreter der Gemeindeverwaltung von Fléron für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer ACF/07/98/190.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Georges Beckers als Vertreter der Gemeindeverwaltung von Herve für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer ACH/07/98/191.

VERTALING

MINISTERIE
VAN HET WAALSE GEWEST

[C — 98/27558]

Water

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Clément Limet, die het gemeentebestuur van Fléron vertegenwoordigt, voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer ACF/07/98/190.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Georges Beckers, die het gemeentebestuur van Herve vertegenwoordigt, voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer ACH/07/98/191.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. François Marenne représentant l'administration communale de Trois-Ponts, en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro ACTP/07/98/192.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. C. Nissen représentant l'administration communale de Thimister, en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro ACT/07/98/193.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Xavier Demarets représentant l'asbl GREOA en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro GRE/07/98/194.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. André Picard représentant la sprl Vision +, en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro VI/07/98/195.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Jean-Pol Bollette en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro BJ/07/98/196.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Olivier Lahaye en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro LO/07/98/197.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Patrick Jamagne en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro JP/07/98/198.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn François Marenne als Vertreter der Gemeindeverwaltung von Trois-Ponts für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer ACTP/07/98/192.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn C. Nissen als Vertreter der Gemeindeverwaltung von Thimister für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer ACT/07/98/193.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Xavier Demarets als Vertreter der "asbl GREOA" für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer GRE/07/98/194.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn André Picard als Vertreter der "sprl Vision +" für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer VI/07/98/195.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Jean-Pol Bollette für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer BJ/07/98-196.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Olivier Lahaye für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer LO/07/98/197.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Patrick Jamagne für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer JP/07/98/198.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer François Marenne, die het gemeentebestuur van Trois-Ponts vertegenwoordigt, voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer ACTP/07/98/192.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer C. Nissen, die het gemeentebestuur van Thimister vertegenwoordigt, voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer ACT/07/98/193.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Xavier Demarets, die de "asbl GREOA" vertegenwoordigt, voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer GRE/07/98/194.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer André Picard, die de "sprl Vision +" vertegenwoordigt, voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer VI/07/98/195.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Jean-Pol Bollette voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer BJ/07/98/196.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Olivier Lahaye voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer LO/07/98/197.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Patrick Jamagne voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer JP/07/98/198.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Olivier Louis en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro LO/07/98/199.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Yves Gerrienne en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro GY/07/98/200.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Christophe Londot en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro LC/07/98/201.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Jean-Claude Gilard en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro GJ/07/98/202.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, Mme Christelle Melissen en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro MC/07/98/203.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, Mme Pascale Rouxhet en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro RP/07/98/204.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, Mme Monique Burhenne en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro BM/07/98/205.

Un arrêté ministériel du 9 septembre 1998 agréé, pour une durée de cinq ans, M. Pierre Fouarge en qualité de contrôleur d'unités d'épuration individuelle.

Cet agrément porte le numéro FP/07/98/206.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Olivier Louis für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer LO/07/98/199.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Yves Gerrienne für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer GY/07/98/200.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Christophe Londot für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer LC/07/98/201.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Jean-Claude Gilard für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer GJ/07/98/202.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Frau Christelle Melissen für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer MC/07/98/203.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Frau Pascale Rouxhet für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer RP/07/98/204.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Frau Monique Burhenne für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer BM/07/98/205.

Durch Ministerialerlaß vom 9. September 1998 wird Herrn Pierre Fouarge für eine Dauer von fünf Jahren die Zulassung als Kontrolleur von individuellen Kläreinheiten gewährt.

Diese Zulassung trägt die Nummer FP/07/98/206.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Olivier Louis voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer LO/07/98/199.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Yves Gerrienne voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer GY/07/98/200.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Christophe Londot voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer LC/07/98/201.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Jean-Claude Gilard voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer GJ/07/98/202.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt Mevr. Christelle Melissen voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer MC/07/98/203.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt Mevr. Pascale Rouxhet voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer RP/07/98/204.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt Mevr. Monique Burhenne voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer BM/07/98/205.

Bij ministerieel besluit van 9 september 1998 wordt de heer Pierre Fouarge voor een termijn van vijf jaar erkend als controleur van eenheden voor individuele zuivering.

Deze erkenning heeft het nummer FP/07/98/206.

ÜBERSETZUNG

VERTALING

[C — 98/27549]

[C — 98/27549]

[C — 98/27549]

Aménagement du territoire. — Agrément des auteurs de projet pour l'élaboration ou la modification de permis de lotir avec ou sans ouverture de voirie

Par décisions du 18 mai 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Jean Louis Allard, rue des Vainqueurs, 31 à Dour;
- M. Jos Deneweth, rue des Deux Eglises, 36 à Bruxelles;
- M. Pierino Di Michele, rue de la Barette, 173 à Trivières;
- M. Lucas Joly, rue de Binche, 58 à Hornu;
- M. Marc Mairesse, Cours d'Orval, 2 à Louvain-la-Neuve;
- M. Luc Vanhove, rue du Paradis, 232 à Fontaine-l'Évêque.

Par décision du 22 mai 1998, Mme Deliens, fonctionnaire déléguée, agréée :

- la société Axe (mandataire : M. Jean Mottet), rue Louis Fontaine, 11/2 à Antheit;
- la société Internationale Architecture SIA (mandataires : MM. Jean-Philippe Gaube et Jacques Fievez), rue J.P. Brasseur, 32 à Luxembourg;
- M. Luc Pirson, rue Léon François, 63 à Bois-de-Villers;
- M. Eric Verdbois, place Communale, 1 à Noville-lez-Bois.

Par décision du 26 mai 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Jean-Pierre Delbart, rue de la Résistance, 35B à Kain;
- M. Jean-Louis Dumortier, ruelle des Moines, 6 à Tournai;
- M. Pierre Eliard, rue Blondiau, 37 à Sirault;
- M. Pierre Legrand, rue de la Station, à Stambruges;
- M. Philippe L'Hoir, rue des Groseillers, 4 à Mons;
- M. Freddy Michel, rue de l'Aisette, 41 à Blaton;
- M. Philippe Quintin, rue de Gozée, 554 à Montigny-le-Tilleul;
- M. Etienne Taminiau, rue du Ménéil, 51 à Braine-l'Alleud;
- M. Jean Wery, rue Georges Theys, 4 à Luttre.

Par décision du 27 mai 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Philippe Somers, rue Astrid, 34 à Péruwelz;
- M. Jean-Luc Vangeneberg, rue d'Omerie, 1C à Kain.

Raumordnung. — Zulassung der Projektanten für die Aufstellung und die Abänderung von Erschließungsgenehmigungen mit oder ohne Eröffnung von Verkehrswegen

Durch Beschluß vom 18. Mai 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Jean Louis Allard, rue des Vainqueurs, 31 in Dour;
- Herr Jos Deneweth, rue des Deux Eglises, 36 in Brüssel;
- Herr Pierino Di Michele, rue de la Barette, 173 in Trivières;
- Herr Lucas Joly, rue de Binche, 58 in Hornu;
- Herr Marc Mairesse, Cours d'Orval, 2 in Louvain-la-Neuve;
- Herr Luc Vanhove, rue du Paradis, 232 in Fontaine-l'Évêque.

Durch Beschluß vom 22. Mai 1998 gewährt Frau Deliens, beauftragter Beamter, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- die "Société Axe" (Mandatträger: Herr Jean Mottet), rue Louis Fontaine, 11/2 in Antheit;
- die "Société Internationale Architecture SIA" (Mandatträger: Herr Jean-Philippe Gaube und Herr Jacques Fievez), rue J.P. Brasseur, 32 in Luxemburg;
- Herr Luc Pirson, rue Léon François, 63 in Bois-de-Villers;
- Herr Eric Verdbois, place communale, 1 in Noville-lez-Bois.

Durch Beschluß vom 26. Mai 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Jean-Pierre Delbart, rue de la Résistance, 35B in Kain;
- Herr Jean-Louis Dumortier, ruelle des Moines, 6 in Tournai;
- Herr Pierre Eliard, rue Blondiau, 37 in Sirault;
- Herr Pierre Legrand, rue de la Station, in Stambruges;
- Herr Philippe L'Hoir, rue des Groseillers, 4 in Mons;
- Herr Freddy Michel, rue de l'Aisette, 41 in Blaton;
- Herr Philippe Quintin, rue de Gozée, 554 in Montigny-le-Tilleul;
- Herr Etienne Taminiau, rue du Ménéil, 51 in Braine-l'Alleud;
- Herr Jean Wery, rue Georges Theys, 4 in Luttre.

Durch Beschluß vom 27. Mai 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Philippe Somers, rue Astrid, 34 in Péruwelz;
- Herr Jean-Luc Vangeneberg, rue d'Omerie, 1C in Kain.

Ruimtelijke ordening. — Erkenning van de ontwerpers voor het opmaken of de wijziging van verkavelingsvergunningen met of zonder aanleg van wegen

Bij beslissing van 18 mei 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Jean Louis Allard, rue des Vainqueurs, 31 te Dour;
- de heer Jos Deneweth, rue des Deux Eglises, 36 te Brussel;
- de heer Pierino Di Michele, rue de la Barette, 173 te Trivières;
- de heer Lucas Joly, rue de Binche, 58 te Hornu;
- de heer Marc Mairesse, Cours d'Orval, 2 te Louvain-la-Neuve;
- de heer Luc Vanhove, rue du Paradis, 232 te Fontaine-l'Évêque.

Bij beslissing van 22 mei 1998 erkent mevrouw Deliens, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen en vennootschappen :

- "société Axe" (gemachtigde : de heer Jean Mottet), rue Louis Fontaine, 11/2 te Antheit;
- "société Internationale Architecture SIA" (gemachtigden : de heren Jean-Philippe Gaube en Jacques Fievez), rue J.P. Brasseur, 32 te Luxemburg;
- de heer Luc Pirson, rue Léon François, 63 te Bois-de-Villers;
- de heer Eric Verdbois, place Communale, 1 te Noville-lez-Bois.

Bij beslissing van 26 mei 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Jean-Pierre Delbart, rue de la Résistance, 35B te Kain;
- de heer Jean-Louis Dumortier, ruelle des Moines, 6 te Doornik;
- de heer Pierre Eliard, rue Blondiau, 37 te Sirault;
- de heer Pierre Legrand, rue de la Station, te Stambruges;
- de heer Philippe L'Hoir, rue des Groseillers, 4 te Bergen;
- de heer Freddy Michel, rue de l'Aisette, 41 te Blaton;
- de heer Philippe Quintin, rue de Gozée, 554 te Montigny-le-Tilleul;
- de heer Etienne Taminiau, rue du Ménéil, 51 te Eigenbrakel;
- de heer Jean Wery, rue Georges Theys, 4 te Luttre.

Bij beslissing van 27 mei 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Philippe Somers, rue Astrid, 34 te Péruwelz;
- de heer Jean-Luc Vangeneberg, rue d'Omerie, 1C te Kain.

Par décision du 29 mai 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Thierry Braun de ter Meeren, avenue Léopold III, 42 à Wezembeek-Oppem;
- M. Joël De Hults, rue du Moulin, 6 à Tourinnes-Saint-Lambert;
- M. Martin Ducamp, avenue Henri Lepage, 33 à Wavre;
- M. Alain Marchand, rue Jean Volders, 182 à Braine-l'Alleud;
- M. Georges Spinette, chemin Hurtebise, 2C à Rebecq;
- Mme Godelieve Van Bilsen, rue du Blanc Ry, 163 à Limelette.

Durch Beschluß vom 29. Mai 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Thierry Braun de ter Meeren, avenue Léopold III, 42 in Wezembeek-Oppem;
- Herr Joël De Hults, rue du Moulin, 6 in Tourinnes-Saint-Lambert;
- Herr Martin Ducamp, avenue Henri Lepage, 33 in Wavre;
- Herr Alain Marchand, rue Jean Volders, 182 in Braine-l'Alleud;
- Herr Georges Spinette, chemin Hurtebise, 2C in Rebecq;
- Frau Godelieve Van Bilsen, rue du Blanc Ry, 163 in Limelette.

Bij beslissing van 29 mei 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Thierry Braun de ter Meeren, avenue Léopold III, 42 te Wezembeek-Oppem;
- de heer Joël De Hults, rue du Moulin, 6 te Tourinnes-Saint-Lambert;
- de heer Martin Ducamp, avenue Henri Lepage, 33 te Wavre;
- de heer Alain Marchand, rue Jean Volders, 182 te Eigenbrakel;
- de heer Georges Spinette, chemin Hurtebise, 2C te Rebecq;
- mevrouw Godelieve Van Bilsen, rue du Blanc Ry, 163 te Limelette.

Par décision du 2 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Alain Bertrand, rue des Croix de Feu, 8 à Braine-le-Comte;
- M. Alain Cordier, rue de la Buisnière, 109 à La Louvière;
- M. Jean-Marie Huart, clos des Princes, 53 à Le Rœulx;
- M. Daniel Lalieu, place de Saint-Denis, 13 à Obourg;
- M. Jean-Pierre Leclercq, rue du Pensionnat, 15 bte 1 à Houdeng-Aimeries.

Durch Beschluß vom 2. Juni 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Alain Bertrand, rue des Croix de Feu, 8 in Braine-le-Comte;
- Herr Alain Cordier, rue de la Buisnière, 109 in La Louvière;
- Herr Jean-Marie Huart, clos des Princes, 53 in Le Rœulx;
- Herr Daniel Lalieu, place de Saint-Denis, 13 in Obourg;
- Herr Jean-Pierre Leclercq, rue du Pensionnat, 15 bte 1 in Houdeng-Aimeries.

Bij beslissing van 2 juni 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Alain Bertrand, rue des Croix de Feu, 8 te 's Gravenbrakel;
- de heer Alain Cordier, rue de la Buisnière, 109 te La Louvière;
- de heer Jean-Marie Huart, Clos des Princes, 53 te Le Rœulx;
- de heer Daniel Lalieu, Place de Saint-Denis, 13 te Obourg;
- de heer Jean-Pierre Leclercq, rue du Pensionnat, 15 bte 1 te Houdeng-Aimeries.

Par décision du 3 juin 1998, Mme Deliëns et MM. Berthet et Roussille, fonctionnaires délégués, agrèent :

- l'Administration communale de Braine-le-Château (mandataire : M. Millecamps);
- Mme Patricia Denis, rue de Gesves, 186 à Ohey;
- M. Winfred De Zegher, Paleisstraat, 2A à Courtrai;
- M. Martin Ducamp, avenue Henri Lepage, 33 à Wavre;
- M. Benoît Errebault du Maisnil, avenue de l'Oiseau Bleu, 50 à Bruxelles;
- M. Marc Lacour, rue de la Borne, 14 à Bruxelles;
- M. Yves Lebailly, rue J. Wauters, 24 à Quevaucamps;
- M. Luc Libert, rue Longue, 175 à Piétrain;
- M. Stéphane Marlair, rue des Cafrancs, 5 à Onhaye;
- M. Bernard Nicolas, rue du Moulin, 34 à Philippeville;
- M. Jacques Putzeys, rue Armand Wilputte, 23 à Ophain-Bois-Seigneur-Isaac;
- la société URBS Sprl (mandataire : M. Dominique Montariol), rue du Chevalet, 32 à Louvain-la-Neuve;
- M. Jacques Zone, chaussée de Charleroi, 75 à Gembloux.

Durch Beschluß vom 3. Juni 1998 gewähren Frau Deliëns, Herr Berthet und Herr Roussille, beauftragte Beamte, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Gemeindeverwaltung von Braine-le-Château (Mandatträger: Herr Millecamps);
- Frau Patricia Denis, rue de Gesves, 186 in Ohey;
- Herr Winfred De Zegher, Paleisstraat, 2A in Courtrai;
- Herr Martin Ducamp, avenue Henri Lepage, 33 in Wavre;
- Herr Benoît Errebault du Maisnil, avenue de l'Oiseau Bleu, 50 in Brüssel;
- Herr Marc Lacour, rue de la Borne, 14 in Bruxelles;
- Herr Yves Lebailly, rue J. Wauters, 24 in Quevaucamps;
- Herr Luc Libert, rue Longue, 175 in Piétrain;
- Herr Stéphane Marlair, rue des Cafrancs, 5 in Onhaye;
- Herr Bernard Nicolas, rue du Moulin, 34 in Philippeville;
- Herr Jacques Putzeys, rue Armand Wilputte, 23 in Ophain-Bois-Seigneur-Isaac;
- die "Société URBS Sprl" (Mandatträger: Herr Dominique Montariol), rue du Chevalet, 32 in Louvain-la-Neuve;
- Herr Jacques Zone, chaussée de Charleroi, 75 in Gembloux.

Bij beslissing van 3 juni 1998 erkennen mevrouw Deliëns en de heren Berthet en Roussille, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen, besturen en vennootschappen :

- gemeentebestuur van Kasteelbrakel (gemachtigde : de heer Millecamps);
- mevrouw Patricia Denis, rue de Gesves, 186 te Ohey;
- de heer Winfred De Zegher, Paleisstraat, 2A te Kortrijk;
- de heer Martin Ducamp, avenue Henri Lepage, 33 te Waver;
- de heer Benoît Errebault du Maisnil, avenue de l'Oiseau Bleu, 50 te Brussel;
- de heer Marc Lacour, rue de la Borne, 14 te Brussel;
- de heer Yves Lebailly, rue J. Wauters, 24 te Quevaucamps;
- de heer Luc Libert, rue Longue, 175 te Piétrain;
- de heer Stéphane Marlair, rue des Cafrancs, 5 te Onhaye;
- de heer Bernard Nicolas, rue du Moulin, 34 te Philippeville;
- de heer Jacques Putzeys, rue Armand Wilputte, 23 te Ophain-Bois-Seigneur-Isaac;
- "société URBS Sprl" (gemachtigde : de heer Dominique Montariol), rue du Chevalet, 32 te Louvain-la-Neuve;
- de heer Jacques Zone, chaussée de Charleroi, 75 te Gembloux.

Par décision du 3 juin 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, refuse l'agrément à :

- la société Brône & Oldenhove Sprl, rue de l'Ermitage, 1 à Wavre.
- M. Aubertin, fonctionnaire délégué, agréé :
- M. Jean-Marie Belche, rue de Longlier, 2A à Offaing;

Durch Beschluß vom 3. Juni 1998 verweigert Herr Berthet, beauftragter Beamter, der folgenden Gesellschaft die Zulassung:

- die "Société Brône & Oldenhove Sprl", rue de l'Ermitage, 1 in Wavre.
- Herr Aubertin, beauftragter Beamter, gewährt den folgenden Personen die Zulassung:
- Herr Jean-Marie Belche, rue de Longlier, 2A in Offaing;

Bij beslissing van 3 juni 1998 weigert de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende vennootschap te erkennen :

- "société Brône & Oldenhove Sprl", rue de l'Ermitage, 1 te Waver.
- De heer Aubertin, gemachtigde ambtenaar, erkent de volgende personen :
- de heer Jean-Marie Belche, rue de Longlier, 2A te Offaing;

- M. Jean-Joseph Bodson, rue des Gouttes, 11 à Libramont;

- M. René Cailteux, rue Victor Libert, 45 à Marche-en-Famenne;

- M. Joël Collard, rue des Déportés, 45 à Arlon;

- M. Pierre Goosse, avenue de Bouillon, 34 à Libramont;

- M. Michel Guerard, avenue Nestor Martin, 27 à Saint-Hubert;

- M. Christian Jentges, avenue de la Gare, 53 à Neufchâteau;

- M. Michel Leclere, rue Suzerain, 30 à Freux-Libramont;

- Mme Laurence Lejeune, Tontelange, 67 à Attert;

- M. Franz Lotin, rue des Déportés, 32 à Arlon;

- M. Pierre Poncelet, rue des Martyrs, 15 à Marcourt;

- M. Henri Poncin, chemin de Rentertkapell, 26 à Waltzing;

- M. Paul Remacle, rue Blanche Eau, 8 à Nassogne;

- M. Alex Rossignol, rue du Saupont, 78 à Bertrix;

- M. Bernard Schiltz, rue du Vieux Virton, 3 à Virton;

- M. Louis Smeets, rue de Serpont, 90 à Libramont;

- M. Joseph Theate, route de Durbuy, 78 à Barvaux.

- Herr Jean-Joseph Bodson, rue des Gouttes, 11 in Libramont;

- Herr René Cailteux, rue Victor Libert, 45 in Marche-en-Famenne;

- Herr Joël Collard, rue des Déportés, 45 in Arlon;

- Herr Pierre Goosse, avenue de Bouillon, 34 in Libramont;

- Herr Michel Guerard, avenue Nestor Martin, 27 in Saint-Hubert;

- Herr Christian Jentges, avenue de la Gare, 53 in Neufchâteau;

- Herr Michel Leclere, rue Suzerain, 30 in Freux-Libramont;

- Frau Laurence Lejeune, Tontelange, 67 in Attert;

- Herr Franz Lotin, rue des Déportés, 32 in Arlon;

- Herr Pierre Poncelet, rue des Martyrs, 15 in Marcourt;

- Herr Henri Poncin, chemin de Rentertkapell, 26 in Waltzing;

- Herr Paul Remacle, rue Blanche Eau, 8 in Nassogne;

- Herr Alex Rossignol, rue du Saupont, 78 in Bertrix;

- Herr Bernard Schiltz, rue du Vieux Virton, 3 in Virton;

- Herr Louis Smeets, rue de Serpont, 90 in Libramont;

- Herr Joseph Theate, route de Durbuy, 78 in Barvaux.

- de heer Jean-Joseph Bodson, rue des Gouttes, 11 te Libramont;

- de heer René Cailteux, rue Victor Libert, 45 te Marche-en-Famenne;

- de heer Joël Collard, rue des Déportés, 45 te Aarlen;

- de heer Pierre Goosse, avenue de Bouillon, 34 te Libramont;

- de heer Michel Guerard, avenue Nestor Martin, 27 te Saint-Hubert;

- de heer Christian Jentges, avenue de la Gare, 53 te Neufchâteau;

- de heer Michel Leclere, rue Suzerain, 30 te Freux-Libramont;

- mevrouw Laurence Lejeune, Tontelange, 67 te Attert;

- de heer Franz Lotin, rue des Déportés, 32 te Aarlen;

- de heer Pierre Poncelet, rue des Martyrs, 15 te Marcourt;

- de heer Henri Poncin, chemin de Rentertkapell, 26 te Waltzing;

- de heer Paul Remacle, rue Blanche Eau, 8 te Nassogne;

- de heer Alex Rossignol, rue du Saupont, 78 te Bertrix;

- de heer Bernard Schiltz, rue du Vieux Virton, 3 te Virton;

- de heer Louis Smeets, rue de Serpont, 90 te Libramont;

- de heer Joseph Theate, route de Durbuy, 78 te Barvaux.

Par décision du 5 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Gilles Acerbis, rue de la Samme, 18 à Arquennes;

- la société Arcque Sprl (mandataire : M. Francis Querson), rue de Basècles, 19 à Blaton;

- M. Jean-Marc Devaux, Parc scientifique Initialis, rue Descartes, 1 Cellule n° 2, à Mons;

- M. Tony Lagneaux, rue Saint-Roch, 45 à Fleurus;

- M. Pierre Liégeois, chemins des Moissons, 13 à Ham-sur-Heure;

- M. Luc Moulin, rue Général Ruquoy, 34 à Tournai;

- la société Poly'Art Sprl (mandataire : M. Matthieu Catteau), place Régnier au Long Col, 6 à Mons.

Durch Beschluß vom 5. Juni 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Herr Gilles Acerbis, rue de la Samme, 18 in Arquennes;

- die "Société Arcque Sprl" (Mandatträger: Herr Francis Querson), rue de Basècles, 19 in Blaton;

- Herr Jean-Marc Devaux, Parc scientifique Initialis, rue Descartes, 1 Cellule n° 2, in Mons;

- Herr Tony Lagneaux, rue Saint-Roch, 45 in Fleurus;

- Herr Pierre Liégeois, chemins des Moissons, 13 in Ham-sur-Heure;

- Herr Luc Moulin, rue Général Ruquoy, 34 in Tournai;

- die "Société Poly'Art Sprl" (Mandatträger: Herr Matthieu Catteau), place Régnier au Long Col, 6 in Mons.

Bij beslissing van 5 juni 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen en vennootschappen :

- de heer Gilles Acerbis, rue de la Samme, 18 te Arquennes;

- "société Arcque Sprl" (gemachtigde : de heer Francis Querson), rue de Basècles, 19 te Blaton;

- de heer Jean-Marc Devaux, Parc scientifique Initialis, rue Descartes, 1 Cellule n° 2, te Bergen;

- de heer Tony Lagneaux, rue Saint-Roch, 45 te Fleurus;

- de heer Pierre Liégeois, chemins des Moissons, 13 te Ham-sur-Heure;

- de heer Luc Moulin, rue Général Ruquoy, 34 te Doornik;

- la société Poly'Art Sprl (gemachtigde : de heer Matthieu Catteau), place Régnier au Long Col, 6 te Bergen.

Par décision du 5 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, refuse l'agrément à :

- M. Philip Devleminck, rue Belle, 9 à Enghien.

Durch Beschluß vom 5. Juni 1998 verweigert Herr Roussille, beauftragter Beamter, der folgenden Person die Zulassung:

- Herr Philip Devleminck, rue Belle, 9 in Enghien.

Bij beslissing van 5 juni 1998 weigert de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende persoon te erkennen :

- de heer Philip Devleminck, rue Belle, 9 te Edingen.

Par décision du 10 juin 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Jean-Louis Brône, rue de l'Ermitage, 1 à Wavre;

- M. Roland Cauderlier, rue de Hamme-Mille, 28 à Nethen;

- Mme Cécile Ferrauge, rue de Tirlemont, 40 à Grez-Doiceau;

- Mme Laurence Ladrière, avenue Lambermont, 65 à Limelette;

- M. Philippe Malhomme, rue de Tirlemont, 40 à Grez-Doiceau.

Durch Beschluß vom 10. Juni 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Jean-Louis Brône, rue de l'Ermitage, 1 in Wavre;

- Herr Roland Cauderlier, rue de Hamme-Mille, 28 in Nethen;

- Frau Cécile Ferrauge, rue de Tirlemont, 40 in Grez-Doiceau;

- Frau Laurence Ladrière, avenue Lambermont, 65 in Limelette;

- Herr Philippe Malhomme, rue de Tirlemont, 40 in Grez-Doiceau.

Bij beslissing van 10 juni 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Jean-Louis Brône, rue de l'Ermitage, 1 te Waver;

- de heer Roland Cauderlier, rue de Hamme-Mille, 28 te Nethen;

- mevrouw Cécile Ferrauge, rue de Tirlemont, 40 te Graven;

- mevrouw Laurence Ladrière, avenue Lambermont, 65 te Limelette;

- de heer Philippe Malhomme, rue de Tirlemont, 40 te Graven.

Par décision du 11 juin 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- Mme Arsenia Hristova-Ivanova, rue du Crocq, 93 à 1200 Bruxelles;
- M. Pierre Pagniez, chaussée de la Grande Espinette, 6 à Rhode-Saint-Genèse.

Durch Beschluß vom 11. Juni 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Frau Arsenia Hristova-Ivanova, rue du Crocq, 93 in 1200 Brüssel;
- Herr Pierre Pagniez, chaussée de la Grande Espinette, 6 in Rhode-Saint-Genèse.

Bij beslissing van 11 juni 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- mevrouw Arsenia Hristova-Ivanova, rue du Crocq, 93 te 1200 Brussel;
- de heer Pierre Pagniez, chaussée de la Grande Espinette, 6 te Sint-Genesius-Rode.

Par décision du 11 juin 1998, M. Berhet, fonctionnaire délégué, refuse l'agrément à :

- la société Bureau d'Etudes GMT, avenue Milcamps, 41 à 1030 Bruxelles.

Durch Beschluß vom 11. Juni 1998 verweigert Herr Berthet, beauftragter Beamter, der folgenden Gesellschaft die Zulassung:

- die "Société Bureau d'Etudes GMT", avenue Milcamps, 41 in 1030 Brüssel.

Bij beslissing van 11 juni 1998 weigert de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende vennootschap te erkennen :

- "société Bureau d'Etudes GMT", avenue Milcamps, 41 te 1030 Brussel.

Par décision du 12 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Jacques Bruyère, rue du Limousin, 7 à Tournai;
- M. Jean-Marc De Bodt, rue Eugène Hulin, 24 à Saint-Vaast;
- M. Frédéric Domicent, rue Beauchamp, 133 à Comines;
- M. Alain Pollet, rue Saint-Brice, 25 à Tournai.

Durch Beschluß vom 12. Juni 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Jacques Bruyère, rue du Limousin, 7 in Tournai;
- Herr Jean-Marc De Bodt, rue Eugène Hulin, 24 in Saint-Vaast;
- Herr Frédéric Domicent, rue Beauchamp, 133 in Comines;
- Herr Alain Pollet, rue Saint-Brice, 25 in Tournai.

Bij beslissing van 12 juni 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Jacques Bruyère, rue du Limousin, 7 te Doornik;
- de heer Jean-Marc De Bodt, rue Eugène Hulin, 24 te Saint-Vaast;
- de heer Frédéric Domicent, rue Beauchamp, 133 te Komen;
- de heer Alain Pollet, rue Saint-Brice, 25 te Doornik.

Par décision du 16 juin 1998, MM. Berthet et Roussille, fonctionnaires délégués, agrèent :

- M. Sandro Badiali, rue des Cayats, 32 à Charleroi;
- M. Marcel Clantin, rue de la Petite Suisse, 6 à La Louvière;
- Mme Martine Delhayé, rue Basse, 7 à Lens;
- M. Jean-Claude Denis, rue aux Manettes, 32 à Braine-l'Alleud;
- M. Marcel Gobert, Résidence Clé des Champs, 73 à Strépy-Bracquegnies;
- M. Francis Henseval, rue de Forchies, 29 à Fontaine-l'Évêque;
- M. Etienne Jonas, rue des Croix, 3 à Honnelles;
- M. Pierre Nee, rue du Coron, 95 à Dour;
- M. Marc Timmermans, avenue Milcamps, 41 à 1030 Bruxelles;
- M. André Watelet, Grand-Rue, 32 à Cérroux-Mousty;
- M. Baudouin Ziegler de Ziegleck, avenue Lorette, 11 à Ohain.

Durch Beschluß vom 16. Juni 1998 gewähren Herr Berthet und Herr Roussille, beauftragte Beamte, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Sandro Badiali, rue des Cayats, 32 in Charleroi;
- Herr Marcel Clantin, rue de la Petite Suisse, 6 in La Louvière;
- Frau Martine Delhayé, rue Basse, 7 in Lens;
- Herr Jean-Claude Denis, rue aux Manettes, 32 in Braine-l'Alleud;
- Herr Marcel Gobert, Résidence Clé des Champs, 73 in Strépy-Bracquegnies;
- Herr Francis Henseval, rue de Forchies, 29 in Fontaine-l'Évêque;
- Herr Etienne Jonas, rue des Croix, 3 in Honnelles;
- Herr Pierre Nee, rue du Coron, 95 in Dour;
- Herr Marc Timmermans, avenue Milcamps, 41 in 1030 Brüssel;
- Herr André Watelet, Grand-Rue, 32 in Cérroux-Mousty;
- Herr Baudouin Ziegler de Ziegleck, avenue Lorette, 11 in Ohain.

Bij beslissing van 16 juni 1998 erkennen de heren Berthet en Roussille, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen :

- de heer Sandro Badiali, rue des Cayats, 32 te Charleroi;
- de heer Marcel Clantin, rue de la Petite Suisse, 6 te La Louvière;
- mevrouw Martine Delhayé, rue Basse, 7 te Lens;
- de heer Jean-Claude Denis, rue aux Manettes, 32 te Eigenbrakel;
- de heer Marcel Gobert, Résidence Clé des Champs, 73 te Strépy-Bracquegnies;
- de heer Francis Henseval, rue de Forchies, 29 te Fontaine-l'Évêque;
- de heer Etienne Jonas, rue des Croix, 3 te Honnelles;
- de heer Pierre Nee, rue du Coron, 95 te Dour;
- de heer Marc Timmermans, avenue Milcamps, 41 te 1030 Brussel;
- de heer André Watelet, Grand-Rue, 32 te Cérroux-Mousty;
- de heer Baudouin Ziegler de Ziegleck, avenue Lorette, 11 te Ohain.

Par décision du 17 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Pierre Boitquin, chemin Bourbeux, 9 à Cambron-Saint-Vincent;
- M. Marc Chantry, place de Lille, 4 bte 9 à Tournai.

Durch Beschluß vom 17. Juni 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Pierre Boitquin, chemin Bourbeux, 9 in Cambron-Saint-Vincent;
- Herr Marc Chantry, place de Lille, 4 bte 9 in Tournai.

Bij beslissing van 17 juni 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Pierre Boitquin, chemin Bourbeux, 9 te Cambron-Saint-Vincent;
- de heer Marc Chantry, place de Lille, 4 bte 9 te Doornik.

Par décision du 19 juin 1998, MM. Delecour et Roussille, fonctionnaires délégués, agrèent :

- M. A. Abeels, rue de Huy, 81 à Waremme;
- la société ACTE S.A. (mandataires : MM. Jean-Paul Jamin et Jean-François Herve), rue Simonon, 8 à Liège;

Durch Beschluß vom 19. Juni 1998 gewähren Herr Delecour und Herr Roussille, beauftragte Beamte, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Herr A. Abeels, rue de Huy, 81 in Waremme;
- die "Société ACTE S.A." (Mandatträger: Herr Jean-Paul Jamin und Herr Jean-François Herve), rue Simonon, 8 in Lüttich;

Bij beslissing van 19 juni 1998 erkennen de heren Delecour en Roussille, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen en vennootschappen :

- de heer A. Abeels, rue de Huy, 81 te Borgworm;
- "société ACTE S.A." (gemachtigden : de heren Jean-Paul Jamin en Jean-François Herve), rue Simonon, 8 te Luik;

- la société l'Atelier S.A. (mandataire: M. Pierre Philippart de Foy), rue Charles Magnette, 11 à Liège;

- M. Jean-Claude Baccus, rue Armand Rorif, 11 à Awans;

- M. Manuel Baiverlain, rue des Sauvages Mêlées, 66 à Saive;

- M. Guy Bare, rue du Tige, 166, à Juprelle;

- M. J.P. Bastin, rue Roosevelt, 18 à Herve;

- M. André Biemar, avenue Blonden, 50/b12 à Liège;

- le bureau d'Etudes B. Bodson (mandataire: M. Bernard Bodson), rue Emile Vandervelde, 24 à Queue-de-Bois;

- M. R. Bongartz, Heiderfeld, 31 à Amel;

- M. Luc Bonnesire, rue de Marche, 22 à Aywaille;

- M. Alain Bos, rue Paul Janson, 175 à Grâce-Hollogne;

- M. J.C. Brouillard, rue Les Oies, 68 à Beaufays-Chaufontaine;

- Mme Carine Charpentier, rue de l'Aumont, 50 à Bassenge;

- M. Jacques Cremer, avenue Blonden, 50/b12 à Liège;

- M. Michel Duvivier, rue du Vieux Moulin, 16 à Chapelle-à-Wattines;

- M. Didier Fays, rue Fréson, 16 à Esneux;

- M. André Gonda, avenue Reine Fabiola, 8 à Verviers;

- M. Jean-Luc Humblet, rue Lavaux, 1 à Esneux;

- la Sprl Yvan Jason (mandataire: M. Yvan Jason), chaussée de Verviers, 26 à Theux;

- M. Philippe Kinet, rue de Huy, 58 à Villers-le-Bouillet;

- M. Marc Lampaert, rue de l'Ecole, 32 à Welkenraedt;

- M. Pierre Laport, rue de Jemeppe, 3-68 à Loncin;

- M. Jean-Pol Laroche, rue des Alouettes, 8 à Liège;

- Mme Chantal Mathonet, rue des Combattants, 1a à Vaux-sous-Chèvremont;

- M. Didier Meremans, rue de Mons, 35 à Soignies;

- M. Robert Michaux, rue Corneil Gomzé, 21B à Verviers;

- M. Dara Nashroudi, rue Haute Voie, 33 à Verlaine;

- M. Jean-Paul Pâques, rue de l'Arbre Saint-Roch, 42 à Oupeye;

- M. Pierre Philippart de Foy, rue César Franck, 38 à Liège;

- M. Nicola Prebenna, rue de l'Industrie, 123 à Seraing;

- le Bureau d'Etudes Radian Sprl (mandataire: M. Bernard Bodson), avenue Reine Fabiola, 8 à Verviers;

- M. Michel Renson, Bellmerin, 88 à Eupen;

- M. Marc Schellings, val de Berwinne, 7 à Mortroux;

- la S.P.I.+ (mandataire: Mme Marielle Marchand), rue Lonhienne, 14 à Liège.

- die "Société l'Atelier S.A." (Mandatträger: Herr Pierre Philippart de Foy), rue Charles Magnette, 11 in Lüttich;

- Herr Jean-Claude Baccus, rue Armand Rorif, 11 in Awans;

- Herr Manuel Baiverlain, rue des Sauvages Mêlées, 66 in Saive;

- Herr Guy Bare, rue du Tige, 166, in Juprelle;

- Herr J.P. Bastin, rue Roosevelt, 18 in Herve;

- Herr André Biemar, avenue Blonden, 50/b12 in Lüttich;

- die Firma "Bureau d'Etudes B. Bodson" (Mandatträger: Herr Bernard Bodson), rue Emile Vandervelde, 24 in Queue-de-Bois;

- Herr R. Bongartz, Heiderfeld, 31 in Amel;

- Herr Luc Bonnesire, rue de Marche, 22 in Aywaille;

- Herr Alain Bos, rue Paul Janson, 175 in Grâce-Hollogne;

- Herr J.C. Brouillard, rue Les Oies, 68 in Beaufays-Chaufontaine;

- Frau Carine Charpentier, rue de l'Aumont, 50 in Bassenge;

- Herr Jacques Cremer, avenue Blonden, 50/b12 in Lüttich;

- Herr Michel Duvivier, rue du Vieux Moulin, 16 in Chapelle-à-Wattines;

- Herr Didier Fays, rue Fréson, 16 in Esneux;

- Herr André Gonda, avenue Reine Fabiola, 8 in Verviers;

- Herr Jean-Luc Humblet, rue Lavaux, 1 in Esneux;

- die "Sprl Yvan Jason" (Mandatträger: Herr Yvan Jason), chaussée de Verviers, 26 in Theux;

- Herr Philippe Kinet, rue de Huy, 58 in Villers-le-Bouillet;

- Herr Marc Lampaert, rue de l'Ecole, 32 in Welkenraedt;

- Herr Pierre Laport, rue de Jemeppe, 3-68 in Loncin;

- Herr Jean-Pol Laroche, rue des Alouettes, 8 in Lüttich;

- Frau Chantal Mathonet, rue des Combattants, 1a in Vaux-sous-Chèvremont;

- Herr Didier Meremans, rue de Mons, 35 in Soignies;

- Herr Robert Michaux, rue Corneil Gomzé, 21B in Verviers;

- Herr Dara Nashroudi, rue Haute Voie, 33 in Verlaine;

- Herr Jean-Paul Pâques, rue de l'Arbre Saint-Roch, 42 in Oupeye;

- Herr Pierre Philippart de Foy, rue César Franck, 38 in Lüttich;

- Herr Nicola Prebenna, rue de l'Industrie, 123 in Seraing;

- die Firma "Bureau d'Etudes Radian Sprl" (Mandatträger: Herr Bernard Bodson), avenue Reine Fabiola, 8 in Verviers;

- Herr Michel Renson, Bellmerin, 88 in Eupen;

- Herr Marc Schellings, val de Berwinne, 7 in Mortroux;

- die "S.P.I.+" (Mandatträger: Frau Marielle Marchand), rue Lonhienne, 14 in Lüttich.

- "société l'Atelier S.A." (gemachtigde: de heer Pierre Philippart de Foy), rue Charles Magnette, 11 te Luik;

- de heer Jean-Claude Baccus, rue Armand Rorif, 11 te Awans;

- de heer Manuel Baiverlain, rue des Sauvages Mêlées, 66 te Saive;

- de heer Guy Bare, rue du Tige, 166, te Juprelle;

- de heer J.P. Bastin, rue Roosevelt, 18 te Herve;

- de heer André Biemar, avenue Blonden, 50/b12 te Luik;

- "bureau d'Etudes B. Bodson" (gemachtigde: de heer Bernard Bodson), rue Emile Vandervelde, 24 te Queue-de-Bois;

- de heer R. Bongartz, Heiderfeld, 31 te Amel;

- de heer Luc Bonnesire, rue de Marche, 22 te Aywaille;

- de heer Alain Bos, rue Paul Janson, 175 te Grâce-Hollogne;

- de heer J.C. Brouillard, rue Les Oies, 68 te Beaufays-Chaufontaine;

- mevrouw Carine Charpentier, rue de l'Aumont, 50 te Bitsingen;

- de heer Jacques Cremer, avenue Blonden, 50/b12 te Luik;

- de heer Michel Duvivier, rue du Vieux Moulin, 16 te Chapelle-à-Wattines;

- de heer Didier Fays, rue Fréson, 16 te Esneux;

- de heer André Gonda, avenue Reine Fabiola, 8 te Verviers;

- de heer Jean-Luc Humblet, rue Lavaux, 1 te Esneux;

- "Sprl Yvan Jason" (gemachtigde: de heer Yvan Jason), chaussée de Verviers, 26 te Theux;

- de heer Philippe Kinet, rue de Huy, 58 te Villers-le-Bouillet;

- de heer Marc Lampaert, rue de l'Ecole, 32 te Welkenraedt;

- de heer Pierre Laport, rue de Jemeppe, 3-68 te Loncin;

- de heer Jean-Pol Laroche, rue des Alouettes, 8 te Luik;

- mevrouw Chantal Mathonet, rue des Combattants, 1a te Vaux-sous-Chèvremont;

- de heer Didier Meremans, rue de Mons, 35 te Zinnik;

- de heer Robert Michaux, rue Corneil Gomzé, 21B te Verviers;

- de heer Dara Nashroudi, rue Haute Voie, 33 te Verlaine;

- de heer Jean-Paul Pâques, rue de l'Arbre Saint-Roch, 42 te Oupeye;

- de heer Pierre Philippart de Foy, rue César Franck, 38 te Luik;

- de heer Nicola Prebenna, rue de l'Industrie, 123 te Seraing;

- "Bureau d'Etudes Radian Sprl" (gemachtigde: de heer Bernard Bodson), avenue Reine Fabiola, 8 te Verviers;

- de heer Michel Renson, Bellmerin, 88 te Eupen;

- de heer Marc Schellings, val de Berwinne, 7 te Mortroux;

- "S.P.I.+" (gemachtigde: mevrouw Marielle Marchand), rue Lonhienne, 14 te Luik.

Par décision du 17 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- Mme Aimée Demeuldre, clos du Bosquet, 2 à Bersillies-l'Abbaye.

Durch Beschluß vom 17. Juni 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, der folgende Person die Zulassung:

- Frau Aimée Demeuldre, clos du Bosquet, 2 in Bersillies-l'Abbaye.

Bij beslissing van 17 juni 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende persoon :

- mevrouw Aimée Demeuldre, clos du Bosquet, 2 te Bersillies-l'Abbaye.

Par décision du 19 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Vincent Catteau, rue des Etudiants, 14 à Mouscron.

Par décision du 22 juin 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Jean-Louis Delecoeuillerie, rue Edmond Richard, 26 à Blandain;
- M. Alain Fagnot, rue du Hameau, 8 à Ladeuze;
- M. Joseph Maleve, rue 't Serstevens, 17 bte 2 à Thuin;
- M. Eddy Montignies, rue de la Wallonie, 3 à Tournai;
- M. Freddy Paquet, rue de Couillet, 53 à Châtelet.

Par décision du 23 juin 1998, Mme Deliëns, MM. Berthet et Roussille, fonctionnaires délégués, agrèent :

- Mme Hélène Kints, rue R. Boisacq, 5/18 à Rixensart;
- la société G. Merveille Sprl (mandataire : M. G. Merveille), rue Léanne, 102 à Namur;
- M. Willy Pare, allée de la Fragne, 5 à Nivelles;
- M. Pierre Parmentier, rue des Petites Ardennes, 2A à Philippeville;
- M. Marc Van der Putten, Guillemilaan, 40 à Grammont;
- M. Pierre Verdonck, chaussée de Charleroi, 33A à Genappe.

Par décision du 25 juin 1998, MM. Berthet et Roussille, fonctionnaires délégués, agrèent :

- M. Didier Van Ingelgem, avenue du Pois de Senteur, 40 bte 3 à 1020 Bruxelles;
- M. Damien Van Massenhove, rue du Touquet, 58 à Le Bizet.

Par décision du 26 juin 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Ludovic Borbath, Laie aux Faons, 8 à Limal;
- M. Frédéric Denis, chaussée de Tirlemont, 309 à Saint-Jean Geest;
- M. Eric De Patoul, avenue Vanderaey, 51 à 1180 Bruxelles;
- M. Joseph Maleve, rue 't Serstevens, 17 bte 2 à Thuin;
- M. Gérard Schmit, avenue de la Fauconnerie, 143 à 1170 Bruxelles.

Par décision du 26 juin 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, refuse l'agrèement à :

- la société Les Géomètres-Experts Immobiliers Associés Sprl, square de Léopoldville, 13/6 à 1040 Bruxelles.

Durch Beschluß vom 19. Juni 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, der folgenden Person die Zulassung:

- Herr Vincent Catteau, rue des Etudiants, 14 in Mouscron.

Durch Beschluß vom 22. Juni 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Jean-Louis Delecoeuillerie, rue Edmond Richard, 26 in Blandain;
- Herr Alain Fagnot, rue du Hameau, 8 in Ladeuze;
- Herr Joseph Maleve, rue 't Serstevens, 17 bte 2 in Thuin;
- Herr Eddy Montignies, rue de la Wallonie, 3 in Tournai;
- Herr Freddy Paquet, rue de Couillet, 53 in Châtelet.

Durch Beschluß vom 23. Juni 1998 gewähren Frau Deliëns, Herr Berthet und Herr Roussille, beauftragte Beamte, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Frau Hélène Kints, rue R. Boisacq, 5/18 in Rixensart;
- die "Société G. Merveille Sprl" (Mandatträger: Herr G. Merveille), rue Léanne, 102 in Namur;
- Herr Willy Pare, allée de la Fragne, 5 in Nivelles;
- Herr Pierre Parmentier, rue des Petites Ardennes, 2A in Philippeville;
- Herr Marc Van der Putten, Guillemilaan, 40 in Grammont;
- Herr Pierre Verdonck, chaussée de Charleroi, 33A in Genappe.

Durch Beschluß vom 25. Juni 1998 gewähren Herr Berthet und Herr Roussille, beauftragte Beamte, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Didier Van Ingelgem, avenue du Pois de Senteur, 40 bte 3 in 1020 Bruxelles;
- Herr Damien Van Massenhove, rue du Touquet, 58 in Le Bizet.

Durch Beschluß vom 26. Juni 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Ludovic Borbath, Laie aux Faons, 8 in Limal;
- Herr Frédéric Denis, chaussée de Tirlemont, 309 in Saint-Jean-Geest;
- Herr Eric De Patoul, avenue Vanderaey, 51 in 1180 Brüssel;
- Herr Joseph Maleve, rue 't Serstevens, 17 bte 2 in Thuin;
- Herr Gérard Schmit, avenue de la Fauconnerie, 143 in 1170 Bruxelles.

Durch Beschluß vom 26. Juni 1998 weigert Herr Berthet, beauftragter Beamter, der folgenden Gesellschaft die Zulassung:

- die "Société Les Géomètres-Experts Immobiliers Associés Sprl", square de Léopoldville, 13/6 in 1040 Brüssel.

Bij beslissing van 19 juni 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende persoon :

- de heer Vincent Catteau, rue des Etudiants, 14 te Moeskroen.

Bij beslissing van 22 juni 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Jean-Louis Delecoeuillerie, rue Edmond Richard, 26 te Blandain;
- de heer Alain Fagnot, rue du Hameau, 8 te Ladeuze;
- de heer Joseph Maleve, rue 't Serstevens, 17 bte 2 te Thuin;
- de heer Eddy Montignies, rue de la Wallonie, 3 te Doornik;
- de heer Freddy Paquet, rue de Couillet, 53 te Châtelet.

Bij beslissing van 23 juni 1998 erkennen mevrouw Deliëns, de heren Berthet en Roussille, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen en vennootschappen :

- mevrouw Hélène Kints, rue R. Boisacq, 5/18 te Rixensart;
- "société G. Merveille Sprl" (gemachtigde : de heer G. Merveille), rue Léanne, 102 te Namen;
- de heer Willy Pare, allée de la Fragne, 5 te Nijvel;
- de heer Pierre Parmentier, rue des Petites Ardennes, 2A te Philippeville;
- de heer Marc Van der Putten, Guillemilaan, 40 te Geraardsbergen;
- de heer Pierre Verdonck, chaussée de Charleroi, 33A te Genepiën.

Bij beslissing van 25 juni 1998 erkennen de heren Berthet en Roussille, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen :

- de heer Didier Van Ingelgem, avenue du Pois de Senteur, 40 bte 3 te 1020 Brussel;
- de heer Damien Van Massenhove, Touquetstraat, 58 te Bizet.

Bij beslissing van 26 juni 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Ludovic Borbath, Laie aux Faons, 8 te Limal;
- de heer Frédéric Denis, chaussée de Tirlemont, 309 te Saint-Jean-Geest;
- de heer Eric De Patoul, avenue Vanderaey, 51 te 1180 Brussel;
- de heer Joseph Maleve, rue 't Serstevens, 17 bte 2 te Thuin;
- de heer Gérard Schmit, avenue de la Fauconnerie, 143 te 1170 Brussel.

Bij beslissing van 26 juni 1998 weigert de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende vennootschap te erkennen :

- "société Les Géomètres-Experts Immobiliers Associés Sprl", square de Léopoldville, 13/6 te 1040 Brussel.

Par décision du 29 juin 1998, Mme Deliens, MM. Berthet et Roussille, fonctionnaires délégués, agréés :

- M. Guy Berghmans, rue Jean Philippe, 26 à Ohain;
- M. Marc De Bonhomme, rue de Namur, 69 à Wavre;
- M. Emile Culem, avenue Schlogel, 9 à Ciney;
- M. Pierre Delcourt, rue des 3 Maisons, 33 à Saint-Martin;
- la société Internationale Architecture S.I.A. (mandataires : MM. Beranger G. et Capieaux F.), rue J.P. Brasseur, 32 à Luxembourg;
- M. Pascal Marteleur, rue Colas Jean, 48 à L'Escaillère;
- M. Willy Masson, rue de la Gare, 72 à Eghezée;
- M. Frédéric Mauroy, rue O. Bataille, 167 à Basècles;
- Mme Dominique Merlin, avenue Louise, 343 à 1050 Bruxelles;
- M. Jean Rousseau, rue des Tulipes, 9 à Beauraing.

Par décision du 30 juin 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. François Bertrand, rue de la Croix Gabriel, 32 à Nivelles;
- M. Olivier Dambly, avenue Marie-Louise, 59 à Waterloo;
- M. Stéphane Dubois, La Grande Buisserie, 14 à Ohain;
- M. Jean-Paul Mathen, rue Margot, 6 à Corbais.

Par décision du 1^{er} juillet 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Richard Dossogne, boulevard Audent, 31 à Charleroi;
- M. Erdogan Kocer, rue Brisselot, 13/5 à Mons;
- M. Bernard Losseau, rue Désiré Quenne, 28 à Montigny-le-Tilleul;
- M. Roberto Martines, rue de Longtain, 22/1 à La Louvière;
- M. Christian Renotte, avenue Reine Astrid, 4 à Gerpennes;
- M. Jacques Roch, rue de Longtain, 22/1 à La Louvière;
- M. Xavier Van Der Heyden, rue d'Audiger, 3 à Soignies.

M. Aubertin, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Robert Andrin, rue du Luxembourg, 62 à Habay;
- M. Jean Arnould, rue d'Hatrival, 173 à Libin;
- M. Francis Bourguignon, rue du Bois, 8 à Libramont;
- M. Eric Evrard, rue Victor Libert, 45 à Marche-en-Famenne;
- M. Jean-Luc Henry, rue Noël 1944, 32 à Marche-en-Famenne;
- M. Gérard Kemp, rue d'Udange, 51 à Meix-le-Tige;
- M. Jacques Kerger, chemin du Hays, 1a à Neufchâteau;
- M. Philippe Georges, rue du Beau Site, 24 à Messancy;

Durch Beschluß vom 29. Juni 1998 gewähren Frau Deliens, Herr Berthet und Herr Roussille, beauftragte Beamte, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Herr Guy Berghmans, rue Jean Philippe, 26 in Ohain;
- Herr Marc De Bonhomme, rue de Namur, 69 in Wavre;
- Herr Emile Culem, avenue Schlogel, 9 in Ciney;
- Herr Pierre Delcourt, rue des 3 Maisons, 33 in Saint-Martin;
- die "Société Internationale Architecture S.I.A." (Mandatträger: Herr Beranger G. und Herr Capieaux F.), rue J.P. Brasseur, 32 in Luxemburg;
- Herr Pascal Marteleur, rue Colas Jean, 48 in L'Escaillère;
- Herr Willy Masson, rue de la Gare, 72 in Eghezée;
- Herr Frédéric Mauroy, rue O. Bataille, 167 in Basècles;
- Frau Dominique Merlin, avenue Louise, 343 in 1050 Brüssel;
- Herr Jean Rousseau, rue des Tulipes, 9 in Beauraing.

Durch Beschluß vom 30. Juni 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr François Bertrand, rue de la Croix Gabriel, 32 in Nivelles;
- Herr Olivier Dambly, avenue Marie-Louise, 59 in Waterloo;
- Herr Stéphane Dubois, La Grande Buisserie, 14 in Ohain;
- Herr Jean-Paul Mathen, rue Margot, 6 in Corbais.

Durch Beschluß vom 1. Juli 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Richard Dossogne, boulevard Audent, 31 in Charleroi;
- Herr Erdogan Kocer, rue Brisselot, 13/5 in Mons;
- Herr Bernard Losseau, rue Désiré Quenne, 28 in Montigny-le-Tilleul;
- Herr Roberto Martines, rue de Longtain, 22/1 in La Louvière;
- Herr Christian Renotte, avenue Reine Astrid, 4 in Gerpennes;
- Herr Jacques Roch, rue de Longtain, 22/1 in La Louvière;
- Herr Xavier Van Der Heyden, rue d'Audiger, 3 in Soignies.

Herr Aubertin, beauftragter Beamter, gewährt den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Herr Robert Andrin, rue du Luxembourg, 62 in Habay;
- Herr Jean Arnould, rue d'Hatrival, 173 in Libin;
- Herr Francis Bourguignon, rue du Bois, 8 in Libramont;
- Herr Eric Evrard, rue Victor Libert, 45 in Marche-en-Famenne;
- Herr Jean-Luc Henry, rue Noël 1944, 32 in Marche-en-Famenne;
- Herr Gérard Kemp, rue d'Udange, 51 in Meix-le-Tige;
- Herr Jacques Kerger, chemin du Hays, 1a in Neufchâteau;
- Herr Philippe Georges, rue du Beau Site, 24 in Messancy;

Bij beslissing van 29 juni 1998 erkennen mevrouw Deliens, de heren Berthet en Roussille, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen en vennootschappen :

- de heer Guy Berghmans, rue Jean Philippe, 26 te Ohain;
- de heer Marc De Bonhomme, rue de Namur, 69 te Wavre;
- de heer Emile Culem, avenue Schlogel, 9 te Ciney;
- de heer Pierre Delcourt, rue des 3 Maisons, 33 te Saint-Martin;
- "société Internationale Architecture S.I.A." (gemachtigden : de heren Beranger G. en Capieaux F.), rue J.P. Brasseur, 32 te Luxemburg;
- de heer Pascal Marteleur, rue Colas Jean, 48 te L'Escaillère;
- de heer Willy Masson, rue de la Gare, 72 te Eghezée;
- de heer Frédéric Mauroy, rue O. Bataille, 167 te Basècles;
- mevrouw Dominique Merlin, avenue Louise, 343, te 1050 Brussel;
- de heer Jean Rousseau, rue des Tulipes, 9 te Beauraing.

Bij beslissing van 30 juni 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer François Bertrand, rue de la Croix Gabriel, 32 te Nijvel;
- de heer Olivier Dambly, avenue Marie-Louise, 59 te Waterloo;
- de heer Stéphane Dubois, La Grande Buisserie, 14 te Ohain;
- de heer Jean-Paul Mathen, rue Margot, 6 te Corbais.

Bij beslissing van 1 juli 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Richard Dossogne, boulevard Audent, 31 te Charleroi;
- de heer Erdogan Kocer, rue Brisselot, 13/5 te Bergen;
- de heer Bernard Losseau, rue Désiré Quenne, 28 te Montigny-le-Tilleul;
- de heer Roberto Martines, rue de Longtain, 22/1 te La Louvière;
- de heer Christian Renotte, avenue Reine Astrid, 4 te Gerpennes;
- de heer Jacques Roch, rue de Longtain, 22/1 te La Louvière;
- de heer Xavier Van Der Heyden, rue d'Audiger, 3 te Zinnik.

De heer Aubertin, gemachtigde ambtenaar, erkent de volgende personen :

- de heer Robert Andrin, rue du Luxembourg, 62 te Habay;
- de heer Jean Arnould, rue d'Hatrival, 173 te Libin;
- de heer Francis Bourguignon, rue du Bois, 8 te Libramont;
- de heer Eric Evrard, rue Victor Libert, 45 te Marche-en-Famenne;
- de heer Jean-Luc Henry, rue Noël 1944, 32 te Marche-en-Famenne;
- de heer Gérard Kemp, rue d'Udange, 51 te Meix-le-Tige;
- de heer Jacques Kerger, chemin du Hays, 1a te Neufchâteau;
- de heer Philippe Georges, rue du Beau Site, 24 te Messancy;

- l'Intercommunale IDELUX (mandataire : M. Ligot), drève de l'Arc en Ciel, 98 à Arlon;

- M. Philippe Lecocq, La Pimperlle, 21 à Marche-en-Famenne;

- M. Benoît Muller, Luzery, 11 à Bastogne;

- M. Dany Quoilin, chemin du Hays, 1a à Neufchâteau;

- M. Philippe Sonnet, rue Victor Libert, 45 à Marche-en-Famenne;

- M. Jean-Luc Wanlin, rue du Saupont, 26 à Bertrix;

- M. Paul Wauthot, rue de Grandvoir, 17 à Neuvillers.

- die Interkommunale IDELUX (Mandatträger: Herr Ligot), drève de l'Arc en Ciel, 98 in Arlon;

- Herr Philippe Lecocq, La Pimperlle, 21 in Marche-en-Famenne;

- Herr Benoît Muller, Luzery, 11 in Bastogne;

- Herr Dany Quoilin, chemin du Hays, 1a in Neufchâteau;

- Herr Philippe Sonnet, rue Victor Libert, 45 in Marche-en-Famenne;

- Herr Jean-Luc Wanlin, rue du Saupont, 26 in Bertrix;

- Herr Paul Wauthot, rue de Grandvoir, 17 in Neuvillers.

- "Intercommunale IDELUX" (gemachtigde : de heer Ligot), drève de l'Arc en Ciel, 98 te Aarlen;

- de heer Philippe Lecocq, La Pimperlle, 21 te Marche-en-Famenne;

- de heer Benoît Muller, Luzery, 11 te Bastenaken;

- de heer Dany Quoilin, chemin du Hays, 1a te Neufchâteau;

- de heer Philippe Sonnet, rue Victor Libert, 45 te Marche-en-Famenne;

- de heer Jean-Luc Wanlin, rue du Saupont, 26 te Bertrix;

- de heer Paul Wauthot, rue de Grandvoir, 17 te Neuvillers.

Par décision du 2 juillet 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Jean Wilmotte, rue Crebeyck, 33 à Perwez.

Durch Beschluß vom 2. Juli 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, der folgenden Person die Zulassung:

- Herr Jean Wilmotte, rue Crebeyck, 33 in Perwez.

Bij beslissing van 2 juli 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende persoon :

- de heer Jean Wilmotte, rue Crebeyck, 33 te Perwijs.

Par décision du 3 juillet 1998, Mme Deliens et M. Delecour, fonctionnaires délégués, agréent :

- Mme Brigitte Browet, avenue E. Masciaux, 257 à Marcinelle;

- le Bureau de Consultation Foncière S.A. (mandataire : M. Vincent Crispeels), rue Grande, 92 à Dinant;

- M. Jean-Marc Cloosen, rue Delfosse, 9 à Liège;

- M. Patrick Colot, rue Saint-Loup, 4 à Namur;

- le C.R.A.U. (mandataires : MM. Collette et Hanocq), quai Baning, 6 à Liège;

- M. Charles Dewez, rue des Ecoles, 29 à Verviers;

- M. Michel Ducoeur, rue Winston Churchill, 131 à Courcelles;

- M. O. Dulieu, Thier Ardent, 27 à Engis;

- M. Gil Honore, rue Fond Pirette, 43 à Liège;

- la société La Maison du Géomètre (mandataire : M. Jean-Claude Barvaux), rue des Chasseurs Ardennais, 9 à Marche-en-Famenne;

- M. Jacques Lambotte, rue de l'Abreuvoir, 20 à 1170 Bruxelles;

- M. Roger Leclercq, rue Félix Close, 37 à Theux;

- M. M. Ledent, rue de Herve, 464 à Grivegnée;

- M. Etienne Lefèbvre, rue de Suarlée, 9 à Floreffe;

- M. Herman Levenstond, rue des Vennes, 89 à Liège;

- M. Gabriel Lories, rue Hullos, 40 à Liège;

- la société Bureau d'études Lovinfosse et Preud'Homme (mandataires : MM. Thierry Lovinfosse et Frédéric Preud'Homme), rue P. Janson, 4/1 à Seraing;

Durch Beschluß vom 3. Juli 1998 gewähren Frau Deliens und Herr Delecour, beauftragte Beamte, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- Frau Brigitte Browet, avenue E. Masciaux, 257 in Marcinelle;

- die Firma "Bureau de Consultation Foncière S.A." (Mandatträger: Herr Vincent Crispeels), rue Grande, 92 in Dinant;

- Herr Jean-Marc Cloosen, rue Delfosse, 9 in Lüttich;

- Herr Patrick Colot, rue Saint-Loup, 4 in Namur;

- das Büro C.R.A.U. (Mandatträger: Herr Collette und Herr Hanocq), quai Baning, 6 in Lüttich;

- Herr Charles Dewez, rue des Ecoles, 29 in Verviers;

- Herr Michel Ducoeur, rue Winston Churchill, 131 in Courcelles;

- Herr O. Dulieu, Thier Ardent, 27 in Engis;

- Herr Gil Honore, rue Fond Pirette, 43 in Lüttich;

- die Gesellschaft "La Maison du Géomètre" (Mandatträger: Herr Jean-Claude Barvaux), rue des Chasseurs Ardennais, 9 in Marche-en-Famenne;

- Herr Jacques Lambotte, rue de l'Abreuvoir, 20 in 1170 Brüssel;

- Herr Roger Leclercq, rue Félix Close, 37 in Theux;

- Herr M. Ledent, rue de Herve, 464 in Grivegnée;

- Herr Etienne Lefèbvre, rue de Suarlée, 9 in Floreffe;

- Herr Herman Levenstond, rue des Vennes, 89 in Lüttich;

- Herr Gabriel Lories, rue Hullos, 40 in Lüttich;

- die Gesellschaft "Bureau d'études Lovinfosse et Preud'Homme" (Mandatträger: Herr Thierry Lovinfosse und Herr Frédéric Preud'Homme), rue P. Janson, 4/1 in Seraing;

Bij beslissing van 3 juli 1998 erkennen mevrouw Deliens en de heer Delecour, gemachtigde ambtenaren, de volgende personen en vennootschappen :

- mevrouw Brigitte Browet, avenue E. Masciaux, 257 te Marcinelle;

- "Bureau de Consultation Foncière S.A." (gemachtigde : de heer Vincent Crispeels), rue Grande, 92 te Dinant;

- de heer Jean-Marc Cloosen, rue Delfosse, 9 te Luik;

- de heer Patrick Colot, rue Saint-Loup, 4 te Namen;

- "le C.R.A.U." (gemachtigden : de heren Collette en Hanocq), quai Baning, 6 te Luik;

- de heer Charles Dewez, rue des Ecoles, 29 te Verviers;

- de heer Michel Ducoeur, rue Winston Churchill, 131 te Courcelles;

- de heer O. Dulieu, Thier Ardent, 27 te Engis;

- de heer Gil Honore, rue Fond Pirette, 43 te Luik;

- "société La Maison du Géomètre" (gemachtigde : de heer Jean-Claude Barvaux), rue des Chasseurs Ardennais, 9 te Marche-en-Famenne;

- de heer Jacques Lambotte, rue de l'Abreuvoir, 20 te 1170 Brussel;

- de heer Roger Leclercq, rue Félix Close, 37 te Theux;

- de heer M. Ledent, rue de Herve, 464 te Grivegnée;

- de heer Etienne Lefèbvre, rue de Suarlée, 9 te Floreffe;

- de heer Herman Levenstond, rue des Vennes, 89 te Luik;

- de heer Gabriel Lories, rue Hullos, 40 te Luik;

- "société Bureau d'études Lovinfosse et Preud'Homme" (gemachtigden : de heren Thierry Lovinfosse en Frédéric Preud'Homme), rue P. Janson, 4/1 te Seraing;

- M. Joseph Maleve, rue t'Serstevens, 17 bte 2 à Thuin;
 - M. Jean-Charles Maquet, rue des Ponts, 64 à Ans;
 - M. Jean Wagnies, rue des Tourbes, 42 à Wanze;
 - M. René Xhonneux, rue Mitoyenne, 27 à Welkenraedt.

- Herr Joseph Maleve, rue t'Serstevens, 17 bte 2 in Thuin;
 - Herr Jean-Charles Maquet, rue des Ponts, 64 in Ans
 - Herr Jean Wagnies, rue des Tourbes, 42 in Wanze;
 - Herr René Xhonneux, rue Mitoyenne, 27 in Welkenraedt.

- de heer Joseph Maleve, rue t'Serstevens, 17 bte 2 te Thuin;
 - de heer Jean-Charles Maquet, rue des Ponts, 64 te Ans
 - de heer Jean Wagnies, rue des Tourbes, 42 te Wanze;
 - de heer René Xhonneux, rue Mitoyenne, 27 te Welkenraedt.

Par décision du 6 juillet 1998, M. Berthet, fonctionnaire délégué, agréé :

- la S.P.R.L BRAT (mandataire : M. Peter Pillen), rue Van Elewyck, 21 à 1050 Bruxelles;
 - M. Olivier Brisbois, rue de Bonne Espérance, 11 à Louvain-la-Neuve;
 - M. Paul-Emile Durant, rue Haute, 48 à Louvain-la-Neuve;
 - la S.P.R.L. GROUPE 34 (mandataire : M. Stéphane Braun), chaussée de Louvain, 334 à Wavre;
 - Mme Francine Henrotte, rue de la Grippe-lotte, 12 à Chaumont-Gistoux;
 - M. Michel Kneipe, Tout Vent, 31 à Dion-Valmont;
 - M. Jean-François Kremer, boulevard A. Reyers, 31 à 1030 Bruxelles;
 - M. Pierre Philippe, rue Mataise, 2 à Chastre;
 - M. Patrick Vinck, Tienne de la Pichaute, 2 à Wavre.
 M. Aubertin, fonctionnaire délégué, agréé :
 - M. Christian Brevers, rue du Centre, 69b à Arlon-Frassem;
 - M. Jean-François Frognet, rue du Marmosay, 5 à Paliseul;
 - M. Georges Jacquemin, rue Jarlicyn, 31 à Libramont.

Durch Beschluß vom 6. Juli 1998 gewährt Herr Berthet, beauftragter Beamter, den folgenden Personen bzw. Gesellschaften die Zulassung:

- die "S.P.R.L BRAT" (Mandatträger: Herr Peter Pillen), rue Van Elewyck, 21 in 1050 Brüssel;
 - Herr Olivier Brisbois, rue de Bonne Espérance, 11 in Louvain-la-Neuve;
 - Herr Paul-Emile Durant, rue Haute, 48 in Louvain-la-Neuve;
 - die "S.P.R.L. GROUPE 34" (Mandatträger: Herr Stéphane Braun), chaussée de Louvain, 334 in Wavre;
 - Frau Francine Henrotte, rue de la Grippe-lotte, 12 in Chaumont-Gistoux;
 - Herr Michel Kneipe, Tout Vent, 31 in Dion-Valmont;
 - Herr Jean-François Kremer, boulevard A. Reyers, 31 in 1030 Brüssel;
 - Herr Pierre Philippe, rue Mataise, 2 in Chastre;
 - Herr Patrick Vinck, Tienne de la Pichaute, 2 in Wavre.
 Herr Aubertin, beauftragter Beamter, gewährt den folgenden Personen die Zulassung:
 - Herr Christian Brevers, rue du Centre, 69b in Arlon-Frassem;
 - Herr Jean-François Frognet, rue du Marmosay, 5 in Paliseul;
 - Herr Georges Jacquemin, rue Jarlicyn, 31 in Libramont.

Bij beslissing van 6 juli 1998 erkent de heer Berthet, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen en vennootschappen :

- "S.P.R.L BRAT" (gemachtigde : de heer Peter Pillen), rue Van Elewyck, 21 te 1050 Brussel;
 - de heer Olivier Brisbois, rue de Bonne Espérance, 11 te Louvain-la-Neuve;
 - de heer Paul-Emile Durant, rue Haute, 48 te Louvain-la-Neuve;
 - "S.P.R.L. GROUPE 34" (gemachtigde : de heer Stéphane Braun), chaussée de Louvain, 334 te Waver;
 - mevrouw Francine Henrotte, rue de la Grippe-lotte, 12 te Chaumont-Gistoux;
 - de heer Michel Kneipe, Tout Vent, 31 te Dion-Valmont;
 - de heer Jean-François Kremer, boulevard A. Reyers, 31 te 1030 Brussel;
 - de heer Pierre Philippe, rue Mataise, 2 te Chastre;
 - de heer Patrick Vinck, Tienne de la Pichaute, 2 te Waver.
 De heer Aubertin, gemachtigde ambtenaar, erkent de volgende personen :
 - de heer Christian Brevers, rue du Centre, 69b te Arlon-Frassem;
 - de heer Jean-François Frognet, rue du Marmosay, 5 te Paliseul;
 - de heer Georges Jacquemin, rue Jarlicyn, 31 te Libramont.

Par décision du 7 juillet 1998, M. Roussille, fonctionnaire délégué, agréé :

- M. Michel Ducoeur, rue Winston Churchill, 131 à Courcelles;
 - M. Pascal Marey, rue du Beau Site, 76 à Mouscron;
 - M. Bernard Mersh, rue du Marais, 3 à Wannebecq.

Durch Beschluß vom 7. Juli 1998 gewährt Herr Roussille, beauftragter Beamter, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Michel Ducoeur, rue Winston Churchill, 131 in Courcelles;
 - Herr Pascal Marey, rue du Beau Site, 76 in Mouscron;
 - Herr Bernard Mersh, rue du Marais, 3 in Wannebecq.

Bij beslissing van 7 juli 1998 erkent de heer Roussille, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Michel Ducoeur, rue Winston Churchill, 131 te Courcelles;
 - de heer Pascal Marey, rue du Beau Site, 76 te Moeskroen;
 - de heer Bernard Mersh, rue du Marais, 3 te Wannebecq.

Par décision du 7 juillet 1998, Mme Deliens, fonctionnaire déléguée, agréée :

- M. Edmond Denis, Grande Chavée, 13 à Zétrud-Lumay;
 - M. Eric Mourmaux, rue d'Insevaux, 124 à Malonne.

Durch Beschluß vom 7. Juli 1998 gewährt Frau Deliens, beauftragte Beamte, den folgenden Personen die Zulassung:

- Herr Edmond Denis, Grande Chavée, 13 in Zétrud-Lumay;
 - Herr Eric Mourmaux, rue d'Insevaux, 124 in Malonne.

Bij beslissing van 7 juli 1998 erkent mevrouw Deliens, gemachtigde ambtenaar, de volgende personen :

- de heer Edmond Denis, Grande Chavée, 13 te Zétrud-Lumay;
 - de heer Eric Mourmaux, rue d'Insevaux, 124 te Malonne.

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

COUR D'ARBITRAGE

[C - 98/21399]

Avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage

Par requêtes adressées à la Cour par lettres recommandées à la poste le 20 août 1998 et parvenues au greffe le 21 août 1998, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, rue Ducale 7-9, 1000 Bruxelles, et le président du Conseil de la même Région, dont le cabinet est établi à 1000 Bruxelles, rue du Lombard 57, ont introduit un recours en annulation de l'article 12 de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante (publiée au *Moniteur belge* du 21 février 1998), pour cause de violation des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des communautés et des régions et des articles 10 et 11 de la Constitution.

Ces affaires sont inscrites sous les numéros 1400 et 1401 du rôle de la Cour et ont été jointes.

Le greffier,
L. Potoms.

ARBITRAGEHOF

[C - 98/21399]

Bericht voorgeschreven bij artikel 74 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof

Bij verzoekschriften die aan het Hof zijn toegezonden bij op 20 augustus 1998 ter post aangetekende brieven en ter griffie zijn ingekomen op 21 augustus 1998, hebben de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, Hertogsstraat 7-9, 1000 Brussel, en de voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Raad, wiens kabinet is gevestigd te 1000 Brussel, Lombardstraat 57, beroep tot vernietiging ingesteld van artikel 12 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1998), wegens schending van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de gemeenschappen en de gewesten, en van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet.

Die zaken zijn ingeschreven onder de nummers 1400 en 1401 van de rol van het Hof en zijn samengevoegd.

De griffier,
L. Potoms.

SCHIEDSHOF

[C - 98/21399]

Bekanntmachung vorgeschrieben durch Artikel 74 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof

Mit Klageschriften, die dem Hof mit am 20. August 1998 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen zugesandt wurden und am 21. August 1998 in der Kanzlei eingegangen sind, erhoben die Regierung der Region Brüssel-Hauptstadt, rue Ducale 7-9, 1000 Brüssel, und der Präsident des Rates derselben Region, mit Amtssitz in 1000 Brüssel, rue du Lombard 57, Klage auf Nichtigerklärung von Artikel 12 des Programmgesetzes vom 10. Februar 1998 zur Förderung des selbständigen Unternehmertums (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 21. Februar 1998), wegen Verstoßes gegen die durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeiten von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften und gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Diese Rechtssachen wurden unter den Nummern 1400 und 1401 ins Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragen und verbunden.

Der Kanzler,
L. Potoms.

RECHTERLIJKE MACHT

[98/12861]

Arbeidsrechtbank te Nijvel

Op 10 juni 1998, werd de heer Gilot, Henri, werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank te Nijvel, door de voorzitter van deze rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

[98/12862]

Op 10 juni 1998 werd de heer Hanin, André, werkend rechter in sociale zaken, als werkgever, bij de arbeidsrechtbank te Nijvel, door de voorzitter van deze rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

POUVOIR JUDICIAIRE

[98/12861]

Tribunal du travail de Nivelles

Le 10 juillet 1998, M. Gilot, Henri, juge social effectif au titre de travailleur ouvrier, au tribunal du travail de Nivelles, a été désigné par le président de ce tribunal pour exercer les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

[98/12862]

Le 10 juillet 1998, M. Hanin, André, juge social effectif au titre d'employeur, au tribunal du travail de Nivelles, a été désigné par le président de ce tribunal pour exercer les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

[98/12863]

Arbeidsrechtbanken te Verviers, Eupen

Op 4 september 1998 werd de heer Martin, André, werkend rechter in sociale zaken, als werknemer-arbeider, bij de arbeidsrechtbank te Verviers, door de voorzitter van deze rechtbank aangewezen om het ambt van plaatsvervangend magistraat uit te oefenen tot hij de leeftijd van 70 jaar heeft bereikt.

[98/12863]

Tribunaux du travail de Verviers, Eupen

Le 4 septembre 1998, M. Martin, André, juge social effectif au titre de travailleur ouvrier, au tribunal du travail de Verviers, a été désigné par le président de ce tribunal pour exercer les fonctions de magistrat suppléant jusqu'à ce qu'il ait atteint l'âge de 70 ans.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER

[C - 98/21405]

Federale Diensten voor wetenschappelijke, technische en culturele aangelegenheden**Evaluatie van de medisch-sociale opvangcentra voor druggebruikers
Oproep tot voorstellen****I. Inleiding.**

Op 3 februari 1995 heeft de Ministerraad het actieplan "Toxicomanie-Drugs" goedgekeurd. Punt G voorziet in de evaluatie, door de DWTC, van de "medisch-sociale opvangcentra voor druggebruikers" (MSOCs).

Overeenkomstig de beslissing van de Ministerraad van 6 december 1996 hebben de DWTC een handboek voor de evaluatie van de MSOCs laten opstellen.

Op 18 september 1998 heeft de Ministerraad de uitvoering van de evaluatie van de MSOCs met behulp van dit handboek goedgekeurd.

De DWTC doen thans een oproep tot universitaire instellingen en onderzoek- en studiecetra uit de non-profitsector voor de evaluatie van de medisch-sociale opvangcentra voor druggebruikers. Deze evaluatie moet gebeuren overeenkomstig het handboek dat de DWTC hebben laten opstellen.

II. Beschrijving van het onderzoek.

Het onderzoek bestaat in het uitvoeren van de evaluatie van de medisch-sociale opvangcentra voor druggebruikers, het opstellen van een verslag hierover en het meewerken aan initiatieven om de onderzoeksresultaten bekend te maken. Het handboek voor de evaluatie kan op eenvoudige aanvraag bij de DWTC worden verkregen.

III. Beknopte beschrijving van de uitvoering in het kader van deze oproep tot voorstellen.

Voor dit onderzoek wordt een budget van 15,5 miljoen frank uitgetrokken. Dit bedrag dekt zowel de loon- en werkingskosten van de onderzoekers als de valorisatie van het onderzoek.

Het onderzoek zal lopen van 01.01.1999 tot 31.12.2000.

De ploegen die aan dit onderzoek wensen deel te nemen, moeten blijk geven van ervaring op het vlak van onderzoek inzake druggebruik en het terzake gevoerde beleid. Bovendien moet de ploeg zodanig zijn samengesteld dat de MSOCs in de verschillende delen van het land kunnen worden onderzocht en dat daarbij hun eigen taal wordt gebruikt. Ten slotte moet duidelijk worden aangegeven wie verantwoordelijk zal zijn voor de coördinatie van het onderzoek in de verschillende delen van het land en zal instaan voor de eindrapportering. De coördinator van het onderzoek zal tegenover de DWTC verantwoordelijk zijn voor de kwaliteit van de verschillende onderdelen van het onderzoek, ook voor de gedeelten die gebeurlijk door ploegen uit andere onderzoekcentra zouden worden uitgevoerd.

IV. Hoe antwoorden op deze oproep tot voorstellen.

Wie geïnteresseerd is om deze oproep te beantwoorden, wordt verzocht te schrijven of te faxen naar :

Federale Diensten voor Wetenschappelijke, Technische en Culturele Aangelegenheden,

Programma van Toekomstgericht sociaal-economisch onderzoek,

Wetenschapsstraat 8,

B-1000 Brussel,

Telefax : (02) 230 59 12.

Geïnteresseerden zullen een dossier ontvangen met alle nuttige informatie over het programma en de vormvereisten waaraan het voorstel dient te voldoen.

SERVICES DU PREMIER MINISTRE

[C - 98/21405]

Services fédéraux des affaires scientifiques, techniques et culturelles**Evaluation des maisons d'accueil socio-sanitaire pour usagers de drogues. — Appel aux propositions****I. Introduction.**

Le 3 février 1995, le Conseil des Ministres a approuvé le plan d'action « Toxicomanie-Drogues ». Ce plan prévoit, dans son point G, l'évaluation, par les SSTC des « maisons d'accueil socio-sanitaire pour usagers de drogues » (MASS).

Conformément à la décision du Conseil des Ministres du 6 décembre 1996, les SSTC ont fait rédiger un guide d'évaluation des MASS.

Le 18 septembre 1998, le Conseil des Ministres a approuvé la mise en oeuvre de l'évaluation des MASS sur base de ce manuel.

Les SSTC lancent maintenant un appel aux institutions universitaires et centres d'étude et de recherche du secteur non marchand qui souhaitent introduire des propositions pour l'évaluation des maisons d'accueil socio-sanitaire pour usagers de drogues. Cette évaluation aura lieu suivant le manuel rédigé à la demande des SSTC.

II. Description de la recherche.

La recherche consiste en la mise en oeuvre de l'évaluation des maisons d'accueil socio-sanitaire, la rédaction d'un rapport et la collaboration aux initiatives visant à disséminer les résultats de la recherche. Le guide d'évaluation peut être obtenu auprès des SSTC sur simple demande.

III. Description succincte de la mise en oeuvre dans le cadre du présent appel aux propositions.

Un budget de 15,5 millions de FB est prévu pour cette étude. Ce montant couvre à la fois les frais de personnel et de fonctionnement et les activités de valorisation des résultats.

La recherche se déroulera du 01.01.1999 au 31.12.2000.

L'équipe de recherche doit disposer de l'expérience de recherche nécessaire dans le domaine de l'usage de la drogue et des politiques dans la matière. De plus, elle doit être constituée de telle façon que la recherche sur les MASS puisse être effectuée dans les différentes parties du pays dans la langue de celles-ci. Finalement, les candidats doivent indiquer le responsable de la coordination de la recherche dans les différentes parties du pays et du rapport final. Ce coordinateur de recherche sera responsable de la qualité des différents aspects de la recherche vis-à-vis des SSTC, y compris des parties qui seraient éventuellement mises en oeuvre par des équipes d'autres centres de recherche.

IV. Comment répondre à cet appel aux propositions.

Les personnes intéressées à répondre à cet appel sont invitées à contacter par écrit ou téléfax :

les Services fédéraux des Affaires scientifiques, techniques et culturelles,

Programme de Recherches socio-économiques prospectives,

rue de la Science 8,

B-1000 Bruxelles,

téléfax : (02) 230 59 12.

Il leur sera envoyé un dossier contenant toutes les informations sur le programme et les instructions sur la manière de présenter leur proposition.

Deze informatie is ook op BELNET te vinden op de WWW-server :

<http://www.belspo.be> (annoncements).

V. *Sluitingsdatum.*

Alle voorstellen moeten toekomen uiterlijk op 30 november 1998, om 17 uur.

Het is aan de indieners erover te waken dat hun voorstel binnen de gestelde termijn wordt ingediend.

De DWTC zullen geen rekening houden met voorstellen die na de sluitingsdatum worden ingediend.

On peut retrouver ces informations via BELNET sur le serveur WWW :

<http://www.belspo.be> (annoncements).

V. *Date de clôture.*

Les propositions doivent parvenir au plus tard le 30 novembre 1998, à 17 heures.

Il appartient aux candidats de veiller à ce que leur proposition parvienne dans les délais.

Passé la date de clôture, les SSTC ne pourront plus prendre en compte les réponses à l'appel aux propositions.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[98/09823]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

- ondervoorzitter in de arbeidsrechtbank te Brugge : 1;
- substituut-krijgsauditeur : 2.

Deze plaatsen vervangen deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juni 1998 en 31 juli 1998.

De magistraten die zullen worden benoemd tot deze functies zullen voorwerp uitmaken van een afvaardiging naar het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel op basis van artikel 327 van het Gerechtelijk Wetboek.

De kandidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

Notariaat. — Vacante betrekkingen

- notaris ter standplaats :
 - Brussel : 1;
 - Marche-en-Famenne : 1.

De kandidaturen voor een benoeming tot notaris moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I., Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

Wet van 15 mei 1987 betreffende de namen en voornamen Bekendmakingen

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan :
Mej. Curez, Marjorie Eva Giselle, geboren te Bergen op 28 september 1977;

Mej. Curez, Sophie Danielle Michelle, geboren te Bergen op 19 oktober 1983, beiden wonende te Nimy, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Pilette » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan

de heer Vandeputte, Thierry Maurice Louis, geboren te Ougrée op op 22 mei 1963;

Mej. Vandeputte, Claire Saki Catherine Norma, geboren te Luik op 7 april 1994, beiden wonende te Luik, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Dupuis » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[98/09823]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

- vice-président au tribunal du travail de Bruges : 1;
- substitut de l'auditeur militaire : 2.

Ces places remplacent celles publiées au *Moniteur belge* des 23 juin 1998 et 31 juillet 1998.

Les magistrats qui seront nommés à ces fonctions feront l'objet d'une délégation au parquet du tribunal de première instance de Bruxelles sur base de l'article 327 du Code judiciaire.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

Notariat. — Places vacantes

- notaire à la résidence :
 - de Bruxelles : 1;
 - de Marche-en-Famenne : 1.

Les candidatures à une nomination de notaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I., boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*.

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms Publications

Par arrêté royal du 10 août 1998,
Mlle Curez, Marjorie Eva Giselle, née à Mons le 28 septembre 1977;

Mlle Curez, Sophie Danielle Michelle, née à Mons le 19 octobre 1983, toutes deux demeurant à Nimy, ont été autorisées, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patrynomique celui de « Pilette », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 10 août 1998,

M. Vandeputte, Thierry Maurice Louis, né à Ougrée le 22 mai 1963;

Mlle Vandeputte, Claire Saki Catherine Norma, née à Liège le 7 avril 1994, tous deux demeurant à Liège, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patrynomique celui de « Dupuis », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan

de heer Porco, Angelo, geboren te Genk op 3 november 1953; Mej. Porco, Lisa Anna Palmina, geboren te Vilvoorde op 1 september 1993, beiden wonende te Brussel, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Ianni » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan Mevr. Papadopoulou, Aristothéa, geboren te Athene (Griekenland) op 7 december 1951, wonende te Schaarbeek, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Depaepe » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan de heer Sousa Arend, Kevin Mario, geboren te Faro (Portugal) op 13 oktober 1991, wonende te Kinshasa (Zaire, momenteel Democratische Republiek Kongo), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Arend » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan de heer Julita, Alex Daniel, geboren te Camperdown (Australië) op 12 november 1985, wonende te Frenchs Forest (Australië), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Lombard » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan Mej. Dewyngaert, Davina Joëlle Martine, geboren te Charleroi op 21 april 1990, wonende te Piéton, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Tonincelli » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan Mej. Häckel, Saskia, geboren te Wickede (Ruhr) Duitsland op 19 november 1991, wonende te Chièvres, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Bonenfant » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 7 juli 1998 is machtiging verleend aan de heer Rodriguez Bourget, Gaëtan, geboren te Etterbeek op 4 februari 1991, wonende te Jette, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Rodriguez Garcia » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 7 juli 1998 is machtiging verleend aan Mej. Lecocq Moreau, Karen Viviana, geboren te Yumbo (Columbia) op 1 juni 1984, wonende te Dinant, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Lecocq » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 10 augustus 1998 is machtiging verleend aan de heer Abou Fayad, Charles, geboren te Damour (Liban) op 25 maart 1956, wonende te Sterrebeek, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Fayad » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 10 août 1998,

M. Porco, Angelo, né à Genk le 3 novembre 1953; Mlle Porco, Lisa Anna Palmina, née à Vilvoren le 1er septembre 1993, tous deux demeurant à Bruxelles, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patrynomique celui de « Ianni », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 10 août 1998, Mme Papadopoulou, Aristothéa, née à Athènes (Grèce) le 7 décembre 1951, demeurant à Schaarbeek, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Depaepe », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 10 août 1998, M. Sousa Arend, Kevin Mario, né à Faro (Portugal) le 13 octobre 1991, demeurant à Kinshasa (Zaire, actuellement République démocratique du Congo), a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Arend », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 10 août 1998, M. Julita, Alex Daniel, né à Camperdown (Australie) le 12 novembre 1985, demeurant à Frenchs Forest (Australie), a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Lombard », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 10 août 1998, Mlle Dewyngaert, Davina Joëlle Martine, née à Charleroi le 21 avril 1990, demeurant à Piéton, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Tonincelli », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 10 août 1998, Mlle Häckel, Saskia, née à Wickede (Ruhr) Allemagne le 19 novembre 1991, demeurant à Chièvres, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Bonenfant », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 7 juillet 1998, M. Rodriguez Bourget, Gaëtan, né à Etterbeek le 4 février 1991, demeurant à Jette, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Rodriguez Garcia », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 7 juillet 1998, Mlle Lecocq Moreau, Karen Viviana, née à Yumbo (Colombie) le 1er juin 1984, demeurant à Dinant, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Lecocq », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 10 août 1998, M. Abou Fayad, Charles, né à Damour (Liban) le 25 mars 1956, demeurant à Sterrebeek, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Fayad », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is machtiging verleend aan :

Mej. Pröbstl, Jacqueline Marie-Louise, geboren te Friedrichshafen (Duitsland) op 22 februari 1991;

de heer Pröbstl, Raymond Paul, geboren te Friedrichshafen (Duitsland) op 30 maart 1995, beiden wonende te Meersburg, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Derycke » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is machtiging verleend aan de heer Kovanda-Kembolay wa Bokosso, geboren te Kinshasa (Zaire, momenteel Democratische Republiek Kongo) op 27 maart 1955, wonende te Luik, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Kovanda » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is machtiging verleend aan Mej. Ben-Chaoui, Naïma, geboren te Leuven op 5 juli 1980, wonende te Bertrix, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Nicolay » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is machtiging verleend aan de heer Lopez Draps, Yannick, geboren te Mexico (Federaal district) (Mexico) op 6 februari 1986, wonende te Grasse (Frankrijk), om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Draps » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is machtiging verleend aan de heer Médard, Quentin Ludovic Basile, geboren te Brussel op 2 september 1993, wonende te Watermaal-Bosvoorde, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Panneels » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is machtiging verleend aan de heer Sellier, Jonathan Dominique Jean Maurice Lucien, geboren te Luik op 22 augustus 1991, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Jacquemart » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is machtiging verleend aan,

de heer Manucci-Portela, Xavier Manuel, geboren te Etterbeek op 18 maart 1983;

Mej. Ambrosio-Portela, Amélie Manuela, geboren te Ukkel op 10 april 1995, beiden wonende te Drogenbos, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Portela » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998 is machtiging verleend aan de heer Gruev, Veselin Tzvetomirov, geboren te Lovetz (Volksrepubliek Bulgarije) op 27 maart 1985, wonende te Gent, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Pergoot » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998,

Mlle Pröbstl, Jacqueline Marie-Louise, née à Friedrichshafen (Allemagne) le 22 février 1991;

M. Pröbstl, Raymond Paul, né à Friedrichshafen (Allemagne) le 30 mars 1995, tous deux demeurant à Meersburg, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patrynomique celui de « Derycke », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998, M. Kovanda-Kembolay wa Bokosso, né à Kinshasa (Zaire, actuellement République démocratique du Congo) le 27 mars 1955, demeurant à Liège, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Kovanda », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998, Mlle Ben-Chaoui, Naïma, née à Louvain le 5 juillet 1980, demeurant à Bertrix, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Nicolay », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998, M. Lopez Draps, Yannick, né à Mexico (District fédéral) (Mexique) le 6 février 1986, demeurant à Grasse (France) a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Draps », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998, M. Médard, Quentin Ludovic Basile, né à Bruxelles le 2 septembre 1993, demeurant à Watermaal-Boitsfort, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Panneels », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998, M. Sellier, Jonathan Dominique Jean Maurice Lucien, né à Liège le 22 août 1991, y demeurant, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patrynomique celui de « Jacquemart », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998,

M. Manucci-Portela, Xavier Manuel, né à Etterbeek le 18 mars 1983;

Mlle Ambrosio-Portela, Amélie Manuela, née à Uccle le 10 avril 1995, tous deux demeurant à Drogenbos, ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patrynomique celui de « Portela », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 1998, M. Gruev, Veselin Tzvetomirov, né à Lovetz (République populaire de Bulgarie) le 27 mars 1985, demeurant à Gand, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Pergoot », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998 is machtiging verleend aan Mej. Taeldeman, Amber Isis, geboren te Gent op 27 februari 1986, er wonende, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Petersen » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998 is machtiging verleend aan Mevr. Poep, Rita, geboren te Aalst op 7 januari 1957, wonende te Lede, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « De Paepe » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998 is machtiging verleend aan Mej. Laine, Véronique Rolande Josiane, geboren te Brussel op 20 februari 1984, wonende te Beersel, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Van Impe » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998 is machtiging verleend aan :

de heer Akçiçek, Ahmet, geboren te Devrek (Turkije) op 3 augustus 1958;
de heer Akçiçek, Ayhan, geboren te Genk op 12 november 1973;
Mej. Akçiçek, Deria, geboren te Genk op 2 maart 1975;
de heer Akçiçek, Yazın, geboren te Genk op 10 oktober 1976;
de heer Akçiçek, Volkan, geboren te Genk op 19 maart 1978;
de heer Akçiçek, Fatih, geboren te Genk op 21 mei 1985;
de heer Akçiçek, Birol, geboren te Genk op 10 december 1987, allen wonende te Genk,
om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, hun geslachtsnaam in die van « Akin » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998 is machtiging verleend aan de heer Pham Thanh, Tuan, geboren te Lam Son, Thu Phong, Ky Son, Hoa Binh (Socialistische Republiek Vietnam) op 16 april 1997, wonende te Torhout, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Vandecaveye » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 31 augustus 1998 is machtiging verleend aan Mevr. Goudarzifar, Mouyam, geboren te Teheran (Iran) op 17 november 1957, wonende te Sint-Pieters-Leeuw, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, haar geslachtsnaam in die van « Goudarzi » te veranderen, na afloop van 60 dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Bij koninklijk besluit van 6 september 1998 is de machtiging verleend aan de heer Gobert-Putzeis, Basil Maurice Nestor, geboren te Verviers op 9 juli 1978, wonende te Ottignies-Louvain-la-Neuve, om, behoudens tijdig verzet waarover zal beslist worden, zijn geslachtsnaam in die van « Putzeis » te veranderen, na afloop van zestig dagen te rekenen van deze bekendmaking.

Par arrêté royal du 31 août 1998, Mlle Taeldeman, Amber Isis, née à Gand le 27 février 1986, y demeurant, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Petersen », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 1998, Mme Poep, Rita, née à Alost le 7 janvier 1957, demeurant à Lede, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « De Paepe », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 1998, Mlle Laine, Véronique Rolande Josiane, née à Bruxelles le 20 février 1984, demeurant à Beersel, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Van Impe », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 1998 :

M. Akçiçek, Ahmet, né à Devrek (Turquie) le 3 août 1958;

M. Akçiçek, Ayhan, né à Genk le 12 novembre 1973;

Mlle Akçiçek, Deria, née à Genk le 2 mars 1975;

M. Akçiçek, Yazın, né à Genk le 10 octobre 1976;

M. Akçiçek, Volkan, né à Genk le 19 mars 1978;

M. Akçiçek, Fatih, né à Genk le 21 mai 1985;

M. Akçiçek, Birol, né à Genk le 10 décembre 1987, tous demeurant à Genk,

ont été autorisés, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à leur nom patronymique celui de « Akin », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 1998, M. Pham Thanh, Tuan, né à Lam Son Thu Phong, Ky Son, Hoa Binh (République socialiste du Viêt-nam) le 16 avril 1997, demeurant à Torhout, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Vandecaveye », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 31 août 1998, Mme Goudarzifar, Mouyam, née à Téhéran (Iran) le 17 novembre 1957, demeurant à Sint-Pieters-Leeuw, a été autorisée, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Goudarzi », après l'expiration du délai de 60 jours à compter de la présente insertion.

Par arrêté royal du 6 septembre 1998, M. Gobert-Putzeis, Basil Maurice Nestor, né à Verviers le 9 juillet 1978, demeurant à Ottignies-Louvain-la-Neuve, a été autorisé, sauf opposition en temps utile sur laquelle il sera statué, à substituer à son nom patronymique celui de « Putzeis », après l'expiration du délai de soixante jours à compter de la présente insertion.

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

[S - C - 98/16269]

Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gembloux

Te begeven betrekkingen

De betrekking van hoofd van een departement (trap II) van het Departement Plantaardige Productie is te begeven bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gembloux.

Dit departement is belast met de onderzoeken over de oppuntstelling van de cultuursystemen voor de ontwikkeling duurzame landbouw met eerbied voor het milieu, rekening houdend met alle productieparameters (grond, meststoffen, soort van teelt en rassen).

De toegangsvoorwaarden voor deze betrekking worden geregeld bij het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1998.

Toegangsvoorwaarden :

A. Volgende speciale wetenschappelijke geschiktheden bezitten :

1. een wetenschappelijke activiteit kunnen bewijzen in het kader van de opdrachten van het departement;
2. een voldoende kennis hebben van al de activiteiten van het departement;
3. de bekwaamheid hebben om onderzoeksploegen te organiseren en te leiden op wetenschappelijk, administratief en logistiek vlak en de uitstraling ervan te verzekeren zowel op nationaal als op internationaal vlak.

B. De kandidaat, lid van het wetenschappelijk personeel van een wetenschappelijke inrichting van de Staat, moet :

1. - hetzij houder zijn van een doctorsdiploma dat behaald werd na verdediging in het openbaar van een verhandeling;
- hetzij voor de commissie van een wetenschappelijke inrichting van de Staat het bewijs geleverd hebben dat hij, in de tak der wetenschap waarop het ambt betrekking heeft, wetenschappelijk werk heeft verricht dat kan vergeleken worden met een doctoraatsverhandeling.
2. Ten minste de rang B van de wetenschappelijke loopbaan bereikt hebben.

De kandidaat, die geen lid is van het wetenschappelijk personeel van een wetenschappelijke inrichting van de Staat, moet :

1. Houder zijn van een doctorsdiploma dat behaald werd na verdediging in het openbaar van een verhandeling.
2. Belg zijn of burger van de Europese Unie; de burgerlijke en politieke rechten genieten; aan de dienstplichtwetten voldaan hebben; een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking; de leeftijd van 50 jaar niet bereikt hebben, onverminderd mogelijke afwijkingen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 21 april 1965 voornoemd (statuut wetenschappelijk personeel).
3. Het bewijs leveren van een wetenschappelijke anciënniteit in de zin van artikel 5 van het statuut, van ten minste twaalf jaar volledige prestaties, waarvan zes te rekenen vanaf het bekomen van het diploma bedoeld in 1.

De kandidaturen dienen, samen met een *curriculum vitae* en de verantwoordingstukken waaruit blijkt dat de kandidaat voldoet aan de voormelde voorwaarden, binnen vijftien werkdagen te rekenen vanaf de datum van de huidige publicatie, bij een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de Directeur-generaal van het Bestuur voor Onderzoek en Ontwikkeling (DG 6), WTC III, 20e verdieping, Simon Bolivarlaan 30, 1000 Brussel.

Inlichtingen, onder andere over het statuut van het wetenschappelijk personeel, kunnen bekomen worden bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek, avenue de la Faculté d'Agronomie, te 5030 Gembloux (tel. : 081/61 19 55, fax : 081/61 49 41).

De betrekking van hoofd van een departement (trap II) van het Departement Fytofarmacie is te begeven bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gembloux.

Dit departement is belast met de onderzoeken over de chemische en physico-chemische karakteristieken van de phytofarmaceutische producten, over hun gebruik en hun doeltreffendheid evenals hun relaties met de ecosystemen.

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

[S - C - 98/16269]

Centre de Recherches agronomiques de Gembloux

Emplois à conférer

L'emploi de chef de département (degré II) du Département de Production végétale est à conférer au Centre de Recherches agronomiques de Gembloux.

Ce département a pour mission les recherches sur la mise au point des systèmes de culture pour le développement d'une agriculture durable et respectueuse de l'environnement, tenant compte de tous les paramètres de production (sol, fertilisants, types de culture et variétés).

L'accès à cet emploi est réglementé par l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 février 1998.

Conditions d'accès :

A. Réunir les aptitudes scientifiques spéciales suivantes :

1. justifier d'une activité scientifique dans le cadre de la mission du département;
2. avoir une connaissance suffisante de l'ensemble des activités du département;
3. posséder la capacité d'organiser et de diriger des équipes de recherches sur les plans scientifique, administratif et logistique et d'en assurer le rayonnement tant national qu'international.

B. Le candidat membre du personnel scientifique d'un établissement scientifique de l'Etat doit :

1. - soit être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation;
- soit avoir apporté devant le jury d'un établissement scientifique de l'Etat, la justification, dans la discipline scientifique à laquelle appartient la fonction, de travaux scientifiques jugés comparables à une dissertation de doctorat.
2. avoir atteint au moins le rang B de la carrière scientifique.

Le candidat qui n'est pas membre du personnel scientifique d'un établissement scientifique de l'Etat doit :

1. Etre porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation.
2. Etre Belge ou citoyen de l'Union européenne; jouir des droits civils et politiques; avoir satisfait aux lois sur la milice; être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction; n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée à 50 ans, sans préjudice aux dérogations éventuelles, fixées par l'arrêté royal du 21 avril 1965 précité (statut du personnel scientifique).
3. Faire preuve d'une ancienneté scientifique, au sens de l'article 5 du statut, d'au moins douze ans en prestations complètes, dont six ans à dater de l'obtention du diplôme visé au 1.

Les candidatures, accompagnées d'un *curriculum vitae* et des pièces justifiant que le candidat satisfait aux conditions précitées, doivent être adressées, sous pli recommandé à la poste, dans les quinze jours ouvrables à compter de la présente publication, au Directeur général de l'Administration Recherche et Développement (DG 6), WTC III, 20^e étage, boulevard Simon Bolivar 30, à 1000 Bruxelles.

Des informations, concernant notamment le statut du personnel scientifique, peuvent être obtenues au Centre de Recherches agronomiques, avenue de la Faculté d'Agronomie 22, à 5030 Gembloux (tél.: 081/61 19 55, fax: 081/61 49 41).

L'emploi de chef de département (degré II) du Département de Phytofarmacie est à conférer au Centre de Recherches agronomiques de Gembloux.

Ce département a pour mission les recherches sur la caractérisation chimique et physico-chimique des produits phytofarmaceutiques, sur leur utilisation et leur efficacité ainsi que sur leurs relations avec les écosystèmes.

De toegangsvoorwaarden voor deze betrekking worden geregeld bij het koninklijk besluit van 21 april 1965 tot vaststelling van het statuut van het wetenschappelijk personeel der wetenschappelijke inrichtingen van de Staat, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 4 februari 1998.

Toegangsvoorwaarden :

A. Volgende speciale wetenschappelijke geschiktheden bezitten :

1. een wetenschappelijke activiteit kunnen bewijzen in het kader van de opdrachten van het departement;
2. een voldoende kennis hebben van al de activiteiten van het departement;
3. de bekwaamheid hebben om onderzoeksploegen te organiseren en te leiden op wetenschappelijk, administratief en logistiek vlak en de uitstraling ervan te verzekeren zowel op nationaal als op internationaal vlak.

B. De kandidaat, lid van het wetenschappelijk personeel van een wetenschappelijke inrichting van de Staat, moet :

1. - Hetzij houder zijn van een doctorsdiploma dat behaald werd na verdediging in het openbaar van een verhandeling;

- hetzij voor de commissie van een wetenschappelijke inrichting van de Staat het bewijs geleverd hebben dat hij, in de tak der wetenschap waarop het ambt betrekking heeft, wetenschappelijk werk heeft verricht dat kan vergeleken worden met een doctoraatsverhandeling.

2. Ten minste de rang B van de wetenschappelijke loopbaan bereikt hebben.

De kandidaat, die geen lid is van het wetenschappelijk personeel van een wetenschappelijke inrichting van de Staat, moet :

1. Houder zijn van een doctorsdiploma dat behaald werd na verdediging in het openbaar van een verhandeling.

2. Belg zijn of burger van de Europese Unie; de burgerlijke en politieke rechten genieten; aan de dienstplichtwetten voldaan hebben; een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking; de leeftijd van 50 jaar niet bereikt hebben, onverminderd mogelijke afwijkingen vastgesteld bij het koninklijk besluit van 21 april 1965 voornoemd (statuut wetenschappelijk personeel).

3. Het bewijs leveren van een wetenschappelijke anciënniteit in de zin van artikel 5 van het statuut, van ten minste twaalf jaar volledige prestaties, waarvan zes te rekenen vanaf het bekomen van het diploma bedoeld in 1.

De kandidaturen dienen, samen met een *curriculum vitae* en de verantwoordingstukken waaruit blijkt dat de kandidaat voldoet aan de voormelde voorwaarden, binnen vijftien werkdagen te rekenen vanaf de datum van de huidige publicatie, bij een ter post aangetekend schrijven gericht te worden aan de Directeur-generaal van het Bestuur voor Onderzoek en Ontwikkeling (DG 6), WTC III, 20e verdieping, Simon Bolivarlaan 30, 1000 Brussel.

Inlichtingen, onder andere over het statuut van het wetenschappelijk personeel, kunnen bekomen worden bij het Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek, avenue de la Faculté d'Agronomie, te 5030 Gembloux (tél. : 081/61 19 55, fax : 081/61 49 41).

L'accès à cet emploi est réglementé par l'arrêté royal du 21 avril 1965 fixant le statut du personnel scientifique des établissements scientifiques de l'Etat, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 4 février 1998.

Conditions d'accès :

A. Réunir les aptitudes scientifiques spéciales suivantes :

1. justifier d'une activité scientifique dans le cadre de la mission du département;
2. avoir une connaissance suffisante de l'ensemble des activités du département;
3. posséder la capacité d'organiser et de diriger des équipes de recherches sur les plans scientifique, administratif et logistique et d'en assurer le rayonnement tant national qu'international.

B. Le candidat membre du personnel scientifique d'un établissement scientifique de l'Etat doit :

1. - soit être porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation;

- soit avoir apporté devant le jury d'un établissement scientifique de l'Etat, la justification, dans la discipline scientifique à laquelle appartient la fonction, de travaux scientifiques jugés comparables à une dissertation de doctorat.

2. avoir atteint au moins le rang B de la carrière scientifique.

Le candidat qui n'est pas membre du personnel scientifique d'un établissement scientifique de l'Etat doit :

1. Etre porteur du diplôme de docteur obtenu suite à la défense publique d'une dissertation.

2. Etre Belge ou citoyen de l'Union européenne; jouir des droits civils et politiques; avoir satisfait aux lois sur la milice; être d'une conduite répondant aux exigences de la fonction; n'avoir pas atteint la limite d'âge fixée à 50 ans, sans préjudice aux dérogations éventuelles, fixées par l'arrêté royal du 21 avril 1965 précité (statut du personnel scientifique).

3. Faire preuve d'une ancienneté scientifique, au sens de l'article 5 du statut, d'au moins douze ans en prestations complètes, dont six ans à dater de l'obtention du diplôme visé au 1.

Les candidatures accompagnées d'un *curriculum vitae* et des pièces justifiant que le candidat satisfait aux conditions précitées, doivent être adressées, sous pli recommandé à la poste, dans les quinze jours ouvrables à compter de la présente publication, au Directeur général de l'Administration Recherche et Développement (DG 6), WTC III, 20^e étage, boulevard Simon Bolivar 30, à 1000 Bruxelles.

Des informations, concernant notamment le statut du personnel scientifique, peuvent être obtenues au Centre de Recherches agronomiques, avenue de la Faculté d'Agronomie 22, à 5030 Gembloux (tél. : 081/61 19 55, fax : 081/61 49 41).

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie van de BTW, registratie en domeinen

*Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 770
van het Burgerlijk Wetboek*

[98/53706]

Erfloze nalatenschap van Cousin, Camille

Cousin, Camille Louisa, weduwe van Pirotte, Joseph, geboren te Vorst op 3 september 1904, wonende te Merbes-le-Château, Sint-Martinstraat 39, is overleden te Lobbes op 13 november 1991, zonder bekende erfopvolgers na te laten.

Alvorens te beslissen over de vraag van de Administratie van de BTW, registratie en domeinen, namens de Staat, tot inbezitstelling van de nalatenschap, heeft de rechtbank van eerste aanleg van Charleroi, bij vonnis van 11 juni 1998, de bekendmakingen en aanplakkingen voorzien bij artikel 770 van het Burgerlijk Wetboek bevolen.

Namen, 1 juli 1998.

De gewestelijke directeur der registratie,
M. Biomez.

(53706)

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines

*Publication prescrite par l'article 770
du Code civil*

[98/53706]

Succession en déshérence de Cousin, Camille

Cousin, Camille Louisa, veuve de Pirotte, Joseph, née à Forest le 3 septembre 1904, domiciliée à Merbes-le-Château, rue Saint-Martin 39, est décédée à Lobbes le 13 novembre 1991, sans laisser de successeur connu.

Avant de statuer sur la demande de l'Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines tendant à obtenir, au nom de l'Etat, l'envoi en possession de la succession, le tribunal de première instance de Charleroi a, par ordonnance du 11 juin 1998, prescrit les publications et affiches prévues par l'article 770 du Code civil.

Namur, le 1^{er} juillet 1998.

Le directeur régional de l'enregistrement,
M. Biomez.

(53706)

MINISTERIE VAN SOCIALE ZAKEN,
VOLKSGEZONDHEID EN LEEFMILIEU

[C - 98/23018]

Maatschappijen van onderlinge bijstand
Ziekenfondsen en landsbonden van ziekenfondsen
Goedkeuring van statutenwijzigingen

In toepassing van het nieuw artikel 11, § 1, lid 3, van de wet van 6 augustus 1990 betreffende de ziekenfondsen en de landsbonden van ziekenfondsen, in werking getreden op 13 maart 1998, heeft de Controledienst goedgekeurd :

1) de wijzigingen aan de artikelen 36 en 37A van de statuten van de maatschappij van onderlinge bijstand "M.O.B. Ziekenfonds C.O.N.O.V." (131/01), gevestigd te Hasselt, alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 19 mei 1998;

2) de wijziging van het artikel 68 van de statuten van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit Kortrijk" (111), gevestigd te Kortrijk, beslist door de algemene vergadering van 26 juni 1998;

3) de nieuwe benaming "Christelijke Mutualiteit Meetjesland" vanaf 1 januari 1999 van het ziekenfonds "Christelijke Mutualiteit Eeklo" (119), gevestigd te Eeklo, de wijzigingen aan de artikelen 65 en 71 van zijn statuten, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "tussenkomen in de kosten van kort verblijf", beslist door de algemene vergadering van 26 juni 1998;

4) de wijzigingen aan de artikelen 5, 6, 36 en 45 van de statuten van het ziekenfonds "Vlaams Neutraal Ziekenfonds" (235), gevestigd te Aalst, beslist door de algemene vergaderingen van 16 en 23 juni 1998;

5) de wijzigingen aan de artikelen 13, 26 en 33 van de statuten van het ziekenfonds "Fédération van Socialistische Mutualiteiten van Brabant - Fédération des Mutualités socialistes du Brabant" (306), gevestigd te Brussel, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "implantaten, osteosynthesemateriaal, endoscopisch en/of viscerosynthesemateriaal", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 7 juni 1998;

6) de wijzigingen aan de artikelen 2, 41, 44, 46, 51, 52, 53, 56, 59, 61, 62, 63 en 89 van de statuten van het ziekenfonds "Liberale Mutualiteit - Vlaams Gewest" (417), gevestigd te Asse, de statutaire bepalingen van de nieuwe diensten "facultatieve verzekering dagvergoeding bij hospitalisatie", "tegenmoetkoming in de kosten orthodontie" en "openluchtklassen", alsook de hernummering vanaf artikel 56, beslist door de algemene vergadering van 27 juni 1998;

7) de wijzigingen aan de artikelen 39, 59, 60 en 70 van de statuten van het ziekenfonds "Onafhankelijk Ziekenfonds 503 - Mutualité libre 503" (503), gevestigd te Brussel, beslist door de algemene vergaderingen van 28 mei 1998 en van 25 juni 1998;

8) de wijzigingen aan de artikelen 48, 63 en 65 van de statuten van het ziekenfonds "Mutualité libre du Brabant wallon" (521), gevestigd te Limal, de statutaire bepalingen van de nieuwe dienst "viscerosynthese en endoscopie", alsook de wijzigingen van de bijdragen, beslist door de algemene vergadering van 22 juni 1998.

[C - 98/22621]

Europese Unie
LIFE. — Communautair Financieel Instrument voor het Leefmilieu
Programma LIFE Natuur 1999. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 178, tweede uitgave, van 16 september 1998 moet de tekst onder punt 6, 1, op pagina 30174 als volgt gewijzigd worden :

« Het volledige voorstel moet ten laatste op 8 januari 1999, om 16 uur, toekomen op het onderstaand adres. »

MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES,
DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE L'ENVIRONNEMENT

[C - 98/23018]

Sociétés mutualistes
Mutualités et unions nationales de mutualités
Approbation de modifications statutaires

En application du nouvel article 11, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 6 août 1990 relative aux mutualités et aux unions nationales de mutualités, entré en vigueur le 13 mars 1998, l'Office de contrôle a approuvé :

1) les modifications des articles 36 et 37A des statuts de la société mutualiste "M.O.B. Ziekenfonds C.O.N.O.V." (131/01), établie à Hasselt, ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 19 mai 1998;

2) la modification de l'article 68 des statuts de la mutualité "Christelijke Mutualiteit Kortrijk" (111), établie à Kortrijk, décidée par l'assemblée générale le 26 juin 1998;

3) la nouvelle dénomination "Christelijke Mutualiteit Meetjesland" à partir du 1^{er} janvier 1999 de la mutualité "Christelijke Mutualiteit Eeklo" (119), établie à Eeklo, les modifications des articles 65 et 71 de ses statuts, les dispositions statutaires du nouveau service "intervention dans les frais pour court séjour", décidées par l'assemblée générale le 26 juin 1998;

4) les modifications des articles 5, 6, 36 et 45 des statuts de la mutualité "Vlaams Neutraal Ziekenfonds" (235), établie à Aalst, décidées par les assemblées générales des 16 et 23 juin 1998;

5) les modifications des articles 13, 26 et 33 des statuts de la mutualité "Fédération des Mutualités socialistes du Brabant - Fédération van Socialistische Mutualiteiten van Brabant" (306), établie à Bruxelles, les dispositions statutaires du nouveau service "implants, matériel d'ostéosynthèse, matériel endoscopique et de viscérosynthèse", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 7 juin 1998;

6) les modifications des articles 2, 41, 44, 46, 51, 52, 53, 56, 59, 61, 62, 63 et 89 des statuts de la mutualité "Liberale Mutualiteit - Vlaams Gewest" (417), établie à Asse, les dispositions statutaires des nouveaux services "assurance facultative indemnité journalière en cas d'hospitalisation", "intervention dans les frais d'orthodontie" et "classes de plein air", ainsi que la nouvelle numérotation à partir de l'article 56, décidées par l'assemblée générale le 27 juin 1998;

7) les modifications des articles 39, 59, 60 et 70 des statuts de la mutualité "Mutualité libre 503 - Onafhankelijk Ziekenfonds 503" (503), établie à Bruxelles, décidées par les assemblées générales des 28 mai 1998 et 25 juin 1998;

8) les modifications des articles 48, 63 et 65 des statuts de la mutualité "Mutualité libre du Brabant wallon" (521), établie à Limal, les dispositions statutaires du nouveau service "viscérosynthèse et endoscopie", ainsi que les modifications des taux des cotisations, décidées par l'assemblée générale le 22 juin 1998.

[C - 98/22621]

Union européenne
LIFE. — Instrument financier communautaire pour l'Environnement
Programme LIFE Nature 1999. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 178, deuxième édition, du 16 septembre 1998, il y a lieu de lire le texte sous le point 6, 1, à la page 30174 comme suit :

« La proposition complète doit parvenir à l'adresse sous-mentionnée au plus tard le 8 janvier 1999, à 16 heures. »

GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

[C - 98/36093]

VLOPERA. — Functiebeschrijving administratief financieel directeur
Situering van de functie

De administratief financieel directeur is, onder de verantwoordelijkheid van de intendant en in nauw overleg en samenwerking met hem, belast met het dagelijks financieel beheer van de VLOPERA. Hij geeft rechtstreeks leiding aan een administratief kader van ongeveer 15 medewerkers. Hij beheert een bestand van een 270-tal personeelsdossiers en een budget van 850 miljoen BEF. Hij oefent zijn opdracht uit vanuit de administratieve zetel in Antwerpen maar hij reist regelmatig naar Gent, het tweede plateau van de instelling en tevens de maatschappelijke zetel. Gelet op de internationale dimensies die horen bij een instelling zoals de VLOPERA, heeft hij bovendien ook veelvuldige internationale contacten, zowel in binnen- als buitenland. De materie evenals de verantwoordelijkheid van de job brengen met zich mee dat de administratief-financieel directeur niet alleen tijdens de vaste kantooruren zijn opdrachten uitvoert en dat er situaties zijn waarin stresserende factoren een belangrijke rol spelen. Anderzijds biedt de job de gelegenheid tot boeiende artistieke en internationale contacten in het milieu van een vooraanstaande culturele instelling.

1. Functiebeschrijving

1.1. Doel van de functie

Opstellen, (doen) uitvoeren en bewaken van de administratieve procedures en van het financieel gebeuren teneinde met de beschikbare middelen een efficiënte uitvoering van de artistieke programmatie mogelijk te maken waarbij de verhouding tussen inkomsten en uitgaven budgettair in evenwicht blijft en er voldoende reserves worden opgebouwd voor de nodige infrastructurele werken.

1.2. Belangrijkste resultaatgebieden

1. Uitvoeren van het personeelsbeheer en in samenwerking met de intendant mee vorm geven aan het personeelsbeleid van de VLOPERA om de continuïteit van de werking te verzekeren.

2. Opvolgen van de commerciële boekhouding van de instelling, opstellen van jaarrekeningen, balansen en resultaatrekeningen teneinde de financiële toestand van de VLOPERA te bewaken.

3. Opstellen, laten goedkeuren en, onder andere door periodieke budgetcontroles, opvolgen en eventueel bijsturen van de uitvoering van de jaarlijkse begroting teneinde te beschikken over een accurate financiële planning voor de VLOPERA.

4. Bewaken van het budget, rapporteren over de stand van zaken en voorstellen of suggesties of bijsturing formuleren, om het jaarlijkse budget te kunnen beheersen.

5. Beheren van de cash-flow en de thesaurie om de dagelijkse stand van zaken van uitgaven en inkomsten te kunnen bewaken.

6. Ontwerpen, opvolgen en/of uitvoeren en bewaken van interne administratieve procedures om de inhoudelijke coördinatie beheersbaar te maken.

7. Coördineren van de informatica-aankopen teneinde het informatica-beleid van de instelling budgettair te beheren en het inhoudelijk op elkaar af te stemmen.

8. In overleg met de intendant en onder diens verantwoordelijkheid beheren van alle werkingsmiddelen van de VLOPERA teneinde een geïntegreerde werking te garanderen.

9. Leiding geven aan het administratief kader teneinde de artistieke werking van de VLOPERA zo optimaal mogelijk te ondersteunen.

10. Rapporteren aan de Raad van Bestuur en participeren om in het kader van de gedelegeerde bevoegdheden een continue en efficiënte werking uit te bouwen en te implementeren.

2. Gewenst profiel

Technische vaardigheden

universitair eindexamen en een aantal jaren ervaring in een gelijkaardige functie

kennis van de geïmplementeerde van het artistiek bedrijf

kennis van boekhoudkundige technieken

kennis van personeelsproblematiek, arbeidsregelgeving, syndicale regelgeving

kennis van fiscaliteit

actieve kennis van Nederlands, Frans, Engels en Duits

kennis van informatica

ruime culturele interesse (muziektheater, theater, muziek)

Toelatingsvoorwaarden

zich gedragen overeenkomstig de eisen van de beoogde betrekking

de burgerlijke en politieke rechten genieten

Persoonlijke vaardigheden

beschikt over zeer uitgebreide communicatieve vaardigheden : kan zowel een financieel gekenmerkte prestatie doen als zich doen accepteren in de culturele wereld

kan zich aanpassen aan nieuwe situaties; begrijpt de 'taal' en ideeën van uiteenlopende groepen mensen, zowel administratieve als artistieke

is in staat om een vergadering van zijn ideeën te overtuigen; kan onderhandelen en overleggen om tot een consensus te komen

kan de verschillende onderdelen van een probleem op systematische wijze ordenen om zo tot prioriteiten te komen

is in staat om via diverse systemen tot een uitgebreide informatiegarantie te komen en onderzoekt zijn gegevens

heeft een groot gevoel voor orde, nauwkeurigheid, stiptheid en precisie : controleert voortdurend de informatie en de gegevens waarmee hij werkt

kan pro-actief handelen en anticipeert op problemen door voorafgaand mogelijkheden en oplossingen aan te reiken

is in staat om de productiviteit van zijn team op te voeren; hij kan zijn mensen motiveren en zorgt ervoor dat ze opdrachten en doelstellingen uitvoeren

3. Salaris

Te onderhandelen met de Raad van Bestuur van de instelling.

4. Selectieprocedure

Om geldig te zijn moeten de kandidaturen aangetekend worden verstuurd binnen de vijftien kalenderdagen vanaf de eerste werkdag die volgt op de publicatie in het *Belgisch Staatsblad*. De datum van de poststempel geldt als indieningsdatum.

Om ontvankelijk te zijn moeten de kandidaturen voldoende bewijsstukken bevatten, die overtuigend aantonen dat de kandidaten aan de toelatingsvoorwaarden voldoen en de vereiste technische vaardigheden bezitten. Zij moeten bovendien een curriculum vitae en een recente pasfoto bevatten. De kandidaturen moeten gericht zijn aan :

ITC Bureau voor Managementadvies, t.a.v. Ivan Van Renterghem, Sneeuwbeslaan 20, 2610 Antwerpen-Wilrijk onder het referentienummer IR/806.

De Raad van Bestuur van de VLOPERA, die de administratief-financieel directeur aanstelt, kan de organisatie van de selectieprocedure aan externe, onafhankelijke deskundigen delegeren.

Indien de Raad van Bestuur hiertoe beslist toetst de aangestelde instantie de geldige kandidaturen aan het noodzakelijke profiel qua technische en persoonlijke vaardigheden en rapporteert hierover aan de opdrachtgever.

De kandidaten die aan de basisvereisten voldoen worden uitgenodigd voor een preselectie, waarin naast een criterium- en functiegerichte analyse van het CV, via geëigende instrumenten gepeild wordt naar vaardigheden en competenties die centraal zijn voor de te beoogde functie.

Per kandidatuur wordt hierover gerapporteerd aan de Raad van Bestuur.

Op basis van de totaliteit aan gegevens beslist de Raad van Bestuur welke kandidaten zij uitnodigen voor een interview. Hierin zullen de kandidaten aan de hand van een beknopte paper hun visie op het toekomstig beleid van de VLOPERA moeten uiteenzetten (maximum 15 minuten). Erna zullen zij in het kort hun arbeidsvoorwaarden kunnen formuleren, daartoe behoren ondermeer de financiële voorwaarden, de werkmiddelen, de gewenste delegatie, de administratieve en technische omkadering en de verwachte evaluatiecriteria.

Daarna zal de Raad van Bestuur alle belangrijke facetten van de functiebeschrijving en van het gewenste profiel toetsen aan de voorliggende gegevens.

De Raad van Bestuur van de VLOPERA zal de administratief-financieel directeur aanstellen. Als voorziene datum van indiensttreding geldt vóór eind 1998.

WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS

Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)
Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)

Provincie Vlaams-Brabant

Gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse
Gedeeltelijke herziening te Zemst — Bericht van onderzoek

De gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant maakt bekend dat, krachtens de bepalingen van artikel 11 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996, het ontwerpplan tot gedeeltelijke herziening van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse, zoals voorlopig vastgesteld bij besluit van de Vlaamse regering van 5 mei 1998 (*Belgisch Staatsblad* van 24 juni 1998) en betrekking hebbend op het grondgebied van Zemst (kaartblad 23/8), voor iedereen ter inzage ligt in het gemeentehuis van de gemeenten waarvan het grondgebied geheel of gedeeltelijk binnen de grenzen van het gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse ligt, vanaf 9 november 1998 tot en met 7 januari 1999, de eerste vijf dagen van de week tussen 9 en 12 uur.

De betrokken gemeenten zijn :

Affligem, Asse, Beersel, Bever, Dilbeek, Drogenbos, Galmaarden, Gooik, Grimbergen, Halle, Herne, Hoeilaart, Kampenhout, Kapelle-op-den-Bos, Kraainem, Lennik, Liedekerke, Linkebeek, Londerzeel, Machelen, Meise, Merchtem, Opwijk, Overijse, Pepingen, Roosdaal, Sint-Genesius-Rode, Sint-Pieters-Leeuw, Steenokkerzeel, Ternat, Vilvoorde, Wemmel, Wezembeek-Oppem, Zaventem en Zemst.

Hetzelfde ontwerp-plan ligt bovendien gedurende dezelfde termijn voor iedereen ter inzage op de provinciale directie van de Administratie voor ruimtelijke ordening en huisvesting, Blijde Inkomststraat 105, te 3000 Leuven.

Eventuele opmerkingen en bezwaren, betrekking hebbend op deze herziening van het gewestplan, dienen vóór het einde van de hierboven vermelde termijn schriftelijk te worden gericht aan de heer gouverneur van de provincie Vlaams-Brabant, Diestsesteenweg 52, te 3010 Leuven, met op de omslag de vermelding : « Gedeeltelijke herziening gewestplan Halle-Vilvoorde-Asse, te Zemst - Openbaar onderzoek ». (24011)

Stad Scherpenheuvel-Zichem

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen brengt ter kennis dat de gemeenteraadsbeslissing d.d. 22 september 1998, waarbij het bijzonder plan van aanleg « Schuttersveld » en het onteigeningsplan definitief werden aanvaard, voor iedereen ter inzage ligt op het stadhuis vanaf 15 oktober 1998 tot 30 oktober 1998 en dit tijdens de kantooruren.

Deze beslissing treedt in werking vijftien dagen na publicatie van het goedkeuringsbesluit van de Vlaamse regering in het *Belgisch Staatsblad*. Bij ontstentenis van een beslissing van de Vlaamse regering treedt de beslissing in werking vijftien dagen na de publicatie van de gemeenteraadsbeslissing houdende de definitieve aanvaarding van het plan.

Bezwaren of opmerkingen moeten schriftelijk aan het college worden toegezonden vóór 30 oktober 1998, te 10 uur.

Scherpenheuvel-Zichem, 20 oktober 1998. (24514)

Aankondigingen – Annonces

VENNOOTSCHAPPEN – SOCIETES

**Dextromat, naamloze vennootschap,
Residentie East Court,
Kustlaan 190-192, te 8300 Knokke-Heist**

Register van de burgerlijke vennootschappen
die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen,
Brugge, nr. 364

De gewone algemene vergadering zal plaatsvinden op de maatschappelijke zetel, op 28 oktober 1998, te 18 uur, met volgende agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening op 30 juni 1998. 3. Resultaatverdeling. 4. Ontlasting te geven aan de bestuurders. 5. Statutaire herbenoemingen. Om de vergadering bij te wonen, de statuten raadplegen.

(24430)

De raad van bestuur.

**« Transco East Projects », naamloze vennootschap,
te 2030 Antwerpen, Vosseschijnstraat 51, Haven 168**

H.R. Antwerpen 254430 – BTW 427.205.123

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene vergadering bij te wonen die zal gehouden worden ten kantore van notaris Hélène Casman, te Antwerpen, Louizastraat 2, op 20 oktober 1998, om 11 u. 30 m., om te beraadslagen over volgende agenda :

1. Toepassing van artikel 9bis der statuten.

2. Beslissing dat het voorkeurecht van de aandeelhouders niet zal gelden in geval van overlijden; dienovereenkomstig wijziging van artikel 9bis der statuten.

3. Wijziging van artikel 14 der statuten, door het te vervangen door volgende tekst :

« Artikel 14. Alle akten die de vennootschap verbinden evenals de volmachten die bij deze akten behoren, worden geldig ondertekend door de statutaire directeur samen handelend met één bestuurder of door een bijzonder mandataris.

Ook in rechte wordt de vennootschap vertegenwoordigd door de statutaire directeur samen handelend met één bestuurder of door een bijzonder mandataris. »

4. Benoeming bestuurders.

Men gelieve te handelen overeenkomstig artikel 19 der statuten. (24431)

**Almafin, naamloze vennootschap,
Baron de Vironlaan 60, bus 7, 1700 Dilbeek**

H.R. Brussel 566937 — BTW 449.465.336

Buitengewone algemene vergadering op 17/10/98 om 15.00 u., op de maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Wijziging van naam. 2. Aanpassing der statuten aan de reparatiewet. Zich schikken naar de statuten. (48268)

**Beheermaatschappij Diliën, naamloze vennootschap,
Centrum Zuid 1117, 3530 Houthalen-Helchteren**

H.R. Hasselt 72226 — BTW 436.329.853

De aandeelhouders worden uitgenodigd een buitengewone algemene vergadering bij te wonen, welke op datum van 19 oktober 1998 te 11h30 zal gehouden worden op het kantoor van Mter. B. Drieskens, notaris te Houthalen, met volgende agenda : 1. a) Verslag

raad van Bestuur en Bedrijfsrevisor; b) Opheffing voorkeurrecht. 2. Kapitaalverhoging tbv. 3.000.000 BEF door inbreng in speciën om het maatschappelijk kapitaal te bregen op 4.250.000 Bef; ter vergelding zullen 1.458 nieuwe aandelen zonder vermelding van nominale waarde worden uitgegeven; 3. Vaststelling verwezenlijking kapitaalverhoging; 4. Wijziging artikel 5 der statuten; 5. Aanpassing en actualisering van de statuten aan de diverse wetswijzigingen van de vennootschaps-wetgeving, hernummering van de statuten; 6. Machtiging inzake coördinatie en neerlegging van de gecoördineerde statuten. (48269) De raad van bestuur.

**Rose Computing, naamloze vennootschap,
Polderbaan 73, 1840 Londerzeel**

H.R. Brussel 509274 — BTW 435.159.816

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de buitengewone algemene vergadering die zal gehouden worden op 19/10/98 te 18.30 ten kantore van notaris Frans Mortelmans, Mechelsesteenweg 111, 2018 Antwerpen. — Agenda : 1. Voorlezing van het verslag van de raad van bestuur in verband met de invereffeningstelling der vennootschap en voorlezing van het controleverslag aangaande de staat van activa en passiva de dato 30 juni 1998. 2. Vervroegde ontbinding en invereffeningstelling der vennootschap. 3. Aanstelling vereffenaar(s) en omschrijving van hun machten. 4. Ontslag van de raad van bestuur. 5. Wijziging van de statuten om ze in overeenstemming te brengen met de genomen besluiten. (48270)

**Anfico, naamloze vennootschap,
Magdalenalei 43, 2930 Brasschaat**

H.R. Antwerpen 181410

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 19 oktober 1998 te 15 uur.

Agenda :

1. Jaarverslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Ontslag van bestuurder(s).
6. Statutaire (her)benoeming van (een) bestuurder(s).
7. Diversen.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83642)

**Busschaert Trading Corporation, naamloze vennootschap,
Kloosterstraat 2, 9120 Beveren-Waas**

H.R. Sint-Niklaas 042819 — NN 427.706.949

De raad van bestuur heeft de eer de aandeelhouders uit te nodigen op de jaarvergadering, welke zal gehouden worden te maatschappelijke zetel, op 19 oktober 1998 om 14 uur, met volgende agenda :

1. Instemming met de gewijzigde datum van de algemene vergadering.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening op 31 december 1997.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Beslissing overeenkomstig art. 103/104 van de wet op de handelsvennootschappen.
7. Varia.

(83643)

De raad van bestuur.

**Design & Consulting Group, naamloze vennootschap,
Vlaanderenkaai 32, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 123557 — BTW 443.515.573

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen, die zal plaatshebben op 19 oktober 1998, om 10 uur, op de zetel van de vennootschap, met als agenda :

1. Toepassing artikel 103 der gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen. 2. Jaarverslag van de raad van bestuur. 3. Lezing van de jaarrekening per 30 juni 1998. 4. Goedkeuring van de jaarrekening. 5. Kwijting aan de leden van de raad van bestuur. 6. Goedkeuring van de toewijzing van het resultaat. 7. Statutaire benoemingen. (83644) De raad van bestuur.

**Distri-Log, naamloze vennootschap,
Oude Keerbergsebaan 12, 2820 Bonheiden**

H.R. Mechelen 76747 — BTW 453.910.807

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering, die zal gehouden worden op 23 oktober 1998 te 18 uur, ten maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (83645)

**Immo-Dubois, naamloze vennootschap,
Schoolstraat 7, 8930 Lauwe**

H.R. Kortrijk 127460 — NN 447850384

De jaarvergadering zal doorgaan op 19 oktober 1998 te 18 uur, op de zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 juni 1998; 2. Resultaatsaanwending; 3. Kwijting aan bestuurders en goedkeuring van hun vergoeding; 4. Ontslagen en benoemingen; 5. Rondvraag.

(83646)

De raad van bestuur.

**Gasbottling, naamloze vennootschap,
te 9000 Gent**

H.R. Gent 137107 — BTW 425.571.761

De jaarvergadering zal plaatshebben op 19 oktober 1998 te 14 uur, op de zetel, Singel 33, 9000 Gent.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Lezing en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 juni 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting verlenen aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Diversen.

Om deel te nemen aan de vergadering worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen naar de statutaire voorschriften. (83647)

**Algemene Bouwonderneming Heylen, naamloze vennootschap,
Oude Aarschotsebaan 86, 2221 Heist-op-den-Berg**

H.R. Mechelen 36653 — BTW 400.845.669

Algemene vergadering : 21 oktober 1998 om 20 uur.

Agenda :

- bespreking jaarrekening en jaarverslag 30 juni 1998;
- goedkeuring jaarrekening;
- kwijting aan de bestuurders.

De aandeelhouders schikken zich naar artikel 26 van de statuten.

De aandeelhouders kunnen vijftien dagen vóór de algemene vergadering ten zetel van de vennootschap kennis nemen van de stukken vermeld in artikel 78 van de vennootschappenwet. (83648)

**Immo Schittecate, naamloze vennootschap,
Ronseweg 65, 9700 Oudenaarde**

H.R. Oudenaarde 42570 — BTW 459.604.014

Jaarvergadering ten maatschappelijke zetel, op 19 oktober 1998 om 17 uur.

Agenda :

- Verslag raad van bestuur.
- Goedkeuring jaarrekening per 31 maart 1998.
- Bestemming resultaat.
- Kwijting bestuurders.
- Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (83649)

**Goedhuys, naamloze vennootschap,
Staatsbaan 100, 3460 Bekkevoort**

H.R. Leuven 9597 — BTW 400.947.718

Bijeenroeping buitengewone algemene vergadering

De dames en heren aandeelhouders worden uitgenodigd op de buitengewone algemene vergadering, die zal plaatsvinden ten kantore van notaris Rose-Marie Vanhelmont, te Hasselt, op 20 oktober 1998, om 18 u. 30 m., met als agenda :

1. Kapitaalsvermindering ten belope van zeven miljoen vijfhonderd-duizend (7.500.000) frank door terugbetaling van een gelijk bedrag van duizendnegenenvijftig komma tweeëndertig (1.059,32) frank werkelijk gestort kapitaal op elk aandeel type A en een gelijk bedrag van duizendachthonderdachtennegentig komma drieënzeventig (1.898,73) frank werkelijk gestort kapitaal op elk aandeel type B.

2. Aanpassing van artikel 5 der statuten aan de beslissing sub 1.
3. Coördinatie van de statuten.
4. Varia.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen conform de statuten.

(83650) De raad van bestuur.

**Heboss International, naamloze vennootschap,
Houwerstraat 16/18, 2060 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 290353 — BTW 447.428.138

De aandeelhouders worden uitgenodigd aanwezig te zijn op een buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders, die zal worden gehouden op het kantoor van notaris Rik Vandekerckhove, te Antwerpen, Mechelsesteenweg 202, op maandag 19 oktober 1998, om 15 uur, met volgende agenda :

1) Wijziging van het maatschappelijk boekjaar om dit voortaan te laten aanvangen op 1 januari en te laten eindigen op 31 december van elk jaar.

2) Ten titel van overgangsmaatregel verkorting van het lopende boekjaar om dit te laten eindigen op 31 december 1998.

3) Wijziging van de datum en het uur van de jaarlijkse algemene vergadering om die te laten plaatsvinden op de vierde maandag van de maand april om 18 uur.

4) Kapitaalverhoging met 1.250.000 frank om het kapitaal te brengen van 1.250.000 frank op 2.500.000 frank, door incorporatie bij het kapitaal van een bedrag van 1.250.000 frank dat zal worden afgenomen van de reserves van de vennootschap, en dit zonder uitgifte van nieuwe aandelen.

5) Vaststelling van de realisatie van de kapitaalverhoging.

6) Aanpassing van de statuten aan de te nemen beslissingen. (83651) De raad van bestuur.

**Projectontwikkeling en Investeringsmaatschappij,
afgekort : « P.I.M. », naamloze vennootschap,**

Autolei 264, 2160 Wommelgem

BTW 442.377.309

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de bijzondere algemene vergadering, die zal gehouden worden op 19 oktober 1998.

Agenda :

1. Ontslag bestuurder.
2. Benoeming bestuurder. (83652)

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

OPENSTAANDE BETREKKINGEN – PLACES VACANTES

Stad Geel

Openverklaring van één voltijdse betrekking van onderluitenant brandweer in vast verband.

Voornaamste aanwervingsvoorwaarden :

ten minste 21 jaar en ten hoogste 35 jaar oud zijn op de dag van het afsluiten van de kandidaturen;

van onberispelijk gedrag zijn;

politieke en burgerlijke rechten bezitten;

een lichaamslengte hebben van ten minste 1,60 m zonder schoeisel;

voor de mannelijke kandidaten in het bezit zijn van een militie-getuigschrift;

slagen in de bekwaamheidsproeven.

Sollicitatieformulieren, functiebeschrijving, profiel en bijkomende inlichtingen zijn te bekomen bij het stadsbestuur van Geel, personeelsdienst, Werft 20, te Geel, tel. 014/57 08 76.

De kandidaturen dienen uiterlijk op 30 oktober 1998 (datum poststempel is bepalend) aangetekend verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Werft 20, 2440 Geel. (24432)

Openverklaring en aanleg van een werfreserve voor een periode van twee jaar van één deeltijdse betrekking van poetsvrouw in contractueel verband voor de school van Oosterlo.

Voorname aanwervingsvoorwaarden :

minimum de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

van onberispelijk gedrag zijn;

politieke en burgerlijke rechten bezitten;

voor de mannelijke kandidaten in het bezit zijn van een militie-getuigschrift;

slagen in een bekwaamheidsproef.

Sollicitatieformulieren, functiebeschrijving, profiel en bijkomende inlichtingen zijn te bekomen bij het stadsbestuur van Geel, personeelsdienst, Werft 20, te Geel, tel. 014/57 08 76.

De kandidaturen dienen uiterlijk op 30 oktober 1998 (datum poststempel is bepalend) aangetekend verstuurd aan het college van burgemeester en schepenen, Werft 20, 2440 Geel. (24433)

Gemeente Oud-Heverlee

Het gemeentebestuur van Oud-Heverlee richt een aanwervings-examen in voor volgende voltijdse betrekkingen in statutair verband :

Administratief personeel.

Een diensthoofd algemene administratie (m/v).

Het diensthoofd zal leiding geven aan al de personeelsleden van de sectie secretariaat, burgerzaken en grondgebiedszaken.

Aanwervingsvoorwaarden voor de functie van diensthoofd algemene administratie :

de Belgische nationaliteit bezitten;

houd(st)er zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau A (= universitair onderwijs en hoger onderwijs van het lange type, gelijkgesteld met universitair onderwijs) voor zover uitgereikt, na studies die ten minste 60 uren publiek, administratief en/of burgerlijk recht omvatten.

Technisch personeel.

Een werkleid(st)er.

De werkleid(st)er zal instaan voor de voorbereidingen der werkopdrachten, de systematische planning en de opvolging en het technisch onderhoud van de infrastructuur.

Aanwervingsvoorwaarden voor de functie van werkleid(st)er :

houd(st)er zijn van een diploma van hoger secundair technisch onderwijs of secundair technisch onderwijs van de derde graad.

Een technisch medewerk(st)er.

De technisch medewerk(st)er zal tewerkgesteld worden bij de sectie « administratie technische dienst/ruimtelijke ordening en milieu » en zal technische ondersteuning verlenen bij de behandeling van de bouw- en milieudossiers en de dossiers m.b.t. resultaatsgebieden.

Aanwervingsvoorwaarden voor de functie van technisch medewerk(st)er :

houd(st)er zijn van een diploma dat toegang geeft tot niveau C, van een diploma van hoger technisch onderwijs of secundair technisch onderwijs van de derde graad.

Voor alle hierboven vermelde functies dienen de kandidaten :

te slagen voor een aanwervingsexamen;

op de laatste dag van het indienen van de kandidaturen minstens 18 jaar oud zijn.

Verdere toelatings- en aanwervingsvoorwaarden, het examenprogramma en de functiebeschrijvingen omtrent de hogervermelde betrekkingen kunnen bekomen worden bij de dienst secretariaat van de gemeente Oud-Heverlee, tel. 016/40 06 00, toestel 336 of bij afwezigheid toestel 335.

De eigenhandig geschreven kandidaturen dienen, per aangetekend schrijven, vergezeld van een uitgebreid *curriculum vitae* en een afschrift van het vereiste diploma, uiterlijk toe te komen op 30 oktober 1998 (de poststempel geldt als bewijs) en dienen gericht te worden aan het college van burgemeester en schepenen van Oud-Heverlee, p/a Gemeentestraat 2, 3054 Vaalbeek.

Voor al de functies wordt een werfreserve aangelegd van drie jaar. (24434)

Gemeente Hemiksem

Eén plaats van politieagent vacant.

Voorwaarden te bekomen in het administratief centrum, Sint-Bernardusabdij 1, 2620 Hemiksem, tel. 03/288 26 53. (24435)

Gemeente Ranst

Volgende vacante betrekkingen zijn te begeven bij het gemeentebestuur van Ranst :

1 diensthoofd ruimtelijke ordening en milieu (m/v) voltijds;

1 administratief medewerker communicatie en archief (m/v) voltijds;

1 werkleider wegen (m/v) voltijds.

Met wervingsreserve van drie jaar.

Algemene toelatingsvoorwaarden :

1. een gedrag hebben dat in overeenstemming is met de eisen van de beoogde betrekking.;

2. de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3. aan de dienstplichtwetten voldoen voor de mannelijke kandidaten;

4. lichamelijk geschikt zijn;

5. de Belgische nationaliteit of een nationaliteit als onderdaan van de EU bezitten;

6. de leeftijd van 18 jaar bereikt hebben;

7. de bij koninklijk besluit van 21 mei 1964 gecoördineerde wetten, met uitzondering van artikel 6 betreffende het personeel van Afrika, zijn van toepassing;

8. de gecoördineerde wetten op het gebruik der talen in bestuurszaken, zijn van toepassing;

9. de betrekkingen bij het bestuur zijn toegankelijk voor vrouwen en mannen.

Bijzondere voorwaarden.

A. Diensthoofd ruimtelijke ordening en milieu.

Met wervingsreserve van drie jaar.

Diplomavereisten :

houder zijn van één van de volgende diploma's :

architect;

industriële ingenieur in de bouwkunde :

bouwkunde;

landmeter;

industriële ingenieur in milieukunde;

industriële ingenieur in chemie of biochemie;

industriële ingenieur in landbouw en biotechnologie;

industriële ingenieur openbare werken;

slagen voor een aanwervingsexamen;

een gunstige beoordeling bekomen na een assessment inzake leidinggeven.

Alleen de geslaagden in het examen worden toegelaten tot dit assessment.

De kandidaat dient tevens in het bezit te zijn van een bekwaamheidsbewijs als bedoeld in artikel 61 van Vlarem I en dit uiterlijk binnen twee jaar na zijn/haar aanstelling op proef. De vaste benoeming gaat dan in op datum van het bekomen van dit bekwaamheidsbewijs.

Slagen voor een examen.

Functiebeschrijving.

Dienstverlening verzorgen op het vlak van stedenbouw, ruimtelijke ordening en milieu. Voor ruimtelijke ordening houdt dit het toezicht in op de urbanisatie en ruimtelijke inplanting en gebruik van het grondgebied van Ranst. Dient hierover een coherente visie te ontwikkelen en deze te vertalen in adviezen en beleidsvoorbereidende rapporten naar de beleidsinstanties toe. Wat betreft milieu dient men toezicht te houden op de milieu-effecten van zowel infrastructuur als de uitbating van deze infrastructuur met als doel de invloed op het milieu te controleren en te beheersen alsook de veiligheid van de bevolking te garanderen. Bovendien is hij/zij verantwoordelijk voor de uitvoering van de gemeentelijke verplichtingen inzake de afvalverwijdering en als dusdanig belast met de leiding van het containerpark en met afvalophaling in het algemeen. Ook hier dient in samenspraak met de beleidsinstanties een coherente visie ontwikkeld te worden.

Voor beide onderdelen van de dienst staat men in voor een correct vergunningsbeleid met hierbij samengaand een opsporingsbeleid naar overtredingen en misdrijven toe. Tevens kan er naar de bevolking informerend en indien nodig consulterend gewerkt worden op het vlak van belangrijke wijzigingen aan de wet of het beleid en dit zowel voor ruimtelijke ordening en milieu.

Geeft leiding aan de eigen personeelsleden, coördineert de taken en staat in voor de permanentie van de dienstverlening. Zal de opleidingsbehoeften van de medewerkers detecteren en formuleren.

Het diensthoofd zal bovendien zorg dragen voor een goede en functionele informatiedoorstroming naar de andere gemeentelijke diensten en naar het college van burgemeester en schepenen.

B. Administratief medewerker communicatie en archief.

Met wervingsreserve van drie jaar.

Diplomavereisten :

houder zijn van een diploma van het secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld.

Sagen in een examen.

Functiebeschrijving :

Dienstverlening verzekeren op het vlak van communicatie en opvang van de individuele burger. Dit houdt in dat men concreet vorm geeft aan zowel de interne als externe communicatie van de gemeente Ranst. Wat betreft externe communicatie zal men de bevolking in staat stellen op de hoogte te blijven van het beleid en dienstverlening van de gemeente. Staat in voor het bewaren en beheer van de gemeentelijke archiefstukken. Verder staat de medewerker communicatie en archief in voor de organisatie en het onderhoud van het archief en fungeert als tussenpersoon met de andere diensten inzake dossierbeheer en bewaring.

C. Werkleider wegen.

Met wervingsreserve van drie jaar.

Diplomavereisten :

houder zijn van een diploma van het secundair onderwijs of daarmee gelijkgesteld onderwijs in één van volgende studiegebieden : bouw, openbare werken.

(Vóór de vaste benoeming houder zijn van een rijbewijs categorie C.)

Slagen voor een examen.

Functiebeschrijving :

Is verantwoordelijk voor de planning en uitvoering van werken i.v.m. de weginfrastructuur.

Naast de realisatie van onderhoudswerken, herstellings- en aanlegwerken zal men ook de toestand controleren waarin de weginfrastructuur zich bevindt zodat men zowel preventief als herstellend de nodige initiatieven kan nemen. Hiernaast staat men in voor het leiding geven en controleren van de vaklui en werklieden.

Kandidaturen.

Alle kandidaturen moeten gericht worden aan de burgemeester van Ranst, Gustaaf Peetersstraat 7, 2520 Ranst, en moeten ten laatste toekomen op :

voor diensthoofd ruimtelijke ordening en milieu en administratief medewerker communicatie en archief op 17 oktober 1998;

voor werkleider wegen op 24 oktober 1998.

Volgende stukken dienen bijgevoegd :

inschrijvingsformulier te bekomen bij de personeelsdienst van de gemeente Ranst, tel. 03/485 79 69, elke werkdag van 9 tot 12 uur;

gelegaliseerde kopie van het vereiste diploma;

bewijs van goed gedrag en zeden, af te halen bij de gemeentediensten van uw woonplaats;

militiegetuigschrift, af te halen bij de gemeentediensten van uw woonplaats. (24436)

Gemeente Deerlijk

Het gemeentebestuur van Deerlijk werft aan :

Bestuurssecretaris (m/v).

Functie : deze dynamische medewerker/ster zal met de nodige deskundigheid de werking van het gemeentebestuur helpen optimaliseren door coördinatie en ondersteuning van de diverse diensten. Hij/zij vertaalt en interpreteert o.m. wetgeving naar de diverse diensten en is in staat om dossiers op verschillende inhoudelijke domeinen te behandelen.

Profiel :

flexibel zijn; bereid zijn om te werken op onregelmatige tijdstippen; bestuurlijke en politieke verhoudingen en processen kunnen hanteren;

grote interesse in en voeling met het gemeentelijk werkterrein.

Vereisten :

houder zijn van een universitair diploma of een daarmee gelijkgesteld diploma van hoger onderwijs lange type;

slagen in een aanwervingsexamen.

Jeugdconsulent (m/v).

Functie : hij/zij heeft tot taak het gemeentelijk jeugdbeleid te adviseren, voor te bereiden en uit te voeren. Hij/zij is inhoudelijk verantwoordelijk voor de jeugddienstverlening.

Profiel :

flexibel zijn; bereid zijn te werken op onregelmatige tijdstippen;

creatief en dynamisch zijn;

grote interesse in en voeling met jeugdwerk.

Vereisten :

gegradueerde in de maatschappelijke, opvoedkundige of pedagogische sector;

slagen in een aanwervingsexamen.

Technieker, culturele infrastructuur (m/v).

Functie : hij/zij staat in voor de organisatie en coördinatie van het dagelijks onderhoud, de technische prestaties en het toezicht in de culturele infrastructuur.

Profiel :

flexibel zijn en bereid te werken 's avonds en tijdens het weekend;

zelfstandig kunnen optreden;

interesse in cultuur.

Vereisten :

houder zijn van een diploma van het hoger secundair nijverheids-technisch onderwijs;

slagen in een aanwervingsexamen.

Deze betrekkingen zijn te begeven in vast dienstverband. Voor elk van de functies wordt een werfreserve aangelegd. De vermoedelijke aanwervingsdatum is 1 maart 1999.

Kandidaturen dienen samen met een *curriculum vitae* en een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma aangetekend te worden verstuurd naar het college van burgemeester en schepenen, Harelbekestraat 27, te 8540 Deerlijk, uiterlijk op 27 oktober 1998.

De uitgebreide aanwervingsvoorwaarden, examenprogramma en functiebeschrijvingen zijn te bekomen op het secretariaat van de gemeente Deerlijk (tel. 058/71 44 02, fax 058/72 83 99). (24437)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Evergem

Aanwerving van een stafmedewerker (m/v) met als voornaamste taken :

beheren van het informaticasysteem;
beleidsondersteuning.

Voornaamste bijzondere aanwervingsvoorwaarde :

minstens vijf jaar nuttige ervaring als systeembeheerder (unix-omgeving) in een openbare dienst kunnen aantonen.

Indienen van de kandidatuur : ten laatste op 3 november 1998, bij de heer voorzitter van het O.C.M.W., Kluizendorpstraat 80, 9940 Evergem.

Op hetzelfde adres kan ook alle bijkomende informatie worden verkregen (tel. 09/357 51 51). (24438)

Vrije Universiteit Brussel

De Vrije Universiteit Brussel, gevestigd Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, zal weldra wervingsexamens organiseren voor de aanwerving van :

Werking

Faculteit geneeskunde en farmacie

Betrekking nr. : VA0446.

Personeelsformatie : werkingsuitkeringen.

Graad : eerste correspondent, graad 4, salarisschaal 4.1, volledige dagtaak.

Functie.

U bent verantwoordelijk voor de organisatie, het onderhoud en het beheer van het secretariaat van het Laboratorium Fysiologie, in samenwerking met de 6 ZAP-leden betrokken bij het onderwijs fysiologie.

Dit behelst onder meer :

de uitvoering van de secretariaatstaken verbonden aan een onderwijs- en onderzoekseenheid en dit in samenwerking met de verscheidene personeelsleden verbonden aan deze structuur;

het dossierbeheer (voorbereiding, verwerking) van sommige facultaire commissies (of gelegenheidscommissies) waarvan de leden van de eenheid voorzitter of secretaris zijn.

Profiel.

U bent houder van een HOKT-diploma, richting medisch secretariaat.

U drukt zich op een onberispelijke wijze uit in het Nederlands. Een goede mondelinge en schriftelijke kennis van het Frans en het Engels is noodzakelijk.

U bent vlot in de omgang.

U heeft een goede kennis en ervaring met informaticasystemen, data-managing in het kader van experimentele internationale en multicentrische klinische wetenschappelijke studies en PC/Mac toepassingen (word processing, power point, internet, e-mail, ...).

U moet zich kunnen inwerken in het boekhoudkundig systeem van de instelling en vlot kunnen omspringen met de verscheidenheid van onderzoekskredieten, fondsen en geldstromen.

U bent vertrouwd met de medische terminologieën.

Aanbod.

Deze functie hoort in graad 4, eerste correspondent, schaal 4.1, en is een full time-functie die in eerste instantie door mobiliteit en bevordering te begeven is, maar waar ook externe gegadigden kandidaat kunnen zijn voor werving met examen op basis van een HOKT-diploma.

Patrimonium

Dienst onderwijszaken

Betrekking nr. : 7A0372.

Personeelsformatie : patrimonium.

Graad : correspondent, graad 3, schaal 3.1, volledige dagtaak.

Functie.

U staat in voor de administratieve ondersteuning van de vice-rector onderwijs en het diensthoofd.

Deze functie behelst onder meer de volgende opdrachten :

volledige administratieve verwerking OWR en B-OWR t.e.m. afleveren van stukken en adviezen aan BEC en RvB;

beheer van het databestand van alle adviezen van de OWR en B-OWR en de briefwisseling daarrond;

verwerking van de inkomende en uitgaande briefwisseling t.e.m. het klassement; beheer databestand briefwisseling;

typen van briefwisseling, rapporten, teksten, verslagen, nota's, enz.;

administratieve opvolging i.v.m. de verschillende leerstoelen;

organiseren van vergaderingen;

afhandelen van telefonische aanvragen (naar informatie);

uitvoeren van bestellingen.

Profiel.

U beschikt over een goede algemene vorming en heeft kennis van :

MS WORD 6.0, File Maker Pro, E-mail, raadplegen Internet;

de structuren van de instelling.

U toont een verregaande belangstelling voor alle aspecten van de administratie van de V.U.B. U kan op een stipte, nauwkeurige en discrete wijze de opgelegde taken uitvoeren. U bent een zelfstandig organisator met zin voor verantwoordelijkheid en zin voor analyse. U bent sociaal vaardig en kan omgaan met stresserende situaties.

Aanbod.

Deze functie hoort in graad 3, schaal 3.1, correspondent, die in eerste instantie te begeven is door mobiliteit en bevordering, maar waar ook externe gegadigden kandidaat kunnen zijn voor werving met examen op basis van een HSO-diploma.

Voorwaarden voor deelname aan wervingsexamen :

onderdaan zijn van een lidstaat van de Europese Unie, voorwaarde waarvan kan afgeweken worden voor een betrekking van het patrimonium;

van onberispelijk gedrag zijn;

de burgerlijke en politieke rechten genieten;

in regel zijn met de dienstplichtwetten;

de hierna vermelde diplomavooraanvragen vervullen :

graad 3 : diploma hoger secundair onderwijs;

graad 4 : diploma hoger onderwijs van het korte type.

Hoe reageren ?

Stuur uw gemotiveerde brief en *curriculum vitae* naar VUB-Personeelsdienst, t.a.v. de heer Jan Veny, diensthoofd directie personeel, Pleinlaan 2, te 1050 Brussel, uiterlijk tien dagen na publicatie.

Nadere inlichtingen kunnen bekomen worden bij Mevr. J. Koeckoekx, directie personeel, tel. 02/629 20 33. (24439)

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

*Aanstelling voorlopig bewindvoerder
Désignation d'administrateur provisoire*

Vrederecht van het eerste kanton Aalst

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Aalst, verleend op 30 september 1998, werd De Landsheer, Godelieve, geboren te Heldergerm op 3 januari 1947, verblijvende Reymeersstraat 13a, te 9340 Lede, gedomicilieerd te 9320 Erembodegem, Geraardsbergsesteenweg 178, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vinck, Steven, magazijnier, wonende te 9473 Welle, Steenweg 186.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) E. De Cremer. (63295)

Vrederecht van het kanton Brakel

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brakel, verleend op 2 oktober 1998, werd Aelvoet, Georges, geboren te Maarke-Kerkem op 5 december 1911, verblijvende en gedomicilieerd in het Rustoord Sint-Ursmarus, Teirlinckstraat 22, te 9660 Brakel (Zegelsem), niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Aelvoet, Marc, bediende, wonende te 9790 Wortegem-Petegem, Snejpestraat 18.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Armand Coppens. (63296)

Vrederecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 28 september 1998, werd Heyninck, Simonne, geboren te Sint-Niklaas op 7 juli 1926, wonende te 2060 Antwerpen, Sint-Jansplein 49, verblijvende in het Psychiatrisch Centrum Bethaniënhuis, Handelslei 167, te 2980 Sint-Antonius (Zoersel), niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Mr. Erwin Joris, advocaat bij de balie te Antwerpen, kantoorhoudende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 september 1998.

Brasschaat, 2 oktober 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (63297)

Vrederecht van het zesde kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 1 oktober 1998, werd Taelman, Dimitri, geboren te Gent op 25 april 1978, verblijvende in het Internaat Jules d'Hasseler, te 9000 Gent, Steenakker 250, gedomicilieerd te 9050 Gent, Tennisstraat 76, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vanoutrive, Dieter, advocaat, wonende Nederkouter 12, 9000 Gent.

Voor eensluidend afschrift: voor de hoofdgriffier, de adjunctgriffier i.o., (get.) A. Grootvriendt. (63298)

Bij beschikking van de vrederechter van het zesde kanton Gent, verleend op 1 oktober 1998, werd Taelman, Thierry, geboren te Gent op 6 september 1979, verblijvende in het Internaat Jules d'Hasseler, te 9000 Gent, Steenakker 250, gedomicilieerd te 9050 Gent, Tennisstraat 76, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vanoutrive, Dieter, advocaat, wonende Nederkouter 12, 9000 Gent.

Voor eensluidend afschrift: voor de hoofdgriffier, de adjunctgriffier i.o., (get.) A. Grootvriendt. (63299)

Vrederecht van het eerste kanton Sint-Niklaas

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 1 oktober 1998, werd Bourrich, Hassan, geboren te Marokko op 1 juli 1958, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Hogenakkerstraat 28, verblijvende in de instelling Sint-Lucia, Ankerstraat 91, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Amelinckx, Daniël, advocaat, te 9140 Temse, Piet Nutenlaan 7a.

Sint-Niklaas, 1 oktober 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (63300)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 1 oktober 1998, werd Puylaert, Franciscus, geboren te Sint-Niklaas op 20 november 1915, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Spievelstraat 64, verblijvende in de Stadskliniek, Lodewijk De Meesterstraat 3-5, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Puylaert, Robertus, wonende te 9170 Sint-Gillis-Waas, Binnendijkstraat 14.

Sint-Niklaas, 1 oktober 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (63301)

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Sint-Niklaas, verleend op 1 oktober 1998, werd D'Hondt, José, geboren te Sint-Niklaas op 12 augustus 1928, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Galgstraat 48, verblijvende in de instelling Sint-Hiëronymus, Dalstraat 84, te 9100 Sint-Niklaas, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Van Puyvelde, Mariette, wonende te 9100 Sint-Niklaas, Galgstraat 48.

Sint-Niklaas, 1 oktober 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Deschepper, Luc. (63302)

Vrederegerecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 20 augustus 1998, werd Gerraerts, Virginie, geboren op 17 juni 1918, wonende en verblijvende in het rustoord te 3850 Nieuwerkerken (Limburg), Kloosterstraat 26/612, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Hendrix, Simonne, gepensioneerde, wonende te 3800 Zepperen, Nieuwdekenstraat 26.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 16 juli 1998.

Sint-Truiden, 2 oktober 1998.

De griffier, (get.) Derwael, Marina. (63303)

Justice de paix du second canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 17 septembre 1998, la nommée Mme Jeanne Bruyndonckx, née le 1^{er} mars 1922, épouse de Hector Tuyns, domiciliée à 1853 Strombeek-Bever, J. Van Elewijckstraat 33, mais résidant actuellement à Berchem-Sainte-Agathe, à la Fondation pour la Psychogériatrie, chaussée de Gand 1050, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Hector Tuyns, son époux, domicilié à 1853 Strombeek-Bever, J. Van Elewijckstraat 33, et ce à dater du dépôt de la requête, soit le 31 août 1998.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) Jeanny Bellemans. (63304)

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem, du 23 septembre 1998, Mme Seeldrayers, Simone, née le 2 décembre 1910, domiciliée à 1180 Bruxelles, rue Paul Hankar 40, résidant à Watermael-Boitsfort, chaussée de La Hulpe 169 (La Cambre), a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Dutrieu, Philippe, avocat, à 1060 Bruxelles, rue Sint-Bernard 122.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vandenbranden, A. (63305)

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 24 septembre 1998, la nommée Mme Vanderperren, Marthe, née à Schaerbeek le 30 mai 1905, domiciliée à 1020 Bruxelles, rue de Wautier 32, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : M. Thibaut, Jacques, pensionné, domicilié à 1070 Anderlecht, rue Hector Genard 13.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (63306)

Justice de paix du second canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 1^{er} octobre 1998, la nommée Guerry, Marie-Ange, née à Bouffoulx le 12 octobre 1921, domiciliée à Couillet, rue de Gilly 237, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Lambot, Jean-Michel, avocat, domicilié à Montigny-le-Tilleul, rue de la Montagne 253.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) M.P. Dumay. (63307)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Charleroi, en date du 1^{er} octobre 1998, la nommée Dupont, Lucy, née à Pry-lez-Walcourt le 6 juillet 1945, résidant actuellement à Montignies-sur-Sambre, Résidence Hicguet, rue du Poirier 127, domiciliée à Pry-lez-Walcourt, rue H. Goblet 34, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Hérinne, Eric, avocat, domicilié à Charleroi, rue Tumelaire 23/18.

Pour extrait certifié conforme : le greffier adjoint principal, (signé) M.P. Dumay. (63308)

Justice de paix du second canton d'Ixelles

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Ixelles, en date du 28 septembre 1998, le nommé Johansen, Jan-Baptist, né à Anvers le 13 décembre 1912, résidant actuellement à l'Institution « Malibran Senior », rue Malibran 39, Ixelles, domicilié à 1150 Bruxelles, avenue Mostinck 89, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Dutrieu, Philippe, avocat, domicilié à 1060 Saint-Gilles, rue Saint-Bernard 122.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) J. Olivier. (63309)

Justice de paix du canton de La Louvière

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de La Louvière, en date du 29 septembre 1998, la nommée Fontigny, Simonne Aurélie Marie, veuve de Verelst, Frans, née à Clabecq le 15 septembre 1912, domiciliée à Manage, rue des Laminiers Dupont 16, résidant actuellement à Haine-Saint-Paul, rue Ferrer 159; Hôpital de Jolimont, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Me Boulvin, Pascal, avocat, domicilié à 7110 Houdeng-Goegnies, rue Ameye 26.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) Marie-Paule Malengrez. (63310)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 10 septembre 1998, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège, rendue le 2 octobre 1998, Mme Froimont, Célestine, née à Lixhe le 3 août 1908, domiciliée rue de la Croix 2, 4600 Lixhe, résidant à la Maison Saint-Joseph quai de Coronmeuse 5, 4000 Liège, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Mercenier, Joseph, domicilié route de Dalhem 57, 4600 Visé.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (63311)

Justice de paix du premier canton de Liège

Suite à la requête déposée le 24 septembre 1998, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Liège, rendue le jeudi 1^{er} octobre 1998, Mme Hoebregs, Mariette Henriette, Belge, née le 24 février 1920 à Saint-Nicolas, veuve, domiciliée rue d'Harscamp 22, à 4020 Liège, demeurant à la Résidence Gaucet, à 4020 Liège, rue Gaucet 2, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Voisin, Christian, avocat, ayant ses bureaux quai de la Dérivation 53/052, à 4020 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Young, Eddy. (63312)

Justice de paix du canton de Louveigné

Suite à la requête déposée le 17 septembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Louveigné, rendue le 28 septembre 1998, Mme Raffhay, Laure, née le 21 mai 1912 à Aywaille, veuve de Détaille, domiciliée rue Focroulle 18, 4140 Sprimont, résidant rue Demeuse 18, 4052 Beaufays, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, en la personne de Me Drion, Denis, domicilié rue Hullos 103-105, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Brassine, Etienne. (63313)

Suite à la requête déposée le 14 septembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Louveigné, rendue le 28 septembre 1998, M. Moffarts, René, né le 16 février 1912 à Chênée, époux de Van Coillie, Rose, domicilié rue du Centre 45, 4050 Chaudfontaine, résidant au Home de la Vierge des Pauvres, rue des Fawes 58, 4141 Banneux (Sprimont), a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, en la personne de M. Moffarts, Roger, domicilié rue Georges-Berotte 81A, 4470 Saint-Georges-sur-Meuse.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Brassine, Etienne. (63314)

Justice de paix du canton de Pâturages

Par ordonnance du juge de paix du canton de Pâturages du 9 septembre 1998, Me Olivier Bridoux, avocat, dont le cabinet est sis à Colfontaine, rue de l'Eglise 8, a été désigné administrateur provisoire des biens de Javeline, Madeleine, domiciliée à Frameries (Eugies), rue du Peuple 37.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef (signé) A. Van Britsom. (63315)

Justice de paix du premier canton de Schaerbeek

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Schaerbeek, en date du 23 septembre 1998, le nommé Di Rosa, Calogero, né à Bruxelles le 7 décembre 1975, domicilié et résidant actuellement à Schaerbeek, avenue Foch 11, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Valvekens, Pierre, avocat, dont le cabinet est établi à 1050 Bruxelles, place Marie-José 6/36.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) André Janssens. (63316)

Justice de paix du second canton de Tournai

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, en date du 24 septembre 1998, la nommée Caby, Francine, née à Howardries le 4 septembre 1956, domiciliée à 7620 Jollain (Merlin), rue de Lesdain 5, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire, étant : Bondroit, Jean-Pierre, 7620 Jollain (Merlin), rue de Lesdain 5.

Pour extrait certifié conforme : la greffière, (signé) Nadine Morel. (63317)

Par ordonnance du juge de paix du second canton de Tournai, en date du 28 septembre 1998, le nommé Nys, José, né à Vaulx le 4 décembre 1925, domicilié à Vaulx, rue de la Brasserie 5, résidant actuellement au Centre hospitalier psychiatrique « Les Marronniers », Clinique « Les Fougères », pavillon « Les Pins », rue des Fougères 35, à 7500 Tournai, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Nys, Carl, domicilié à 7500 Tournai, rue de Courtrai 38/3.

Pour extrait certifié conforme : la greffière, (signé) Nadine Morel. (63318)

Mainlevée d'administrateur provisoire
Opheffing voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het zevende kanton Antwerpen

Bij beschikking van de vrederechter van het zevende kanton Antwerpen, verleend op 1 oktober 1998, werd een einde gesteld aan het voorlopig bewind over Eggermont, Lea Julia Rosalia, wonende in Indië, Karur-Tamil Nadu, geboren te Hemiksem op 21 december 1921, door Provo, Paul, geboren te Mortsel op 25 oktober 1942, handelaar, wonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Te Boelaerlei 27, daartoe aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het zevende kanton Antwerpen, op 17 juni 1997 (rolnummer 97B1612), en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 26 juni 1997, ingevolge het overlijden van Lea Eggermont te Sevapur-Tamil Nadu, in Indië, op 30 september 1997.

Antwerpen, 1 oktober 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Sijmons, Adriana. (63319)

Vrederecht van het kanton Mechelen

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Mechelen, verleend op 2 oktober 1998, werd een einde gesteld aan het mandaat van Janssens, Jeannine, wonende te 1850 Grimbergen, Tweelindendreef 46, als voorlopige bewindvoerder over de goederen van Janssens, Elma, geboren te Mechelen op 10 februari 1946, laatst wonende te 1850 Grimbergen, Veldkantstraat 30, overleden op 22 juli 1998.

Mechelen, 2 oktober 1998.

Voor eensluidend uittreksel : (get.) Luc Winkelmans, hoofdgriffier. (63320)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 29 september 1998, werd Lambeets, Geert, advocaat, wonende te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-straat 47, aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, op 28 oktober 1997, tot voorlopige bewindvoerder over Lindebrings, Robert, geboren te Sint-Truiden op 26 december 1922, gedomicilieerd te 3800 Sint-Truiden, Diestersteenweg 32, verblijvende in het Sint-Trudoziekenhuis, Diestersteenweg 100, te 3800 Sint-Truiden, met ingang van heden ontslagen van de opdracht, gezien de beschermde persoon overleden is te Sint-Truiden op 25 augustus 1998.

Sint-Truiden, 29 september 1998.

De griffier, (get.) Derwael, Marina. (63321)

Justice de paix du second canton d'Anderlecht

Par ordonnance du juge de paix du second canton d'Anderlecht, en date du 2 octobre 1998, il a été mis fin au mandat de Me Philippe Van den Broecke, avocat, dont les bureaux sont établis à Anderlecht, rue Georges Moreau 160, en sa qualité d'administrateur provisoire de M. Joseph Louis Franciscus Ginion, époux de Anne Marie Julie Van Santen, né à Zemst le 24 janvier 1912, domicilié à Berchem-Sainte-Agathe, rue Docteur Charles Leemans 48, mais résidant actuellement à Berchem-Sainte-Agathe, à la Fondation pour la Psychogériatrie, chaussée de Gand 1050, ce dernier étant décédé à Berchem-Sainte-Agathe le 25 septembre 1998.

Pour extrait conforme : la greffière, (signé) Jeanny Bellemans. (63322)

Justice de paix du quatrième canton de Bruxelles

Par ordonnance rendu le 1^{er} octobre 1998, par M. le juge de paix Pierre Oliviers, juge de paix du quatrième canton de Bruxelles, il a été mis fin à la mission de Mme Janine De Beyne, épouse de Daubies, F., domiciliée à 1150 Bruxelles, avenue Roger Vandendriessche 33, en tant qu'administrateur provisoire de Mme Julienne Plasky, de son vivant domiciliée à 1160 Bruxelles, avenue Guillaume Keyen 26, et décédée à 1160 Bruxelles le 6 septembre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Jan Van den Nest. (63323)

Justice de paix du premier canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, en date du 29 septembre 1998, il est mis fin au mandat de M. Hérinne, Eric, avocat, à 6000 Charleroi, rue Tumelaire 23, bte 18, désigné par notre ordonnance du 15 juin 1998, en qualité d'administrateur provisoire de M. Riguelle, Claude, né à Charleroi le 2 mars 1960, sans domicile fixe, mais fréquentant le Centre Diapason, à 6000 Charleroi, boulevard Dewandre 2, cette personne étant déclarée apte à gérer ses biens.

Charleroi, le 1^{er} octobre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Concetta Siciliano. (63324)

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, en date du 29 septembre 1998, il est mis fin au mandat de M. Ureel, Frédéric, avocat, dont le cabinet est sis à 6200 Châtelineau, rue Gendebien 56, désigné par notre ordonnance du 24 mars 1997, en qualité d'administrateur provisoire de Mme Gallez, Mariette, née à Mont-sur-Marchienne le 6 novembre 1924, domiciliée antérieurement à 6060 Gilly, rue Lison 64, mais résidant actuellement à 6032 Monceau-sur-Sambre, rue de la Fonderie 38, cette personne étant déclarée apte à gérer ses biens.

Charleroi, le 1^{er} octobre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Concetta Siciliano. (63325)

Justice de paix du canton de Limbourg

Par ordonnance du juge de paix du canton de Limbourg, en date du 2 octobre 1998, il a été mis fin à la mission de Schmits, Pierre, avocat, domicilié à 4800 Verviers, rue des Déportés 79, en sa qualité d'administrateur provisoire de Renardy, Louis, né à Gemmenich le 1^{er} février 1951, domicilié à 4851 Gemmenich (Plombières), rue Saint-Hubert 16.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef délégué, (signé) Myriam Siebérath. (63326)

Justice de paix du second canton de Namur

Par ordonnance du 28 septembre 1998, M. le juge de paix du second canton de Namur a ordonné la mainlevée de la mesure d'administration provisoire, prise le 1^{er} avril 1998, à l'égard de M. Grégoire, Marc, né à Rochefort le 2 janvier 1959, domicilié et résidant à 5580 Rochefort, rue du Pachy 2, et a déchargé Me Jacques Hutin, avocat, à 5580 Rochefort, avenue de Lorette 15, de sa mission d'administrateur provisoire.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Annie Grégoire. (63327)

Justice de paix du canton de Neufchâteau

Suite à la requête déposée le 29 septembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Neufchâteau, rendue le 30 septembre 1998, a été levée la mesure d'administration provisoire, prise par ordonnance du 29 février 1996 et publiée au *Moniteur belge* du 13 mars 1996, à l'égard de Mme Lutz, Léontine, née à Orgeo le 21 mai 1924, domiciliée au Home Clos des Seigneurs à 6840 Neufchâteau, cette personne étant décédée à Neufchâteau le 26 septembre 1998, il a été mis fin, en conséquence, à la mission de son administrateur provisoire, à savoir : Me Rion, Claire, avocat, domiciliée avenue de la Gare 129c, à 6840 Neufchâteau.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gouvienne, José. (63328)

Justice de paix du canton de Spa

Par ordonnance du juge de paix du canton de Spa, en date du 1^{er} octobre 1998, a été levée la mesure de protection décidée par ordonnance en date du 22 mai 1997 (RR.971680) relativement aux biens de Frédéric Deurbroeck, actuellement domicilié à la Passerelle, rue de Wasseige 12, à 4280 Hannut, et il a été mis fin à la date du 30 septembre 1998 au mandat et à la mission de l'administrateur provisoire M. Philippe Van Hoye, domicilié à 4557 Sény, route de Terwagne 90.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Houyon, Chantal. (63329)

Justice de paix du canton de Stavelot

Par ordonnance de M. le juge de paix du canton de Stavelot, en date du 30 septembre 1998, il a été mis fin à cette date au mandat de Me Léon Ligot, avocat, à 4020 Liège, avenue du Luxembourg 15, désigné par ordonnance du 17 septembre 1997 en tant qu'administrateur provisoire des biens de Germeau, Charles, né à Verviers le 16 février 1951, domicilié à Chênée, rue des Fossettes 25.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint principal, (signé) Ch. Grogna. (63330)

Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder

Vrederecht van het kanton Brasschaat

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Brasschaat, verleend op 28 september 1998, werd Mr. Fernand Joris, advocaat bij de balie te Antwerpen, kantoorhoudende te 2110 Wijnegem, Marktplein 22, als voorlopig bewindvoerder aangesteld over Mergaert, Monique, geboren te Leisele op 7 februari 1946, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Alfons Schneiderlaan 126, verblijvende in

het Psychiatrisch Centrum Bethaniënhuis, Handelslei 167, te 2980 Sint-Antonius (Zoersel), en dit in vervanging van de heer Manser, Carol, wonende te 2100 Deurne (Antwerpen), Alfons Schneiderlaan 126, aangesteld bij beschikking d.d. 20 september 1995.

Brasschaat, 2 oktober 1998.

De hoofdgriffier, (get.) Ooms-Schrijvers, Maria. (63331)

Vrederegerecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 24 september 1998, werd de opdracht van Vincken, Madeleine, gepensioneerd, wonende Karel Alenlaan 36, 3293 Kaggevinne (Diest), aangewezen bij beschikking verleend door de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, op 29 juli 1992, tot voorlopig bewindvoerder over Vincken, Anna Cornelia Irène, geboren te Leut op 18 oktober 1921, wonende te 3800 Sint-Truiden, Tiensesteenweg 107, beëindigd ingevolge haar overlijden op 30 juli 1998.

Voegt toe als nieuwe voorlopige bewindvoerder aan de voornoemde persoon: Vincken, Marie Mathilda Françoise, wonende te 3001 Heverlee, Berglaan 42.

Sint-Truiden, 28 september 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (63332)

Justice de paix du huitième canton de Bruxelles

Par ordonnance du juge de paix du huitième canton de Bruxelles, rendue en date du 3 septembre 1998, il a été mis fin au mandat de Mme Nagly, Catherine, agent de l'Etat auprès du Ministère des Finances, domiciliée à 1090 Jette, rue Verschelden 37/3, en sa qualité d'administrateur provisoire de M. Nagly, Stefan, né à Wielan (Pologne) le 15 juillet 1924, résidant actuellement à 1020 Bruxelles, Maison Saint-Ignace, avenue de Lima 20.

Un nouvel administrateur provisoire a été désigné à cette personne protégée, à savoir: Mme Nagly, Nadine, indépendante, domiciliée à 4280 Hannut, rue de Thismes 40A.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Alfons Philips. (63333)

Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793 van het Burgerlijk Wetboek

Publication prescrite par l'article 793 du Code civil

*Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving
Acceptation sous bénéfice d'inventaire*

Tribunal de première instance de Bruxelles

Suivant acte n° 98-1570 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 5 octobre 1998, M. André Dewez, domicilié à 1040 Bruxelles, rue John Waterloo Wilson 52, agissant en sa qualité de mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 27 septembre 1998, et donnée par M. Daniel Bernard Ahrend, né à Bussum (Pays-Bas) le 25 juillet 1967, domicilié à Ixelles, rue Armand Campenhout 65/2, agissant en son nom personnel et en sa qualité de père et tuteur légal de son enfant mineur: Ahrend, Alice, née à Woluwe-Saint-Lambert le 13 janvier 1993, a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Sonnet, Marie Pascale, née à Kinshasa (Congo) le 19 avril 1962, de son vivant domiciliée à Ixelles, rue Armand Campenhout 65/2, et décédée le 24 mai 1998 à Woluwe-Saint-Lambert.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Luc Possoz, notaire à 1000 Bruxelles, rue du Commerce 124, bte 1.

Bruxelles, le 5 octobre 1998.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (24440)

Suivant acte n° 98-1571 passé au greffe du tribunal de première instance de Bruxelles le 5 octobre 1998, par Me Muylaert, Paul, avocat à Bruxelles, avenue Brugmann 377A, agissant en sa qualité de:

1° mandataire en vertu d'une procuration sous seing privé, datée du 19 mai 1998 et donnée par:

Mme Vanderkeulen, Maria Theresia Mathilda Cornelia, domiciliée à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, rue Paloke 40;

Mme De Plaen, Anne-Marie Ghislaine Paulette Georgette, domiciliée à 7181 Feluy, rue Saint-Ethon 56;

M. De Plaen, Albert Corneille Paul Ghislain, domicilié à 1390 Grez-Doiceau, rue du Beau Site 44;

Mme De Plaen, Agnès Elisabeth Marcelle, domiciliée à 7181 Feluy, rue de Chèvremont 18;

M. De Plaen, Jacques Léopold Jean-Paul Ghislain, domicilié à 1150 Bruxelles, avenue Père Damien 26;

M. De Plaen, Paul, domicilié à 1370 Luxembourg, rue Léandre Lacroix 7;

2° qui en vertu de la procuration sous seing privé, susmentionnée, substituée M. De Plaen, Albert, celui-ci étant mandataire en vertu d'une procuration authentique, passée devant M. Jamar, Olivier, notaire de résidence à Chaumont-Gistoux, en date du 17 mars 1998, nous produite en expédition conforme et donnée par Mme De Plaen, Anne Monique Alberte Hélène, domiciliée en France, 74660 Vallorcine, Chalet Gîte Mermoud,

a déclaré, au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. De Plaen, Paul Jean François Constant, né à Etterbeek le 28 mai 1909, de son vivant domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, rue Paloke 40, et décédé le 28 décembre 1997 à Molenbeek-Saint-Jean.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion à M. Jamar, Olivier, notaire à 1325 Chaumont-Gistoux, rue Colleau 13.

Bruxelles, le 5 octobre 1998.

Le greffier, (signé) Aerts, Vera. (24441)

Tribunal de première instance de Charleroi

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 30 septembre 1998, M. Maillard, Vincent, de résidence à Chimay, chemin de Pleumont 28, agissant en sa qualité de mandataire spécial de Mme Mercier, Renée, domiciliée à Rance, Grand-Rue 41, à ce dûment autorisé en vertu d'un pouvoir sous seing privé donné le 5 août 1998 à Sivry-Rance, a déclaré en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de M. Mouvet, Elia, de son vivant domicilié à Froidchapelle, rue de la Station 25, et décédé à Lobbes le 10 avril 1992.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé M. Maillard, Vincent, de résidence à Chimay, chemin de Pleumont 28.

Charleroi, le 24 septembre 1998.

Le greffier-chef de service délégué, (signé) N. Pieroux. (24442)

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège en date du 30 septembre 1998 :

Mme Baugnée, Françoise, domiciliée à 7170 Manage, rue de Longsart 34;

Mme Baugnée, Marie-Bernadette, domiciliée à 7300 Boussu, rue Ferrer 73;

Mme Baugnée, Paule, domiciliée à 6534 Thuin, rue Armand Bury 12;

Mme Baugnée, Anne, domiciliée à 6183 Courcelles, rue Jules Destrée 19;

Mme Baugnée, Geneviève, domiciliée à 6183 Courcells, rue de Gosselies 91;

M. Baugnée, Philippe, domicilié à 6183 Courcelles, rue Destrée 113;

M. Baugnée, Luc, domicilié à 6183 Courcelles, rue du 28 Juin 1919, 102,

a déclaré, en langue française, accepter mais sous bénéfice d'inventaire seulement, la succession de M. Baugnée, Théodore, de son vivant domicilié à Trazegnies, rue du Caillou 3, et décédé à Trazegnies le 29 janvier 1996.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, dans le délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à M. Linker, notaire de résidence à 6183 Trazegnies, Grand-Rue.

Charleroi, le 24 septembre 1998.

Le greffier-chef de service délégué, (signé) N. Pieroux. (24443)

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-huit, le deux octobre, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu :

Me Rasson, Gabriel, notaire à Sclessin, rue Ernest Solvay 259, 4000 Liège, porteur d'une procuration sous seing privé qui restera annexée au présent acte pour et au nom de :

Mawet, Sabine, née le 20 mars 1964 à Rocourt, domiciliée rue Fraischamps 203, à Grivegnée, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale de ses trois enfants mineurs d'âge :

Dejeond, Cindy, née le 2 juillet 1986 à Liège;

Dejeond, Lucien, né le 28 mars 1988 à Liège;

Dejeond, Maud, née le 5 juillet 1989 à Liège,

tous domiciliés avec leur mère,

et en vertu d'une délibération du conseil de famille qui s'est tenu devant M. le juge de paix du canton de Grivegnée en date du 15 septembre 1998, délibération qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte.

Lequel comparant a déclaré accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Dejeond, Paul, né à Liège le 18 novembre 1928, de son vivant domicilié à Chaudfontaine, rue Basse Méhagne 42, et décédé le 1^{er} juin 1998 à Liège.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Rasson, notaire à Sclessin, rue Ernest Solvay 259, à 4000 Liège.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (24444)

Tribunal de première instance de Mons

Suivant acte dressé au greffe du tribunal de ce siège le 30 septembre 1998 :

Mme Destercke, Marie-Françoise Josée Roberte, née à Haine-Saint-Paul le 22 mars 1957, domiciliée à Binche (Péronnes-lez-Binche), rue du Grand Cavin 11, agissant en son nom personnel ainsi qu'en sa qualité de mère et tutrice légale de ses enfants mineurs, à savoir :

Malengret, Jean-François Max Roger, né à La Louvière le 29 août 1982;

Malengret, Jean-Sébastien Hervé Claire, né à La Louvière le 31 mai 1985,

tous deux domiciliés avec leur mère,

a déclaré, accepter sous bénéfice d'inventaire, la succession de Malengret, Henri Richard Fernand, né à Charleroi le 15 février 1956, en son vivant domicilié à Binche (Péronnes-lez-Binche), rue du Grand Cavin 11, et décédé à La Louvière (Haine-Saint-Paul) le 6 juillet 1998.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Fernand Babusiaux, notaire de résidence à 7130 Binche, avenue Charles Delière 120.

Le greffier-chef de service, (signé) Michel Chot. (24445)

Tribunal de première instance de Namur

L'an mil neuf cent nonante-huit, le trente septembre, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par-devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu : Mme Zabeau, Patricia, veuve de M. Lemmens, Joannes, domiciliée à Charleroi (Mont-sur-Marchienne), rue de la Mardouille 26, agissant personnellement et en sa qualité de mère et tutrice légale des biens de son enfant mineur : Lemmens, Valérie, née à Cannes (France) le 17 septembre 1986, et ce dûment autorisée par le conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix du canton de Marchienne-au-Pont en date du 9 septembre 1998.

Laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Lemmens, Joannes, en son vivant domicilié à Sambreville (Tamines), rue des Cailloux 54, et décédé à Namur en date du 15 juin 1998.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Ghigny, notaire, domicilié à 6220 Fleurus, rue du Collège.

Namur, le 1^{er} octobre 1998.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (24446)

Tribunal de première instance de Verviers

L'an mil neuf cent nonante-huit, le premier octobre, au greffe du tribunal de première instance séant à Verviers, a comparu :

Mme Nahoe, Carine, domiciliée à Wegnez (Pepinster), rue Nouvelle 46, agissant en qualité de mandataire de :

Mme Zacharias, Anne Marie Catherine, née à Liège le 14 avril 1969, divorcée de Bergmans, Thomas, domiciliée à Raeren, Spitalstrasse 48, petit-fille de la défunte, agissant en nom personnel;

M. Schmitz, Luc Ghislain, né à Eupen le 28 novembre 1961, époux Dethier, Véronique, domicilié à Sart (Jalhay), rue François Michoël 216B, petit-fils de la défunte, agissant en nom personnel;

M. Schmitz, Yves Ghislain, né à Eupen le 17 janvier 1963, domicilié à Liège, rue Eracle 58, petit-fils de la défunte, agissant en nom personnel;

M. Zacharias, Bernard Lambert Pierre, né à Liège le 2 mars 1967, époux Hofrath, Monika, domicilié à Raeren, Spitalstrasse 50, petit-fils de la défunte, agissant en nom personnel,

en vertu d'une procuration authentique passée dant M. le notaire Furnémont en date du 4 septembre 1998, laquelle restera ci-annexée.

Laquelle comparante a déclaré, au nom de ses mandants, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Guelff, Marie Justine, née à Virton le 29 juillet 1914, veuve Zacharias, Camille, domiciliée à Verviers, avenue Léopold II 15, résidence « Les Hêtres », décédée à Verviers le 21 juin 1998.

Dont acte signé, lecture faite par la comparante et le greffier.

Les créanciers et les légataires sont invités à faire connaître leurs droits dans un délai de trois mois à compter de la présente insertion, par pli recommandé à Me M. Furnémont, notaire à la résidence d'Ensival (Verviers).

Le greffier en chef du tribunal, (signé) José Dubru. (24447)

Rechtbank van eerste aanleg te Brugge

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 1 oktober 1998, heeft Isabelle Van den Eynde, wonende te 9000 Gent, De Pintelaan 341, handelend als gevolmachtigde van :

Van den Eynde, Jean-Pierre, geboren te Brugge op 31 augustus 1949, en zijn echtgenote, Van Severen, Margareta, geboren te Brugge op 12 oktober 1950, samenwonende te 9052 Zwijnaarde, Isabella van Oostenrijkstraat 14, handelend in hun hoedanigheid van ouders wettige beheerders over de persoon en de goederen van het bij hen wonend minderjarig kind Van den Eynde, Bernard Marc Isabelle Marie, geboren te Brugge op 5 januari 1983,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen D'Hoore, Lucia Eugenia Maria, geboren te Brugge op 5 februari 1925, in leven weduwe van Van den Eynde, Petrus, laatst wonende te 8000 Brugge, Sint-Annarei 25, Residentie « Den Arent », en overleden te Valsenestre en Valjouffrey (Isère-France) op 23 juli 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden, te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van Mr. Michel Herbay, notaris te 7700 Moeskroen, chaussée du Risquons-Tout 401.

Brugge, 1 oktober 1998.

De hoofdgriffier, (get.) G. De Zutter. (24448)

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brugge, op 1 oktober 1998, heeft Marcel Van Broekhoven, wonende te 2980 Zoersel, Baron de Borrekenslaan 20, woonst kiezend op het kantoor van Mr. Paul Smits, notaris te 2140 Borgerhout, Laar 12, handelend als gevolmachtigde van :

A. Suys, Steve Gilberte Franciscus, geboren te Merksem op 5 maart 1973, ongehuwd, wonende te 2170 Merksem, Ringlaan 129, handelend in eigen naam;

B. Suys, Jolanda Jozef Liliane, geboren te Merksem op 23 januari 1975, ongehuwd, wonende te 2170 Merksem, Sint-Lutgardisstraat 20, handelend in eigen naam;

C. Sneyers, Liliane, geboren te Antwerpen op 6 april 1951, echtgenote van Ryckewaert, Kamiel, wonende te 2930 Brasschaat, Pastorijstraat 40, handelend in eigen naam;

D. Sneyers, Gilberta Jean Albertine, geboren te Antwerpen op 21 juli 1952, echtgescheiden, wonende te 2390 Malle, Antwerpsesteenweg 469, bus 5, handelend in eigen naam;

E. Sneyers, Yvonne François Anna, geboren te Antwerpen op 21 maart 1954, echtgescheiden, wonende te 2390 Malle, Begonialaan 44, handelend in eigen naam;

F. Sneyers, Jan Josephine Martin, geboren te Antwerpen op 27 december 1957, echtgescheiden, wonende te 2140 Borgerhout, Dodoenstraat 32, handelend in eigen naam;

G. Sneyers, Martin Yvonne Jacques, geboren te Antwerpen op 19 juni 1960, echtgenoot van Van Overloop, Marianne, wonende te 2660 Hoboken, Krugerstraat 204, handelend in eigen naam;

H. Sneyers, Jacqueline Helena, geboren te Duffel op 26 april 1962, echtgenote van De Ruijter, Danny, wonende te 2660 Hoboken, Krekelastraat 60, handelend in eigen naam;

I. Sneyers, Jozef Annie Leopold, geboren te Antwerpen op 17 augustus 1964, echtgenoot van Van den Bosch, Nancy, wonende te 2000 Antwerpen, Kruisbos 30, handelend in eigen naam;

J. Sneyers, Anna Jozef Maria, geboren te Antwerpen op 10 november 1927, echtgenote van Rodyns, Albert, wonende te 2000 Antwerpen, Willem Lepelstraat 7, handelend in eigen naam;

K. Sneyers, Antoine Antonia Albert, geboren te Antwerpen op 11 november 1933, echtgenoot van Verheyen, Yvonne, wonende te 2170 Merksem, Nieuwdreef 132, handelend in eigen naam;

L. Sneyers, Rosalie Elisabeth Georges, geboren te Antwerpen op 24 mei 1943, echtgenote van De Wit, André, wonende te 2000 Antwerpen, Willem Lepelstraat 7, handelend in eigen naam;

M. Sneyers, Albert, geboren te Antwerpen op 22 mei 1940, wonende te 2000 Antwerpen, Augustijnenstraat 17, handelend in eigen naam;

N. Mr. Emmanuel Böting, advocaat te 8000 Brugge, Bevrijdingsslaan 4, bus 1, handelend als gevolmachtigde van Sneyers, Joseph Julien, geboren te Antwerpen op 9 november 1935, echtgenoot van Eversdijk, Bertha, wonende te NL-3311 TA Dordrecht (Nederland), Bleyenhoek 81, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Sneyers, Albert, geboren te Sint-Truiden op 9 maart 1908, in leven echtgenoot van Arein, Rosa, laatst wonende te 8400 Oostende, Breidelstraat 3, en overleden te Oostende op 18 april 1997.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opnemings in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Paul Smits, voornoemd.

Brugge, 1 oktober 1998.

De hoofdgriffier, (get.) G. De Zutter. (24449)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 2 oktober 1998, heeft Vergult, Sabine Marie Josée, bediende, geboren te Temse op 13 oktober 1965, wonende te 9150 Kruikebeke, Bazelstraat 137, handelend :

a) in eigen persoonlijke naam;

b) ingevolge de haar verleende onderhandse volmacht, die ons wordt overhandigd, voor en namens :

1. Vergult, Ignace René Emmanuel, havenkapitein, geboren te Sint-Niklaas op 12 juli 1938, wonende te 8000 Brugge, Louis Coiseaukaai 1, handelend in eigen naam;

2. Vergult, Sofie Monique Tonnie, bediende, geboren te Lokeren op 20 juli 1976, wonende te 8000 Brugge, Louis Coiseaukaai 1, handelend in eigen naam,

verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen Vergult, Filip Maria Albert, geboren te Temse op 8 september 1968, in leven laatst wonende te 9150 Kruikebeke, Arthur Jansenstraat 5, en overleden te Gent op 26 juli 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen op het kantoor van notaris Van der Veken, Eduard, te 9150 Kruibeke, Bazelstraat 48.

Dendermonde, 2 oktober 1998.

De griffier-hoofd van diesnt, (get.) W. Colman. (24450)

Rechtbank van eerste aanleg te Hasselt

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt, op 1 oktober 1998, blijkt dat :

Aerden, Marie-Paule Florentine Pierre, geboren te Hasselt op 6 juli 1943, echtgenote van de heer Marcel Dieudonné Jean Levêque, wonende te 1390 Grez-Doiceau, rue du Centry 98;

Aerden, Michele Marie Florentine Leopold Pierre, tandarts, geboren te Hasselt op 4 april 1946, echtgenote van de heer Guy Maurice Cyrille Warlop, ingenieur, geboren te Knokke op 23 mei 1938, wonende te Ukkel (1180 Brussel), Denneboslân 17. Gehuwd onder het stelsel der scheiding van goederen met gemeenschap van aanwinsten ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Baudouin Hage Goetsbloets, te Hasselt, op 22 september 1966;

Aerden, Therese Marie Camille Maurice, tandarts, geboren te Hasselt op 29 september 1947, ongehuwd, wonende te Ukkel (1180 Brussel), Georges Lecointelaan 43;

Aerden, Gaspard Roald Jeanne Marie Leopold, zaakvoerder, geboren te Hasselt op 3 november 1950, echtgenote van Mevr. Brigitte Elisabeth Joséphine Marie Jeanne Nyssen, geboren te Eupen op 22 augustus 1949, wonende te 5140 Sombreffe (Boignée), rue des Ecoles 74. Gehuwd onder het stelsel der scheiding van goederen ingevolge huwelijkscontract verleden voor notaris Jacques Delcroix, te Etterbeek, op 17 april 1974,

in het Nederlands verklaart heeft :

de nalatenschap van wijlen Aerden, Werner Joseph Felicien, geboren te Hasselt op 28 december 1914, in leven laatst wonende te 3500 Hasselt, Carnegielaan 85, en overleden te Hasselt op 4 januari 1998, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving en teneinde dezer woonst te kiezen ter studie van notaris Ernst van Soest, ter standplaats 3500 Hasselt, Koningin Astridlaan 59.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opneming in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van voornoemde notaris.

Hasselt, 1 oktober 1998.

De griffier, (get.) L. Petrov. (24451)

Gerechtelijk akkoord – Concordat judiciaire

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 1^{er} octobre 1998, le tribunal de commerce de Namur a accordé le sursis provisoire à la S.P.R.L. T.M.P. Transports, dont le siège social est sis à 5640 Mettet, rue Hardimont 1a, R.C. Namur 65589, T.V.A. 430 677 327.

Le tribunal a désigné Me Benoît Hoc, avocat à Namur, avenue Cardinal Mercier 1, en qualité de commissaire au sursis.

Les créanciers sont invités à faire leurs déclarations de créances, avec pièce à l'appui, au greffe du tribunal de commerce de Namur, rue du Collège 37, avant le 4 novembre 1998.

Il sera statué le jeudi 3 décembre 1998, à 10 heures, au palais de justice de Namur, salle des audiences du tribunal de commerce de Namur, 1^{er} étage, sur l'octroi du sursis définitif.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) E. Marmagne. (24452)

Faillissement – Faillite

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 29 september 1998 werd geopend verklaard het faillissement van de heer Serge Addons, wonende te 1800 Vilvoorde, Oude Lindestraat 15, H.R. Brussel 465497, BTW 564.478.335, elektriker.

Rechter-commissaris : de heer Pisane.

Curator : Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvordering te doen op de griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (24453)

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard, op bekenenis, het faillissement van de B.V.B.A. La Vecia Trattoria, met maatschappelijke zetel te 3090 Overijse, steenweg op Terhulpen 707, H.R. Brussel 504763, BTW 426.856.121, met als handelsactiviteit : restaurant.

Rechter-commissaris : de heer Pisane.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (24454)

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Power Soft Computing, met maatschappelijke zetel te 1501 Halle-Buizingen, Kamerijkdelle 10, H.R. Mechelen 75487, BTW 446.883.354, met als handelsactiviteit : software.

Rechter-commissaris : de heer Pisane.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (24455)

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Mapinvest, met maatschappelijke zetel te 1750 Lennik, Ninoofsesteenweg 306, BTW 458.781.690, met als handelsactiviteit : superette.

Rechter-commissaris : de heer Pisane.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (24456)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Scrap International, anciennement S.A. Lintel International, dont le siège social est établi à 1020 Bruxelles, boulevard De Smet de Naeyer 553, R.C. Bruxelles 594849, activité commerciale : commerce générale.

Juge-commissaire : M. Pisane.

Curateur : Me Lodewijk De Mot, avocat à 1000 Bruxelles, rue Ernest Allard 35-37.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) L. De Mot.

(Pro deo) (24457)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Scrap International, vooreen N.V. Lintel International, met maatschappelijke zetel te 1020 Brussel, De Smet de Nayerlaan 553, H.R. Brussel 594849, met als handelsactiviteit : algemene handel.

Rechter-commissaris : de heer Pisane.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (24457)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. Import Export Leuze, dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, chaussée de Vleurgat 202, R.C. Bruxelles 479010, T.V.A. 428.663.487, activité commerciale : import et export de marchandises, articles de tabac, boissons alcooliques.

Juge-commissaire : M. Pisane.

Curateur : Me Lodewijk De Mot, avocat à 1000 Bruxelles, rue Ernest Allard 35-37.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) L. De Mot.

(Pro deo) (24458)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. Import Export Leuze, met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Vleurgatsesteenweg 202, H.R. Brussel 479010, BTW 428.663.487, met als handelsactiviteit : in- en uitvoer van diverse goederen, rookwaren, kleinhandel in alcohol.

Rechter-commissaris : de heer Pisane.

Curator : Mr. Lodewijk De Mot, advocaat te 1000 Brussel, Ernest Allardstraat 35-37.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtshuis, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) L. De Mot.

(Pro deo) (24458)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte la faillite de M. René Van Overloop, domicilié rue F. Craps 2, 1070 Anderlecht, T.V.A. 851.716.796, activité commerciale : publicité.

Juge-commissaire : M. Pisane.

Curateur : Me Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) M. Buekens.

(Pro deo) (24459)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard het faillissement van de heer René Van Overloop, wonende te 1070 Anderlecht, F. Crapsstraat 2, BTW 851.716.796, met als handelsactiviteit: publiciteit.

Rechter-commissaris: de heer Pisane.

Curator: Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (24459)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. E.R.T.A.B., ayant son siège à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, boulevard Brand Whitlock 126, T.V.A. 434.833.182, activité commerciale: travaux sanitaires.

Juge-commissaire: M. Pisane.

Curateur: Me Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) M. Buekens.

(Pro deo) (24460)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard het faillissement van de C.V. E.R.T.A.B., met maatschappelijke zetel te 1200 Sint-Lambrechts-Woluwe, Brand Whitlocklaan 126, BTW 434.833.182, met als handelsactiviteit: plaatsing van sanitair.

Rechter-commissaris: de heer Pisane.

Curator: Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (24460)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. V & M Company, ayant son siège à 1070 Anderlecht, rue de l'Autonomie 3, T.V.A. 455.019.674, activité commerciale: bijouterie.

Juge-commissaire: M. Pisane.

Curateur: Me Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) M. Buekens.

(Pro deo) (24461)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. V & M Company, met maatschappelijke zetel te 1070 Anderlecht, Zelfbestuurstraat 3, BTW 455.019.674, met als handelsactiviteit: kleinhandel horloges en juwelen.

Rechter-commissaris: de heer Pisane.

Curator: Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) M. Buekens.

(Pro deo) (24461)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte la faillite de la S.P.R.L. Tendenza, ayant son siège à 1020 Bruxelles, Esplanade Heysel Bureau & Design Center Dakar 103, R.C. Bruxelles 480916, T.V.A. 428.995.663, activité commerciale: importation et vente de meubles de bureau.

Juge-commissaire: M. Pisane.

Curateur: Me Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle B.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) M. Buekens.

(Pro deo) (24462)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Tendenza, met maatschappelijke zetel te 1070 Brussel, Heizel Esplanade Bureau en Design Center Dakar 103, H.R. Brussel 480916, BTW 428.995.663, met als handelsactiviteit : invoer en verkoop van kantoormeubelen.

Rechter-commissaris : de heer Pisane.

Curator : Mr. Marc Buekens, Eikelenberg 20, 1700 Dilbeek.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal B.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) M. Buekens.
(Pro deo) (24462)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes pour faute d'actif les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Hayri, chaussée d'Anvers 439, à 1210 Saint-Josse-ten-Noode.

En outre, le tribunal dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (24463)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 24 september 1998 werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Hayri, Antwerpsesteenweg 439, 1210 Sint-Joost-ten-Node, afgesloten wegens gebrek aan actief.

De rechtbank heeft beslist dat er geen aanleiding bestaat om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (24463)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal de commerce de Bruxelles a déclaré closes pour insuffisance d'actif les opérations de la faillite de la S.P.R.L. Informatique Di Giacomo, chaussée de Haecht 545, à 1030 Schaerbeek, T.V.A. 452.375.633.

En outre, le tribunal dit que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (24464)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van 24 september 1998 werden de verrichtingen van het faillissement van de B.V.B.A. Informatique Di Giacomo, steenweg op Haacht 545, 1030 Schaerbeek, BTW 452.375.633, afgesloten wegens ontoereikend actief.

De rechtbank heeft beslist dat er geen aanleiding bestaat om uitspraak te doen over de verschoonbaarheid van de gefailleerde.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Jean-Pierre Van der Borght.
(Pro deo) (24464)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal du commerce de Bruxelles a clôturé, pour défaut d'actif, la faillite de la S.P.R.L. Auto Alarm Service, dont le siège est à 1082 Berchem-Sainte-Agathe, avenue Charles Quint 545, R.C. Bruxelles 588893.

Le tribunal a précisé par même jugement qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur l'excusabilité de la faillie.

Le curateur : (signé) Me Claudine Jamagne, avocat, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.
(Pro deo) (24465)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 september 1998, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de B.V.B.A. Auto Alarm Serve, met maatschappelijke zetel te 1082 Sint-Agatha-Berchem, Keizer Karellaan 545, H.R. Brussel 588893, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator : (get.) Mr. Claudine Jamagne, advocaat, Emile Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.
(Pro deo) (24465)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal du commerce de Bruxelles a clôturé, pour défaut d'actif, la faillite de la S.C. S.V.P., dont le siège est à 1040 Etterbeek, rue des Taxandres 17, R.C. Liège 176666.

Le tribunal a précisé par même jugement qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur l'excusabilité de la faillie.

Le curateur : (signé) Me Claudine Jamagne, avocat, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.
(Pro deo) (24466)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 september 1998, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de C.V. S.V.P., met maatschappelijke zetel te 1040 Etterbeek, Taxandrierstraat 17, H.R. Luik 176666, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator : (get.) Mr. Claudine Jamagne, advocaat, Emile Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel.
(Pro deo) (24466)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal du commerce de Bruxelles a clôturé, pour défaut d'actif, la faillite de la S.P.R.L. New York General Food, dont le siège est à 1060 Saint-Gilles, rue de Parme 25, R.C. Bruxelles 578471.

Le tribunal a précisé par même jugement qu'il n'y avait pas lieu de statuer sur l'excusabilité de la faillie.

Le curateur : (signé) Me Claudine Jamagne, avocat, rue Emile Bouilliot 20, à 1050 Bruxelles.
(Pro deo) (24467)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 september 1998, van de rechtbank van koophandel te Brussel, werd het faillissement van de B.V.B.A. New York General Food, met maatschappelijke zetel te 1060 Sint-Gillis, Parmastraat 25, H.R. Brussel 578471, gesloten verklaard bij gebrek aan actief.

De rechtbank heeft voor recht gezegd dat er geen redenen bestaan om de gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

De curator: (get.) Mr. Claudine Jamagne, advocaat, Emile Bouilliotstraat 20, te 1050 Brussel. (Pro deo) (24467)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte la faillite de la S.A. Automobiles A & M Henneuse, ayant son siège social à 1200 Bruxelles, avenue de Broqueville 297/5, activité commerciale principale: garage, sous la dénomination Automobiles A & M Henneuse, R.C. Bruxelles 550564, T.V.A. 444.360.850.

Juge-commissaire: M. Jacques Dumont.

Curateur: Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) R. Périer. (24468)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard het faillissement van de N.V. Automobiles A & M Henneuse, met maatschappelijke zetel te 1200 Brussel, de Broquevilleaan 297/5, voornaamste handelsactiviteit: garage, onder de benaming Automobiles A & M Henneuse, H.R. Brussel 550564, BTW 445.360.850.

Rechter-commissaris: de heer Jacques Dumont.

Curator: Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) R. Périer. (24468)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 29 septembre 1998 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C.R.L. Le Pré aux Clercs, ayant son siège social à 1040 Bruxelles, avenue de la Renaissance 42, activité commerciale principale: restaurant, R.C. Bruxelles 518325, T.V.A. 437.267.486.

Juge-commissaire: M. Jacques Dumont.

Curateur: Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) R. Périer. (24473)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 29 september 1998 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V.B.A. Le Pré aux Clercs, met maatschappelijke zetel te 1040 Brussel, Renaissancelaan 42, voornaamste handelsactiviteit: restaurant, H.R. Brussel 518325, BTW 437.267.486.

Rechter-commissaris: de heer Jacques Dumont.

Curator: Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen: op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) R. Périer. (24473)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1^{er} octobre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de M. Mohamed Chawki, domicilié à 1050 Bruxelles, avenue Adolphe Buyl 182/5c, exploitant un restaurant à 1040 Bruxelles, avenue de la Chasse 15, activité commerciale principale: restaurant, sous la dénomination Koutoubia, R.C. Bruxelles 402534.

Juge-commissaire: M. Jacques Dumont.

Curateur: Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances: le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) R. Périer. (Pro deo) (24474)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 oktober 1998 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de heer Mohamed Chawki, wonende te 1050 Brussel, Adolphe Buylaan 182/5c, een restaurant uitbatend te 1040 Brussel, Jachtlaan 15, voornaamste handelsactiviteit: restaurant, onder de benaming Koutoubia, H.R. Brussel 402534.

Rechter-commissaris: de heer Jacques Dumont.

Curator: Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Périer.
(Pro deo) (24474)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 1^{er} octobre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Nefertari, ayant son siège social à 1050 Bruxelles, rue Lesbroussart 3, activité commerciale principale : restaurant, sous la dénomination Nefertiti, R.C. Bruxelles 592947, T.V.A. 455.248.417.

Juge-commissaire : M. Jacques Dumont.

Curateur : Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) R. Périer.
(Pro deo) (24475)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis d.d. 1 oktober 1998 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de B.V.B.A. Nefertari, met maatschappelijke zetel te 1050 Brussel, Lesbroussartstraat 3, voornaamste handelsactiviteit : restaurant, onder de benaming Nefertiti, H.R. Brussel 592947, BTW 455.248.417.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Dumont.

Curator : Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Périer.
(Pro deo) (24475)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 28 septembre 1998 a été déclarée ouverte, sur aveu, la faillite de la S.C. Mouhssin, ayant son siège social à 1030 Bruxelles, place Houwaert 12, activité commerciale principale : boulangerie/pâtisserie, R.C. Bruxelles 539575, T.V.A. 442.333.262.

Juge-commissaire : M. Jacques Dumont.

Curateur : Me Rosine Périer, chaussée de La Hulpe 187, 1170 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 4 novembre 1998, à 14 heures, à la salle A du tribunal de commerce de Bruxelles, palais de justice.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) R. Périer.
(Pro deo) (24476)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis d.d. 28 september 1998 werd geopend verklaard, op aangifte, het faillissement van de C.V. Mouhssin, met maatschappelijke zetel te 1030 Brussel, Houwaertplaats 12, voornaamste handelsactiviteit : bakkerij/banketbakkerij, H.R. Brussel 539575, BTW 442.333.262.

Rechter-commissaris : de heer Jacques Dumont.

Curator : Mr. Rosine Périer, Terhulpesteenweg 187, 1170 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 4 november 1998, te 14 uur, in zaal A van de rechtbank van koophandel te Brussel, justitiepaleis.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) R. Périer.
(Pro deo) (24476)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal du commerce de Bruxelles a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif de la faillite de la S.A. Far Away, dont le siège social est établi à 1030 Saint-Josse-ten-Noode, rue de la Charité 15, R.C. Bruxelles 423835, T.V.A. 419.984.165.

Le tribunal a déclaré que la partie faillie n'est pas excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (24469)

Rechtbank van koophandel te Brussel
—

Bij vonnis d.d. 24 september 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de N.V. Far Away, waarvan de maatschappelijke zetel gevestigd is te 1030 Sint-Joost-ten-Node, Liefdadigheidsstraat 15, H.R. Brussel 423835, BTW 419.984.165, bij ontoereikendheid aan activa.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (24469)

Tribunal de commerce de Bruxelles
—

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal du commerce de Bruxelles a prononcé la clôture pour absence d'actif de la faillite de Girard, François (FGB International), avenue Louise 216, à 1000 Bruxelles, R.C. Bruxelles 604743, T.V.A. 544.252.152.

Le tribunal a déclaré le failli non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.
(Pro deo) (24470)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 september 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van Girard, François (FGB International), Louizalaan 216, te 1000 Brussel, H.R. Brussel 604743, BTW 544.252.152, bij gebrek aan activa.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (24470)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal du commerce de Bruxelles a prononcé la clôture pour absence d'actif de la faillite de la S.P.R.L. Ulisse, rue de l'Escadron 3/1, à 1040 Etterbeek, R.C. Bruxelles 567107, T.V.A. 448.298.366.

Le tribunal a déclaré la partie faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (24471)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 september 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de B.V.B.A. Ulisse, Eskadronstraat 3/1, te 1040 Etterbeek, H.R. Brussel 567107, BTW 448.298.366, bij gebrek aan activa.

De rechtbank heeft de gefailleerde partij niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (24471)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 24 septembre 1998, le tribunal du commerce de Bruxelles a prononcé la clôture pour insuffisance d'actif de la faillite de la S.C. S.T.C. Chemicals Belgium, rue Stevens Delannoy 70, à 1000 Bruxelles-1, R.C. Bruxelles 529036.

Le tribunal a déclaré la partie faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (24472)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 24 september 1998, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel, werd gesloten verklaard het faillissement van de C.V. S.T.C. Chemicals Belgium, Stevens Delannoystraat 70, te 1000 Brussel-1, H.R. Brussel 529036, bij gebrek aan activa.

De rechtbank heeft de gefailleerde partij niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) A. d'Ieteren.

(Pro deo) (24472)

Tribunal de commerce d'Arlon

Par jugement du 1^{er} octobre 1998, le tribunal de commerce d'Arlon a déclaré closes, par liquidation, les opérations de la faillite de la S.A. Gontier-Bois, rue des Gamelles 21, à 6741 Vance, et a déclaré la société faillie non excusable.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Alain Rézette. (24477)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement de la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi du 29 septembre 1998, a été prononcée la clôture de la faillite de la S.P.R.L. Procar Auto and Co, déclarée par un jugement du tribunal de commerce de Charleroi, le 4 mars 1997.

Cette clôture a été prononcée pour insuffisance d'actif conformément à l'article 73 de la loi sur les faillites du 8 mars 1997.

Le tribunal a dit n'y avoir lieu à prononcer l'excusabilité de la société faillie.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Alexandre Gillain.

(Pro deo) (24478)

Tribunal de commerce d'Eupen

Faillite sur aveu

Par jugement du 1^{er} octobre 1998, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite de la société coopérative à responsabilité limitée « Bodinex & Cie », ayant son siège social et son siège d'exploitation à 4700 Eupen, Bellmerin 25, R.C. Eupen 61155, T.V.A. 440.365.251, activités : import-export, commerce de gros et de détail, location, entretien et réparation d'appareils électriques,...

Juge-commissaire : M. Helmut Pieper.

Curateur : Me J.L. Ransy, avocat à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 44.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours, à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le vendredi 27 novembre 1998, à 9 heures, au greffe du tribunal de commerce, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Le curateur, (signé) J.L. Ransy. (24479)

Handelsgericht Eupen

Konkurs auf Geständnis

Durch Urteil vom 1. Oktober 1998 hat das Handelsgericht Eupen den Konkurs auf Geständnis der Genossenschaft mit beschränkter Haftung « Bodinex & Cie », mit Sitz und Niederlassung in 4700 Eupen, Bellmerin 25, H.R. Eupen 61155, MWSt 440.365.251, Tätigkeit: Im- und Export, Gross- und Einzelhandel, Vermietung, Unterhalt und Reparieren von Elektrogeräten,...

Konkursrichter: Herr Helmut Pieper.

Konkursverwalter: Rechtsanwalt J.L. Ransy, rue Lamberts 44, 4840 Welkenraedt.

Die Gläubiger müssen ihre Forderungen innerhalb von dreissig Tagen ab Urteilspruch in der Kanzlei des Handelsgerichts hinterlegen.

Schlußprotokoll der hinterlegten Forderungen: am Freitag, den 27. November 1998, um 9 Uhr, in der Kanzlei des Handelsgerichts Eupen, Aachener Strasse 78, 4700 Eupen.

Der Konkursverwalter, (Gez.) J.L. Ransy. (24479)

Tribunal de commerce d'Eupen

Faillite sur aveu

Par jugement du 1^{er} octobre 1998, le tribunal de commerce d'Eupen a déclaré la faillite de la société privée à responsabilité limitée « Magic Touch Cosmetics », en abrégé : « MTC », ayant son siège social et son siège d'exploitation à 4700 Eupen, Bellmerin 25, R.C. Eupen 39598/c, T.V.A. 417.073.571, activités : fabrication, commerce de gros et de détail en articles de droguerie, couleurs et produits d'entretien, articles de beauté et de toilette.

Juge-commissaire : M. Helmut Pieper.

Curateur : Me J.L. Ransy, avocat à 4840 Welkenraedt, rue Lamberts 44.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe endéans les trente jours, à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le vendredi 27 novembre 1998, à 9 heures, au greffe du tribunal de commerce, Achener Strasse 78, 4700 Eupen.

Le curateur, (signé) J.L. Ransy. (24480)

Handelsgericht Eupen

Konkurs auf Geständnis

Durch Urteil vom 1. Oktober 1998 hat das Handelsgericht Eupen den Konkurs auf Geständnis der Privatgesellschaft mit beschränkter Haftung « Magic Touch Cosmetics », abgekürzt: « MTC », mit Sozial-sitz und Niederlassung in 4700 Eupen, Bellmerin 25, H.R. Eupen 39598/c, MWSt 417.073.571, Tätigkeit: Fabrikation, Gross- und Einzelhandel in Drogerieartikel, Farb- und Unterhaltsprodukte, Schönheits- und Toilettenartikel.

Konkursrichter: Herr Helmut Pieper.

Konkursverwalter: Rechtsanwalt J.L. Ransy, rue Lamberts 44, 4840 Welkenraedt.

Die Gläubiger müssen ihre Forderungen innerhalb von dreissig Tagen ab Urteilspruch in der Kanzlei des Handelsgerichts hinterlegen.

Schlußprotokoll der hinterlegten Forderungen: am Freitag, den 27. November 1998, um 9 Uhr, in der Kanzlei des Handelsgerichts Eupen, Achener Strasse 78, 4700 Eupen.

Der Konkursverwalter, (Gez.) J.L. Ransy. (24480)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du 28 septembre 1998, le tribunal de commerce de Liège a déclaré la faillite, sur citation, de la S.C. Codima, établie et ayant son siège social à 4020 Liège, avenue de Jupille 19, R.C. Liège 165905, avec date du début des opérations commerciales le 1^{er} juillet 1988, pour les activités suivantes : fabrication et commerce de gros et de détail avec importation et exportation en pièces et accessoires pour les industries automobiles et connexes, en matériel et biens d'équipement, de conseil technique et d'études de marché, intermédiaire commercial (représentant autonome), T.V.A. 435.660.949.

Le juge-commissaire est M. Georges Libert.

Le procès-verbal de vérification des créances sera clôturé le mardi 10 novembre 1998, à 10 heures.

Le curateur, (signé) Me Ad. Absil, avocat à 4000 Liège, quai de Rome 82. (Pro deo) (24481)

Par jugement du 30 septembre 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé, sur aveu, la faillite de la S.P.R.L. Sportis, ayant son siège social à 4420 Montegnée (Saint-Nicolas), chaussée Roosevelt 125, exploitant à 4040 Herstal, place Camille Lemonnier 1, et à 4420 Saint-Nicolas, chaussée Roosevelt 96/98, R.C. Liège 188175, avec date du début des opérations commerciales le 21 octobre 1994, pour le commerce de gros et détail en articles de sport et de loisirs et accessoires, ainsi que la fabrication, T.V.A. 453.095.809.

Juge-commissaire : Mme Annette Penners.

Date de clôture pour le dépôt des créances : le 30 octobre 1998.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 10 novembre 1998.

Le curateur : Me Alain Bodeus, avocat, rue Julien d'Andrimont 25, à 4000 Liège. (24482)

Par jugement du 30 septembre 1998, le tribunal de commerce de Liège a prononcé la faillite, sur aveu, de :

la S.A. Maxi Clean, en liquidation, ayant son siège social rue de Romsée 27, à 4620 Fléron, R.C. Liège 173021, T.V.A. 441.030.789, et

la S.P.R.L. Techni Clean, en liquidation, ayant son siège social rue de Romsée 27, à 4620 Fléron, R.C. Liège 185395, T.V.A. 451.277.751, ayant pour activité commerciale l'exploitation d'entreprises de nettoyage et de désinfection de maisons et de locaux, meubles, ameublement et objets divers.

Date du début de l'activité commerciale de la S.A. Maxi Clean : le 7 juin 1990, et de la S.P.R.L. Techni Clean : le 9 novembre 1993.

Juge-commissaire : M. Jean-François Grisard.

Procès-verbal de vérification des créances : le mardi 10 novembre 1998, de 10 à 11 heures, au cabinet du greffier en chef du tribunal de commerce.

Les déclarations des créances doivent être déposées pour le 30 octobre 1998 au plus tard.

Le curateur, (signé) Me P. Henfling, avocat, rue Charles Morren 4, à 4000 Liège. (24483)

Tribunal de commerce de Namur

Par jugement du 3 septembre 1998, le tribunal de commerce de Namur a déclaré la faillite de la S.C.S. Falque, dont le siège social est établi à 5000 Namur, rue Marché au Chanvre 3-5, y exploitant un débit de boissons sous la dénomination « Arc-en-Ciel », R.C. Namur 73403, T.V.A. 461.743.655.

Le même jugement reporte à la date provisoire du 3 septembre 1998, l'époque de la cessation des paiements.

Juge-commissaire : M. Nigot, Pierre, juge consulaire.

Curateur : Me Moërynck, Pierre, avenue Sergent Vrithoff 133, 5000 Namur.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, rue du Collège 37, à Namur, dans les trente jours.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances à l'audience publique du 29 octobre 1998, à 10 heures, au palais de justice de cette ville, 1^{er} étage.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P. Moërynck. (24484)

Tribunal de commerce de Neufchâteau

Par jugement du 29 septembre 1998, le tribunal de commerce de Neufchâteau a déclaré closes, par insuffisance d'actif, les opérations de la faillite de Mme Clause, Fabienne, à 6830 Bouillon, rue du Collège 47, faillite ouverte par jugement du 9 janvier 1996 du tribunal de commerce de Neufchâteau, et a prononcé l'excusabilité de la faillite.

Bastogne, le 2 octobre 1998.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) Me B. Moinet. (24485)

Par jugement du 29 septembre 1998, le tribunal de commerce de Neufchâteau a prononcé la clôture, par insuffisance d'actif, de la faillite de la S.P.R.L. Fane (Pizzeria L'Amphora), dont le siège social était établi à 6870 Saint-Hubert, rue de la Victoire 22, et le siège d'exploitation rue du Mont 13, R.C. Neufchâteau 14943.

Le tribunal dit pour droit que la société faillie n'est pas excusable.

(Signé) Me S. Collard, curateur. (24486)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du 28 septembre 1998, a été déclarée ouverte, par citation à comparaître, la faillite de Art-Wood, chaussée de Bruxelles 15, 1300 Wavre, R.C. Nivelles 83352, T.V.A. 429.434.440, menuiserie.

Juge-commissaire : B. Bettoni.

Curateur : Me Michel Janssens, avocat, dont le cabinet est sis à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 2 novembre 1998, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Delchambre.
(Pro deo) (24487)

Par jugement du 28 septembre 1998, a été déclarée ouverte, par citation à comparaître, la faillite de l'Imprimerie Storm S.P.R.L., Grand-Route 217, 1428 Lillois-Witterzée, R.C. Nivelles 74061, T.V.A. 450.366.743, imprimerie.

Juge-commissaire : B. Bettoni.

Curateur : Me Michel Janssens, avocat, dont le cabinet est sis à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 2 novembre 1998, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Delchambre.
(Pro deo) (24488)

Par jugement du 28 septembre 1998, a été déclarée ouverte, par citation à comparaître, la faillite de Guides et Limousines Services Création Event S.P.R.L., rue Rosier Bois 3, 1331 Rosières, R.C. Bruxelles 602743, T.V.A. 457.865.932, location de limousines.

Juge-commissaire : B. Bettoni.

Curateur : Me Michel Janssens, avocat, dont le cabinet est sis à 1400 Nivelles, rue de la Procession 25.

Date limite du dépôt des créances : dans les trente jours de la date de la faillite.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le 2 novembre 1998, à 11 heures, en l'auditoire de ce tribunal, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) J. Delchambre.
(Pro deo) (24489)

Tribunal de commerce de Tournai

Par jugement rendu le 1^{er} octobre 1998, le tribunal de commerce de Tournai a prononcé la faillite de la S.A. « Pottel Bois », établie à Comines, rue Ten Brielen 42, ayant pour objet social l'exploitation d'une scierie, R.C. Tournai 57973, T.V.A. 422.165.774.

Les créanciers sont tenus de produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce de Tournai, rue des Filles-Dieu 1, à 7500 Tournai, dans un délai de trente jours (31 octobre 1998).

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 19 novembre 1998, à 9 heures, en chambre du tribunal de commerce de Tournai, palais de justice, à Tournai.

Juge-commissaire : Storme, Jean François.

Curateur : Me P. Pattyn, avocat à Mouscron, rue de Tourcoing 98.

Le curateur, (signé) Me P. Pattyn. (24490)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis d.d. 26 november 1985, werd failliet verklaard Music Tower P.V.B.A., met zetel te 8400 Oostende, Hofstraat 10, H.R. Oostende 39141.

Bij vonnis d.d. 3 september 1998 werd dit faillissement gesloten verklaard wegens ontoereikend actief en werd de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

De curator, (get.) Paul Daems, advocaat te Oostende, Leopold III-laan 15. (24491)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge

Bij vonnis van 30 september 1998 heeft de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Brugge, Mevr. Bal, Linda Maria Magdalena, geboren te Berchem op 3 januari 1962, wonende te 8370 Blankenberge, Vissersstraat 37, H.R. Brugge 83550, voor kleinhandel in damesconfectie, BTW 518.795.194, na bekentenis, failliet verklaard.

Aanvang van de termijn van staking van betaling : voorlopig 30 september 1998.

Rechter-commissaris : de heer Germain Brouns, rechter in handelszaken.

Curatoren : Mrs. Annick De Pauw en Jean-Pierre Vandecasteele, advocaten te 8370 Blankenberge, De Smet de Naeyerlaan 99.

De aangiften van schuldvordering moeten ingediend worden ter griffie van deze rechtbank vóór 30 oktober 1998.

Het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal gesloten worden op de rechtbank van koophandel te Brugge, op 9 november 1998, om 9 u. 30 m.

Voor gelijkvormig uittreksel : (get.) Annick De Pauw, curator. (24492)

Bij vonnis d.d. 1 oktober 1998 van de rechtbank van koophandel te Brugge, werd failliet verklaard Aannemingsbedrijf Verle N.V., met zetel te Assebroek, Astridlaan 360, H.R. Brugge 78151, voor onderneming voor het optrekken van gebouwen, algemene bouwonderneming, onderneming voor het leggen van tegelvloeren en mozaïek en het plaatsen van alle wand en vloerbekleding, BTW 450.107.516 (19980126).

Aanvang van de termijn van staking van betaling : voorlopig 1 oktober 1998.

Rechter-commissaris : de heer Pierre Van Nieuwenhuysse.

Curator : Mrs. Frank Dinneweth, advocaat te 8310 Assebroek, Astridlaan 172.

De aangiftes van schuldvordering moeten worden gedaan vóór 30 oktober 1998 en het proces-verbaal van verificatie van de schuldvorderingen zal worden gesloten op 9 november 1998, om 11 u. 30 m., in de gehoorzaal van deze rechtbank te Brugge, Kazernevest 3, zaal N.

Voor gelijkvormig uittreksel: (get.) Frank Dinneweth, curator. (24493)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde

Bij vonnis van 21 september 1998 van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Dendermonde, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard, Mevr. Kuys, Christiana, geboren te Zele op 30 mei 1959, frituuruitbaatster, wonende te 9240 Zele, Jutestraat 3, H.R. Dendermonde 50869, BTW 763.202.235.

Rechter-commissaris: de heer Marc Tackaert.

Curator: Mr. Marianne Macharis, advocaat te 9200 Dendermonde, Koningin Astridlaan 8.

De datum van staking van de betalingen werd vastgesteld op 21 september 1998.

De schuldeisers worden uitgenodigd hun schuldvordering in te dienen binnen de dertig dagen vanaf de datum van het vonnis ter griffie van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, Noordlaan 31, 9200 Dendermonde.

Sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen werd bepaald op vrijdag 30 oktober 1998, te 9 u. 15 m. in de voormiddag, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Dendermonde.

De curator, (get.) M. Macharis. (24494)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 1 oktober 1998, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Algemene Boekhouding Colemont en De Jonghe C.V., met maatschappelijke zetel voorheen gevestigd te 3945 Ham, Nijverheidsweg 9a, thans met maatschappelijke zetel gevestigd te 3560 Lummen, Schalkbroekstraat 179, H.R. Hasselt 70107, BTW 433.845.465, aanvangsdatum activiteit: 11 januari 1988, handelsactiviteit: boekhoudbureau..., handeldrijvende onder de benaming « A.B.C.D. » C.V.

Rechter-commissaris: de heer Bours.

Tijdstip ophouden van betaling: 1 oktober 1998.

Curatoren: Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 22 oktober 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 5 november 1998, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (24495)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 1 oktober 1998, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Ertekin B.V.B.A., met maatschappelijke zetel voorheen gevestigd te 3581 Beringen (Beverlo), Koolmijnlaan 253, H.R. Hasselt 94200, BTW 459.659.343, aanvangsdatum activiteit: 1 februari 1997, handelsactiviteit: groothandel textielwaren, handeldrijvende onder de benaming « Yeliz Giyim ».

Rechter-commissaris: de heer Bours.

Tijdstip ophouden van betaling: 1 oktober 1998.

Curatoren: Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 22 oktober 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 5 november 1998, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (24496)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 1 oktober 1998, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Euro-Inter C.V., zonder inschrijving in het handelsregister, voorheen met maatschappelijke zetel gevestigd te 3570 Alken, O.L. Vrouwstraat 7, met maatschappelijke zetel gevestigd te 3550 Heusden-Zolder, Meylandtlaan 175-1a.

Rechter-commissaris: de heer Bours.

Tijdstip ophouden van betaling: 1 oktober 1998.

Curatoren: Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 22 oktober 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 5 november 1998, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (24497)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 1 oktober 1998, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Castel C.V., met maatschappelijke zetel te 3941 Eksel, Hoofdstraat 39, H.R. Hasselt 77301, BTW 441.916.657, aanvangsdatum activiteit: 6 september 1990, handelsactiviteit: drankgelegenheid.

Rechter-commissaris: de heer Bours.

Tijdstip ophouden van betaling: 1 oktober 1998.

Curatoren: Luc Renier, advocaat te 3500 Hasselt, Casterstraat 70, bus 1, en Piet Carlier, advocaat te 3500 Hasselt, Gouverneur Roppesingel 131.

Indienen van de schuldvorderingen: griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 22 oktober 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen: 5 november 1998, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Luc Renier; Piet Carlier. (Pro deo) (24498)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 1 oktober 1998, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard G & V Horeca N.V., waarvan de zetel gevestigd is te Lummen, Dr. Vanderhoeydonckstraat 16, handeldrijvende onder de benaming « Parkhotel », H.R. Hasselt 95008, BTW 460.153.647, handelsactiviteit: uitbating drankgelegenheid en verbruikssalon.

Rechter-commissaris: de heer Vandekerckhove.

Tijdstip van ophouden van betalen: 1 oktober 1998.

Curatoren: Dehaese, Lieve, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Dahaese, Johan, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Bussers, Patrick, advocaat te 3590 Diepenbeek, Kloosterstraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 22 oktober 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 5 november 1998, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Lieve Dehaese; Johan Dehaese; P. Bussers. (24499)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 1 oktober 1998, op bekenenis, in staat van faillissement Libero B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Herk-de-Stad, Sint-Jorislaan 95, H.R. Hasselt 82129, BTW 448.567.194, handelsactiviteit : café.

Rechter-commissaris : de heer Vandekerckhove.

Tijdstip van ophouden van betalen : 1 april 1998.

Curatoren : Dehaese, Lieve, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Dahaese, Johan, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Bussers, Patrick, advocaat te 3590 Diepenbeek, Kloosterstraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 22 oktober 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 5 november 1998, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Lieve Dehaese; Johan Dehaese; P. Bussers. (Pro deo) (24500)

De rechtbank van koophandel te Hasselt, tweede kamer, heeft bij vonnis van 1 oktober 1998, op bekenenis, in staat van faillissement verklaard Valkenborgh, Jean-Louis, handeldrijvende onder de benaming « Valkenborgh », wonende te Hasselt, Zuivelmarkt 1, H.R. Hasselt 69159, BTW 707.244.222, handelsactiviteit : decoratie, binnenhuisinrichting.

Rechter-commissaris : de heer Vandekerckhove.

Tijdstip van ophouden van betalen : 15 september 1998.

Curatoren : Dehaese, Lieve, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Dahaese, Johan, advocaat te 3500 Hasselt, Luikersteenweg 187, en Bussers, Patrick, advocaat te 3590 Diepenbeek, Kloosterstraat 35.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Havermarkt 8, te 3500 Hasselt, vóór 22 oktober 1998.

Sluiting proces-verbaal nazicht van de schuldvorderingen : 5 november 1998, om 14 uur, in de gehoorzaal van de rechtbank van koophandel te Hasselt.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Mrs. Lieve Dehaese; Johan Dehaese; P. Bussers. (24501)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven, d.d. 22 september 1998, werd het faillissement van de B.V.B.A. Tradex Belgium, met zetel te 3150 Haacht-Wespelaar, Grote Baan 206/A, afgesloten wegens ontoereikend actief. Geen enkele schuldeisers heeft een dividend ontvangen. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

(Get.) L. Jordens, curator. (Pro deo) (24502)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis d.d. 5 oktober 1998 werd, op dagvaarding, het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. Meyer Paul, met maatschappelijke zetel te 2820 Bonheiden, Mechelsesteenweg 136, vennootschap in vereffening, met als vereffenaar Paul Meyer, op zelfde adres, H.R. Mechelen 71077, BTW 445.888.610.

Datum staking betaling : 5 oktober 1998.

Rechter-commissaris : de heer H. Verbruggen.

Curator : Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 4 november 1998, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 16 november 1998, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Eric Van hoogenbemt. (24503)

Bij vonnis d.d. 5 oktober 1998 werd, op bekenenis, het faillissement open verklaard van de B.V.B.A. Herman Vermeulen, aannemer, met maatschappelijke zetel te 2580 Putte, Waverssesteenweg 41, H.R. Mechelen 73158, BTW 448.920.651.

Datum staking betaling : 5 oktober 1998.

Rechter-commissaris : de heer H. Verbruggen.

Curator : Mr. Eric Van hoogenbemt, advocaat te 2800 Mechelen, Hombeeksesteenweg 62.

Indienen van de schuldvorderingen : vóór 4 november 1998, ter griffie van de rechtbank van koophandel, Voochtstraat 7, te 2800 Mechelen.

Proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderingen : op 16 november 1998, om 9 uur, in de rechtbank van koophandel te Mechelen.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Mr. Eric Van hoogenbemt. (24504)

Huwelijksvermogensstelsel – Régime matrimonial

Par requête en date du 3 mars 1998, les époux, Philippe Henri Adrienne Van Herreweghe, administrateur de société, né à Wilrijk le 25 février 1962, demeurant et domicilié à Molenbeek-Saint-Jean, boulevard Mettwie 9, de nationalité belge, et Maria Moudjari, employée, née à Cannes (France) le 21 mars 1970, demeurant et domiciliée à Molenbeek-Saint-Jean, boulevard Mettwie 9, de nationalité française, ont introduit devant le tribunal civil de première instance de Bruxelles une requête tendant à l'homologation de l'acte du 3 mars 1998, dressé par le notaire Jacques de Mol, à Bruxelles, contenant modification de leur régime matrimonial actuel et adoptant la séparation de biens pure et simple.

Bruxelles, le 5 octobre 1998.

Pour les requérants, (signé) Jacques de Mol, notaire. (24505)

Bij verzoekschrift d.d. 2 oktober 1998 hebben de heer Vannieuwenhuyze, Daniel, mekaniker, en zijn echtgenote, Mevr. Maeckelbergh, Monique, schoonmaakster, samenwonend te Torhout, Kwaplasstraat 65, gehuwd te Ichtegem onder het stelsel der wettelijke gemeenschap bij gebrek aan huwelijkscontract, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brugge een verzoek ingediend tot homologatie van de akte verleden voor notaris Karel Vanbeylen, te Zwevezele, op 2 oktober 1998, houdende inbreng door de heer Vannieuwenhuyze, Daniel, van twee onroerende goederen.

Voor de echtgenoten Vannieuwenhuyze, Daniel - Maeckelbergh, Monique, (get.) Karel Vanbeylen, notaris te Zwevezele. (24506)

Bij verzoekschrift d.d. 7 september 1998 hebben de heer Demeyer, Gilbert Emiel André, metaalbewerker, geboren te Brugge op 17 augustus 1944, en zijn echtgenote, Mevr. Rosseel, Odette Annie, huisvrouw, geboren te Loppem op 25 september 1943, samenwonende te 8020 Oostkamp, Larestraat 104, bij de rechtbank van eerste aanleg te Brugge een aanvraag ingediend tot homologatie van de akte verleden voor notaris Paul Lomme, te Zedelgem, op 7 september 1998, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel door het stelsel der algehele gemeenschap aan te nemen en door aanbedeling van de onroerende goederen in de gemeenschap.

Voor de echtgenoten Gilbert Demeyer-Rosseel, (get.) Paul Lomme, notaris te Zedelgem. (24507)

Bij verzoekschrift van 17 september 1998 hebben de heer Guido Sieben, neuro-psychiater, en zijn echtgenote, Mevr. Marleen Praet, patholoog, wonende respectievelijk te Knokke-Heist (Duinbergen), Zee-dijk 304, en Gent, Koning Albertlaan 29, aan de rechtbank van eerste aanleg te Gent homologatie gevraagd van de akte verleden voor notaris Pascal Vandemeulebroecke, te Sint-Martens-Latem, op 17 september 1998, houdende vervanging van het wettelijk stelsel door het stelsel van zuivere scheiding van goederen.

Voor de verzoekers, (get.) Pascal Vandemeulebroecke, notaris. (24508)

Bij verzoekschrift van 17 september 1998 hebben de heer Polders, Ludo Ghislain Valentin, huisschilder, en zijn echtgenote, Mevr. Steegmans, Marie-Claire Jeanna Louisa, zelfstandig helpster, samenwonende te 3500 Hasselt, Sint-Truidersteenweg 519, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie aangevraagd van de akte houdende regeling wederzijdse rechten en wijziging huwelijksvermogensstelsel, behoudende het stelsel van zuivere scheiding van goederen, verleden voor notaris Rose-Marie Vanhelmont, te Hasselt, op 17 september 1998.

Hasselt, 2 oktober 1998.

Voor de verzoekers, (get.) Rose-Marie Vanhelmont, notaris te Hasselt. (24509)

Bij beschikking van de zesde kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Leuven, op 17 juni 1998, werd gehomologeerd de akte van wijziging van huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Jean Cuvelier, te Duffel, op 6 februari 1998, afgesloten tussen de echtgenoten, de heer Alexander Jaap de Groot, bestuurder van vennootschappen, geboren te Den Helder (Nederland) op 26 augustus 1963, en zijn echtgenote, Mevr. Veronique Claire Henriette Pascale Ghislaine Vanheukelom, stewardess (hostess), geboren te Leuven op 31 maart 1961, samenwonende te 3140 Keerbergen, Kraaiven 12.

Voormelde wijziging houdt de overgang in van het wettelijk huwelijksvermogensstelsel naar het stelsel van scheiding van goederen en bevat onder meer wijziging aan hun onroerend vermogen door toebedeling van de gemeenschappelijke woning te Keerbergen, Kraaiven 12, aan Mevr. Veronique Vanheukelom, persoonlijk.

Namens de echtgenoten de Groot-Vanheukelom, (get.) Jean Cuvelier, notaris te Duffel. (24510)

Bij beschikking van 23 september 1998, van de eerste kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Turnhout, werd de akte gehomologeerd, verleden voor notaris Walter Vanhencxthoven, te Herentals, op 30 juni 1998, waarbij de heer Vanden Boer, Johan, bediende, geboren te Lommel op 16 december 1962, en zijn echtgenote, Mevr. Eelen, Kathleen Leonia Jozef, medisch secretaresse, geboren te Turnhout op 18 juli 1964, samenwonende te Kasterlee (Lichtaart), Hukkelbergen 86, hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Voor de partijen, (get.) Walter Vanhencxthoven, notaris. (24511)

Bij akte verleden voor notaris Francis De Boungne, te Kalmthout, op 10 september 1998, geregistreerd te Kapellen op 15 september 1998, boek 598, blad 15, vak 5, hebben de heer van Opdorp, Frans, gepensioneerde, geboren te Essen op 3 mei 1928, en zijn echtgenote, Mevr. Mattheusen, Augusta Cornelia Maria, zonder beroep, geboren te Essen op 2 maart 1932, samenwonend te Kalmthout, Achterstraat 31, hun huwelijkscontract, wettelijk stelsel bij gebrek aan huwelijkscontract, gewijzigd, door toevoeging van een verblijfsbeding in voordeel van de langstlevende der echtgenoten.

Kalmthout, 28 september 1998.

(Get.) F. De Boungne, notaris. (24512)

Onbeheerde nalatenschap – Succession vacante

Tribunal de première instance de Charleroi

Un jugement de la première chambre, rendu sur requête le 17 septembre 1998 :

a déclaré vacante la succession de Schayes, Michèle Léone Elodie, née à Jumet le 25 janvier 1958, en son vivant domiciliée à Thuin, rue des Nobles 23, et décédée à Thuin le 5 août 1995;

a désigné Me Halbrechq, Jean, avocat à Lobbes, rue de l'Abbaye 26, en qualité de curateur à ladite succession vacante.

Charleroi, le 30 septembre 1998.

Pour extrait conforme : le greffier-chef de service, (signature illisible). (24513)